
DIOTIME

OU LA SUITE DU BANQUET

LES MASQUES :

DIOTIME, prêtresse de Mantinée.
L'ombre heureuse de SOCRATE.

SOCRATE.

O femme voilée, que viens-tu faire ici? (Elle écarte son voile.) Ah!... Tu viens de me révéler une chose étrange que ma faible raison n'aurait pas pris l'initiative de concevoir: c'est qu'aux Iles Fortunées, où nous sommes à l'abri de tous les accidents, nous pouvons cependant éprouver le sentiment de la peur. Oui, ô femme, j'ai frissonné à ta vue. J'ai imaginé que tu étais Xanthippe, mon épouse. Je m'étais débarrassé d'elle si facilement le jour que j'ai bu le poison! Je n'avais eu qu'un mot à dire: « O mes amis, emmenez-la, nous avons à causer entre hommes ». Mais, dans le séjour des ombres heureuses, tous ceux, toutes celles qui là-bas se sont distinguées par leur vertu, vont et viennent comme il leur plaît, et le dieu sait si Xanthippe était vertueuse! Elle n'avait probablement point d'autre qualité que celle-là, mais elle était honnête au suprême degré. Ah! par le chien, qu'elle l'était! Je ne puis songer à elle, sans qu'il me souvienne d'un de mes vieux amis qui, devenu veuf, eut l'imprudence de se remarier. Sa seconde femme était une autre Xanthippe; et quand il fit son testament, il déclara qu'il voulait reposer en

paix aux côtés de la première. C'est un bon mot. Tu ne ris pas? Tu trouves peut-être que je radote? On le pardonne aux vivants, quand ils sont très vieux : pourquoi n'userait-on pas de la même indulgence avec les très vieux morts? Mais que de vaines paroles! O femme, puisque tu n'es pas Xanthippe, qui donc es-tu?

DIOTIME.

Ne me reconnais-tu pas? Je suis Diotime.

SOCRATE.

Quelle Diotime?

DIOTIME.

La prêtresse de Mantinée. Celle qui t'a enseigné l'unique science que tu te flatte de connaître, la science de l'amour, et de qui tu n'as fait que répéter les propos, lorsque ton tour est venu de prononcer l'éloge de ce dieu, au banquet d'Agathon.

SOCRATE.

O femme, la plaisanterie est spirituelle, mais un peu forte. Comment veux-tu que je t'appelle Diotime, puisque Diotime n'a jamais existé? Elle est une créature de mon imagination que j'ai inventée de toutes pièces afin de mieux frapper l'imagination d'autrui. Il faut toujours, ô femme, tenir compte du public. Sans doute y a-t-il une grande différence des nombreux aux jeunes hommes beaux et bons qui s'étaient réunis chez Agathon ce jour-là pour fêter son succès au concours de tragédie. Son poème ne valait, par parenthèse, pas grand chose, mais quel splendide garçon! Il avait une figure charmante et un corps sans reproche.

DIOTIME.

Tu t'égares, ô merveilleux.

SOCRATE.

Je ne saurais suivre ton propos comme un esclave, je suis né libre. Toutefois, afin de te complaire, car les femmes ainsi que les enfants ont la superstition de la logique, je

veux bien mettre un peu d'ordre et de suite dans mes idées... Où en étais-je?... Ah! oui, je te disais que les jeunes intellectuels qui soupaient chez Agathon n'étaient pas gens du commun. Il n'est pas moins vrai que pour enseigner, même à des esprits forts, des choses d'un caractère divin, un certain style religieux et des formules rituelles ne sont pas sans utilité. O femme, je porte l'été comme l'hiver un manteau râpé, je n'ai aucune tenue, et je parle comme je m'habille; je vais ordinairement nu-pieds, je ne me chausse que dans les grandes circonstances, tiens, par exemple, pour aller souper ce soir-là chez le bel Agathon; mais, quand il le faut, je suis aussi capable qu'un autre de pontifier. Et il le fallait. Nous avions décidé que chacun des convives tour à tour, en allant de gauche à droite, improviserait un éloge d'Éros. Quand ce fut à moi de parler, je voulus leur remontrer d'abord que nous avions choisi, peut-être sans le faire exprès, un sujet non point frivole, mais grave, et que l'amour est un grand mystère.

« Or, un mystère doit être révélé : il se pourrait même que la révélation en fût l'essentiel et toute la substance. J'ai donc feint qu'une prêtresse de Mantinée m'avait enseigné ce que j'en savais. Je l'ai nommée Diotime; car, si je ne lui avais prêté aucun nom, ma feinte fût restée vaine, personne n'aurait pris ce masque au sérieux; mais les hommes, même supérieurs, croient que tout ce qui a nom a vie : ce n'est pas l'essence qui implique l'existence, c'est le nom. J'ai toutefois cru devoir ajouter à ma créature quelques traits, dirai-je : historiques? J'ai dit, par exemple, que cette Diotime, quand la peste nous menaçait, offrit aux dieux un sacrifice qu'ils daignèrent agréer : l'effet de cette cérémonie fut une amélioration de la santé publique, maintenue durant dix années. Après ce long temps, la peste revint : les Immortels avaient oublié le sacrifice. Ils ont bien aussi le droit d'être ingrats, comme les mortels. Il faut convenir qu'ils y mettent un peu moins de hâte et d'indécence; mais leur mérite est-il si grand, et savons-nous ce que feraient les hommes si, pour donner carrière à leur reconnaissance, ils avaient devant eux l'infini et l'éternité?

DIOTIME.

O bienheureux, si je puis le dire sans te fâcher, il me semble que tu t'abandonnes encore aux charmes de la digression.

SOCRATE.

Mais non, mais non, je vois très bien où je vais. Ce sacrifice d'expiation, de purification, qui nous aurait délivrés de la peste et dont je t'ai attribué l'honneur, ô femme, tu sais probablement aussi bien que moi que c'est Épiménide de Crète qui l'offrit aux dieux en pareille conjoncture et avec le même heureux effet. Ainsi ai-je pris à droite, à gauche, un trait, un autre pour composer ta figure illusoire, ô Diotime... car je veux bien t'appeler Diotime, puisque cela semble te faire plaisir ; mais, si tu es Diotime, tu n'es qu'une vapeur de ma fantaisie.

DIOTIME.

Comme les fantômes des morts, qu'évoque Ulysse le rusé après avoir répandu sur la terre le sang noir des victimes. Dès que le fils de Pélée leur permet de boire un peu de ce sang, de s'incorporer cette substance tout à l'heure vivante encore, ils semblent renaitre, ils recouvrent les facultés de la vie, la mémoire entre autres, et à leur science du passé vient s'ajouter la prescience du redoutable avenir. Moi de même, qui ne fus jamais, je n'étais, quand tu me conçus, qu'une ombre comme l'ombre de ceux qui furent; mais tu m'as laissé boire le sang : je veux dire que ces éléments empruntés dont tu as nourri ta fiction lui ont donné comme une consistance et une réalité. D'ailleurs, ô Socrate, pour prétendre qu'une créature de ta fantaisie n'est rien de réel ni de vivant, il faudrait que tu fusses de bien mauvaise foi, ou peu conséquent avec toi-même.

SOCRATE.

O femme, que veux-tu dire? Je ne t'entends pas bien.

DIOTIME.

Ou peut-être, ô merveilleux, crains-tu de trop bien m'entendre... Me permets-tu de t'interroger?...

SOCRATE.

Certes!... Ne sais-tu pas que je ne puis penser que par demandes et par réponses?

DIOTIME.

Aussi est-ce par ce moyen que je vais te rafraîchir la mémoire. Je n'imagine pas que tu renies les propos que jadis tu feignais de m'attribuer, au banquet d'Agathon ?

SOCRATE.

Comment les renierais-je, ô Diotime, puisqu'ils traduisaient à la lettre mes propres idées, et que, si je les autorisais de ton nom, ce n'était là qu'une sorte de supercherie littéraire, ou philosophique ?

DIOTIME.

Je néglige le côté pittoresque de notre doctrine commune, et ce mythe, ingénieux j'en conviens, d'un Éros né gueux d'une mère sans fortune, mais d'un père prompt à se débrouiller. Cette double ascendance est cause que, manquant de tout grâce à sa mère Pénia, il désire tout ce qui lui manque, et que le génie de Poros son père lui suggère toujours à point des expédients pour se le procurer. Mais j'arrive à celles de nos conclusions qui méritent vraiment d'être appelées philosophiques.

SOCRATE.

Parle donc.

DIOTIME.

Je parlerai. Ou plutôt, tu parleras, ô Socrate, si tu veux bien me complaire, et tu répondras à cette question. Quel est, selon toi, le désir suprême des hommes mortels, ou peut-être leur désir unique, mais qui revêt des formes très diverses ?

SOCRATE.

C'est le désir de ne pas mourir, ô Diotime.

DIOTIME.

Et comment disais-tu, en ce temps-là, qu'ils se flattent de se soustraire à l'inexorable nécessité de tromper l'astucieux Thanatos ?

SOCRATE.

Je disais, ô Diotime, et je dis encore, que c'est en mettant au monde de beaux enfants, qui leur survivront et qui, partant, les feront survivre.

DIOTIME.

Mais ne disais-tu pas aussi qu'il est deux façons d'enfanter, selon la chair et selon l'esprit?

SOCRATE.

Oui.

DIOTIME.

Et que les enfants de l'esprit ne sont pas seulement d'une essence supérieure, mais qu'ils ont, en quelque sorte, plus de réalité?

SOCRATE.

Je le disais.

DIOTIME.

Ne disais-tu pas, ô Socrate, que celui qui aime n'a d'autre objet que d'enfanter de belles raisons ou de beaux discours dans l'âme de celui qui est aimé?

SOCRATE.

Ceci, ô Diotime, n'est peut-être plus aussi clair, mais, à moins de mentir, je dois reconnaître que je l'ai dit.

DIOTIME.

Si donc, ô bienheureux, tu veux demeurer d'accord avec moi-même et avec les choses que tu m'as fait dire ou que tu as dites, tu dois confesser que nul être, en ce monde-ci ou dans l'autre, ne saurait avoir plus de réalité que Diotime, prête-nom des discours que tu lui as prêtés.

SOCRATE.

Ta dialectique, ô femme, est singulière, mais je m'avoue vaincu. Plus j'y pense, plus je m'assure qu'en effet je t'ai positivement donné l'être. Je puis même te suggérer un argument de surcroit dont il me semble que tu ne t'es pas avisée.

DIOTIME.

Lequel, ô admirable?

SOCRATE.

C'est que tu es morte tout de bon, puisque te voici parmi nous, et jamais cet accident n'est arrivé qu'à des êtres qui avaient eu vie préalablement.

DIOTIME.

Tu te moqueras donc toujours, ô Socrate?

SOCRATE.

O Diotime, cette bonne humeur m'est d'une grande ressource pour supporter l'ennui éternel... Mais puisque je ne doute plus de rien, même du prodige inconcevable qui rend présente à mes yeux une création de ma fantaisie, ne me fais pas languir davantage. Dis-moi l'objet de ta visite et ce que tu souhaites de moi; car je ne suppose pas que la curiosité seule t'ait amenée en ces lieux, ni qu'il te puisse beaucoup soucier de revoir un vieux fantôme, à peine plus substantiel que toi.

DIOTIME.

Tu as bien souvent répété, ô Socrate, que ta mère était accoucheuse, le monde entier le sait. Tu as moins parlé de ton père; aussi toutes les hypothèses sont-elles permises. Je présume, quant à moi, qu'il était pêcheur.

SOCRATE.

Pourquoi donc, ô femme?

DIOTIME.

Parce que, de la maïeutique, qui était le métier de ta mère, tu as fait une méthode de philosophie; mais dans le commerce de la société, tu sembles exercer plutôt le métier de ton père, s'il était pêcheur en effet : tu pêches les compliments.

SOCRATE.

Ne m'épargne donc pas, ô Diotime, celui que tu as sur les lèvres.

DIOTIME.

Je ne te l'épargnerai pas, ô Socrate. La seule curiosité aurait bien pu m'attirer en ces îles, et le désir de revoir l'ombre d'un homme qui fut, de son vivant, célèbre entre tous; mais j'ai un objet plus précis. Tu penses bien que j'ai lu et relu l'écrit de Platon où sont relatés les discours prononcés au banquet du poète lauréat par Phèdre, Pausanias, Éryximaque, Aristophane, Agathon notre hôte, toi-même... et moi, si la modestie me permet de me nommer. Platon...

SOCRATE.

Ah ! ce jeune homme m'a fait dire bien des choses dont jamais je ne me serais avisé.

DIOTIME.

En revanche, ô bienheureux, il n'a pas cru devoir coucher par écrit ni faire connaître à la postérité d'autres choses que tu as dites alors que seuls Agathon, Aristophane et toi, vous teniez encore à peu près, comme on dit : la plupart des autres convives étaient sous la table, mais vous demeuriez sur vos lits. Cependant, vous continuiez de boire, tour à tour à la même coupe, qui circulait de droite à gauche. Agathon et Aristophane tombaient de sommeil. Ils ne disaient rien et probablement ne t'écoutaient guère. Mais toi, ô Socrate, tu as toujours également supporté soit la privation de vin ou l'excès. Tu discourrais avec ton abundance coutumière, jamais tes idées n'avaient été plus nettes ni ta voix plus mordante. Pourquoi le fils d'Ariston ne nous a-t-il pas rapporté tes discours de la nuit finissante, du matin profond ? Est-ce pour nous induire à croire que le mystère en était ineffable ? Est-ce par pure malice, pour piquer la curiosité de ses lecteurs ? Il a terriblement bien réussi avec moi, ô Socrate. Je me suis contenue presque une éternité, je n'attendrai pas seulement un siècle de plus. Je brûle de savoir ce que tu racontais au bel Agathon et au dangereux Aristophane dans le moment que le coq allait annoncer l'aurore. C'est cela que je suis venu expressément te demander. Le proverbe nous enseigne que la vérité est dans le vin : je ne doute pas que Socrate, qui disait de si belles choses à jeun, n'en ait dit de beaucoup plus belles encore après avoir bu immodérément.

SOCRATE.

Cela est bien possible, et d'ailleurs je n'en suis pas plus fier ; mais, ô Diotime, tu oublies que le vin, s'il nous fait dire des vérités, nous en fait dans le même instant perdre la mémoire.

DIOTIME.

Elle a bien pu te revenir, depuis si longtemps que ton ivresse est dissipée.

SOCRATE.

Elle a tout au contraire fui de mon âme pour jamais et sans laisser la plus faible trace, quand, selon la règle des morts, j'aidû boire l'eau du Léthé.

DIOTIME.

Tu plaisantes, n'est-ce pas ?

SOCRATE.

Moi ? Par les deux frères, je n'ai de ma vie été si sérieux.

DIOTIME.

Puis donc que tu veux feindre de parler sérieusement, je te parlerai moi-même comme Phèdre, le jour que, pour l'entendre lire le discours érotique de Lysias, tu le suivis sur les bords de l'Ilissus, non loin de l'endroit où Borée enleva l'Orithye. Je te dirai : « O Socrate, crois-tu comme les nombreux que cette fable est vraie ? »

SOCRATE.

Mais quelle fable, ô Diotime ? Car il ne s'agit plus, je pense, de l'Orithye, ni de Borée.

DIOTIME.

Non certes, mais du fleuve Léthé où l'on prétend que toute mémoire se perd. Je te répète ma question : crois-tu, comme te le demandait Phèdre, crois-tu que cette fable est vraie ?

SOCRATE.

Je te répondrai donc, comme je fis à Phèdre ce jour-là, que si j'en voulais donner une explication raisonnable, je ne serais pas fort embarrassé, mais que j'ai autre chose à faire.

DIOTIME.

Quoi donc, ô merveilleux ?

SOCRATE.

Je m'étudie, je me cherche, j'apprends à me connaître moi-même. Le précepte qui est inscrit en lettres d'or au fronton du

temple d'Apollon Delphien, n'oblige pas moins les morts aux îles Fortunées que les mortels sur la terre, là-bas.

DIOTIME.

Tu me répondras, dis-tu, comme tu fis à Phèdre. Te souvient-il donc de l'entretien que vous eûtes ensemble à l'ombre du platane très élevé et du gattillier fleuri ?

SOCRATE.

S'il m'en souvient !

DIOTIME.

La source était froide, l'air tout chargé de parfums...

SOCRATE.

L'été strident vibrat dans la chanson des cigales.

DIOTIME.

Eh bien ! ô Socrate, passe-moi une expression un peu familière : tu t'es coupé.

SOCRATE.

Que veux-tu dire ?

DIOTIME.

S'il te souvient du platane et du gattillier, des parfums qui l'entêtaient, de la source froide et de la chanson des cigales, il te souvient aussi de tout le reste, de toutes les choses qui, durant ta vie mortelle, t'ont causé peine ou plaisir.

SOCRATE.

Je ne trouve rien à te répliquer... Il est étrange que les rares femmes avec qui j'ai discuté de philosophie m'ont toujours fait mordre la poussière dès le premier engagement. Je ne tenais pas deux minutes devant Aspasie, et tu lui es bien supérieure, je m'en flatte, ô toi qui es née de ma pensée comme Pallas du front de Zeus. Parle donc, je t'écoute. Qu'infères-tu, ô Diotime, de ce que tu viens de me dire ? J'accepte d'avance tes conclusions.

DIOTIME.

J'estime, ô Socrate, que cette fable du Léthé est un conte de bonne femme ou, si tu préfères, un puéril symbole, qui ne manque pas de poésie, mais qui ne supporte pas l'examen. Songe que, si tu avais réellement perdu toute mémoire en buvant cette eau fatale, tu ne saurais même plus que tu es Socrate : comment ferais-tu pour obéir au précepte d'Apollon Delphien et pour te connaître toi-même, si tu ne connaissais plus ton nom ? Que te servirait-il d'être une âme immortelle, si tu ne savais plus quelle âme tu es ?

SOCRATE.

Et surtout, ô Diotime, si je n'étais plus moi-même ! Si j'avais laissé dans le lit du fleuve, non pas la mémoire seulement de ce que je fus, mais ce qui me donnait un caractère, une figure, mes pauvres qualités humaines, mes défauts, surtout mes petits défauts ! O Diotime, rendons grâces aux dieux qui permettent qu'on nous effraie sur la terre en nous contant la fable du Léthé, afin que nous ayons la bonne surprise de nous retrouver ici tels à peu près que nous étions là-bas. Je me demande comment, privés de nos souvenirs de la vie, nous pourrions supporter la durée infinie et monotone de la mort.

DIOTIME.

Tu abordes dans mon sens plus que je n'eusse osé l'espérer. Répète-moi donc, ô admirable, car à présent tu n'aurais plus d'excuse, répète-moi les propos que tu as tenus au poète tragique et au faiseur de comédies environ la fin du banquet, tandis que tous les autres convives gisaient ivres-morts sur le plancher.

SOCRATE.

Je ne t'échapperai pas, ô Diotime. J'aime mieux me laisser prendre de bonne grâce. Je vais donc essayer de retrouver les éléments de mon discours, et je te les présenterai de mon mieux.

DIOTIME.

A la bonne heure ! Mais puisque tu fais preuve de bonne volonté, je veux, ô admirable, user à ton égard d'une pareille

complaisance : je t'aiderai aussi de mon mieux. Cherchons ensemble. Voyons... Toute trace des oracles que tu rendis à cette heure tardive n'est point, heureusement, perdue. Le divin Platon... Je ne te fâche pas, au moins, en lui décernant cette épithète qui lui est communément attribuée, comme celle de fertile en expédients à Ulysse et celle de pasteur des peuples à Agamemnon ?

SOCRATE.

Comment pourrais-tu me fâcher en appelant divin le fils d'Ariston ? N'est-il pas un dieu pour moi ? Je lui dois plus que la vie ; je lui dois de survivre dans la mémoire des hommes. Il a écrit ce que je disais, parfois même ce que je ne disais pas ; et il a retenu d'une main légère mes paroles ailées qui s'envolaient... Ah ! il y a aussi le petit Xénophon...

DIOTIME.

Il est si sec !

SOCRATE.

Mais qu'il était bien de sa personne ! N'importe, son *Banquet* n'est pas comparable à celui de Platon. Admire ma rhétorique, ô Diotime : j'ai fait mine de m'amuser comme un badaud à ta digression, et c'est moi qui, sans avoir l'air d'y toucher, te ramène à ton propos.

DIOTIME.

Je voulais, en effet, revenir au *Banquet* de Platon. Aristodème, qui en raconte les péripéties, s'excuse de répéter ton dernier discours, parce qu'il n'en a pas entendu le commencement ; il a fait un long somme, en s'éveillant il avait la tête lourde. Il se rappelle cependant t'avoir entendu dire au faiseur de comédies et au faiseur de tragédies qui t'écoutaient comme dans un rêve, que leur métier est au fond le même, et qu'un poète que Melpomène regarde avec faveur doit agréer à Thalie. Je ne comprends pas très bien, à première vue, ce que tu voulais dire par là, mais tu l'as dit : Aristodème n'était pas si malin, il ne l'aurait pas inventé. C'est, en tout cas, le peu qui subsiste de ton discours : il t'aidera peut-être à te remettre en

mémoire le reste... Attends, Aristodème déclare que ce peu en était l'essentiel ; j'aurais cru plutôt que ce fût un détail, ou une parenthèse.

SOCRATE.

Aristodème ne s'est pas trompé : selon ma coutume, je rattachais les vérités qui faisaient l'objet même de l'entretien à d'autres vérités beaucoup plus générales, qui, à première vue, semblaient n'avoir aucun rapport avec les premières. Le plaisant est qu'il suffit d'approfondir, au petit bonheur, pour découvrir entre les choses les plus éloignées des rapports qu'on ne soupçonnait pas. La dialectique a de ces surprises. A force de raisonner, on finit par trouver tout ce qu'on veut. J'étais particulièrement en veine à cette heure de la nuit; jamais je n'avais si sûrement éprouvé qu'il ne ment pas, le proverbe que tu citais, et que la vérité est dans le vin. Après avoir écouté jusqu'à cinq éloges d'Éros, dont chacun était une doctrine de l'amour, et parlé moi-même, du moins par procuration, le sixième, voici qu'une doctrine nouvelle et fort différente des autres m'était soudain révélée par le dieu ivre, par Dionysos en personne.

DIOTIME.

Mais, ô Socrate, que peut avoir de commun avec l'art tragique ou l'art comique, une philosophie de l'amour?

SOCRATE.

C'est ce que je vais t'apprendre, ô femme, si tu veux bien me prêter attention.

DIOTIME.

Je me tais.

SOCRATE.

Je parlerai. Ou plutôt je t'interrogerai, si tu le permets; car tu le sais, je ne suis point capable de pousser un raisonnement si je n'interroge, et si l'on ne me répond.

DIOTIME.

Je te répondrai, ô Socrate, à condition que je puisse te suivre.

SOCRATE.

Tu me suivras : en te créant à mon image, ô Diotime, je me suis piqué d'honneur ; je t'ai supposé toutes les qualités qui me manquent, et qui ne me manqueraient pas, si je m'étais fait moi-même ; je t'ai notamment donné plus d'esprit que je n'en avais là-bas.

DIOTIME.

Mets-le donc à l'épreuve, ô très bon.

SOCRATE.

N'est-il pas entre la comédie et la tragédie des différences qui sautent aux yeux ?

DIOTIME.

Certes ! Elles diffèrent par les sujets, par le ton et par la qualité des personnages.

SOCRATE.

Que cela est bien dit ! Mais n'offrent-elles pas, en revanche, des ressemblances plus essentielles que leurs différences, et n'aperçois-tu pas entre les deux genres une sorte de fraternité ?

DIOTIME.

Bien que tu ne me facilites pas ma tâche comme à ceux de tes interlocuteurs sur qui tu ne fais pas grand fonds, et bien que ta question ne me souffle pas ma réponse, je devine celle que tu attends de moi. Un mot que tu viens d'employer, et non pas sans doute au hasard, m'en éclaircit : c'est l'épithète *essentiel*. La tragédie et la comédie sont les mêmes par leur essence ; car toutes deux ont pour objet d'imiter sur le théâtre les actions, les gestes et les conversations des hommes mortels. Il importe peu que l'une ait plus de style, que l'autre en ait moins, que la poésie de celle-ci soit plus familière jusque dans les chœurs, et que celle-là, jusque chez Euripide, redoute plus la familiarité que le tonnerre et les éclairs. Quant aux personnages qui portent l'un ou l'autre masque, je disais tout à l'heure qu'ils diffèrent par la qualité ; mais s'ils n'avaient en commun l'humanité, ils ne nous feraient ni pleurer ni rire. Aristophane

emprunte plus volontiers ses héros à la société contemporaine, Eschyle et Sophocle au passé, ou à la fable; mais nous avons lieu de croire que les Atrides, Antigone, Oedipe, Prométhée lui-même ne doivent qu'à leur ancienneté leur majesté vénérable, et qu'ils ont eu des contemporains qui les ont regardés vivre, comme nous regardions les nôtres, alors que nous aussi nous vivions.

SOCRATE.

Tu ne me suis plus seulement, ô Diotime, tu me précèdes. Spontanément, et sans me laisser le loisir de te presser de questions, tu as enfanté toutes les choses subtiles dont je voulais accoucher ton esprit. Il ne me reste plus qu'à résumer ton discours. Ce qui t'enchantait au théâtre, soit que tu assistes à une tragédie ou à une comédie, c'est l'illusion, et elle ne peut naître que d'une représentation naïve de la vie et de la vérité, ou d'une transposition qui ne les déforme point trop.

DIOTIME.

C'est cela même, ô Socrate.

SOCRATE.

Tu veux deviner l'âme intime des demi-dieux, des rois, des reines ou des corroyeurs que tu vois aller et venir sur la scène ainsi que des personnes naturelles. Leurs démarches, leurs mouvements te la révèlent, et l'expression de leur physionomie te la révélerait mieux encore si le masque ne te dérobait leur visage. Il te semble que tu surprends la naissance, la croissance tumultueuse, les violents orages ou les petits accidents de leurs passions, et qu'elles t'affectent toi-même par une sorte de prodigieuse sympathie.

DIOTIME.

Oui, oui, ô Socrate, c'est bien cela.

SOCRATE.

As-tu rien éprouvé de pareil, ô Diotime, en relisant les discours de Phèdre, de Pausanias, d'Éryximaque, d'Aristophane, d'Agathon, et le mien même, que tu étais censée

m'avoir dicté? Aucun t'a-t-il procuré l'illusion d'assister comme un témoin à la naissance de l'amour dans le cœur de l'homme, et d'en suivre toutes les plaisantes ou tragiques péripéties? C'est cela pourtant qui eût offert un intérêt véritable, et non l'éloge du dieu, pur exercice d'école, les considérations philosophiques ou médicales, les allégories plus ou moins ingénieuses.

DIOTIME.

Je ne le nie point, ô Socrate, mais tu me sembles t'engager là dans une voie plus agréable que sûre, où les nombreux te suivront peut-être, où ceux qui aspirent à une connaissance véritable de l'amour s'arrêteront, pleins d'une juste méfiance, dès les premiers pas. Que me parles-tu d'une doctrine nouvelle qui te fut révélée soudain par le dieu ivre, par Dionysos en personne? Le récit très circonstancié d'une aventure amoureuse me charme, et les mêmes épisodes, ou tragiques ou divertissants, lorsqu'on me les présente sur une scène élevée et que j'en deviens en quelque sorte le témoin, exercent sur mon imagination un singulier prestige; mais tout cela n'a rien de commun avec une science digne de ce nom. Dionysos, ô Socrate, a bien des emplois divers parmi les dieux. Il découvre aux hommes mortels la vérité dans le vin, mais il préside aussi aux destinées du théâtre. N'est-ce pas à ce dernier titre qu'il t'a mis en tête l'étrange théorie de la connaissance dont tu sembles maintenant entiché? Prends garde qu'elle est contraire, point par point, à celle que tu as professée jusqu'à ton dernier jour.

SOCRATE.

Si je t'entends bien, ô Diotime, tu veux dire que les choses qui deviennent, qui arrivent, les simples faits sont une matière incertaine et vile, bonne tout au plus pour les poètes, pour les Agathon et les Aristophane qui amusent le peuple, mais qu'ils ne sauraient faire l'objet d'une science? Il est sûr que je l'ai pensé, et qu'à mes yeux, de mon vivant, la raison seule avait qualité pour fonder solidement la science. Mais ma dialectique même, dans les occasions, je l'avoue, trop nonchalante ou trop souple, se conformait-elle toujours rigoureusement à ce principe? Quand je raisonnais sur l'âme, me défendais-je de

l'observer, et ne tirais-je pas, à mon insu, de ces choses qui deviennent, un enseignement plus fécond peut-être que de mes inhumaines déductions? Je ne manquais pas d'esprit de finesse...

DIOTIME.

Tu en abusais quelquefois.

SOCRATE.

Les faits que l'on observe ont, je le le veux bien, peu de valeur par eux-mêmes, mais est-il téméraire de les étudier, de les interpréter? N'est-il pas raisonnable d'espérer qu'ils nous livrent le secret des lois qui les régissent, qu'en vain l'entendement chercherait longtemps à tâtons?

DIOTIME.

L'activité de ton intelligence est admirable, ô Socrate. La mort même ne l'a point ralenti. Tandis que la plupart d'entre nous s'en tiennent aux idées de leur siècle, je vois que tu te fais mettre au courant des inventions, des méthodes les plus récentes. Socrate fait de la *psychologie*!

SOCRATE.

Je crois bien que, durant ma vie mortelle, j'en ai fait beaucoup sans le savoir. Toi aussi, ô Diotime, car nous nous tenons de fort près. Mais, dis-moi, si tu méprises les faits, ne méprises-tu pas bien davantage la vanité des mots?

DIOTIME.

Certes!

SOCRATE.

Réponds-moi franchement : puisque tu as souvent relu ce récit du banquet d'Agathon, que Platon feint qu'Apollodore, qui le tenait d'Aristodème, fait à quelques-uns de ses amis, y as-tu trouvé autre chose que des mots vides de toute substance?

DIOTIME.

C'est justement pourquoi, ô Socrate, je suis si curieuse de ton propre discours, ton discours du matin profond, que ce

lourdaud d'Aristodème n'a pu redire parce qu'il dormait et ne s'est réveillé qu'à la fin. Je suis persuadée qu'il y avait autre chose que des mots creux.

SOCRATE.

Tu en jugeras quand je te le réciterai tout à l'heure ; mais repassons d'abord ceux qui l'avaient précédé.

DIOTIME.

Repassons-les.

SOCRATE.

Je glisserai sur le prologue dont Éryximaque s'est bénévolement chargé. Il s'est plaint que les sophistes habiles écrivissent à l'envi d'interminables morceaux de prose, et les poètes des hymnes, pour louer les dieux, les demi-dieux, ou même des choses inanimées, par exemple le sel, et que ni prosateur ni poète n'eût encore hasardé un digne éloge d'Éros. Entre nous, je me demande où Éryximaque a pris cela. Je n'ai pas voulu relever cette erreur extraordinaire, ni troubler dès leur commencement par mes chicanes des jeux d'éloquence qui devaient plus que tout autre me passionner, puisque je me piquais en ce temps-là d'être fermé à toutes les sciences, hors à celle de l'amour; mais ne te semble-t-il pas qu'à rebours, ô Diotime, Éros est, parmi les mortels, l'objet presque unique des conversations ?

DIOTIME.

Tu dis là une chose très vraie.

SOCRATE.

Il est vrai aussi que l'on en parle beaucoup plus souvent pour le maudire que pour le louer; mais je me demande si les malédictions des hommes ne sont pas pour lui, en même temps que le moins fade, le plus flatteur des éloges.

DIOTIME.

Il me semble que tu consacres un peu trop de temps à la critique d'un prologue, selon toi, assez insignifiant.

SOCRATE.

Tu as raison. Je passe au discours de Phèdre. Il ne vaut pas grand chose non plus, quoiqu'il ne soit pas sans beauté.

DIOTIME.

Le vrai seul et l'utile peuvent avoir de la beauté.

SOCRATE.

Je l'ai dit bien souvent; mais comme il n'y a là personne pour nous écouter, je t'avouerai, ô Diotime, que je n'en pensais pas un mot. Tu ne m'empêcheras donc pas de trouver que Phèdre a très bien parlé, mais il a très bien parlé pour ne rien dire. Il tient d'abord à établir qu'Éros est le plus ancien des dieux, et il allègue pour preuve qu'on ne lui connaît ni père ni mère. Cet argument est faible. Pense-t-il nous apprendre qu'Éros rend vertueux ou brave l'amant qui veut éblouir l'être aimé? Nous le savions. Nous savions également que les femmes elles-mêmes ont sacrifié leur vie pour des hommes, qu'Alceste a consenti de mourir afin de rappeler Admète à la lumière, qu'Orphée a eu moins de courage, qu'il est descendu aux enfers, mais vivant, et que les dieux l'ont puni en le rendant absolument ridicule. Ces faits trop connus, que nous enseignent-ils de la nature de l'amour?

DIOTIME.

Ce n'était pas non plus ce que Phèdre et les autres se proposaient.

SOCRATE.

Mais c'est ce qui m'aurait intéressé. Penses-tu que Pausanias ait fait aussi une grande découverte quand il a marqué la distinction des deux Aphrodites, la populaire et l'uranie? Il nous donne le conseil, où, par Zeus, je n'entends rien, d'aimer selon les règles de l'honnête, mais de nous abstenir d'aimer contre ces règles. Comme il paraît, dans les deux cas, donner au mot « aimer » le même sens pratique, je crains fort qu'on ne cesse précisément d'être honnête quand on aime fût-ce conformément aux règles de l'honnêteté, et que, partant, les

deux ne reviennent au même. Et puis, ce n'est plus là une étude ni même un éloge de l'amour, c'est une éthique téméraire et fort sujette à caution. Je m'arrêterai peu au discours d'Éryximaque.

DIOTIME.

Si tu n'en dois rien tirer, hâte-toi.

SOCRATE.

Que veux-tu, ô Diotime, que j'en tire ? Quand Alcibiade me déclara son intention de se lancer dans la politique, je lui remontrai que le politique doit s'entendre à tout, mais que jamais il n'aurait en architecture la compétence d'un architecte, ni, en matière de constructions navales, celle d'un marin de profession, ou celle d'un savetier quant aux chaussures, bref qu'il n'entendait rien à rien. Je m'incline devant la compétence d'Éryximaque sur l'article de la médecine; mais que pouvais-je espérer qu'il m'enseignât de l'amour ? Il ne l'a pas même traité comme une maladie. Je conviens que ses propos sur l'harmonie ont le mérite d'une majestueuse obscurité, et je trouve je ne sais quoi de comique à sa définition de la médecine, qui est « la science de l'amour dans les corps relativement au plein et au vide » ; mais après l'avoir admirée comme il sied, je ne me sens pas plus savant.

DIOTIME.

Ni moi, ô Socrate.

SOCRATE.

Nous supposerons, si tu le veux bien, qu'Alcibiade eut une nouvelle crise de hoquet, et qu'Agathon prit encore la parole avant lui.

DIOTIME.

Pourquoi, puisqu'en effet il la prit après lui ?

SOCRATE.

Parce que les deux seuls discours qui m'apportent une contribution utile sont celui d'Alcibiade et le tien, je veux dire

celui que je l'ai prêté. Je préfère donc les garder pour la fin et me débarrasser maintenant d'Agathon.

DIOTIME.

Soit!

SOCRATE.

Ah! d'abord, qu'il m'a fait concevoir d'espérances! Il a commencé en ces termes : « Tous ceux qui viennent de parler avant moi ne me semblent pas avoir loué le dieu, mais plutôt avoir félicité les hommes des biens que le dieu leur procure. Quant à la nature d'Éros, qui donc nous l'a démontrée? » J'ai cru qu'il allait nous la démontrer enfin : il est retombé l'instant d'après dans les généralités et les lieux communs! Je suis trop honnête pour ne pas avouer qu'il les a su traiter avec beaucoup d'art et de charme. Par Zeus, c'est son métier. Je ne prends aucun intérêt à sa discussion avec Phèdre, sur le point de savoir si Éros est le plus ancien des dieux ou le plus jeune. Pour nous qui sommes hors du temps, ô Diotime, ces deux contraires ne deviennent-ils pas identiques? Notre point de vue est celui de l'infini et de l'éternité où deux et deux ne sont plus quatre et où les parallèles voient accompli leur vœu chimérique de se rencontrer. Mais je goûte plus que je ne saurais dire des pas-ages comme celui-ci : « Ainsi donc, Éros est jeune; et autre qu'il est jeune, il est délicat. Mais un poète lui a manqué, un poète tel qu'Homère, qui sût nous faire sentir sa divine délicatesse; car Homère a bien dit de la déesse fatale, Até, qu'elle n'est pas seulement déesse, mais encore délicate, et la preuve en est qu'elle a les pieds délicats. Qu'ils sont délicats, dit-il, ses pieds! Car elle ne pose pas sur la terre, mais elle va courant sur les têtes des hommes. Le fait qu'elle ne marche pas sur la dure, mais qu'elle foule je ne sais quoi de plus moelleux, semble à Homère une preuve excellente de sa délicatesse. Alléguons cette même preuve en faveur d'Éros, pour montrer qu'il est délicat : il ne marche pas non plus sur la terre, ni même sur des têtes, qui ne sont pas quelque chose de si moelleux, mais il chemine ou se repose parmi tout ce qu'il y a au monde de plus douillet; car c'est dans les âmes et dans les cœurs des dieux et des hommes qu'il fait son nid; encore choisit-il, et non pas certes les âmes sèches ni les cœurs

durs, mais les âmes et les coeurs qui sont tout baignés de tendresse. »

DIOTIME.

J'admire la fidélité de ta mémoire, ô Socrate : tu récites ces aimables phrases comme si tu les avais entendues hier. L'eau du Léthé ne semble t'avoir fait oublier qu'une chose, c'est que tu l'as bue.

SOCRATE.

Il y a si longtemps!... Oui, ce discours d'Agathon a de la grâce. Il est aussi d'une incroyable absurdité. Quelle étrange idée, non pas de comparer le dieu de l'amour à la déesse du malheur fatal, mais de n'apercevoir entre eux, lorsqu'on les compare, d'autre ressemblance que cette prétendue délicatesse qui leur est commune! Éros, quoi qu'en dis Homère, se promène, comme Até, traîtreusement sur les durs crânes des hommes afin de les frapper de vertige. Il n'est pas moins capricieux que la Fatalité; comme elle il est inexorable. Mais tandis qu'elle demeure indifférente et impassible, il a le goût affreux des secrètes douleurs qu'il cause, du sang qu'il fait couler. Pour moi, ô Diotime, je pense d'Éros ce que Sophocle vieilli en pensait. Comme Céphale, jeune alors et de tempérament vif, lui demandait un jour, avec beaucoup d'indiscrétion et peut-être un peu d'ironie : « Comment, ô Sophocle, te comportes-tu quant aux choses d'Aphrodite? » il répondit : « Point de mauvaises paroles ! Avec quelle joie, comme l'esclave fugitif, j'ai fui la demeure d'Éros, de ce maître sauvage et enragé! »

DIOTIME.

Prends garde, ô Socrate, que tu critiques assez maladroitement le discours d'Agathon : tu te bornes à en prendre le contre-pied et à dire qu'Éros est enragé parce qu'il a dit qu'Éros est délicat.

SOCRATE.

C'est que j'en veux au fils de Tisamène, qui m'a déçu. J'appris souhaité que son discours et celui d'Aristophane pussent me suggérer au moins le préambule de celui que j'ai improvisé sur la fin de la nuit, puisque c'étaient justement ces deux-

là qui seuls alors me tenaient tête; mais je n'ai rien trouvé d'utile que dans celui du faiseur de comédie et dans le tien, ô femme de Mantinée.

DIOTIME.

Dans mon discours? O merveilleux, que j'en suis fière! Mais je suis plus curieuse encore d'apprendre quelles sont, de mes paroles ailées, celles qui ont pu séduire un juge aussi difficile que toi.

SOCRATE.

Ce qui m'a enchanté, ô Diotime, c'est que, parlant après des orateurs d'un lyrisme convenu et à la fois déchainé, tu remettais les choses au point. Cette expression est nouvelle, mais elle pourrait dater de nous, que rendaient si vains notre goût et notre sentiment de la mesure. Les orateurs précédents avaient manqué de mesure en attribuant à Éros jeunesse, beauté, bonté même, richesse et le reste. Tu leur as fait observer qu'il ne possède, du moins actuellement, rien de tout cela, puisque, s'il le possédait, il ne le désirerait pas et que désirer est sa raison d'être ou son essence. Mais tu n'as pas refusé au démon l'espoir d'obtenir un jour les objets de son désir, et tu as traduit cela en langage figuré de la plus ingénue façon.

DIOTIME.

Tu me flatte, ô admirable.

SOCRATE.

Tu as revisé la généalogie d'Éros, qui est d'ailleurs si incertaine qu'elle se prête à toutes les fantaisies.

DIOTIME.

Très vrai!

SOCRATE.

Tu as feint qu'il était le fils de Pénia, de la Pauvreté; mais tu lui as attribué pour père Poros qui aurait été, selon toi, surpris par Pénia dans le jardin de Jupiter, à la suite du festin que donnèrent les dieux pour fêter la naissance d'Aphrodite.

Cette fable, évidemment, renverse bien des idées reçues. Les poètes, qui ont cru jusqu'ici qu'Aphrodite était la mère d'Éros, seront bien dérangés, au moins dans leur chronologie. Mais passons sur ces vétilles. Poros... Ce nom ne dit pas grand chose aux nouvelles générations, de qui cependant Poros est le vrai dieu, le seul; mais elles l'appellent autrement, tu l'as bien dit, elles l'appellent le débrouillard. O Diotime, tu as devancé les siècles, tu as prévu la jeunesse d'aujourd'hui et les mariages riches. Pénia est la première qui, sans dot, ait fait un mariage riche. Que cette invention me semble plaisante! Ce n'est sans doute que de l'esprit...

DIOTIME.

C'est toujours cela.

SOCRATE.

Mais du plus fin.

DIOTIME.

Je prends le compliment pour moi, ô Socrate, car je connais trop ta modestie d'auteur pour imaginer que tu t'assènes à toi-même des choses si agréables, et puis tu n'as nul besoin de te faire valoir aux yeux de Diotime.

SOCRATE.

Je ne m'en soucie pas non plus... Si tu veux prendre aussi pour toi les critiques, je te promets que je ne te les ménagerai guère.

DIOTIME.

A ton aise. Poursuis donc.

SOCRATE.

Je poursuivrai. Ta fable m'amuse, ô Diotime, et il est vrai qu'elle ne m'induit pas en erreur; mais, sur la nature même d'Éros, que m'apprend-elle? Rien du tout.

DIOTIME.

Bon!

SOCRATE.

Rien de plus que les autres discours.

DIOTIME.

Excepté, apparemment, celui d'Aristophane?

SOCRATE.

Précisément, excepté celui d'Aristophane.

DIOTIME.

Par Héra, ô Socrate, je te prie de croire que je n'ai aucune vanité d'auteur...

SOCRATE.

Je n'en ai pas moi-même, qui l'ai donné à la fois l'être et un nom célèbre à tout jamais parmi les hommes.

DIOTIME.

Mais je suis mortifiée de voir que tu préfères à mon grave discours la bouffonnerie grossière d'Aristophane, car tu la préfères.

SOCRATE.

Je ne dis pas non.

DIOTIME.

Par le chien! Pourquoi? Tu ne saurais te refuser à me donner les raisons, les mauvaises raisons de cette préférence invraisemblable.

SOCRATE.

Je ne m'y refuse pas, ô Diotime; mais elles ne sont pas mauvaises, car elles sont bonnes.

DIOTIME.

Parle donc!

SOCRATE.

Je parlerai. O femme de Mantinée, je ne retire rien du compliment que je t'ai fait tout à l'heure. Je t'ai félicitée, je te félicite encore de n'avoir pas offert au divin Éros trop de fleurs, et de l'avoir, comme on dit familièrement, remis à sa place. Tu t'es montrée en ceci bien supérieure au faiseur de

comédies, qui est capable de délire poétique intermittent, et qui, dans ses accès, ne nous donne plus aucune sécurité. Mais, tandis que tes propos n'avaient dans notre controverse qu'une valeur, pour ainsi parler, critique et négative, les siens, plus je les écoutais, plus ils me semblaient, ô Diotime, riches de suggestions. Te l'avouerai-je enfin ? C'est son invention des hommes jadis doubles, pourvus de quatre bras, de quatre jambes, qui marchaient en faisant la roue, et que Zeus dédoubla, pour les punir de leur audace, comme on coupe un œuf dur au moyen d'un cheveu, c'est cette fable par tant de côtés ridicule qui m'a mis sur la voie d'une interprétation nouvelle de l'amour. Je l'ai déclaré loyalement à celui qui me l'avait inspirée, tout en lui exposant mes vues ; mais il n'était guère en état de m'entendre, non plus qu'Agathon, et si j'avais voulu me faire honneur de sa fantaisie originale, il n'aurait certainement pas eu assez de présence d'esprit pour me faire une réclamation.

DIOTIME.

Était-il donc, ô admirable, étaient-ils tous les deux pris de vin au point d'avoir perdu non seulement le sentiment de leur dignité, mais le pouvoir même de leur intelligence ? Quel dégoût !

SOCRATE.

Sans doute... Eh bien ! le croirais-tu, ô Diotime ? C'est moi qui me trouvais tout honteux, et un peu triste, de pouvoir ainsi garder mon sang-froid, entre ces deux jeunes hommes que possédait le bienfaisant Dionysos. Car il m'arrivait ce qui arrive aux hommes vêtus et chaussés, quand par curiosité ils entrent dans une palestre où ceux qui s'exercent sont nus. Naturellement, les jeunes athlètes ne prennent pas garde à leur nudité, ils n'y songent même pas, et c'est le visiteur habillé qui a la pudeur de ses vêtements.

DIOTIME.

Tu étais confus de n'être pas ivre ?

SOCRATE.

Eh ! oui, par Zeus ! Toutefois, comme je ressemble fort, par certains côtés, aux cyniques, je profitais sans scrupule des

avantages que me donnait mon imperturbable sang-froid sur Aristophane pris de vin. Il ne laissait pas de m'être utile ; car tu n'ignores pas, ô femme, que je suis incapable de débiter un discours suivi. Je ne me reconnaissais parmi mes idées que si je faisais des questions à un complaisant qui me répondait. Eh bien ! comme dans un rêve, les yeux à demi fermés, la tête ballante de ci de là, et avec des bruits étranges (car son hoquet l'avait repris), Aristophane me répondait, et je t'assure, fort à propos.

DIOTIME.

Je n'en doute pas, ô bienheureux ; car je connais ton habileté pour interroger. Elle est, comme disent les gens vulgaires, cousue de fil blanc. Tu feins de poser des questions : tu dictes les réponses, et je me suis demandé souvent pourquoi tu n'en usais pas comme ces charlatans que l'on appelle ventriloques. Ils présentent au public crédule des poupées qui ont toute l'apparence humaine, et grâce à un merveilleux artifice de la voix, tantôt c'est eux-mêmes qui semblent parler, tantôt la poupée qui semble leur donner la réplique.

SOCRATE.

Je n'avais pas songé, ô Diotime, à ce procédé ingénieux et malbonnête. D'ailleurs, je ne suis pas né ventriloque, le dieu ne l'a pas permis ; et puis, si j'avais ce pouvoir, je garderais d'en profiter, vu qu'il me soucie peu de procurer à autrui les illusions que je ne me procure pas à moi-même ; et pour me livrer aux jeux de la dialectique, j'ai besoin d'avoir vis-à-vis de moi, en sa réalité vivante, un jeune homme beau et bon.

DIOTIME.

Soit ! Répète-moi donc, sans plus tarder, ô Socrate, tes discours et ceux d'Aristophane pris de vin.

SOCRATE.

C'est, en effet, avec le seul Aristophane que je m'entretiens jusqu'au matin profond. Quant au bel Agathon, je lui avais dit bonsoir une fois pour toutes. Je le lui redisais cependant de temps à autre, par politesse et pour faire semblant de le mêler à la conversation ; mais que veux-tu tirer d'utile d'un poète qui croit philosopher quand il déclare qu'Éros est délicat,

et en allègue pour unique preuve les pieds de ce jeune dieu,
qui marche moins volontiers sur des cailloux que sur un tapis?

DIOTIME.

Soit encore ! Mais, puisqu'il est bien entendu que tu n'as rien tiré d'Aristophane, ne pourrais-tu en venir aux propos, je le gagerais, pleins de substance, que tu échangeas avec Aristophane ?

SOCRATE.

Ne t'indigne pas, ô femme, j'y arrive. Quelle impatience
est la tienne !

DIOTIME.

C'est que voilà une heure, sans reproche, que tu tournes
autour de la coupe à deux anses, comme disent ceux qui parlent par proverbes.

SOCRATE.

Laisse-moi donc maintenant la soulever, et la pencher vers
tes lèvres altérées, ô Diotime.

DIOTIME.

Eh bien ! je bois tes paroles, ô Socrate.

SOCRATE.

Je secouais donc sans façon Aristophane, il se réveillait à
moitié, et je lui disais :

« Sais-tu bien, ô Aristophane, ô fils de l'étranger Philippe, que, parmi les éloges d'Éros qui ont été prononcés ce soir, le tien seul est véritablement instructif ?

— Si je le sais ! Par le chien ! grondait-il.

Et il retombait endormi. Je le secouais de nouveau.

— Cette histoire que tu as contée, des hommes qui avaient
deux visages, quatre bras, quatre jambes, et qui avançaient en
faisant la roue, n'est-ce pas ce que les habiles appellent un
mythe ?

— Oui, par Zeus, c'est un mythe.

Je poursuivais :

— Mais dis-moi, ô Aristophane, est-il une seule espèce de
mythe ou plusieurs ?

— Plusieurs !
 — N'en est-il pas deux ?
 — Assurément, deux... »

DIOTIME.

O Socrate, je vois que le climat des Iles Fortunées ne t'a rien fait perdre de ta verve et que tu t'y moques du monde aussi agréablement que là-bas sur la terre. Je serais ivre-mort comme était Aristophane que, si tu me demandais : « N'est-il pas deux sortes de mythes ? » je te répondrais comme lui sans hésitation : « Deux assurément, ô Socrate. » Mais je t'ai encore interrompu ! Je m'en excuse, et je te supplie de poursuivre ton récit qui me passionne.

SOCRATE.

Je le vois bien. Je renonce à t'adresser les reproches que ton importunité mériterait, et selon ton désir je poursuis. Je demandai donc à ce pauvre Aristophane s'il n'est pas deux sortes de mythes et il me répondit : « Assurément deux. » Je conviens que, si je lui avais dit : « O Aristophane, n'est-il pas trois sortes de mythes ? » il m'aurait de même répondu : « Trois, ô Socrate, sans ombre de doute. » Aussi me suis-je bien gardé de lui faire cette question maladroite, puisque je savais pertinemment qu'il n'est que deux espèces de mythes et non pas trois.

DIOTIME.

Et quelles sont ces deux espèces, ô très bon ?

SOCRATE.

C'est ce que tu vas apprendre tout à l'heure, ô femme, tant de la bouche d'Aristophane que de la mienne, si tu veux bien prêter attention à la suite de cet entretien.

DIOTIME.

J'écoute.

SOCRATE.

Je parlerai.

— O Aristophane, dis-je, ce que tu nous enseignais des hommes d'autrefois, qui avaient quatre bras, quatre jambes, et

qui avançaient en faisant la roue, le tiens-tu de quelqu'un ou de personne ?

Il me repartit :

— De personne.

— Tu ne le sais point d'expérience ni par tradition ?

— Ni l'un ni l'autre.

— Tu ne l'as point lu dans un livre, ni oui dire ?

— Non certes.

— Je m'en doutais; car je l'aurais lu probablement, ou bien je l'aurais oui dire, moi aussi... Au moins, ce n'est pas ta nourrice qui t'a conté ces contes de bonne femme ?

— O Socrate, dit Aristophane en se réveillant cette fois un peu, si ma nourrice avait jamais eu la sottise de me conter ces histoires d'épouvantails, je me serais mis à pousser des cris affreux, comme Astyanax, quand Hector, pour faire le malin, se campe sur la tête son casque empanaché.

— Est-ce là ta bravoure, ô Aristophane ?... Mais je ne veux pas me détourner de notre objet. Tu as donc inventé ces monstrosités bizarres de toutes pièces, à toi tout seul, et tu as tout tiré de ta fantaisie.

Il en fut d'accord.

— O Aristophane, lui dis-je, puisqu'il n'y a ici aucun élément de vérité ni le plus petit détail qui soit emprunté à l'apparence des choses réelles, ton récit n'est-il pas, dans toute la force du terme, un mythe ?

— Oui.

— Et parlant un exemplaire de l'une des deux espèces de mythes que nous avons distinguées au commencement de notre discours, sans d'ailleurs, jusqu'à présent, définir l'une ni l'autre. Nous les définirons un peu plus tard, à moins toutefois que la définition ne nous semble alors superflue. Mais laisse-moi auparavant te demander quelle raison tu as bien pu avoir d'inventer ces choses grotesques.

— Je ne trouve rien à te répondre, ô Socrate. Je n'en sais rien.

— Souhaites-tu que je te mette sur la voie ?

— Je t'en prie.

— Que faisions-nous, à table, quand nous nous étions promis de boire modérément ?

— Ah ! que n'avons-nous persisté dans nos sages résolu-

tions?... Nous faisions tour à tour, ô Socrate, l'éloge du divin Éros.

— Il ne t'a pas suffi de le louer; tu t'es flatté de nous apprendre par quels procédés il établit sur chacun de nous son redoutable empire. Aimer, selon toi, c'est courir, à travers le monde, après une moitié de nous-mêmes qui a été séparée de nous en des temps très anciens.

— Voilà!

— Mais tu connais bien le public, ô faiseur de comédies, et tu as jugé prudent d'illustrer ta philosophie de l'amour, qui n'est accessible qu'à peu de personnes, par le moyen de symboles qui sont à la portée des plus faibles d'esprit. Alors, tu as imaginé cette fable, pour amuser les enfants ou les hommes qui leur ressemblent, et pour faire réfléchir ceux qui sont capables d'en atteindre le sens profond.

— C'est cela même. Je n'aurais pas mieux dit.

— J'en suis persuadé... Puis donc que voilà définie la première sorte de mythes, passons à la seconde.

— Passons à la seconde, ô Socrate.

— Je te demanderai donc maintenant, ô Aristophane, si tu crois à la science des devins.

— Tu veux rire?... Mais on nous écoute.

— Ne crains rien. Cette salle est, en effet, pleine de gens; mais la plupart sont encore plus ivres que toi : ils ne s'intéressent guère aux propos que nous échangeons. Seul, Agathon semble à peu près en état de nous entendre, et je jurerais par les dieux qu'il ne te trahira pas.

— Non, certes! dit le bel Agathon tout ému, en me prenant par le cou.

— Reste tranquille, lui dis-je, et toi, ô Aristophane, parle librement.

— Eh bien, ô Socrate, tu ne penses pas que je croie à ces billevesées; mais dans mes comédies, et même dans mes entretiens familiers, je fais semblant d'y croire, parce qu'il faut une religion pour le peuple.

— Ces billevesées, ô très bon, que tu y croies ou que tu n'y croies pas, cela n'a aucune importance; mais les nombreux y croient.

— Heureusement! C'est bien ce que je dis.

— Il ne faudrait pas raconter aux bonnes gens qu'Épimé-

nide de Phœstos n'avait pas le don de prophétie, que les différentes sibylles ne savent pas ce qu'elles disent et que la Pythie de Delphes rend des oracles inintelligibles ou qui n'ont pas le sens commun.

— Je l'ai consultée moi-même, ô Socrate; car je suis, te l'avouerai-je? ensemble incrédulé et superstitieux. Je dois reconnaître qu'elle m'a dit des choses extraordinaires.

— Ne me laisse point, ô Aristophane, les ignorer plus longtemps. Ne me fais pas trop languir.

— O Socrate, elle m'a déclaré que j'aurais bientôt beaucoup de talent : et note que je n'avais encore obtenu aucun prix littéraire. Tu vois que les prophéties s'accomplissent quelquefois.

— Elles s'accomplissent toujours, ô fils de l'étranger Philippe.

— Que veux-tu dire?

— Ceci. Les nombreux sont si fermement persuadés qu'elles s'accompliront que d'avance ils les tiennent accomplies; et si les événements n'y semblent pas répondre avec la rigueur souhaitée, ils en sont quilles pour ne tenir aucun compte des événements.

— Tu plaisantes, n'est-ce pas, ô Socrate?

— Alcibiade naguère m'avait fait cette même question. Je ne te répondrai pas comme à lui: « Peut-être »; mais je te répondrai: « Pas du tout. »

— Cependant l'histoire...

— Est une pauvre petite science conjecturale qui ne saurait gêner beaucoup le peuple si facilement oublieux. Sait-on jamais, dans une bataille, qui est vainqueur et qui est vaincu?

— Mais oui, par le chien!

— Oui, en effet. Le vainqueur est celui à qui les prophètes ont annoncé la victoire, le vaincu celui à qui les prophètes ont annoncé la défaite. C'est pour cette raison, pour cette raison seule, que je ne doute pas que les Hellènes aient été vainqueurs à Marathon, et qu'une escouade de Lacédémoniens se soit fait bravement massacrer aux Thermopyles. L'histoire n'offrirait aucun intérêt, si elle n'était que le récit des choses qui sont arrivées, mais les nombreux, de bonne foi d'ailleurs, l'arrangent pour la rendre conforme aux prophéties, et quand ils en font

un récit infidèle et merveilleux des choses qui devaient arriver, alors, elle nous passionne.

— Mais ce n'est plus l'histoire, ô Socrate !

— Non, c'est le mythe encore, l'autre sorte de mythe, puisque je te disais tout à l'heure qu'il y en a deux. Il y a celui qui est l'illustration d'un dogme, et celui qui est la preuve artificielle des prédictions. Je les trouve si différents que je n'aime guère les désigner par un seul nom : mais ce n'est pas avant plusieurs siècles, que les hommes mortels s'aviseront de distinguer le mythe de la légende.

DIOTIME.

Tu ne rapportes plus tes paroles textuelles, ô Socrate ? Car je n'imagine pas que tu aies fait cette anticipation la nuit même du banquet.

SOCRATE.

Mais non, ô Diotime. Je parle en ce moment pour toi. Entre Aristophane et moi pouvait-il être question de légende ? Il n'y aurait rien compris. Je tournai assez brusquement et lui dis que je revenais à Éros, car je n'oubliais pas le sujet de cet entretien.

« Par Zeus ! dit-il, moi, je l'oubliais.

— Je reviens en même temps, lui dis-je, à la fable des hommes qui avaient une double face, quatre jambes, autant de bras, et qui avançaient en faisant la roue. Ne nous as-tu point raconté, ô Aristophane, qu'après la terrible opération que Zeus leur fit subir, Apollon, par son art, cicatrisa leurs plaies ? Mais il ne sut point guérir leur cœur déchiré ; chaque moitié se mit à rechercher d'un bout du monde à l'autre bout, sans relâche, la moitié que le fer du dieu avait retranchée d'elle ; et c'est, ne nous l'as-tu pas dit ? cette poursuite ardente, cette chasse passionnée que nous appelons le désir ou l'amour.

— Il me semble bien, ô Socrate, que j'ai dit quelque chose comme cela.

— Mais penses-tu, ô Aristophane, que nous pourrions souhaiter passionnément de rejoindre notre moitié dépareillée et de nous incorporer avec elle comme au temps où nous ne faisions qu'un, si nous ne gardions quelque souvenir, si vague soit-il, de notre unité ancienne ?

— Comment pourrions-nous désirer, ô Socrate, de recouvrer un bien perdu, s'il ne nous souvenait pas de l'avoir autrefois possédé?

— Aimer, comme apprendre, ne serait-ce donc que se ressouvenir?

— Je t'avoue, ô Socrate, que je n'y avais pas songé; mais tu me sembles tirer une conséquence très vraie de la fable que m'a inspirée Dionysos, le dieu du vin.

— C'est même, soit dit sans t'offenser, à très bon, le seul enseignement raisonnable que l'on en puisse tirer. Car je n'imagine pas que tu tiennes à la lettre de ton mythe?

— Non, ô Socrate, je n'y tiens pas.

— Tu ne prétends pas positivement que ce souvenir, qui est l'essence même de l'amour, soit le souvenir d'une moitié séparée de nous, dans la nuit des temps?

— Non.

— Pourtant, ô Aristophane, on ne saurait se souvenir sans se souvenir de quelque chose.

— Évidemment!

— De quoi donc penses-tu que se souvienne celui qui aime?

— Mais, ô Socrate, je n'en sais rien! »

DIOTIME.

Ne te semble-t-il pas, ô bienheureux, que tu posais des questions terriblement ardues à un homme à qui le vin sortait par les yeux?

SOCRATE.

Je suivais mon raisonnement.

DIOTIME.

Et tu étais bien avancé, si Aristophane ne le suivait pas!

SOCRATE.

Je crois bien qu'en effet il lâcha la partie à ce moment-là. Il eut une nouvelle crise de hoquet, ou bien il fit semblant; mais le bruit réveilla soudain Agathon et c'est à lui que désormais s'adressèrent mes interrogations. Je ne puis me passer

d'un écouteur, mais il m'est fort indifférent de confier cet emploi à un comique ou à un tragique.

DIOTIME

D'autant que tu estimais ce jour-là qu'ils pratiquent tous les deux le même métier.

SOCRATE.

Oui... « O fils de Tisamène, dis-je, penses-tu que l'on puisse aimer ce qui est laid ou ce qui est mal ?

— O Socrate, me répondit-il, un enfant rirait de ta question.

— Il penserait donc, tu penses comme lui, qu'un homme sensé n'aime et ne désire jamais que le beau ou le bien ?

— Naturellement !

— N'as-tu pas été, ô Agathon, plus aimé en ta première fleur de jeunesse et plus désiré que pas un homme de cette ville ?

— On le dit, fit-il en rougissant.

— N'est-ce pas à ta taille très élevée, à la beauté parfaite de ton corps et de ton visage, qu'il convient d'attribuer tes fortunes ?

— O Socrate, dit-il, tu mets ma modestie au supplice.

— Et cependant j'ai oublié ton plus grand charme, puisque je n'ai parlé ni de la beauté de ton âme, ni de ton génie poétique. Mais voilà l'oubli réparé... Je te loue, ô Agathon, d'être modeste; mais me permettras-tu de te dire qu'il n'y a pas lieu ? Cette beauté du corps et de l'âme, ces vertus que l'on admire en toi, te flattes-tu, ô très bon, qu'elles soient ta propriété particulière ? Elles auraient alors peu de valeur. Si elles méritent qu'on les admire en effet et que l'on t'aime à cause d'elles, c'est qu'elles ne sont qu'un reflet sur toi du bien et de la beauté absolue.

— C'est bien possible, ô merveilleux.

— O enfant, crois-tu, comme je l'ai souvent enseigné à ceux qui m'écoutent, crois-tu que le bien, le beau sont des idées qui existent en soi, par soi, et qui ne sauraient être sujettes ni au devenir ni au changement ?

— Je le crois, ô Socrate, car tu me l'as persuadé.

— Crois-tu également que l'âme, avant la naissance, a contemplé ces idées pures, et qu'elle s'en souvient au cours de la vie mortelle, quand elle rapprend à connaître, et qu'elle s'en souvient aussi quand elle aime ? Car ce qui émeut alors son désir, c'est le mirage du bien, de la beauté sur une âme et sur un autre visage humain. Le crois-tu ?

— Oui, ô Socrate, je le crois; et cependant, si j'étais moins timide, je te présenterais quelques objections.

— Prends courage.

— Eh bien ! je parlerai. Si peu que j'aie d'expérience, j'ai cru remarquer que chaque homme, tout au long de sa vie, désire un seul et même objet, sous des noms divers, sous des figures diverses aussi, mais ressemblantes... ou plutôt qui ont entre elles un air de famille. En d'autres termes, chacun, de la naissance à la mort, semble avoir le même idéal. Mais comment expliques-tu que chacun ait un idéal à soi, quand l'idée de la beauté est une ?

— Le soleil est un, ô Agathon. Pourtant les sources et les humbles flaques où il se mire, les fleuves où il semble fuir avec le courant, la mer souriante qui le fait frissonner et jusqu'à ces seaux d'eau où, afin de ménager nos yeux, nous l'observons quand il s'éclipse, toutes ces surfaces miroitantes ou lisses, nous offrent de lui des images dont pas une ne ressemble à l'autre, mais qui ne sont pas moins toutes les images du même soleil. Ainsi nous emportons de la beauté des souvenirs qui peuvent être divers parce qu'ils sont imparfaits, et bien que l'Idée soit une, chacun de nous se forme une idée particulière vers laquelle son désir s'oriente.

— Je pénètre ta pensée, ô Socrate. Le désir, l'amour nous transportent, lorsque nous reconnaissons chez une créature mortelle cette idée particulière de la beauté que s'est formée chacun de nous.

— Dis mieux, ô Agathon : lorsque nous croyons la reconnaître. Si nous la reconnaissions avec certitude, notre cœur n'aurait plus aucun travail à faire, et l'amour lui serait imposé comme les vérités évidentes s'imposent à l'entendement. Il n'est point d'amour sans illusion, et il faut que nous en soyons nous-mêmes les ouvriers. Un signe mystérieux, qui a bien des chances pour être menteur, nous a fait présumer cette ressemblance de l'idée avec l'objet : le reste nous regarde,

et c'est dès lors que nous commençons de tisser notre légende, afin que l'objet soit transfiguré, que la ressemblance précaire se confirme, que l'identité devienne manifeste, enfin que les oracles s'accomplissent.

— Quels oracles, ô Socrate ?

— Ceux du cœur, qui est le plus hasardeux, mais le plus entêté des devins. Rappelle-toi les paroles que je disais il n'y a qu'un instant au faiseur de comédies...

— Excuse-moi, ô très bon : je dormais, je ne les ai pas entendues.

— Je me demande alors comment tu as pu suivre le reste de mon discours. J'imagine que tu n'y as pas compris grand chose.

— Pas grand chose, ô Socrate.

— Tant pis ; mais l'essentiel est que j'aie dit des vérités qui devaient être dites. »

Pour lui montrer que je n'avais plus rien à ajouter, je lui passai la coupe qu'un esclave venait de remplir. Croirais-tu, ô Diotime, que machinalement il la vida ? Il ne tarda pas à retomber dans le sommeil. C'est alors que j'appelai Aristodème. Nous sortimes, il faisait grand jour, et je fus me baigner au Lycée.

DIOTIME.

J'ai sans doute, ô bienheureux, mieux pénétré ta pensée qu'Aristophane et Agathon. Ta nouvelle doctrine de l'amour, un peu faite pour déconcerter une femme de mon époque, ne laisse pas cependant de me séduire. Un seul point me gène.

SOCRATE.

Lequel, ô Diotime ?

DIOTIME.

Ainsi que je te l'ai rappelé au début de cet entretien, tu enseignais de ton vivant que le plus puissant, peut-être le seul mobile du désir amoureux, c'est le désir de l'immortalité. Afin de nous prolonger, de nous survivre, nous voulons enfanter de beaux enfants selon la chair, ou de beaux discours dans l'âme de ce que nous aimons. Je ne vois pas trop com-

ment tu peux concilier cette opinion, qui me semblait juste, avec tes opinions d'aujourd'hui. Il est vrai que tu ne dois plus guère tenir à cette sorte d'immortalité par procuration, puisque ton ombre jouit aux îles Fortunées d'une immortalité plus réelle, qui est comme la continuation sans fin de la vie.

SOCRATE.

Je ne vois pas, moi, ô Diotime, ce qui, de mes opinions d'aujourd'hui pourrait ne point s'accorder avec mes opinions d'autrefois. Quant à ces deux sortes d'immortalités dont tu me parles, je te dirai sans détour ce que j'en pense. Je suis assez bon juge, puisque le destin ne m'a refusé ni l'une ni l'autre. Eh bien ! je ne fais pas de comparaison entre les deux. Celle qui me flatte le plus est celle que les nombreux estimeraient chimérique, partant peu souhaitable. C'est quand je songe que ma mémoire, que ma sagesse, que mes discours me survivent de génération en génération dans l'âme innombrable des hommes, c'est alors que j'ai le sentiment d'être immortel; et cette immortalité-là, dont tu parles avec un peu trop de dédain, ô femme de Mantinée, est justement ce qui me console d'être immortel au sens vulgaire du mot.

ABEL HERMANT.

LES ÉTAPES DE L'IDÉE DE PAIX PENDANT LA GUERRE

I

1914-1915

Durant les quatre années de la guerre, tandis que la lutte armée se déroulait sur les fronts, une autre lutte se poursuivait, dissimulée, secrète, mais non moins âpre, sur le terrain diplomatique. En deux études précédentes, nous nous sommes efforcé de faire mieux connaître les offensives de paix esquissées par l'Allemagne et l'Autriche de 1916 à 1918 (*la Paix des Empires centraux*), et les démarches impuissantes de l'Autriche-Hongrie pour rompre les liens qui la nouaient à l'Allemagne (*Crépuscule d'alliance*) (1). Nous voudrions dans la présente étude, retracer, d'après des documents restés secrets jusqu'à ce jour, l'activité diplomatique déployée, aux deux premières années de la guerre, par les Empires centraux en vue de diviser les Alliés.

En lançant leurs déclarations de guerre, les Empires centraux avaient des illusions dont certaines furent immédiatement dissipées. Ainsi, la conviction que la Belgique laisserait violer sa neutralité, sans autre riposte qu'une protestation pour la forme ; que l'Angleterre resterait neutre ; que la résistance de la Serbie serait brisée à Belgrade. La perte de ces illusions causa autant de déceptions. Mais aucune de ces déceptions, si pénibles qu'elles fussent, n'inspira à Berlin ni à Vienne le

(1) Voyez, dans la *Revue des 1^e et 15 septembre 1929*, les articles sur *la Paix des Empires centraux* et dans le numéro du 15 février 1930, *Crépuscule d'alliance*.

désir de faire machine en arrière. Les dés étaient jetés : la tentation de les retirer ne se manifesta pas.

En eût-on été tenté, le moyen de l'essayer existait : c'était la médiation du président Wilson. Elle était à la disposition des agresseurs, pour peu qu'ils se repentissent de leur précipitation. Si l'on juge, à Berlin et à Vienne, la partie mal engagée, on peut encore l'arrêter en recourant à cette médiation, dont on n'a pas lieu, à cette époque, de suspecter l'impartialité. Elle est en effet susceptible de garantir aux Empires centraux la sécurité et la dignité, dont la défense leur a, assuré-ils, mis les armes à la main, si tant est qu'ils ne soient pas entrés en lutte pour autre chose. Mais ni l'un, ni l'autre n'estime les conditions de la partie assez modifiées à leur détriment par l'intervention de l'Angleterre, la résistance de la Belgique et celle de la Serbie, pour qu'il leur convienne de remettre l'épée au fourreau.

Le 5 août 1914, l'ambassadeur des États-Unis à Vienne est reçu en audience privée par l'empereur François-Joseph et lui transmet un message du président Wilson, offrant sa médiation pour rétablir la paix. Quelles raisons le vieux souverain allègue pour la décliner, on ne sait. Mais sans doute sont-elles des raisons qui, à la distance d'un an, ne paraissent pas bonnes à divulguer. Car, le 22 juillet 1915, l'ambassadeur des États-Unis demandera au gouvernement austro-hongrois l'autorisation de rendre publique la réponse qu'il avait reçue de l'Empereur le 5 août 1914 : cette autorisation lui sera refusée.

AVANT ET APRÈS LA MARNE

Déjà ouvertes, au moment où cette démarche du président Wilson offrait à l'Autriche-Hongrie une suprême chance de les suspendre, les hostilités suivent leur cours. Le cours en est, surtout à l'ouest, réconfortant pour les Empires centraux. À l'ouest, chaque jour apporte alors du nouveau. C'est l'époque de « la guerre fraîche et joyeuse ». Le gouvernement allemand songe à se servir, le cas échéant, des bons offices du président des États-Unis pour faciliter, après la prochaine entrée de ses troupes à Paris, la conclusion d'une paix triomphante et substantielle.

Mais le 4 septembre 1914, l'Angleterre, la France et la

Russie signent ensemble à Londres une déclaration, par laquelle elles s'engagent à ne pas conclure de paix séparée et à se concerter sur toutes conditions de paix éventuelle. En établissant, entre belligérants du groupe franco-anglo-russe, un lien qui n'existe pas jusqu'alors entre tous, cette déclaration porte un coup sensible à l'espoir que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie pouvaient avoir de les diviser. L'engagement solennellement contracté à Londres suscite donc dépit et contrariété à Berlin et à Vienne. Mais la confiance en la victoire n'en étant pas atteinte, la résolution de poursuivre la guerre ne l'est pas non plus. De fait, elle ne fléchit pas. Au contraire, les Empires centraux se promettent de paraître d'autant moins impatients de la paix, que leurs adversaires ont convenu de ne pas la conclure séparément.

Quatre jours après, les opérations militaires se prennent à devenir beaucoup moins favorables à l'Allemagne sur le front occidental. A la bataille de la Marne, premier tournant de la guerre, la fortune change de camp. L'entrée à Paris est manquée; aussi, la destruction des armées françaises. La ruée des armées allemandes est arrêtée; le flux de l'invasion est contraint à reculer. Les gouvernements de Berlin et de Vienne ont bien conscience de la défaite subie. Mais c'est pour eux une raison de plus de paraître inaccessible à l'impatience de la paix. Sur un échec, il ne leur convient pas de sembler enclins à écouter des offres de médiation. De la portée de leur défaite, ils n'ont d'ailleurs pas l'exakte notion. Sur les voies douloureuses de la guerre, les tournants n'apparaissent parfois qu'assez longtemps après que l'histoire les a pris. Ainsi en est-il cette fois. Les vaincus de la Marne et leurs alliés se croient encore en possession de victoire actuelle et en puissance de victoire finale. Ils n'éprouvent pas le besoin de tirer leur épingle du jeu.

La volonté d'une victoire qu'on ne tient pas encore, mais en laquelle on a toujours foi, la conviction de la tenir déjà dans une mesure suffisante pour pouvoir ne traiter qu'en vainqueurs, réduisent nécessairement à zéro les chances de paix avec des adversaires qui ne se considèrent pas comme battus et ne sont pas résignés à subir le sort des vaincus. Ce raisonnement est alors fait à Berlin. Le moment est jugé inopportun pour l'entremise pacifique d'un neutre. Le gouvernement ne se soucie pas de médiation américaine, instrument de la paix de

compromis dont il ne veut pas. A Vienne, l'assurance est moindre. L'échec d'alliés réputés invincibles a déconcerté plus qu'à Berlin. L'offensive russe prouve que les seuls moyens militaires de l'Autriche-Hongrie seraient insuffisants à y résister. Aussi le gouvernement n'a-t-il plus, contre une médiation, le préjugé qui en a fait écarter l'offre six semaines plus tôt. Mais il n'estime pas que la situation justifie une initiative, même officieuse, pour s'en faire renouveler la proposition. Au surplus, il n'est pas libre de ses mouvements.

L'ALLEMAGNE REFUSE L'INTERVENTION DE L'AMÉRIQUE

Sur ces entrefaites, le gouvernement des États-Unis se trouve amené à confirmer aux Allemands qu'il est disposé à assumer la médiation. L'ambassadeur d'Allemagne à Washington, le comte Bernstorff, rencontre à dîner à New-York un ancien diplomate américain, M. Strauss. Soit qu'il y vit plus clair que son propre gouvernement, soit qu'il agît d'après des instructions déjà quelque peu défraîchies, le comte Bernstorff affirme à son interlocuteur que l'empereur Guillaume et le gouvernement allemand ont toujours été et restent pacifiques. Strauss lui demande alors si l'Allemagne se prêterait à une tentative de médiation du président Wilson. Le comte Bernstorff répond que, personnellement, il le croit, sans toutefois pouvoir le déclarer officiellement. A la requête de Strauss, il accepte que celui-ci répète leur conversation au secrétaire d'État des États-Unis, Bryan. Sans attendre la fin de la soirée, Strauss prend le train pour Washington, voit Bryan le lendemain matin et le met au courant. Bryan, très désireux de faire cesser la guerre par une intervention diplomatique de son pays, convoque aussitôt le comte Bernstorff, qui lui confirme ce qu'il a dit à Strauss. Le secrétaire d'État s'emprise de télégraphier à Berlin, pendant que les ambassadeurs de France et d'Angleterre, M. Jusserand et sir Cecil Spring Rice, informés par Strauss, avisent Paris et Londres.

Le 22 septembre 1914, parvient au département d'État de Washington la réponse du chancelier d'Allemagne. M. de Bethmann-Hollweg remercie, mais explique que l'Allemagne a été attaquée par ses ennemis. Ceux-ci ont décidé, dit-il, de ne traiter qu'ensemble ; l'Angleterre s'est déclarée résolue à pour-

suivre la guerre jusqu'au bout, et compte sur le temps pour vaincre ; ce sont les adversaires des Empires centraux qu'il faut rendre pacifiques ; l'Allemagne ne peut accepter qu'une paix lui assurant la sécurité ; si elle accueillait l'offre américaine de médiation, ses ennemis y verraiennt un signe de faiblesse. Cette réponse est donc un refus, et ce refus dément les dispositions auxquelles avaient fait croire les propos du comte Bernstorff.

La France et l'Angleterre n'ont été l'objet d'aucune ouverture de la part du secrétaire d'État américain. Elles ne connaissent de la question que ce qui en a été dit à leurs ambassadeurs par Strauss, personnage sans qualité officielle. Elles n'ont donc aucune réponse à faire. Sir Edward Grey tient cependant à donner son sentiment. Selon lui, le militarisme allemand met en danger l'Europe occidentale ; il est nécessaire d'assurer la sécurité dans l'avenir ; les torts causés à la Belgique doivent être réparés. Sceptique sur la disposition de l'Allemagne à faire la paix, le ministre anglais pense que, si cependant elle y est prête, le comte Bernstorff n'a qu'à le déclarer clairement et officiellement au président Wilson. Au moment où parvient à Washington, le 26 septembre 1914, cette réponse qui n'est pas un refus, il y a déjà quatre jours qu'est arrivée celle de Berlin, démentant que l'Allemagne fût disposée à accepter la médiation américaine.

L'affaire en reste là. Elle n'a été qu'un épisode dont l'origine demeure énigmatique. Pendant les semaines suivantes, Bryan, personnellement très alléché par le rôle de médiateur, essaye de faire agréer ses offres à Londres par l'intermédiaire de l'ambassadeur Spring Rice. Mais le gouvernement britannique estime avec juste raison que les bons offices des États-Unis n'ont alors aucune chance de rallier aux conditions d'une paix équitable et durable un gouvernement allemand assez aveuglé pour déclarer l'Allemagne victime d'une agression et prétendre à des garanties de sécurité. La parole reste aux canons.

Cependant le désir de rétablir la paix et celui d'être l'agent de la pacification continuent à tenir en éveil le gouvernement américain. Le président Wilson les partage avec son secrétaire d'État et charge un de ses hommes de confiance, le colonel House, de sonder le terrain auprès des diplomates accrédités

à Washington. Au début d'octobre 1914, le colonel House, qui fait à ce moment son apparition dans les coulisses de la diplomatie, pressent l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie aux États-Unis, M. Dumba, sur l'accueil qui serait réservé par Vienne à une offre de médiation américaine, dont il lui esquisse le plan. Dumba fait part au comte Berchtold de cette ouverture par une lettre particulière du 7 octobre. Le ministre austro-hongrois des Affaires étrangères répond le 31. Il n'y a pas de raison, dit-il, pour repousser par principe des offres de médiation. La monarchie danubienne n'a pas cherché la guerre ; elle mène une guerre défensive pour la protection de ses intérêts vitaux ; elle est disposée à une paix qui sauvegarde ses intérêts et ceux de ses alliés. Le plan esquissé par House mérite donc considération, bien que l'accord paraisse difficile sur les points indiqués par le confident du président Wilson. Dumba devra s'informer de l'attitude prise par l'ambassadeur d'Allemagne et, en tout cas, marquer que l'Autriche-Hongrie n'a pas d'objection de principe contre une médiation.

C'est là ce qu'en langage de chancellerie germanique, on appelle *se tenir réceptif*. Et c'est autre chose que le refus catégorique énoncé par M. de Bethmann-Hollweg, le 22 septembre. Mais, pratiquement, cela n'avance pourtant à rien de plus, parce que la disposition « négative » de l'Allemagne annule la disposition « réceptive » de l'Autriche-Hongrie. En novembre 1914, le président du Conseil hongrois, le comte Tisza, soucieux de conserver envers les Allemands une indépendance dont il ne discerne pas la chimère, écrit au comte Berchtold qu'il convient d'être ferme à l'égard de Berlin. Berchtold lui répond en lui faisant observer que, si le secours militaire allemand en Galicie venait à être retiré, la situation de l'Autriche-Hongrie contre la Russie deviendrait intenable. Là est la raison qui fait des dispositions particulières du gouvernement austro-hongrois un facteur d'importance secondaire. Effectivement, le principal prévaut sur l'accessoire. Le 7 novembre, M. Dumba mande à Vienne que son collègue d'Allemagne a pour instructions de s'abstenir de toute démarche en vue d'un rapprochement avec les ennemis. C'est, selon le gouvernement allemand, aux alliés du groupe de l'Entente, qu'il appartient de faire le premier pas et de communiquer leurs conditions. Le premier Ministre anglais a, prétend-on à Berlin, « parlé d'anéantir l'Allemagne »;

cette menace clôt la bouche aux ministres de Guillaume II. Force est à Dumba de constater lui-même que les instructions de son collègue allemand obligent à faire la sourde oreille à l'insinuation du colonel House. Une fois de plus, la colombe d'outre-Atlantique est priée de rester au pigeonnier : les « taube » d'Outre-Rhin ne veulent pas alors de sa concurrence.

VELLÉITÉS DE MÉDIATION CHEZ LES NEUTRES

A la ruée sur Paris et à l'anéantissement des armées franquaises, l'Allemagne a substitué la course à la mer et la percée sur Calais. L'automne de 1914 et le commencement de l'hiver 1914-15 en voient l'échec. C'est le second tournant de la guerre.

Après la Marne, l'Yser. L'échec en est senti par les Empires centraux. Comment ne le serait-il pas ? Par deux fois, au plus fort de l'assaut de ses troupes contre les lignes franco-belges, Guillaume II les a exhortées, sous son impériale signature, à n'épargner aucun effort pour passer, en leur signalant l'importance vitale de la rude et longue bataille engagée : et elles n'ont pas passé. Mais le « tournant » pris par l'histoire n'est pas mieux aperçu cette fois qu'au moment de la Marne. Il est masqué aux Empires centraux par des succès de leurs armes sur d'autres points, par la chute d'Anvers, par l'avance des Allemands en Pologne russe, par celle des Austro-Allemands en Galicie, par celle des Autrichiens en Serbie. L'impression, à Berlin et à Vienne, est que les armées des deux pays ont accentué un avantage rendu tangible par des occupations accrues, concrétisé dans une « carte de guerre » plus favorable.

De là, les Autrichiens concluent que les circonstances tendent à devenir plus propices à une paix victorieuse, dont le mirage se représente à leurs imaginations. L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, le prince de Hohenlohe, se plaît à croire, à la fin d'octobre 1914, que les résultats acquis font luire aux yeux des Allemands l'aube de la paix. Au même moment, le comte Berchtold l'entretient du lieu où pourra se réunir la conférence chargée de pacifier l'Europe. Bien qu'il qualifie pédantesquement le sujet de « cura posterior » et n'y reconnaisse encore qu'un « intérêt académique », il se plaint à l'effleurer, sinon à l'approfondir. Il se déclare pour le choix d'une capitale neutre, La Haye par exemple. Est-ce parce que

La Haye a été, avant 1914, le siège de toutes les conférences de paix qui ont précédé la plus terrible des guerres? Est-ce parce que c'est de cette ville que sont datées toutes les conventions dont les Empires centraux ne tiennent aucun compte, dans leur manière de conduire les hostilités? Le comte Berchtold n'indique pas le motif de sa préférence. Sa préférence n'est d'ailleurs pas exclusive d'un autre choix. Car, si l'idée de Rome venait à être émise, il est d'avis de ne pas se prononcer contre. L'Autriche-Hongrie peut en effet avoir intérêt, si l'Italie se maintient neutre, à lui accorder la satisfaction de donner l'hospitalité au Congrès de la paix.

Ces considérations sont inspirées au comte Berchtold par une conversation du prince Hohenlohe avec le sous-scrétaire d'État allemand aux Affaires étrangères, Zimmermann. Il semble à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie que le vœu secret de son interlocuteur soit la réunion du futur congrès de la paix à Berlin. L'éventualité n'en est pas pour plaire beaucoup au gouvernement austro-hongrois, toujours préoccupé de ne pas laisser son allié afficher une suprématie qui n'est que trop réelle. Quant aux Italiens, c'est de Zimmermann qu'Hohenlohe tient la confidence de leurs espoirs de médiation. A la Wilhelmstrasse, on croit savoir que l'ambassadeur d'Italie à Berlin voit en elle, grâce à sa neutralité, la médiatrice indiquée, à la fin de la guerre. Contrairement à Berchtold, Hohenlohe ne juge pas que cette prétention mérite même des ménagements : il y est nettement opposé, à cause de ce qu'il appelle « la félonie de l'Italie » ; et il se retrouve d'accord avec son chef pour préférer à tout autre choix celui d'une capitale neutre, La Haye ou Berne.

Cette paix de Berne ou de La Haye, de Berlin ou de Rome, dont l'illusion défraye alors les correspondances des diplomates impériaux et royaux, ils n'estiment généralement pas qu'elle puisse se passer de l'entremise d'un neutre, pour mettre en présence les négociateurs des belligérants. La médiation américaine ne semble pas devoir sourire aux Allemands : leurs informations leur disent que l'opinion publique aux États-Unis ne leur est pas favorable. De plus, Guillaume II ni ses ministres ne sont satisfaits du ton sur lequel le président Wilson parle à l'empereur d'Allemagne. Des communications venant précisément d'être échangées entre Berlin et Washington un récent

télégramme de Wilson, qui affirmait cependant le vœu d'une stricte neutralité, n'a pas produit bonne impression. En marge de ce télégramme, Guillaume II a inscrit, annotateur infatigable, l'annotation suivante : « Sot bavardage de professeur ». Hohenlohe, à qui cette appréciation impériale est répétée, ne s'en choque pas ; très monarchiste, très aristocrate, il se choque plutôt du ton cavalier que prend Wilson, en s'adressant à une tête couronnée. Du moins constate-t-il que Zimmermann, pour offusqué qu'il en soit, n'en est nullement alarmé.

A défaut des États-Unis, dès lors suspects à Berlin, il ne manque pas en Europe d'autres médiateurs possibles. Une grande guerre européenne est cruelle à ceux qui la font ; mais elle est furieusement incommodé à ceux qui ne la font pas. Aussi chaque neutre est-il un candidat, sinon à une médiation en forme, au moins à de bons offices en vue de la paix. De Copenhague, le ministre d'Autriche-Hongrie mande que le roi de Danemark lui donne l'impression d'incliner à se joindre, le moment venu, à une action médiative, sans en prendre directement et seul l'initiative. De Rome, l'ambassadeur d'Autriche auprès du Saint-Siège signale les dispositions de Benoît XV à s'entremettre entre les belligérants. A Madrid, le secrétaire d'État, marquis de Lema, vante au prince de Furstenberg, ambassadeur d'Autriche, les beautés du rôle de médiateur, lui annonce que le président Wilson a pressenti les neutres sur l'éventualité d'une médiation collective, lui confie enfin son opinion qu'aucun des deux camps ne pourra imposer sa volonté à l'autre. Un peu partout se révèlent donc des démangeaisons de médiation ; et les manifestations de cette sorte de prurit chez les neutres sont soigneusement observées par les diplomates austro-hongrois, qui commencent à être aux aguets des moindres symptômes de leur pacifique.

PREMIÈRE CONVERSATION AUSTRO-ALLEMANDE

Mais ce n'est pas tout que de disposer d'un ou plusieurs intermédiaires pour tendre le rameau d'olivier aux belligérants ; des conditions de la paix dépend beaucoup plus la possibilité de la paix. La diplomatie austro-hongroise s'en préoccupe aussi dès la fin de novembre 1914. L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Constantinople, le margrave Pallavicini, s'autorise

de son ancienneté, qui fait de ce margrave l'un des burgraves du service, pour faire part de ses réflexions à son chef, le comte Berchtold. Après lui avoir rappelé que les buts de la guerre, pour l'Autriche-Hongrie, sont situées en Serbie et dans les Balkans, il note que la volonté de l'Allemagne d'annexer la Belgique est née pendant la guerre et n'existe pas avant. Il constate ensuite judicieusement que cette ambition allemande fait à la France et à l'Angleterre une nécessité de combattre jusqu'au bout. « Or je me le demande, continue-t-il, devons-nous, parce que l'Allemagne veut annexer la Belgique, verser notre sang en Pologne et en Galicie et peut-être jouer notre existence ? » Ainsi posée, la question est de celles dont on peut dire : la poser, c'est la résoudre. Or, la paix est, selon Pallavicini, possible si l'Allemagne consent à considérer la Belgique comme un objet d'échange. Et d'en esquisser les conditions comme il suit : restauration de la Belgique, grosse indemnité de guerre pour l'Allemagne, restitution des colonies allemandes, évacuation de la Galicie par les Russes, peut-être transfert du Congo belge aux Allemands. Ces conditions ne représenteraient pas, pour les Empires centraux, le sacrifice de leurs désirs d'hégémonie. L'empire du monde ne dépend, d'après l'ambassadeur d'Autriche en Turquie, ni de Calais, ni d'Anvers, mais bien de Constantinople. Or, l'alliance austro-allemande, depuis que la Turquie est entrée en guerre à ses côtés, est maîtresse de Constantinople. L'hégémonie lui est par là assurée. Elle n'a donc que faire de bases sur la Manche et la mer du Nord. Même dans le Levant, elle peut se passer d'autre position que celle qu'elle tient : elle peut laisser les Anglais en Égypte. Voilà, certes, un diplomate à qui l'on ne saurait reprocher de sous-estimer l'importance de son poste, ni l'influence des Empires centraux sur le pays allié, mais théoriquement indépendant, où il représentait l'un des deux. Son raisonnement est d'ailleurs juste en plus d'un point. Il est des premiers à dénoncer l'importance primordiale de la restauration du royaume belge et le jeu de dupe que joue l'Autriche-Hongrie, en s'épuisant dans une partie dont l'enjeu est en Flandre. Il aurait pu ajouter : et sur le Rhin.

Ces avis de Pallavicini à Berchtold sont du 26 novembre 1914. On ne sait ce qu'il en pense. En tout cas, ne se risque-t-il pas à donner des conseils à Berlin. Mais lui-même doit éprouver

quelque curiosité des conditions de paix de l'Allemagne : car le prince de Hohenlohe profite, pour les demander à M. de Bethmann, de victoires allemandes sur les Russes. Le chancelier se dérobe à la question : la première chose à faire est, dit-il, de vaincre ; après, tout s'arrangera. Hohenlohe, lui, objecte qu'attendre la victoire définitive pour se mettre d'accord serait une grave faute. A Vienne, on ne veut pas, assure-t-il, de congrès général après la victoire, mais on veut avoir tout réglé avec Berlin auparavant. M. de Bethmann acquiesce à cette louable intention, mais n'en maintient pas moins que, pour le moment, une conversation sur les conditions de la paix manquerait de base : on ne sait encore, remarque-t-il, ni ce qui adviendra en Pologne, ni jusqu'à quel point la France sera vaincue. Renversant alors les rôles, le chancelier interroge l'ambassadeur d'Autriche sur la Serbie. L'intention du gouvernement austro-hongrois, répond Hohenlohe, est d'amodifier et d'affaiblir la Serbie, sans la rogner par trop. Des rectifications de frontière lui seront imposées. L'Autriche-Hongrie devra s'annexer certains districts, par exemple ceux de Schabatz et de Negotin. Elle devra aussi garder Belgrade, tête de pont reconnue nécessaire depuis des siècles : et ainsi s'introduit dans la diplomatie un type original de rectification de frontière, celui qui enlève à un Etat sa capitale. La possession du Sandjak de Novi-Bazar deviendra, au contraire, moins intéressante pour l'Autriche-Hongrie après l'affaiblissement de la Serbie et du Montenegro. Quant à l'union de ces deux pays, Hohenlohe incline à l'admettre : mais cette disposition lui est toute personnelle et il ne sait si son gouvernement la partage.

M. de Bethmann donne son approbation à ces idées et signale en particulier que vouloir couper le Montenegro de l'Adriatique serait impolitique, parce que ce serait s'exposer à la colère de l'Italie. Lui-même n'est pas prodigue d'indications sur les intentions de l'Allemagne en Pologne. Les troupes allemandes n'en occupent encore qu'une partie. Les Russes sont encore en Prusse orientale et en Galicie. Il est donc trop tôt pour statuer. L'Allemagne ne peut que s'en tenir momentanément à des principes très généraux, qui sont : pas d'Etat polonais indépendant; pas de grand accroissement territorial pour elle-même sur sa frontière orientale. De l'Occident européen, pas un mot.

A la date, — 7 décembre 1914, — où se place cette conversation, la première entre Berlin et Vienne sur les conditions de la paix, les affaires balkaniques sont donc les seules, sur lesquelles des intentions quelque peu précises sont énoncées par l'un des deux alliés. Soit incertitude, soit réticence, l'autre allié n'énonce que de vagues généralités, quant aux conditions à dicter aux Russes, et passe entièrement sous silence celles qui pourront concerner la Belgique, la France et l'Angleterre. Grave lacune dans la documentation du gouvernement austro-hongrois, dont les confidences n'ont pas été payées de retour.

Ses confidences ne sont d'ailleurs pas celles d'un gouvernement disposé à une paix débonnaire. Ses projets, relativement à la Serbie et au Montenegro, sont des projets de démembrément, quand bien même en ferait partie la fusion des deux pays diminués. Ils ne sont pas pour être acceptés de bonne grâce par la Russie. Pour peu que l'Allemagne prétende appliquer des solutions du même genre aux problèmes qui l'intéressent directement, soit à l'est, soit à l'ouest, on conçoit qu'elle juge prématuré de s'en expliquer. Le moment n'est évidemment pas encore venu où elle peut les imposer. A s'en ouvrir aux Autrichiens, elle risque de les effaroucher, étant donné la tendance de chacun à trouver naturelles ses propres ambitions et moins naturelles celles du voisin, même quand le voisin est un allié.

« D'abord vaincre, ensuite tout s'arrangera », a dit M. de Bethmann-Hollweg. Cet axiome d'un chancelier sentencieux signifie que les Empires centraux ne sont pas encore assez victorieux pour conclure la paix de leur choix à laquelle l'Allemagne n'entend pas faire les concessions, pendant que les profits en seraient pour l'Autriche-Hongrie. C'est ce qui résulte de la tentative autrichienne, par un échange de vues avec Berlin sur les conditions de la paix. Les intérêts austro-hongrois dans les Balkans, dont la satisfaction suppose d'ailleurs la défaite de la Russie, ne pourront être satisfaits que simultanément aux intérêts allemands dans l'est et l'ouest de l'Europe, dont la satisfaction suppose la défaite du groupe entier de l'Entente, ou sa rupture. La paix germanique est un tout, dont la promesse est contenue dans les opérations militaires en bonne voie, mais dont le bienfait doit encore être attendu quelque temps. Les épées des Empires centraux n'ont pas encore fait

briller sur l'Europe assez d'éclairs, pour que le paradis de cette paix puisse s'épanouir sous leur garde.

INVITE A LA FRANCE

Mais à la diplomatie de peuples en guerre tout est une arme, même la paix. Dans les guerres qui mettent en présence deux coalitions, la diplomatie recourt à l'arme de la paix, tantôt pour piper un neutre vacillant, tantôt pour tenter de dissoudre la coalition adverse. Dans le second cas, elle pratique des sondages sur tel ou tel adversaire et fait des insinuations de paix séparée, en apparence efforts de pacification partielle, en réalité machination, pour ne pas dire machines de guerre.

L'idée de recourir à ce procédé avec les Français se présente de bonne heure au gouvernement austro-hongrois. Les rapports de l'Autriche-Hongrie avec la France ont été bons, avant le conflit européen, et sont restés depuis, malgré la guerre, exempts d'animosité directe. A Vienne sont rentrés, après la rupture franco-autrichienne, des sujets austro-hongrois, journalistes, financiers, diplomates, qui avaient passé à Paris de nombreuses années, considérés et bien traités. L'oisiveté, le désir de se rendre utiles, celui de se donner de l'importance ou du mouvement, sont autant de raisons pour eux d'offrir leurs services à leur gouvernement. Ainsi, à la mi-novembre 1914, un correspondant de presse, qui avait longtemps représenté à Paris un journal viennois, suggère qu'on le mette en contact, à Genève, avec des journalistes et parlementaires français, par l'intermédiaire d'un homme politique suisse. La suggestion est accueillie par le comte Berchtold, qui consent à en tenter l'expérience, espérant que, grâce à quelques nouvelles victoires allemandes en Pologne et en Flandre, la France inclinera à la paix séparée. Son chef de cabinet, le comte Hoyos, en écrit au ministre d'Autriche, à Berne, le baron de Gagern. Mais celui-ci répond que trouver un homme politique suisse, disposé à servir d'intermédiaire entre des Français et un Autrichien, n'est pas facile et qu'au surplus l'état moral de la France n'est, d'après ses renseignements, nullement propice à une tentative de paix séparée. Cette réponse pleine de bon sens coupe court au projet.

Ce projet vient à peine d'être abandonné, que surgit un

nouveau quidam, financier cette fois, lui aussi ancien hôte de Paris avant la rupture. Il se présente à Gagern comme chargé par des Français de tendre la perche à l'Autriche pour une paix séparée. Gagern en avertit le comte Berchtold, qui en informe le prince de Hohenlohe. Le ministre des Affaires étrangères et l'ambassadeur à Berlin se trouvent d'accord pour penser qu'il n'est pas nuisible à l'Autriche-Hongrie que l'Allemagne la sache ou la croie l'objet d'invites de cette nature. « Je suis de ton avis, écrit Berchtold à Hohenlohe, qu'il peut être utile que les Allemands voient que, du camp opposé, on fait des tentatives pour nous détacher. Naturellement, nous devons en même temps leur donner l'absolue certitude que nous ne songeons pas à écouter ces invités. » L'avantage des insinuations de paix séparée consiste donc, pour l'Autriche-Hongrie, à faire valoir auprès de son allié le mérite de sa fidélité. Et voilà certes un avantage dont n'avaient pas dû s'aviser les auteurs de ces insinuations, à supposer que celui qui les transmettait n'en fût pas l'inventeur. Le parti à tirer du thème de la paix pendant une guerre est inépuisable : ce thème sert à faire les bons apôtres auprès des neutres, que gêne la durée du conflit, à embarrasser l'adversaire et à attaquer son moral, enfin à se targuer d'un loyalisme méritoire envers l'allié et, par là, à le manœuvrer.

Vrai ou supposé, le mandat de l'intermédiaire paraît au comte Berchtold assez vraisemblable pour qu'il trace à Gagern le langage à lui tenir. Ce langage définit d'emblée la position prise par l'Autriche-Hongrie, devant l'hypothèse de la paix séparée, et renverse immédiatement aussi l'ordre des facteurs, en insinuant à la France le conseil de faire défection. Toujours prête, dit le ministre, à une paix satisfaisante pour elle-même et ses alliés, l'Autriche-Hongrie n'envisage pas, en revanche, la question de la paix séparée, c'est-à-dire sans l'Allemagne. Toute invite en ce sens sera repoussée de la manière la plus nette. Mais le gouvernement austro-hongrois tient pour complètement faux que l'Allemagne veuille une paix onéreuse à la France. Au contraire, l'Allemagne souhaite de bons rapports avec Paris. Les Puissances centrales ne peuvent pas poser les armes avant qu'aient été jetées les bases d'une paix européenne sûre. Évidemment, le repos de l'Europe exigera que les Puissances occidentales, qui s'apercevront d'avoir travaillé pour les plans

de conquête de la Russie, soumettent à une totale révision leur politique d'avant-guerre, tendant à faire du tort à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. C'est une belle tâche, pour la diplomatie française, que d'utiliser les bonnes dispositions du moment pour le rapprochement de la France avec les Empires centraux et, par là, de hâter la paix générale. Voilà donc ce qu'il s'agit de faire entendre et comprendre à Paris: qu'il n'y a pas à songer à séparer l'Autriche-Hongrie de l'Allemagne; que c'est à la France à se détacher de la Russie, de l'Angleterre, de la Belgique, de la Serbie; qu'on calomnie l'Allemagne en la soupçonnant de vouloir du mal à la France; que la guerre ne finira pas avant que la paix puisse procurer aux Empires centraux la sécurité, dont le défaut les avait portés à se jeter sur la Serbie, la Belgique et la France, en désiant la Russie et l'Angleterre; que la politique extérieure des Puissances occidentales devra être revisée du tout au tout, de manière à ne plus menacer l'Allemagne ni l'Autriche-Hongrie; qu'en faus-
sant compagnie à ses alliés et en passant à l'ennemi, la France ferait œuvre pie, en ce qu'elle déterminerait le dénouement général du conflit.

L'intermédiaire bénévole a le bon sens de dénoncer l'inutilité d'un tel plaidoyer. Il ne s'en cache pas à l'ambassadeur d'Autriche à Berlin, où il s'est rendu au début de décembre, ni sans doute aux Allemands eux-mêmes, avec qui il s'est également mis en rapports. La paix de la France avec l'Allemagne n'est, estime-t-il, pas possible à ce moment-là. Bon gré malgré, Berchtold se rend à l'évidence. Son chef de cabinet déclare à Gagern, à la mi-décembre, s'être convaincu que « les Français étaient aussi peu disposés à laisser leurs amis en plan que les Autrichiens les leurs ». Ainsi cette velléité d'intrigue se termine-t-elle du moins sur une parole sensée.

La seul résultat qu'elle obtient est de fournir aux gouvernements de Vienne et de Berlin, pour des besognes louches d'information et de propagande, un agent officieux de plus, dans la personne du financier ambulant, qui se maintiendra en relations avec le Ballplatz et la Wilhelmstrasse de décembre 1914 à septembre 1915 et y déversera, au retour de chaque excursion en pays neutres, sa récolte de renseignements, sujets à caution comme lui-même.

...A LA RUSSIE

L'hiver de 1914-1915 est dès lors entamé. Il a amené avec lui la guerre de position sur le front occidental, stabilisé. La guerre de mouvement se poursuit sur le front oriental, à l'avantage des Allemands contre les Russes, avec des avantages alternatifs ou partagés sur les points où les Autrichiens combattent seuls ou en majorité. L'approche de Noël détermine le pape Benoît XV à lancer la proposition d'une trêve générale pour le jour de la Nativité. Une trêve de vingt-quatre heures n'est pas la paix; mais c'est tout de même un jour de paix et, partant, une concession au vœu humanitaire en faveur du retour de la paix dans le monde. L'initiative de la proposition émane d'un neutre par définition et, qui plus est, d'un neutre spirituel, envers qui l'Autriche-Hongrie tient à faire preuve de déférence et que l'Allemagne elle-même ne dédaigne pas de ménager. La Cour de Vienne, après entente avec celle de Berlin, répond donc au Vatican : « Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, appréciant beaucoup l'initiative prise par Sa Sainteté, accueille sa proposition avec une vive sympathie. » L'initiative pontificale demeure pourtant sans suite, à cause du refus de la Russie, motivé par des raisons militaires et par la différence de date entre la Noël catholique et la Noël orthodoxe. Le bénéfice de leur acquiescement demeure ainsi acquis aux Empires centraux, tant aux yeux de leurs peuples qu'à ceux du Souverain-Pontife. C'est ce que, légitimement d'ailleurs, ils ont cherché en le donnant.

Cette Russie, qui n'a pas voulu d'une paix de vingt-quatre heures, c'est pourtant vers elle que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie tournent alors les batteries de la paix séparée. Les faiblesses inhérentes à la structure de l'empire russe, au caractère composite de sa population, à sa situation intérieure, à son régime autoritaire sous un tsar très peu autocrate par tempérament, sont, à cette époque, infiniment mieux connues à Berlin et même à Vienne qu'à Paris ou à Londres. Elles font concevoir aux Empires centraux, dès la fin de 1914, des espérances qui seront, du reste, démenties jusqu'à la secousse du printemps de 1917 et à la révolution bolchévique. Ennemie plus redoutable et moins directe pour la Russie que ne l'est l'Au-

triche-Hongrie, l'Allemagne est celle des deux alliées qui cultive les germes de défection à Saint-Pétersbourg, devenu Pétrograd. Elle croit en avoir discerné dans un parti pacifiste, dont le comte Witte, ancien ministre de Nicolas II, passe pour être le chef. Le bruit revient à Vienne qu'au début de 1915, Witte se serait rendu à Berlin pour sonder le terrain. Des négociations secrètes ont lieu, entre Berlin et Vienne, sur les moyens de décider la Russie à traiter séparément de la France et de l'Angleterre. Mais bientôt, la mort de Witte prive les deux gouvernements de l'appui sur lequel, à tort ou à raison, ils avaient compté. Mélancoliquement, on fait à Vienne le compte des vides creusés par la mort parmi les personnalités étrangères réputées acquises à la bonne cause : Witte en Russie, le roi Carol en Roumanie, le marquis de San Giuliano à Rome, et l'on ajoute à cette série de décès malencontreux, l'arrestation, en Afrique du Sud, de « l'insaisissable » de Wett, en rupture de ban contre l'Angleterre.

La disparition du comte Witte ne dissipe d'ailleurs pas les désirs, sinon les espoirs, de paix séparée avec la Russie. Les approches directes ne semblent pas faciles : les cours de Vienne et de Berlin songent à utiliser comme intermédiaire celle de Stockholm. Le ministre d'Autriche dans cette capitale pense que le roi de Suède serait très indiqué pour tâter le terrain à Pétrograd. Il en dit deux mots, en mars 1915, au ministre suédois des Affaires étrangères, qui ne répond ni oui ni non, et demande avant tout à avoir au moins une idée des conditions. Rien ne résulte encore de ces conciliabules, dont l'objet, — débaucher la Russie, — ne sera cependant jamais perdu de vue par les gouvernements allemand et austro-hongrois.

... ET A LA SERBIE

A défaut d'un des grands ennemis, un plus petit pourra-t-il être détaché du groupe de l'Entente ? Cette idée aussi se manifeste dans les Empires centraux et l'application en est faite à la Serbie. La première fois qu'on la rencontre, ce n'est toutefois, ni en Autriche-Hongrie, ni en Allemagne, mais dans un pays encore neutre : en Roumanie, avant la mort du roi Carol. A la fin de novembre 1914, Jean Bratiano conseille au comte Czernin, ministre d'Autriche à Bucarest, la paix avec

la Serbie, en rappelant que le gouvernement austro-hongrois avait déclaré vouloir, non démembrer ce petit pays, mais seulement lui administrer une correction. Le comte Czernin réplique que « la situation a changé », depuis le moment où son gouvernement avait fait cette déclaration. Il n'en transmet pas moins à Vienne le conseil de Bratiano. Le comte Berchtold le charge de répondre que le but de toute guerre est évidemment la paix, mais que la situation ne paraît pas telle qu'on puisse déjà y songer.

La réaction du ministre dirigeant d'Autriche-Hongrie à la suggestion de tendre la main à la Serbie est donc le refus. Elle restera telle assez longtemps encore. C'est que cette main qu'on lui conseille de tendre, la monarchie danubienne est bien résolue à l'étendre et à l'ouvrir pour se saisir du territoire serbe, résolution qui l'oblige à s'en servir encore quelque temps pour frapper. La guerre austro-serbe, étincelle qui a communiqué le feu au reste de l'Europe, est par excellence la guerre de l'Autriche-Hongrie ; les affaires balkaniques sont, dans la complexité des problèmes posés par le conflit général, le problème qui intéresse entre tous la Double Monarchie. Chacun des Empires centraux, surtout pendant les débuts de la guerre, distingue ainsi des compartiments, dans l'ensemble des questions politiques, dont l'action militaire a pour but d'amener la solution. Au compartiment belge et français, réservé à l'Allemagne, fait pendant le compartiment balkanique, réservé à l'Autriche-Hongrie. Seules la durée et les difficultés de la guerre abaisseront, entre tous les compartiments, ces cloisons factices, et montreront l'inéluctable interdépendance de toutes les questions. Cette interdépendance n'est même pas totalement méconnue à l'automne de 1914. Car on ne se dissimule pas, à Vienne, que la satisfaction des intérêts austro-hongrois dans les Balkans dépend de la défaite des Russes, autant et plus que de celle des Serbes.

Malgré les objections qu'elle rencontre de la part du comte Berchtold et qui, étant donné les projets balkaniques de l'Autriche-Hongrie, sont logiques, l'idée de la paix austro-serbe est trop naturelle pour ne pas hanter les esprits chez certains neutres et s'insinuer par là dans la diplomatie austro-hongroise. La Serbie de ce temps est un État de second rang, dont les forces sont hors de proportion avec celles de ses ennemis, à qui sa

courageuse résistance a ramené beaucoup de sympathies. Le souvenir des déclarations, d'après lesquelles la Double Monarchie ne prétendait pas à des annexions, n'est pas effacé des mémoires européennes. La manière dont le conflit général a éclaté n'est pas non plus oubliée ; elle donne à penser que si le premier foyer venait à en être éteint, les foyers ultérieurement allumés s'éteindraient aussi. Telles sont les raisons de la faveur dont jouit l'idée de la paix austro-serbe.

Au début de décembre 1914, le ministre des Affaires étrangères d'un pays neutre en entretient incidemment le représentant de l'Autriche auprès de lui. « Pourquoi la Serbie ne nous demande-t-elle pas la paix ? » répond le diplomate autrichien. — « Mais quelles seraient vos conditions ? » interroge à son tour le ministre. Répondant à cette question avec son simple bon sens, le diplomate austro-hongrois dément l'intention, généralement attribuée à son gouvernement, de vouloir annexer toute la Serbie, indique que ce pays aura évidemment à changer d'attitude du tout au tout, qu'évidemment aussi le cabinet de Vienne ne pourra cette fois se contenter de promesses, observe enfin que son interlocuteur « a un beau devoir à remplir », ce devoir étant manifestement d'inciter les Serbes à faire des ouvertures de paix. Il a toutefois soin d'ajouter qu'il ne sait nullement comment une telle démarche serait accueillie à Vienne et qu'il s'est exprimé de la sorte sans instructions : précaution dont la suite de l'affaire lui démontrera surabondamment l'utilité, ou plutôt l'inutilité.

La précaution est en effet illusoire. Elle n'empêche pas sa conversation académique de faire le tour de l'Europe, sinon, comme lui-même le dit, « le tour du monde ». De toutes les capitales balkaniques et même de Copenhague et de La Haye, les ministres d'Autriche, interrogés à ce sujet, demandent à Vienne s'il est vrai que le gouvernement austro-hongrois ait fait pratiquer en Serbie des sondages de paix séparée. A Nisch, capitale temporaire du petit royaume envahi et partiellement occupé, Pachitch déclare fièrement n'avoir rien à répondre à « cette nouvelle intrigue autrichienne ». Le comte Berchtold, furieux et excédé, lance démenti sur démenti à l'adresse de toutes les capitales d'où la question lui a été posée et tançe sévèrement l'involontaire auteur de cet imbroglio. Mais ce n'est là que l'aspect personnel de la mésaventure. L'intérêt

politique en réside dans l'argument par lequel le ministre austro-hongrois des Affaires étrangères se défend de songer à la paix séparée avec la Serbie. C'est que la Serbie est inféodée à la Russie, au point d'être incapable de séparer son sort de celui de l'Empire russe. « Nous ne pensons pas, dit Berchtold, à faire la paix avec la Serbie, qui est la représentante de la Russie dans les Balkans, avant d'avoir entièrement atteint le but de la guerre de ce côté. D'autre part, la Serbie est telle-ment l'instrument de la Russie, qu'avant son complet écrasement, il ne peut pas être question avec elle d'une paix séparée, qui irait diamétriquement contre les intérêts russes. »

Berchtold n'a pas tort de penser que la Serbie ne voudrait pas de la paix séparée, aux conditions envisagées par l'Autriche-Hongrie. Mais il se trompe sur la raison du fait. Ce n'est pas parce que la Serbie est inféodée à la Russie; c'est parce qu'elle défend son existence, son indépendance et la cause du slavisme méridional. Elle prouvera à Berchtold son erreur sur ce point, en continuant la lutte contre les Empires centraux, même après la complète occupation du territoire serbe et le lamentable écroulement de la Russie. Mais l'erreur sur la cause n'empêche pas le fait d'être exact: ce serait perdre sa peine, que de chercher à prendre la Serbie à l'hameçon de la paix séparée. Elle n'y mordrait pas. De ce côté non plus, la situation n'offre aux Empires centraux, ni issue vers la paix victorieuse de leurs rêves, ni chance de dissoudre la coalition adverse.

Le faux bruit d'avances autrichiennes à la Serbie produit l'effet qu'en craignait Berchtold. La réputation, déjà faite à l'Autriche-Hongrie, d'incliner elle-même à la paix séparée en est fortifiée. Contre cette réputation indue, les diplomates austro-hongrois réagissent en janvier 1915, sur l'instruction de leur gouvernement. A Bucarest, Czernin dément auprès des ministres roumains que la Double Monarchie soit disposée à traiter avec qui que ce soit séparément de ses alliés, ce qui est revenu de Berne et d'Athènes. A Berne, Gagern saisit l'occasion du remplacement de Berchtold par Burian au Ballplatz pour causer avec les conseillers fédéraux et leur affirmer que tout est invention dans les dispositions de paix séparée, arbitrairement attribuées à l'Autriche-Hongrie, qui continuera la guerre jusqu'à ce qu'elle en ait atteint le but.

Ces déclarations correspondent aux intentions vraies du

gouvernement austro-hongrois, sous Burian comme sous Berchtold. Sa diplomatie n'en garde pas moins, pour les possibilités de paix, une attention plus soutenue et une préoccupation plus immédiate que la diplomatie allemande. Elle est à l'affût des symptômes pacifiques, non seulement chez les ennemis, mais chez les Allemands, ce qui est de sa part plus significatif. Ainsi, en janvier 1915, le ministre d'Autriche-Hongrie à Copenhague note avec satisfaction que l'on n'entend plus en Allemagne d'appréciations haineuses et méprisantes sur la Belgique, comme au début de la guerre. Il arrive que le souci de hâter l'heure de la paix générale inspire à tel diplomate austro-hongrois des suggestions originales. Témoin celle-ci, que soumet à Vienne le ministre d'Autriche à Athènes. L'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Russie, la France et l'Angleterre s'engageraient, au besoin sous caution du président des États-Unis, à cesser les hostilités à une date fixe et à ne plus les reprendre, jusqu'à ce qu'une commission neutre ait formulé son avis sur la situation militaire et fait des propositions pour la solution du conflit. C'est là une proposition d'arbitrage collectif. L'idée en est alors nouvelle et, croyons-nous, sans autre exemple. Mais l'éventualité d'un arbitrage individuel est aussi émise et notée. L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie auprès du Saint-Siège signale les velléités d'arbitrage pontifical, dont il relève la trace dans un article de journal italien, dû à la plume d'un publiciste catholique. Mais le monde de 1915 n'est pas encore mûr pour l'application des formes juridiques au règlement d'un conflit comme celui qui est alors déchaîné. A l'apaiser ont encore plus de chances de réussir les formes traditionnelles de la diplomatie, les entremises officieuses, les efforts de médiation, si faibles qu'en soient les chances.

(A suivre.)

EDMOND ROSTAND INTIME

I

LA VIE A ARNAGA

C'est à Arnaga qu'il fallait le voir vivre. Il y était dans son milieu naturel composé par lui-même et pour lui-même : tout le jeu de ses facultés physiques et spirituelles s'en trouvait facilité. C'est là que je l'ai approché, lorsqu'il m'eut confié le soin de faire travailler ses fils.

La broncho-pneumonie qu'il avait contractée au cours des répétitions de *l'Aiglon*, lui avait rendu obligatoires les repos prolongés du matin. Éveillé, il lisait ou écrivait dans son lit jusqu'au déjeuner. Il estimait, comme Descartes, qu'il faut remiser son corps dans le silence de la chambre et le confort des oreillers pour permettre à l'esprit de se déployer.

Dans l'ambiance silencieuse que nous avions tous la consigne d'entretenir autour du poète, l'existence de mes élèves et la mienne était fort simple. Le matin, nous travaillions de neuf heures à midi et demi. Puis, je me promenais dans le parc pendant que Maurice et Jean prenaient leur leçon d'escrime ou d'équitation.

La campagne, en ces délicieuses matinées du pays basque qui permettaient, même en hiver, la vie en plein air, n'était guère troublée que par la sonnaille des troupeaux paissant dans la vallée ou par les sons de trompe des autos roulant au loin sur la route. Parfois, une brusque envolée de pigeons blancs, nichés sur la terrasse de l'orangerie, et dont les battements me rappelaient le vers de Martial :

Turresque sonant plausibus columbarum.

Mais bientôt, sur le seuil de la villa, le maître d'hôtel apparaissait. Il portait, à cette heure, un disque de cuivre, dont la résonnance emplissait la campagne d'un air de tocsin. Le déjeuner était prêt, ou, du moins, était sur le point de l'être, car l'heure militaire ne fut jamais l'heure d'Arnaga. D'habitude, le gong retentissait à nouveau un quart d'heure après, et il fallait souvent que le maître d'hôtel s'y reprît une troisième fois pour hâter le pas des retardataires.

Edmond Rostand ne prenait ses repas avec nous que lorsque la fatigue ou le désir de poursuivre un travail commencé ne le retenait pas à la chambre. Avait-il bien dormi, avait-il, au lieu d'écrire, passé sa matinée à dépouiller les journaux ou à feuilleter quelque livre nouvellement paru, il arrivait alors, quelques instants après le dernier coup de gong, vêtu, en hiver, d'un costume d'appartement de grosse laine brune, et, l'hété, d'un costume de flanelle blanche rayée, le front nu, son nez puissant chevauché de larges lunettes cerclées d'écaillle.

C'est dans cet appareil que je me le représente toujours lorsque j'évoque son image, et non dans son solennel habit d'académicien, où je ne le vis jamais, ni dans les élégants complets-vestons, redingotes ou jaquettes, dans lesquels les cartes postales et les journaux ont popularisé son portrait, et qu'il ne mettait que pour sortir ou recevoir chez lui des étrangers.

Ceux qui ont essayé de créer la légende d'un Rostand jouant au prince dans Arnaga, n'ont jamais vécu dans son intimité. Il tenait certes à la beauté du décor, il aimait s'entourer d'une ambiance artistique, et surtout se la composer. Mais le raffinement de ses goûts, pas plus que certaines préciosités de son style, — toujours maniées d'ailleurs avec une arrière-pensée d'ironie, — ne peuvent donner le change sur son caractère. Nul n'était plus simple, plus dépourvu de morgue et de pose.

Les déjeuners d'Arnaga, qui coupaient d'une large trêve nos journées laborieuses, étaient, en général, très animés, toujours distrayants et souvent fort instructifs.

Il y avait ceux que présidait Edmond Rostand, et les autres.

Les jours où le poète gardait la chambre, si nous apprenions qu'il était souffrant, son absence pesait sur le repas et la conversation languissait. Mais restait-il au lit pour travailler ? alors

entre les enfants, la gouvernante, le secrétaire et le précepteur, c'était, sous les yeux indulgents de M^{me} Rostand, un beau déchainement de jeunesse, où le choc des opinions les plus énormes sur la littérature, la politique, la psychologie, la morale, la religion, — transformait la jolie salle à manger en un véritable forum. Le bruit de nos voix montait parfois jusqu'aux oreilles du maître. Il nous dépêchait alors une estafette pour nous prier d'y mettre une sourdine, ou bien, le plus souvent, s'informait du sujet de nos discussions, en riait et nous envoyait son avis, qui tombait en nos esprits enflammés comme un sarment de bois sec dans un brasier.

S'asseyait-il au milieu de nous, le ton de nos propos devenait, dois-je le dire, beaucoup plus modéré. Souvent, tout plein de la lecture d'un roman ou d'une pièce de théâtre, reçue le matin même, il nous faisait part de ses impressions. Presque toujours, sa bienveillance naturelle, aidée du sens critique le plus ingénieux et le plus subtil, réussissait à découvrir, dans l'ouvrage le plus médiocre, une partie remarquable et sa joie débordait quand la découverte dépassait son attente. La fourchette d'une main, le volume de l'autre, il nous lisait alors l'heureux passage, son œil de myope collé à la page et ne se relevant, de temps à autre, que pour surveiller l'effet de sa lecture sur les visages.

C'était un délice de l'entendre. A la netteté de sa diction, au timbre chaud et limpide de sa voix, il joignait un sens du texte qui ne laissait échapper aucun détail, aucune nuance de syntaxe et de vocabulaire. Quand on lui demandait comment il s'y prenait pour si bien lire, il répondait en souriant : « Pas aussi bien, sans doute, que vous croyez. Seulement, je fais attention à ce que je lis. Chacun s'exprime naturellement quand il parle, parce qu'il se laisse prendre tout entier par sa pensée. On n'est le plus souvent inférieur dans la lecture, que parce qu'il s'agit de la pensée des autres, à laquelle on ne veut ou on ne sait pas s'intéresser. »

Il y réussissait, lui, merveilleusement, grâce à la pénétration de son intelligence et à son universelle sympathie. Il s'assimilait les idées d'autrui, si différentes qu'elles fussent des siennes propres, et, quand l'exécution avait gauchi, il se plaisait, surtout en matière théâtrale, à recomposer l'œuvre ébauchée ou manquée. Quels lumineux articles il eût écrits, vivants,

profonds, colorés, — et encourageants, — s'il avait pu occuper les briques de son temps à recueillir les réflexions écloses en marge de ses lectures ! Cela eût formé une revue complète de la littérature contemporaine, car Edmond Rostand lisait tout ce qui paraissait de vers, de pièces de théâtre et de romans.

Après la causerie souvent longue qui suivait le déjeuner, Edmond Rostand se rendait dans le grand salon ; le plus souvent il s'y arrêtait. Inutile de lui proposer de jouer : les dominos, les cartes, les échecs, recélaient pour lui une irrésistible vertu soporifique. Mais il aimait dessiner. Quelquefois, après dîner, il s'amusait à croquer la tête de ses familiers. La frise qui orne l'en-tête de la première édition de *Chantecler* est de lui. Les modèles de tous les personnages de cette pièce ont été dessinés et coloriés par lui.

Inutile, non plus, de lui proposer de faire des visites, il n'en faisait ni n'en sollicitait. Il ne conversait librement qu'avec des gens chez lesquels il se découvrait une certaine parenté d'esprit ou similitude de goûts, et qu'il connaissait de longue date ; double condition qui, hors de chez lui, se rencontrait rarement. Du reste du monde, il ne percevait que le bruit, qui lui était insupportable, et l'effort qu'il devait dépenser pour prêter une apparence d'attention à des êtres ou des choses, dont son esprit était absent, avait vite fait de l'épuiser.

Dans les premiers temps de son séjour à Cambo, il voyait souvent le docteur Grancher qui l'y avait conduit. A la villa du célèbre médecin, il ne put faire autrement que de se lier avec les habitués de la maison. Mais, le docteur Grancher disparu, le poète, qui venait d'aménager Arnaga, s'isola dans son domaine, et bientôt ses promenades elles-mêmes ne dépassèrent plus les limites de son parc. Des personnes du pays, on ne vit plus chez lui (si l'on excepte Paul Faure, qui a raconté les circonstances dans lesquelles il le connut) que celles que leurs fonctions y introduisaient : le médecin, le maire, le tapissier et, quand M^e Eugène Rostand était de passage, le sympathique curé de la paroisse.

Des châtelains du voisinage jamais aucun ne fut invité, bien que le plus grand nombre n'ait pas dissimulé son envie de l'être. L'un d'eux, des plus huppés, pour pouvoir se vanter auprès des autres de connaître l'intérieur d'Arnaga, ne dut-il pas s'assurer la complicité d'un des familiers du poète et gagner,

en grand secret, le premier étage par l'escalier de service ?

Il est des solitaires qui vivent en partie double : tantôt repliés sur soi dans leur maison, tout entiers au travail ou au rêve; tantôt s'évadant, par un voyage, de leur contention excessive, et se livrant, hors de chez eux, au plaisir de la dispersion et du divertissement.

Edmond Rostand était radicalement et délibérément casanier, aussi réfractaire à l'attraction des horizons lointains que des plus proches. Le spectacle du vaste monde ne le laissait pas indifférent, mais il se contentait d'en prendre connaissance dans les livres; son imagination lui représentait si fortement et si esthétiquement les événements et les êtres, que la vision ne leur ajoutait rien, et qu'il s'en défiait plutôt.

A l'occasion de *l'Aiglon*, il se laissa persuader par Sarah Bernhardt de visiter Vienne. Jamais il ne se remit de sa déconvenue. Wagram était un nom sonore qui resplendissait dans sa mémoire : le hoquet du chef de gare lui en révéla subitement l'insignifiance. Quant aux capucins, chargés de veiller sur le tombeau du duc de Reichstadt, il leur garda rancune toute sa vie. Irrespectueux montreurs de merveilles, détaillant les précieuses reliques avec des gestes de marchands à l'étalage, ils avaient failli ternir l'impression que ses lectures lui avaient donnée de la réalité profonde de l'histoire.

Aussi, une fois fixé dans le pays basque, n'eut-il jamais, malgré la proximité, la curiosité d'explorer l'Espagne qu'il aimait, et dont il était un peu. En l'honneur de Victor Hugo, et pour célébrer la première grande victoire littéraire du romantisme, on sait, par le poème célèbre où il l'a chanté, qu'il fit le pèlerinage de Hernani. Un autre jour, Gaston Paris le guida à l'abbaye de Roncevaux. Plus tard, ayant acheté une automobile dont il ne devait guère se servir, il se laissa entraîner par M. Le Bargy, jusqu'à Victoria, chez le peintre Zuloaga. Cela fait, car Saint-Sébastien lui inspirait, à cause de sa mondanité, la même horreur que Biarritz, Edmond Rostand se restreignit à humer l'air de la patrie de Don Quichotte dans l'haleine du terroir que le vent du sud charriaît par-dessus les Pyrénées.

Un jour, cependant, il lui arriva de quitter son travail, pour voir de ses yeux une réalité historique.

Un soir d'été, vers quatre heures, j'étudiais avec un de mes élèves dans une salle du second étage, quand nous aperçûmes

à l'horizon, du côté de Bayonne, un point noir mobile dont le grossissement rapide s'accompagnait d'un ronflement de plus en plus intense. Nous regardâmes. De chaque côté du point noir, s'allongeaient des élytres. C'était un aéroplane, le premier qui survolât ce paysage.

Nous descendîmes aussitôt pour avertir le poète; mais lui aussi, il avait perçu le bruit étrange, et debout à la fenêtre, tête nue, aux aguets, il regardait le ciel.

L'avion passa bientôt dans un vrombissement infernal, au-dessus du toit d'Arnaga, puis il décrivit une courbe au-dessus du jardin français et repartit dans la direction de la mer, où, quelques minutes plus tard, il redevenait un point mobile sur l'horizon. L'aviateur Tabuteau, qui faisait des essais de vol à Pau et à Saint-Jean-de-Luz, avait voulu venir saluer, au nom de ceux qui planent, le poète chanteur de la foi qui crée.

L'intention n'avait pas échappé à Edmond Rostand qui, visiblement ému, envoya le jour même à l'aviateur une invitation à venir passer une journée à Arnaga. Mais la vision elle-même le ravissait. Que dis-je? Elle le comblait. Car l'avion, c'est de la poésie vivante. En lui, vérité et chimère se rejoignent. Edmond Rostand n'avait cru leur jonction possible qu'au sommet des plus grandes âmes et au terme de l'ascension laborieuse des siècles. Icare, ressuscité dans Wilbur Wright, lui montrait l'Illusion séconde s'échappant de sa prison de rêve et, tel l'Aigle de Jupiter fonçant sur Ganymède, emportant la terre en plein ciel.

Il avait l'impression d'assister à l'une des plus grandes victoires de l'humanité. Grâce à l'avion, la liberté prenait à ses yeux un sens cosmique. L'homme triomphant de la pesanteur préparait le temps où l'esprit triompherait de la matière. Nous devions changer de point de vue sur nous-mêmes, nous regarder avec d'autres yeux.

Et il écrivit *le Cantique de l'Aile*.

C'est la maladie qui conduisit Rostand à Cambo; mais il connaissait et aimait de longue date les Pyrénées. Il eût pu dire du pays basque ce que Montaigne disait de La Boëtie, qu'ils s'aimaient l'un l'autre par leurs noms avant de se connaître. Inséré au confluent des deux grandes provinces latines, dont Edmond Rostand se sentait, à des degrés divers, le fils authen-

tique, le pays basque soude, en effet, dans son sol et dans sa race, les deux peuples que le poète unissait le plus intimement dans son cœur. Dans le renflement des Pyrénées la terre de France s'y tisse à la terre d'Espagne, le berceau de la Chanson de geste à celui du Romancero. Au nord, les collines vont s'affaissant jusqu'aux plaines de Gascogne, où fleurit le panache des Cadets. Au sud, par le Pas de Roland et le col de Roncevaux, on descend vers les mornes plateaux ocreux, où, sur un horizon brûlé et déjà à moitié africain, Don Quichotte profile l'austère silhouette de l'héroïque folie. La maladie, qui, disait-on en soupirant, exilait là Edmond Rostand, fut en réalité la providence de son esprit. Elle le fixa dans le climat de son tempérament et au rond-point de ses rêves.

La solitude qu'il s'y crée fut celle d'un poète, non d'un ascète. Il la fit belle, pour que son effort esthétique s'y sentît rassuré par l'enveloppement d'une ambiance où l'art se mêlait intimement à la nature; luxueuse et champêtre; cadeau magnifique d'un poète à un poète, et telle que Mécène eût pu la construire pour lui-même, s'il avait eu l'âme de Virgile. Arnaga était pour lui une expression de sa volonté créatrice, et un instrument de son travail. C'est de là qu'elle tirait, à ses yeux, toute sa valeur et pour cela qu'il lui conservait son attachement. On la lui eut donnée toute faite, gorgée de vingt fois plus de richesses, on peut être sûr qu'il n'en eût pas voulu. Des occasions inespérées d'acquisition lui avaient été offertes; il les dédaigna. Arnaga, retraite d'Edmond Rostand, ne pouvait être que l'armature vivante et le prolongement de la pensée et de l'activité d'Edmond Rostand.

Entre lui et elle, il y avait le rapport de la vie au corps qu'elle anime. Il en souffrait plus qu'il n'en jouissait, ne sentant vivement en elle que ce qui lui manquait, honteux de ses défauts beaucoup plus que satisfait de ses beautés. Elle participait au changement de ses goûts, à son inquiétude perpétuelle du mieux. En dehors de la conversation, elle était son unique divertissement. Après déjeuner, un de ses plaisirs favoris était de chercher de nouvelles combinaisons d'ameublement. C'était son jeu à lui, et il aimait qu'on y entrât. Que de fauteuils nous avons roulés ensemble; de tapis tirés, de tentures déployées; de cadres accrochés et décrochés! Le poète trouvait là, du reste, l'occasion d'un bon exercice ph-

sique, le seul à peu près qu'il prit, et nous l'y encouragions ; car, dans son parc, où il flânait, — et pas tous les jours ! — à la nuit tombante, il allait de ce pas d'artiste, lent et inégal, fort peu profitable au rythme de la circulation et à l'élasticité des muscles.

Pendant les quatre années de mon séjour à Arnaga, il n'est pas une seule des pièces du rez-de-chaussée qu'il n'ait modifiée de fond en comble. Les toiles d'Henri Martin, Gaston Latouche, Hélène Dufau, restèrent en place ; mais celles de Delaw et de Jean Veber, vastes décosations murales, passèrent d'un appartement dans l'autre. Des espaces vides se couvrirent de nouvelles peintures. La salle à manger troqua son parquet de chêne contre un dallage de marbre ; une vasque entourée d'une pergola vint un jour orner son péristyle. Le grand salon fut compartimenté ; le studio subit un revêtement complet de peuplier du Canada ; le salon Genlis, grâce aux laques expédiées de Pékin par le beau-frère du poète, M. de Margerie, devint un mystérieux salon chinois. J'en passe. En toutes ces transformations, la substitution de la pierre au bois, de l'ancien, du solide, du chaud, aux ornements modernes, légers et clairs, qui caractérisaient le primitif décor de la villa, indiquait la maturité approchante du poète. Tout, dans sa maison comme dans sa pensée, prenait la teinte des somptuosités du premier automne.

Changer l'aspect du parc était plus difficile. Edmond Rostand cependant s'y ingénia. Il conçut d'en délimiter le fond par un portique en hémicycle ; mais il ne put le faire construire qu'après *Chantecler*, ainsi que les bassins dans lesquels la colonnade se mire. En attendant, il corsa la gracilité des jeunes arbres qu'il avait plantés en leur adjoignant des cyprès et des buis séculaires.

On a tout dit d'Arnaga, la description n'en est plus à faire. Ce qu'il importe de souligner, pour la connaissance de la personnalité d'Edmond Rostand, c'est que ce domaine fut et resta un outil de son labeur : non point un monument à sa fortune, ni le cadre à mettre en relief sa gloire ; mais le nid patiemment construit et constamment retouché pour favoriser l'élosion de ses rêves et en défendre l'intégrité.

Quels que soient les autres attraits de cette célèbre retraite, est-il besoin de dire que c'est celui-là qui fait son premier et

son plus impérissable prestige ? N'en restât-il que quelques allées envahies d'herbe au pied de murs croulants, ces témoins d'une volonté droite, repliée dans la solitude pour mieux se tendre vers son idéal de Beauté, seraient encore de dignes objets de pèlerinage pour ceux qui apprécient l'effort humain vers la perfection.

COMME il n'admettait point de chômer un seul jour, Edmond Rostand voulait que son inspiration ne se sentît étrangère dans aucune pièce de sa maison, dans aucun bosquet de son parc. En tous lieux, comme en tous temps, il travaillait. Aussi n'y avait-il pas de cabinet de travail à Arnaga. Nous avons parlé d'un studio : il était réservé aux enfants. Un magnifique bureau Louis XIV occupait un des coins du grand hall : son rôle était de pur ornement.

C'est le soir ; la nuit tombe ; les cyprès paraissent plus rigides et plus noirs sur le front vermeil du couchant. Edmond Rostand est descendu dans son jardin et se promène seul dans les allées. Vous croyez qu'il se repose d'une journée de labeur ? Non. Ce qu'il s'est évertué tout le jour à chercher, l'assoupissement de la lumière le lui offre, et le geste machinal de ses doigts tordant sa moustache fauve trahit l'effort de son cerveau pour lier entre elles des idées qui se fuyaient et que la nuit ramène, comme des colombes au nid.

Ceux qui ont vu sa bibliothèque peuvent s'étonner qu'il n'ait pas utilisé l'ombre propice de cette salle ravissante à mûrir ses idées et à ciseler ses rimes. En y pénétrant, il était difficile de ne pas croire que le poète l'avait aménagée dans ce dessein. Avec son grand escabeau en forme de chaire à prêcher, sa rosace polychrome, le tapis épais qui amortissait les pas, le parfum de cire de ses boiseries, ses grands livres ouverts sur des pupitres comme des antiphonaires, son silence, sa lumière attendrie, elle donnait, le jour, l'impression d'une chapelle spécialement affectée à la méditation ; impression que renforça la substitution à la porte de bois qui en fermait l'entrée, d'une grille en fer forgé copiée sur l'une des grilles de la cathédrale de Séville. La nuit, elle changeait d'aspect. Sous l'éclat des lustres qui les tirait de l'ombre, on voyait surtout les deux magnifiques panneaux d'Hélène Dufau, dont l'un fait surgir d'une vasque, dans un sous-bois printanier, la splen-

deur nacrée de jeunes nymphes au bain; et dont l'autre montre le corps effondré d'une dormeuse dans un paysage de feuilles mortes. La blancheur d'albâtre de la haute cheminée, la somptuosité des reliures, l'éclatante balustrade de cuivre de la galerie supérieure, ne composaient plus alors que l'enchâssement précieux de ces merveilles, ouvrant, dans le rempart des livres entassés, deux larges échappées vers le songe. Bibliothèque de poète, non d'érudit, bien qu'elle fut garnie d'une ample collection d'ouvrages anciens et modernes!

Edmond Rostand aimait s'y retirer le soir, et, à demi étendu sur un canapé, y poursuivre, en compagnie d'un ami, sur un sujet de poésie, de psychologie ou de métaphysique inquiétante, une de ces longues conversations nocturnes qu'il affectionnait. Mais pour le travail de la composition, il l'estimait trop vaste et trop riche; son esprit s'y trouvait mal à l'aise. Il lui fallait des pièces petites et dénudées. Il regrettait sa chambre d'étudiant; son rêve eût été une cellule de moine. N'ayant pas dans sa maison de lieu plus secret et plus simple que sa chambre à coucher, c'est là, de préférence, qu'il cherchait l'atmosphère favorable à l'éclosion de ses idées. Encore fermait-il à moitié les volets, pour atténuer la lumière et émousser la pointe de toutes les particularités matérielles capables de heurter son regard et de distraire sa pensée.

Cette chambre était située à l'angle occidental de la villa. Elle donnait d'un côté sur le jardin français, de l'autre sur le ravin. Un long couloir l'isolait du reste de la maison et la protégeait contre ses bruits.

C'était la pièce la plus émouvante d'Arnaga. Elle me rappelait, — mais sous un jour plus humain, — celle du fameux cardinal Ximenès. Devenu primat d'Espagne et grand chancelier de Castille, ce moine s'entoura d'une telle magnificence, que ses frères en religion s'en scandalisèrent. Quelqu'un même, un jour, lui reprocha ses vêtements de pourpre et le décor de la chambre où il dormait.

Ximenès le prit alors par la main, et, sans une parole, écartant les plis de son manteau, il lui montra la bûre et le cilice qui recouvaient sa chair nue. L'entrainant ensuite dans sa chambre, il enleva les riches étoffes qui drapaient son lit

d'apparat et lui découvrit le grabat de paille sur lequel il étendait chaque soir son corps meurtri.

Sans faire profession d'ascétisme, Edmond Rostand dissimulait, lui aussi, sous sa gloire, sous son luxe, une vie de souffrances et de privations. A ceux qui lui reprochaient les avantages de sa fortune, il eût pu évoquer ses nuits sans sommeil, ses jours de diète, ses dégoûts, ses mélancolies; et à ceux qui lui auraient envié les heures fécondes de l'enthousiasme, ces longues et douloureuses crises d'abattement qui en étaient le prélude et la rançon.

Ces crises ont suscité beaucoup de légendes, que le temps a, en partie, dissipées; mais elles ont tenu une grande place, encore inaperçue, dans la vie morale du poète, et l'on s'expliquerait mal la nature spéciale de son inspiration poétique, si l'on ne voyait pas que c'est de cette misère physiologique qu'elle s'alimenta.

Le « Tout Paris », qui ne totalise pas toujours l'esprit de la capitale, n'y comprit rien. Il était entendu que sa bronchopneumonie avait conduit Edmond Rostand près du tombeau. Mais il était guéri! Comment un écrivain de sa sorte n'utilisait-il pas le renouveau de sa santé à se retrémper dans les milieux littéraires et mondains qui font les réputations, et à y rassermir, par sa présence, le souvenir de ses succès passés et la foi en ses succès futurs? Une seule explication paraissait plausible. Rétabli physiquement, Edmond Rostand ne l'était pas moralement. Sa longue maladie avait porté atteinte à sa vigueur cérébrale et, deux malheurs n'arrivant jamais sans un troisième, le poète, conscient de l'étiollement de ses facultés et ne pouvant s'y résigner, avait insensiblement glissé dans la folie. On évoquait le témoignage des gens de Cambo. Ne l'entendaient-ils pas, en passant près de sa demeure, pousser de grands cris auxquels répondaient les cris de sa famille? Il battait son monde: c'était certain. D'ailleurs, pourquoi ne sortait-il plus? Pourquoi ne le voyait-on plus? Et *Chantecler*, aux deux tiers composé, pourquoi ne le finissait-il pas, malgré les instances de Coquelin et l'impatience d'un public auquel on l'avait, — avec quelle imprudence! — annoncé depuis des années?...

On verra plus loin ce qu'il faut penser des retards apportés

à l'achèvement de *Chantecler*. Quant aux crises de folie furieuse d'Edmond Rostand, je puis certifier qu'elles firent rire aux larmes les hôtes d'Arnaga, quand ils en apprirent la rumeur. A la vérité, Edmond Rostand poussait bien parfois de grands cris, mais c'était en déclamant ses vers, et les cris similaires qui lui répondaient n'étaient autres que ceux de M^{me} Rostand lui donnant la réplique. Mais il ne fallut pas moins que la présence du poète à Paris pour dissiper la croyance du public à cette ridicule invention née de la collaboration inattendue de l'esprit boulevardier et de l'esprit villageois.

La neurasthénie d'Edmond Rostand avait d'autres causes et affectait d'autres formes. Elle ne datait pas de l'établissement du poète à Arnaga. A Paris, même, dès les *Romanesques*, il y était sujet. Elle venait, — les médecins l'ont dit, — du lent empoisonnement causé par l'infection intestinale que révéla la crise d'appendicite de juillet 1907. Elle s'aggrava avec les années, surtout à la suite de la suralimentation que le convalescent dut s'imposer pour se remettre de sa bronchopneumonie. Elle ne s'atténua qu'après l'ablation de l'appendice, sans toutefois disparaître. Les adhérences intestinales constatées par l'opérateur et les huit mois de suppuration qui suivirent, prouvaient la profondeur du mal et que les années seules pouvaient en avoir raison.

Cette neurasthénie ne fit, chez Edmond Rostand, d'autre martyr que lui-même, à moins qu'on ne veuille considérer comme des victimes ceux qui souffrissent du spectacle de sa souffrance. Elle se manifestait par des crises, non d'agitation, mais de recueillement, au cours desquelles le poète se cloîtrait des jours entiers dans sa chambre, les volets clos, ne travaillant pas, ne mangeant que contraint, n'admettant auprès de lui que M^{me} Rostand, et ne rompant les longs silences où il s'emmurait, que pour exprimer la profondeur de son pessimisme sur toutes choses, et en particulier sur lui-même. Avec une terrible perspicacité, il s'exerçait à détruire, à ses propres yeux et aux yeux de celle qui partageait l'angoisse de sa solitude, l'opinion de sa propre valeur. Tout ce qu'il avait écrit ou projetait d'écrire, il le dénigrat, le ravalait, le démolissait avec un zèle féroce d'iconoclaste. Il allait jusqu'à tenter d'anéantir son œuvre, du moins celle qu'il pouvait encore disputer à la connaissance du public. Il saisissait les feuillets cou-

verts de sa fine et nerveuse écriture, les déchirait, les jetait au feu. Beaucoup n'ont dû d'être sauvés qu'à l'intervention providentielle de M^{me} Rostand, qui ramassait les morceaux épars, les rajustait, les complétait en recopiant ce que lui rappelait sa mémoire.

On comprend que l'entourage du poète ait cherché, par tous les moyens, à l'arracher à ces terribles périodes de dépression. En soi, elles étaient un mal. Cependant, je me suis souvent demandé si la guérison, à supposer qu'elle fut possible, eût été un si grand bien. Le génie d'Edmond Rostand vivait avec cette ennemie, et puisque, aussi bien, elle ne l'empêcha pas de réaliser ses chefs-d'œuvre, n'y a-t-il pas lieu de penser, que non seulement il s'en accommoda, mais que, dans une certaine mesure, il l'utilisa? Nous savons trop la part prépondérante et le rôle tyrannique du cerveau dans l'organisme humain, pour ne pas soupçonner que celui d'Edmond Rostand, dont la puissance éclatait aux yeux, se subordonnait, après une lutte plus ou moins longue, toutes les forces vives de son être et exploitait jusqu'à ses faiblesses.

DANS une de nos conversations d'après déjeuner, je ne sais comment je vins à lui citer, un jour, la phrase de Pascal : « On s'offre aux inspirations par les humiliations ».

D'esprit, « non pédantesque, non fratesque, mais plutôt soldatesque », comme eût dit Montaigne, Edmond Rostand ne lisait point Pascal, non plus qu'aucun autre écrivain métaphysicien, théologien ou mystique.

Ses lectures présentes et ses études passées ne le préparaient donc point à deviner le sens, plutôt hermétique, du mot de Pascal, ni surtout à en saisir, sur-le-champ, la vérité et la profondeur. Cependant, dès qu'il l'eut entendu, il sursauta. D'un geste qui, dans la surprise, lui était familier, il porta la main à son front et, se tournant vers moi, il me dit : « Mais comme c'est vrai! comme c'est vrai! » et il répétait la phrase en appuyant sur les mots : « On s'offre aux inspirations par les humiliations ». Jamais je ne l'avais vu aussi vivement frappé par une citation, et jamais, à coup sûr, la puissance d'intuition du génial philosophe ne lui était apparue avec autant de clarté.

Mes élèves avaient alors la visite de leurs charmantes cousines. Leur bande joyeuse envahit la salle à manger et coupa

court à notre entretien. Nous sortimes et les suivîmes peu après dans le parc.

Je me fis un scrupule de renouer, par la suite, la conversation interrompue. J'avais l'impression d'avoir touché l'un des secrets de la vie spirituelle du poète, sur laquelle il tenait à maintenir, pour lui-même, le voile du mystère. Mais j'en savais assez de ses états d'âme pour comprendre que le mot de Pascal ne l'avait tant ému que parce qu'il formulait la loi même de son inspiration.

Edmond Rostand l'a confessé, d'ailleurs, dans *l'Ode au soleil de Chantecler*. De quoi s'inspire l'action de grâce du coq éveilleur d'aurore, sinon de la croyance que son dieu l'a choisi à cause de sa petitesse et de son humilité?

Tu peux m'accepter pour ton prêtre,
Toi qui viens dans la cuve où trempe un savon bleu,
Et qui choisis souvent, quand tu vas disparaître,
 L'humble vitre d'une fenêtre
 Pour lancer ton dernier adieu.

Toute l'ode, — à travers des images champêtres, qu'on dirait cueillies de la pupille d'un coq de ferme, ivre de clarté, — est un écho de la phrase de Pascal, un hymne à l'Inspiration penchée sur l'Humiliation, ou, si l'on préfère, le commentaire poétique et païen, mais également fervent et mystique du *Magnificat* des Églises : *Quia respexit humilitatem ancillæ suæ... et exaltavit humiles.*

Il suffisait, d'ailleurs, d'étudier de près Edmond Rostand, corps et âme, pour reconnaître en lui les traits essentiels du tempérament mystique.

Ce n'est pas seulement son regard distrait et sa parole lointaine qui trahissaient une âme habituellement en sommeil. Le pouls, lent et petit, dénonçait un foyer vital toujours en veilleuse. En revanche, les éclats de son énergie étaient, nous le savons, fulgurants. Or, ces longs replois suivis de violentes détentes constituent le soubassement psychologique le plus ordinaire de la mysticité. Les premiers donnent au sujet le sentiment d'une faiblesse accablante, irrémédiable ; les seconds, celui d'une force supérieure, mais étrangère, qui le ravit à lui-même, et le réalise en quelque sorte, hors de lui.

Ceux des mystiques qui furent des psychologues, n'ont pas omis de remarquer qu'il existe un rapport étroit, presque de causalité, entre les états de dépression, durant lesquels la conscience s'abime dans le sentiment de son néant et accumule inconsciemment des réserves, et les états de ravisement et d'extase, pendant lesquels elle les dilapide au profit de ses activités les plus hautes. Aussi en sont-ils venus à préconiser la culture des états de faiblesse, à recommander même de les provoquer et de les aggraver pour hâter la descente de l'inspiration désirée. De là, toute la méthodologie des exercices spirituels pratiqués dans les cloîtres, et de là, aussi, le mot de Pascal : « On s'offre aux inspirations par les humiliations » ; — résumé d'une expérience intérieure, à laquelle le solitaire de Port-Royal s'était lui-même soumis.

EDMOND Rostand possédait une horloge fantaisiste, placée sur l'une des cheminées d'Arnaga. Marquant positivement midi à quatorze heures, elle concrétisait son indifférence absolue d'artiste au harcèlement des minutes. De même, sur une des ailes de sa maison, un cadran solaire s'auréolaît de cet avis : « Je ne signale que les beaux jours. »

Les beaux jours, pour Edmond Rostand, c'étaient ceux où le travail rendait ; où l'œuvre mûrissait sous son lent et minutieux effort.

Toi qui fais les grandes lignes
Et qui fais les petits détails,

dit son grand coq au soleil.

Il avait lui-même autant de sollicitude pour les petits détails que pour les grandes lignes. Il prévoyait tout ; il voulait que rien ne fut laissé à l'improvisation du metteur en scène ou de l'acteur. Ceux-ci n'avaient qu'à se conformer strictement au texte commenté par lui, pour trouver, l'un l'architecture et tous les accessoires du décor, l'autre, les gestes, le rythme de la phrase et jusqu'aux intonations.

Chacune de ses pièces a été préparée par de longues et méticuleuses études. Voulant faire vrai autant que beau, il lisait tout ce qu'il lui semblait utile de connaître. Pour *la Princesse lointaine*, il s'initia aux arcanes du moyen âge ; *Cyrano* lui fit explorer le xvii^e siècle, et *l'Aiglon* l'époque impériale.

Chercheur curieux et attentif, doué d'un véritable flair d'archiviste, non seulement les grands événements et les personnages célèbres, mais les moindres faits pittoresques ou significatifs consignés par des mémorialistes obscurs, les goûts, les modes, le mobilier, l'argot, etc., tout lui devenait familier. Lorsqu'il écrivit *Chantecler*, il compulsa tous les livres d'ornithologie qu'il put trouver et passa en revue toutes les espèces de gallinacés connus; il en posséda longtemps dans sa volière une collection des plus rares.

Tout cela s'agençait et se fondait dans son esprit, mais sans rien perdre de son exactitude et de sa précision. Les commentateurs, friands de reconstitution historique, auront beau jeu à en explorer plus tard les fondations. Les occasions de leçons instructives ne leur manqueront pas.

Livré à l'inspiration, Edmond Rostand trouvait souvent du premier coup la forme définitive de sa pensée. Don gratuit des Muses, que leur caprice pouvait ne pas renouveler, d'autres se fussent gardés d'y toucher. Mais lui, méfiant envers son génie, il le traduisait à son propre tribunal, soumettant à un interrogatoire sévère ses idées, ses phrases, ses mots, et ne le renvoyant absous qu'après de longs débats.

Il ne pouvait concevoir la nature sans l'art, le don sans le travail. Il lui fallait reforger l'ouvrage tout fourbi que sa verve spontanément lui offrait. Nul, plus que lui, n'a observé la consigne de faire difficilement des vers faciles.

En vain eût-on voulu l'induire à user des licences du vers contemporain. Il ne pouvait s'empêcher de remarquer combien la poésie a peu à gagner à ce relâchement des disciplines traditionnelles. Il y voyait un encouragement à la paresse et au pulluler de toutes les fausses vocations. Pégase était autrefois un vivant et sublime coursier, que seuls pouvaient ensourcer des cavaliers héroïques et qui désarçonnait les imprudents incapables de s'assujettir au rythme de son galop. On l'a transformé en un cheval fourbu; on lui substitue même aujourd'hui, à l'usage des impotents, — Edmond Rostand a écrit un sonnet sur ce sujet, — un inerte cheval de bois, dont les flancs ne servent plus qu'à hospitaliser les évadés de la prose, aussi peu faits pour voler que pour marcher. Sous l'hypocrite invocation des droits à la sincérité, Rostand estimait que ces prétendues réformes prosodiques sont

l'apothéose à peine déguisée de la platitudes et de la veulerie.

Le vers, qu'il faisait, lui, impeccable, il le voulait sonore, orchestré, se prolongeant en développements qui en répercutent l'écho et en propagent l'émotion. Il le voulait lyrique.

A la vérité, toutes les sortes de vers sont dans Edmond Rostand : le vers sentencieux, frappé en médaille; le vers pittoresque, tout en image; le vers spirituel, en jeu de mots, comique, désarticulé, acrobatique; le vers éclatant, explosif; le vers sinueux tout en grisaille et en sourdine. Son théâtre est plein de ce qu'on appelle les « morceaux de bravoure », vastes tirades chantantes, où l'émotion progressivement s'intensifie, et dont les vers martelés tombent en cascades tumultueuses, qui finissent par emporter l'auditeur dans leur mouvement. Tant pis pour ceux qui se refusent à en admirer la richesse verbale et l'étonnante virtuosité.

Son culte et son besoin du lyrisme avait fait d'Edmond Rostand un admirateur et un imitateur de Victor Hugo.

Un coin de son parc était devenu le temple à ciel ouvert de sa religion littéraire... Certes, pas de mythologie : ni Muses, ni Apollons en marbre ou en toc; mais, à l'une des extrémités de la grande allée transversale, trois bustes sous un portique en guirlandé de roses : ceux de Shakespeare, de Victor Hugo et de Cervantès.

Sur le socle de chacun d'eux, quelques mots empruntés au modèle et caractérisant son esprit :

De Shakespeare : *All elements so mixed in him.*

(Tous les éléments mêlés en lui.)

De Victor Hugo : *Et tranquille il prit la grande lyre.*

De Cervantès : *Dios sabe si hay Dulcinea en el mundo, o no.*

(Dieu sait s'il y a une Dulcinée dans le monde, ou non.)

Dans le cercle formé par ces trois génies Edmond Rostand avait inscrit sa conception de la nature, des conditions et du rôle de la poésie; l'un symbolisant l'imagination immense et chaotique sur laquelle l'esprit plane et d'où tout jaillit; l'autre, la sérénité puissante, sans laquelle rien de durable ne se crée; le troisième, enfin, la hautaine raison qui, des rêves les plus fous, sait distiller la sagesse. Et l'attraction de ces trois

génies l'aidait lui-même à déterminer son propre orbite. L'un lui offrait le cadre dramatique de sa pensée; l'autre, les règles de sa poétique; le troisième, les directives de son inspiration. Mais des trois, celui dont l'exemple lui était le plus présent et l'œuvre la plus familière, c'était Victor Hugo.

Il le considérait comme le grand père de tous les poètes présents et futurs et il vénérait en lui le tout-puissant et infatigable ouvrier qui a cru à l'efficacité de l'effort et que l'effort n'a jamais ni rebuté ni trahi. Dans *Un soir à Hernani*, il lui adresse cette prière :

Persuade-nous bien

Que le travail est tout, que nous ne sommes rien.

Il vénérait aussi en lui cette clarté solaire qui met en relief avec autant d'amour les grandes lignes et les petits détails, et porte sa lumière dans les replis des intelligences les plus humbles et les plus hautes.

Et dis-nous de chanter pour que tous nous comprennent.

On comprend que son lyrisme, vent de haute mer destiné à pousser les vaisseaux vers les lointains rivages, se soit abattu en un ouragan de colère et de mépris sur la conjuration de ceux qui professent que la poésie ne peut être que la joie de quelques initiés et que sa mission la plus haute consiste à se faire l'interprète sibylline d'états obscurs et larvaires : d'où il suit que la phrase poétique ne doit être qu'un épanchement d'idées liquéfiées, ou plutôt d'ondes sonores, où la rime carillonne, mais d'où la raison s'est envolée. Peut-être Edmond Rostand a-t-il exagéré, dans *Chantecler*, l'importance de ces fourvoyés. Celle qu'ils se donnent est loin d'égaler celle que nous leur accordons. La foule regarde sans s'émouvoir les colonnes d'encens qui montent de certains salons en leur honneur. Mais on ne peut demander à une ardente conviction de rester indifférente à ce qui la nie, même si la négation ne constitue pas pour elle une sérieuse menace.

Edmond Rostand a vu dans les « obscuristes » des adversaires de son idéal poétique : il les a cloués au pilori, comme jadis Molière, au nom du bon sens classique, ridiculisa les *Précieuses*. Sa verve a moins de gaieté et plus d'amertume que celle de l'auteur du *Misanthrope*; mais aussi, la conjuration des ténèbres

qu'il dénonce comporte un danger plus grave pour le génie français que ne le fut pour le bon goût du XVII^e siècle le bel esprit des Mascarille et des Oronte. Une crise de raffinement, en partie justifiée par la grossièreté de l'époque antérieure; une fantaisie de lettrés, ciseleurs de mots; un verbiage alambiqué de poètes courtisans chargés de raviver la fadeur des propos galants : telle fut, en somme, la préciosité que combattaient Molière. L'« obscurisme » contemporain jaillit, là où il est pris au sérieux, d'une source autrement profonde : il est le cheminement souterrain de l'esprit de certaines races ennemis de la nôtre. C'est pour nous un devoir de défendre notre génie national qui est un génie de clarté.

Tous les poussins, groupés sous l'aile de Chantecler, à l'heure où se projette sur le sol la silhouette du rapace, composent mieux qu'un admirable tableau scénique : c'est le racourci d'un long chapitre d'histoire, l'illustration de la générosité toujours alliée, dans l'homme, au clair génie, pour chasser du berceau de ses plus chères espérances « l'Ombre et l'Épervier ».

RAYMOND LEROUGE.

(A suivre.)

MÉMOIRES DE CAULAINCOURT, DUC DE VICENCE

L'AGONIE DE FONTAINEBLEAU

V⁽¹⁾

L'ABDICTION

Je retournai à Fontainebleau avec le duc de Tarente (2). Le prince de la Moskowa nous avait un peu précédés et nous le trouvâmes chez lui, nous attendant pour aller chez l'Empereur, et déjà entouré du maréchal de Reggio et des généraux qui étaient avides des détails qu'il leur donnait sur notre mission. Quoiqu'il fût deux heures du matin, nous nous rendimes au palais et fîmes prévenir l'Empereur qui nous reçut. Le mauvais résultat de notre mission n'était que trop prévu depuis qu'on savait la désertion du premier corps (3) et les événements de Paris. Quoique préparé à tout, la première impression fut vive, mais, articulant bientôt ses sentiments, il combattit tout ce que nous dûmes lui dire, tout ce que nous étions chargés de lui rapporter, comme s'il eût dépendu de nous ou de lui de changer ce que nous lui répétions. Il repoussa hautement dans ce premier moment l'idée de son abdication absolue, disant qu'il trouverait encore des braves pour mourir avec lui. Nous lui rendimes la déclaration qui contenait son abdication condi-

Copyright by le comte d'Espeuilles-Vicence, 1930.

(1) Voyez la *Revue* des 1^{er} et 15 janvier, 1^{er} février et 1^{er} mars 1930.

(2) Nuit du 5 au 6 avril 1814.

(3) Caulaincourt veut dire : le sixième corps, celui de Marmont. Le lecteur corrigera la même erreur répétée plusieurs fois dans les pages qui suivent.

tionnelle pour son fils et il nous congédia en nous disant d'aller nous reposer, qu'il nous recevrait le matin.

L'EMPEREUR PENSE TOUT HAUT

Un moment après, l'Empereur me fit appeler. Je le trouvai calme; il causa avec moi de tout ce que nous venions de lui rapporter, comme si c'eût été des affaires d'un autre. Il me fit lui répéter tout ce qui s'était passé, me demanda tout ce que je pouvais savoir sur la disposition des esprits; il me parla de celle peu favorable des personnes qui étaient même près de lui. Les événements de Paris l'avaient frappé, moins cependant que la défection du duc de Raguse.

— Beaucoup de ces gens-là sont de la canaille, me dit-il en parlant du Sénat; ce sont des révolutionnaires que j'ai débarbouillés; la plupart n'ont ni principes, ni honneur. Aussi n'ai-je jamais compté sur eux. Ils auraient été aussi plats envers Murat qu'ils l'étaient envers moi. Il y en a cependant dans le nombre dont la conduite m'est inexplicable, car quelques-uns ont de l'élévation... Ah! Caulaincourt... l'intérêt, la conservation des places, l'argent, l'ambition: voilà ce qui mène la plupart des hommes. Je m'explique la conduite de Talleyrand. Pour lui, me trahir, c'était se sauver. Son rôle était écrit. Lui et Maret ne pouvaient d'ailleurs habiter la même ville; il savait que j'avais voulu le faire arrêter... Mais les autres, quel intérêt avaient-ils à me trahir? Quel but ont-ils? Pourquoi trahissent-ils leur patrie? Pauvre France!... Comme tu es victime!... Comme on sacrifie tes plus chers intérêts à la haine personnelle ou plutôt à la peur!.. Ce duc de Raguse, déserter avec son corps devant l'ennemi!... Et quand?... Dans le moment où une victoire presque certaine eût pu couronner les plus généreux efforts, où nous faisions repentir l'Europe d'avoir osé occuper notre capitale avec notre armée à dos... Croyez-moi, Caulaincourt, notre cause eût fait tressaillir les coeurs français; à Paris, les étrangers, les traitres, n'y eussent plus trouvé que des ennemis; ces bons habitants des campagnes, ces Français, imitant les braves Bourguignons, eussent poursuivi les Russes comme des bêtes fauves... Marmont, un homme qui a reçu de l'éducation, qui connaît l'histoire, qui ne peut être dupe d'une intrigue, comme son ambition l'a perdu! A quoi sert donc

l'esprit? Il était le plus médiocre de mes généraux; je l'ai soutenu, défendu contre tous, parce que je lui croyais de l'honneur. Élevé dans mon camp, nourri dans ma maison, marié par moi, comblé de faveurs, de richesses, devenu un des hommes les plus marquants de la France, au moins un des plus élevés en dignités, son ambition lui a fait rêver qu'il pouvait s'élever encore, que, nouveau Monk, il serait le restaurateur d'une race que l'opinion de la France comme ses intérêts repoussaient! Il a oublié sous quel drapeau il a obtenu tous ses grades, sous quel toit il a passé sa jeunesse; il a oublié qu'il doit tous ses honneurs au prestige de cette cocarde nationale qu'il foule aux pieds pour se parer du signe des traitres qu'il a combattu depuis vingt-cinq ans! Je me réjouissais de le voir placé entre mes ennemis et moi, parce que je croyais à son attachement, à sa fidélité. Comme j'étais dans l'erreur! Voilà le sort des souverains! Ils font des ingrats!... Le corps de Marmont ne savait sûrement pas où on le menait...

L'Empereur me demanda si j'avais quelques détails sur l'effet que cette trahison avait produit sur les troupes. Je l'assurai qu'à l'exception de quelques généraux, tous les militaires ignoraient où on les menait, que l'indignation avait été extrême quand ils s'étaient aperçus qu'ils étaient dupes de leurs chefs, et qu'on avait même eu de la peine à contenir ce corps, quoique entouré de forces ennemis considérables. Ces détails parurent le soulager; il s'en occupait bien plus que de l'abdication qu'on lui demandait; toute sa conversation, ses pensées semblaient fixées sur cet événement. Toutes ses réflexions s'y rapportaient :

— C'est, ajouta-t-il, dans les hauts rangs de la société que se trouvent les traîtres. Ce sont ceux que j'ai le plus élevés qui m'abandonnent les premiers! Les officiers, les soldats mourraient encore tous pour moi, les armes à la main! Si je voulais, je prolongerais cette lutte à l'infini; je ferai la guerre de partisans pendant quelques mois, et, avant peu, la guerre en ligne. Avant trois mois, tous les résultats seraient en ma faveur, car tout passe en France. Aujourd'hui, on est fatigué, on ne veut que la paix à tout prix. Avant un an, on sera honteux d'avoir cédé au lieu de combattre et d'avoir été livré aux Bourbons et aux Russes. Chacun accourra alors dans mon camp, mais, d'ici là, la France serait pillée par les étrangers et livrée dans

quelques départements aux horreurs de la guerre civile... Je lui ai demandé des sacrifices pour sa gloire, pour le grand avenir que je lui préparaïs. Je ne veux pas qu'elle en fasse pour ma personne. A Paris même on se lassera bien vite de l'affabilité d'Alexandre ; on s'ennuiera de n'y voir que des uniformes étrangers ; on finira par se rappeler qu'on est Français ; on s'apercevra que ces étrangers sont des ennemis. On sera honteux d'avoir été dupes. Marmont, qui est assez lâche pour se vanter aujourd'hui d'avoir sauvé Paris et qui prétendra sans doute aussi avoir sauvé la France, en sera l'exécration.

L'Empereur récapitula tous les événements qui venaient de se passer ; il entra dans tous les détails de sa position, parla du peu de fonds qu'il devait faire sur la plupart des généraux, de l'influence qu'exerçaient déjà sur toutes les opinions les événements de Paris, notamment la proclamation des Alliés qui séparait ses intérêts de ceux de la France. Il observa que cette paix agissait bien plus sur les esprits que la déchéance du Sénat, qui n'était pas en nombre pour la délibérer, et dont le peu de considération ne donnait d'ailleurs pour les gens sensés aucun poids à cet acte, dont il aurait ri le premier, si le départ du premier corps ne l'eût pas empêché de donner la bataille. Il concluait néanmoins que toutes ces circonstances réunies portaient une atteinte réelle à son pouvoir.

— Je n'aurai, me dit-il, qu'une partie des officiers à la vérité, le plus grand nombre des soldats tant de la Garde que de l'armée, mais encore beaucoup s'en iront chez eux si je me retire sur la Loire. Que faire ?... Si je résiste, la France a la guerre civile. J'aime trop la France ! Je n'ai jamais voulu que sa gloire ; je ne ferai pas son malheur... Je ne veux pas que ce beau pays soit ravagé pour moi. On veut que j'abdique... Eh bien ! j'abdiquerai !... Les ennemis ne veulent pas de la régence, parce qu'ils craignent que je revienne. Ils sentent que la nation me redemandera et craignent qu'on ne puisse m'empêcher de reprendre le timon des affaires. Ils ne connaissent ni l'Europe, ni leurs propres intérêts. L'empereur de Russie ne suit que l'impulsion de sa vengeance ; il est excité par l'Angleterre, par Talleyrand ; il fait et prépare imprudemment des révoltes. Il ne sait pas la peine que j'ai eue à finir la nôtre. Alexandre est comme Metternich : il est aveuglé par sa vengeance ; ils ne comprennent pas que je leur suis nécessaire, que

je ne puis plus être dangereux maintenant dans l'état où l'on réduit la France et que je connais mieux qu'eux les peuples.

L'Empereur était fort occupé de connaître les dispositions de l'armée. Il en recevait de fréquents rapports; il en arrivait aussi de temps en temps sur Paris. Il discutait tout ce qui tenait à sa position, à celle de la France et de l'armée avec un sang-froid, un discernement, un esprit d'impartialité et on peut dire avec une abnégation de lui-même vraiment surprenants. Jamais il ne me parut plus digne du trône dont il lui tardait alors de descendre. Les premiers détails sur ce qui s'était passé à Paris lui avaient été pénibles, mais, là comme sur le champ de bataille, il embrassa d'un coup d'aigle toute sa position, ce qu'il pouvait conserver, ce qu'il pouvait défendre, ce qu'il devait sacrifier et, prompt à se déterminer, il avait offert à la France et à la nécessité le sacrifice de ce trône que lui donna la victoire et que lui fit perdre un enchainement de circonstances, de fautes, de revers, et même de grandeurs qui occuperont les plus belles pages de notre histoire. Son parti était pris. Il avait toute la résignation que les circonstances commandaient, mais il aimait la discussion et, dans cette circonstance, comme dans toutes, quoique déterminé, il voulait défendre le terrain, malgré même sa propre conviction. Il me dit de ne pas encore parler de sa détermination, qu'il voulait voir avant différents généraux, causer avec Berthier et avec le maréchal Ney, qui sauraient sûrement mieux que personne ce qui se passait dans l'armée, même au Quartier général; qu'il verrait aussi Oudinot, qu'il savait qu'il avait reçu des nouvelles de Paris, qu'il croyait même qu'il lui en était venu quelqu'un. Il me demanda comment avait été le maréchal Ney chez l'empereur Alexandre; il ajouta qu'il était sûr de la parfaite mesure du duc de Tarente, qu'il était dans ce qu'on appelait l'opposition, mais avant tout homme d'honneur et qu'ayant accepté ses pouvoirs, il ne le trahirait pas. En me congédiant, l'Empereur me dit :

— Je suis décidé. Allez vous reposer quelques instants, car je ne tarderai pas à vous faire appeler. Sans doute les maréchaux me croient bien loin de vouloir abdiquer, mais il faudrait être bien fou pour tenir à une couronne qu'il tarde tant à quelques personnes de me voir quitter et qu'il est cependant autant dans leur intérêt que dans le mien que je conserve ou

que je donne à mon fils. Ney avait raison quand il me disait, il y a deux jours, que ma dynastie était leur meilleure garantie, que ses enfants ne pouvaient en avoir d'autres. Il le pensait alors; mais aujourd'hui Marmont a tourné les têtes. Sans doute, on serait honteux de l'imiter; cependant on craint encore plus de ne pas arriver à la fortune aussi tôt que lui. A peu d'exceptions près, Caulaincourt, tout le monde a perdu la tête. Les circonstances sont plus fortes que les hommes; tout est hors des calculs humains... Allez vous reposer.

Je voulus lui parler de l'établissement qu'on proposait pour lui, encore revenir sur ma conversation particulière avec l'empereur Alexandre, l'engager à rélâcher d'avance sur ce qui pouvait lui convenir; il me répondit avec humeur :

— Je n'aurai besoin de rien. Défendez les intérêts de la France. Pensez à ma femme, à mon fils et moquez-vous du reste... Il ne faut pas une place bien étendue à un soldat pour mourir.

Je quittai l'Empereur et trouvai M. le prince de la Moskowa causant dans une pièce du palais avec plusieurs généraux qui l'y avaient suivi et attendu. Il entra chez l'Empereur qui m'avait chargé de le faire demander, mais qui, étant fatigué, ne le garda, dit-on, qu'une demi-heure et chercha à s'endormir.

VERS L'ACCEPTATION

Vers six heures, il me fit appeler de nouveau, me parla de sa conversation avec le maréchal Ney, qui lui avait dit que l'armée, que tous les officiers, même au Quartier général, étaient inquiets, fatigués; qu'on désirait son abdication pour avoir la paix, qu'on ne pouvait répondre ni des officiers ni des soldats, qu'il y avait déjà de la désertion, que le voisinage de Paris nuisait à l'armée, que, si on ne s'en éloignait, il ne répondait pas que beaucoup de personnes le suivissent, même de la Garde.

L'Empereur ajouta que le maréchal Oudinot lui avait dit à peu près la même chose, ainsi que d'autres généraux. Il me demanda ce que je pensais de ces bruits, ce que j'avais pu remarquer ou entendre. Je lui répondis qu'arrivant à Fontainebleau, j'ignorais ce qui se passait au Quartier général; que

j'étais fort porté à croire ce que lui avait dit le maréchal, que l'affaiblissement qui résultait pour l'armée du départ du premier corps devait nécessairement influer sur son moral; que je ne lui avais pas caché mon opinion, que je croyais qu'il fallait prendre un parti; que les choses en étaient venues au point qu'il devait se presser dans son choix et quitter Fontainebleau pour rallier ses autres troupes, s'il ne voulait pas être réduit à abdiquer et à faire une guerre de partisans qui lui répugnait autant qu'à tous les hommes amis de leur pays.

L'Empereur me parla de la forme à donner à son abdication. Il me parut vouloir pour le moment éluder par la forme le fond de la question et ne la faire que conditionnelle, comme si cette rédaction ne frapperait pas tous les yeux, comme si ce moyen était admissible, placés comme nous étions sous l'empire de toutes les forces de l'Europe, de la trahison et de l'abandon des nôtres. Il s'expliquait, contre son usage, d'une manière si peu claire, qu'il me parut que c'était à dessein. Mais cette question d'abdication avait été tellement défendue et débattue par nous, et notamment par moi, à Paris, que je lui répétais encore qu'il fallait prendre son parti, se battre tout de suite ou se retirer dès le lendemain sur la Loire, ou abdiquer sans restrictions, puisqu'on n'en voulait pas admettre. Je lui observai qu'on perdrat sans cela en discussions un temps précieux; que nous disputions sur des mots qui ne pouvaient avoir de valeur que quand on avait des armées pour soutenir ses droits; et que, quand on avait des armées, on se moquait bien de l'arrangement des mots; que ces moments étaient peut-être les derniers où on pourrait disposer de quelques forces réunies; que, si on n'en faisait pas usage, il fallait s'en aller de Fontainebleau le plus tôt possible ou abdiquer; que personne ne prendrait le change sur la signification des mots de son abdication; qu'il valait mieux la refuser fièrement que d'avoir l'air de se réservier une porte, que des mots n'ouvriraient pas, pour rentrer, que ce serait se fermer celle de tout arrangement personnel pour lui; que cela nuirait à toutes ses affaires sans le servir; que la France avait déjà été livrée sans conditions comme sans garanties; qu'il en serait de même pour sa personne si on attendait quelque nouvel événement dans l'armée, peut-être quelque levée de boucliers de la part de généraux ou d'officiers incertains et excités par l'espoir.

de la paix, dont on le représentait comme le seul obstacle

— Vos réflexions sont dures, Caulaincourt, me dit l'Empereur.

— Dites, Sire, qu'elles sont vraies. Je crois pouvoir vous les faire, parce qu'elles sont dans votre intérêt. Votre Majesté veut-elle se retirer sur la Loire? Je suis prêt à la suivre. Veut-elle abdiquer? Je la supplie de se décider, afin que je puisse la sauver à temps, afin que les souverains se croient encore forcés par l'attitude qu'a, jusqu'à ce moment, conservé l'armée, par le dévouement qu'on lui croit pour votre personne, à vous accorder un établissement convenable. J'ai à cœur de vous sauver, Sire, de vous assurer une existence qui vous donne encore l'indépendance d'un souverain.

— Allons, allons, ne vous fâchez pas, monsieur le grand-écuyer, reprit-il avec bonté, je rends justice à vos sentiments pour moi. Peut-être avez-vous raison, mais la question est assez importante pour la discuter. Au fait, que m'importe le trône, puisque je ne puis plus rien pour la France? Le trône n'est plus qu'un morceau de bois auquel je ne tiens pas.

Puis il ajouta que l'agitation des esprits l'avait tout à fait décidé; que j'avais dû le voir à notre conversation de la nuit; que, depuis, il avait voulu sonder toutes les opinions, parce que, dans une affaire de cette importance, il fallait s'éclairer et ne point trop se presser; que, pour son compte, il était décidé depuis longtemps, mais qu'il s'agissait de la France, dont les intérêts seraient sacrifiés comme les siens, s'il ne pouvait les stipuler; que son abdication pouvait avoir de l'influence sur les destinées de son fils et qu'il voudrait lui laisser un moyen de réclamer ses droits.

— Ses droits sont dans notre cœur, Sire, répondis-je. Ils sont écrits sur toutes nos épées. Je ne serais pas venu vous demander cette abdication, s'il y avait eu un moyen de lui conserver votre trône. Personne ne prendra le change de cette rédaction; on exigera que vous la rectifiez. Si le roi de Rome a une armée, toutes les rédactions sont bonnes; s'il n'en a pas, à quoi lui serviront des réticences qui peuvent vous perdre, vous livrer pieds et mains liés à vos ennemis? N'ajoutons pas aux malheur qui vous menacent.

L'ILE D'ELBE ?

Je causai ensuite avec l'Empereur de ce qu'on appelait un établissement hors de France. Je lui racontai tout ce qui avait été dit sur cela; le désir qu'on montrait de l'éloigner; mes insistances pour qu'il fût près et dans un bon climat, à cause de sa santé; ma préférence pour l'île d'Elbe, à cause de ses fortifications; mes craintes d'une grande opposition de la part de l'Autriche, à cause du voisinage de l'Italie; l'avantage de traiter cette question avec l'empereur de Russie avant l'arrivée de M. de Metternich; enfin, l'espèce d'engagement que j'avais tiré de l'empereur Alexandre, dès mon premier voyage, pour lui assurer au moins cet établissement. Je lui fis remarquer que, sans cela, on serait peut-être obligé de se contenter maintenant de ce que les ennemis voudraient donner, fût-ce au bout du monde.

— Pourquoi n'avez-vous pas demandé la Corse, me dit-il, ou la Sardaigne ou Corfou?

— La Corse, répondis-je, étant un département français, j'ai pensé que dépouiller la France pour vous dédommager, c'eût été imiter vos ennemis et les siens, et que cela n'était pas digne de Votre Majesté.

— Je vous approuve tout à fait, reprit vivement l'Empereur. Cette pauvre France ne sera que trop dépouillée, quand on en viendra à traiter de la paix; mais la Sardaigne, Corfou?

— Quant à la Sardaigne, répondis-je, on s'y est refusé. Corfou a paru, je crois, trop près de la Grèce ou trop important. On a décliné cette proposition. Dans le moment où cette conversation a eu lieu, la matière était tout imprévue; je ne pouvais avoir l'air d'y faire une grande attention sans avouer, par là, que je vous croyais déjà réduit à cette dure extrémité; cela n'eût pas été politique. Depuis, j'ai pu en causer plus à fond, mais encore avec réserve, et par les mêmes motifs et parce que j'ignorais les intentions de Votre Majesté; au reste, rien ne m'empêche de parler de Corfou ou de tout autre point. On donnerait, j'en suis sûr, à Votre Majesté toute autre île de même importance que la Sardaigne, si elle était plus loin de l'Italie et du continent, mais ce seraient des points qui ne lui offriraient sans doute pas le même climat et, sous le rapport

des fortifications, la même indépendance, la même sûreté que l'île d'Elbe.

J'ajoutai qu'il m'avait paru qu'on y joindrait un revenu convenable et un autre établissement territorial pour le roi de Rome et l'Impératrice, mais que, s'il voulait cela, il fallait se hâter; que nous vivions sous l'empire de circonstances tout à fait ennemis et qu'il fallait s'attendre à ce que, les forces et l'influence qu'on lui croyait encore diminuant de jour en jour, on rabattrait en conséquence des promesses qu'on nous avait faites au lieu d'y ajouter. L'Empereur me dit que ce qu'on lui offrait n'était point convenable; qu'il voulait un établissement en Italie, qu'il ne se souciait pas de passer les mers, qu'il ne voulait rien avoir à démêler avec les Anglais, ses plus cruels ennemis. Je lui répondis que ces ennemis étaient cependant ceux qui lui offriraient, à ce que je croyais, la garantie la plus véritable et même la plus rassurante, dès que le Gouvernement se serait engagé. Après un moment de réflexion, il me dit :

— C'est possible.

Puis il reprit :

— Je tiens à un établissement en Italie; quand même j'habiterais une partie de l'année l'île d'Elbe ou tout autre point, je veux pouvoir passer l'autre partie sur le continent avec l'Impératrice qui se soucie peu, sans doute, de passer la mer; j'exige la Toscane. Ce n'est pas même assez; en tout, vous devez mieux baser les compensations sur l'échelle des grands sacrifices que je fais; puisque c'est la Russie qui traite, il lui est indifférent, ainsi qu'à la Prusse et même à l'Angleterre, que l'Autriche ait un peu moins en Italie; elle peut se dédommager en Piémont ou ailleurs. Puisque les ennemis prennent tout, ils ne peuvent se dispenser de faire un sort convenable à l'Impératrice, indépendamment du mien. Il ne faut pas vous contenter en bon homme de ce qu'on vous offre; il faut exiger ce qu'on doit me donner. Si on veut que j'abdique, pour mon compte personnel, je ne tiens pas à plus ou moins. Si j'abdique, je puis vivre avec cent louis par an. Disposant de tous les trésors du monde, je n'ai jamais placé un écu pour ma personne: tout était ostensible et dans le trésor. Vous savez donc bien que ce n'est pas l'intérêt qui me guide, mais, dans cette circonstance, il faut stipuler, d'une manière convenable, les intérêts de mon

sils et de l'Impératrice. Je vous répète que les souverains influents, notamment la Russie, n'ayant point d'intérêt direct à empêcher que l'établissement qu'on doit me faire soit convenable, il faut en profiter.

Il ajouta que ces puissances ne continueraient pas la guerre pour l'empêcher; que je pouvais donc éléver le ton dans cette question, si les maréchaux m'appuyaient. Il me parla de la Légion d'honneur, des pensions, grades, honneurs de l'armée, des Polonais, qui lui avaient été si dévoués, me recommanda de défendre tous ces intérêts avant les siens, avant ceux de sa famille. Il me dit que cette dette était sacrée pour lui et la première qu'il voulait acquitter; qu'en nommant un gouvernement provisoire, on lui avait ôté l'avantage de stipuler les intérêts de la France; qu'il le regrettait, parce qu'on la livrerait aux étrangers sans garanties, puisqu'on n'avait pas encore stipulé les conditions de la paix; qu'on la mettait à la merci de leur prétendue générosité et qu'on verrait au dénouement en quoi elle consistait, ce qu'on lui accorderait de plus pour l'avoir sacrifié; qu'on verrait ce qu'elle aurait en compensation de la Finlande, de la Pologne et de l'Italie, que prendrait l'Autriche, de l'Inde, qu'avait l'Angleterre, de nos meilleures colonies, qu'elle garderait; que c'était indigne à Talleyrand qui connaissait les affaires; qu'on sacrifiait, soi-disant, Napoléon aux intérêts de la France, à une bonne paix pour elle, mais que, de fait, c'était la France qu'on sacrifiait aux Bourbons, puisqu'elle en ferait une mauvaise; que tout cela était une intrigue infâme, une affaire de coterie; qu'on devait se servir du poids que son nom, sa puissance à la tête de l'armée mettait encore dans la balance pour discuter et arrêter, avant tout, ces grands intérêts; qu'il importait tant aux Alliés d'obtenir son abdication, de l'écartier ainsi que sa famille, même le petit-fils de l'empereur d'Autriche, des affaires, qu'ils auraient accordé, pour l'y décider, des conditions bien plus honorables pour la France que celles qu'elle sera maintenant obligée de mendier de leur générosité; qu'on aurait pu, de cette manière, lui conserver la Belgique, peut-être les départements du Rhin et qu'à ce prix il ne se serait plus plaint du sacrifice qu'on exigeait de lui; qu'il y eût joint de grand cœur celui de sa vie pour lui obtenir de tels résultats et lui laisser au moins ce dernier souvenir de l'attachement qu'il avait toujours porté à cette belle

France. Voilà ce qu'aurait dû faire Talleyrand : offrir la France avec la Belgique aux Bourbons ; c'était l'action d'un homme d'État, tandis qu'il ne les a rappelés que pour se sauver.

PREMIÈRE RÉDACTION

L'Empereur prit sur son bureau son projet d'abdication et me le lut.

Je lui observai qu'il ne satisférait pas, qu'il ne répondait pas à ce qu'on exigeait. Il y fit un changement. Je lui observai encore qu'il ne suffirait pas. Il dicta de nouveau cette minute et dans un autre sens. Je lui observai encore que cela ne disait pas ce qu'on exigeait. Il y fit, avec une patience admirable, plusieurs changements qui ne remplissaient pas le but. Il convenait avec moi qu'il fallait une rédaction plus claire, même plus précise, mais la difficulté était de dire ce que la nécessité exigeait et de résérer tacitement ce qu'il voulait y ménager.

Ne pouvant parvenir à concilier des intérêts si opposés, il finit par me dire qu'il la referait avant de la lire aux maréchaux, mais qu'il ne la remetttrait qu'à moi et qu'il me demandait ma parole de ne la donner qu'après que le traité serait signé et aurait reçu les garanties nécessaires. Il me parla de l'Impératrice, de son fils, avec une vive émotion : l'avenir de l'un, la situation de l'autre, le touchaient extrêmement et bien plus que son propre sort. La conduite de l'Autriche envers cette princesse le révoltait.

— Pas une marque d'intérêt, pas même un souvenir de son père dans ces douloureuses circonstances ! Les Autrichiens n'ont point d'entrailles, me dit-il. La politique veut sans doute des sacrifices, mais cette nécessité exclut-elle l'expression des sentiments les plus doux, les plus naturels ? Dans quelle circonstance plus intéressante, plus douloureuse, l'empereur d'Autriche dira-t-il à sa fille que ses sentiments ne peuvent changer, qu'elle peut compter sur son affection ?... Metternich aura craint de se compromettre vis-à-vis de ses amis les Anglais et les Russes. Ils pouvaient envoyer une lettre ouverte, enfin un mot. Vous aviez raison : l'empereur Alexandre, qui a le plus à se plaindre de moi, sera encore le seul qui mettra des formes et même de bons procédés. Ses manières doivent plaire

aux Parisiens; c'est l'Empereur qu'il leur aurait fallu; avec eux la forme l'emporte sur le fond. Il faut être en cajolerie avec les hommes, en coquetterie avec les femmes. Les Français aiment ce genre-là; avec ces manières, on ruinerait le pays qu'on serait encore adoré.

Il me parla du prince de Suède (1):

— Si une nation acceptait un Français qui s'est fait étranger, qui est venu, les armes à la main, envahir son pays avec les hordes du Nord, ce serait se déshonorer. Le destin, il faut l'espérer, n'a pas réservé une telle honte à la France! Ce serait le comble de l'ignominie; mieux vaut les Bourbons; ils ont, au moins, un droit qui les absout en quelque sorte du mal qu'ils ont fait à la patrie; mais un Français qui doit la gloire qu'il s'est acquise, la réputation qui l'a porté sur la première marche du trône, au courage, à la valeur de ses compatriotes, ce Français qui a oublié qu'il est né sur cette terre des braves et qui vient pour les asservir, celui-là ne peut espérer de commander à la grande nation: son nom seul doit faire bouillonner le sang de tout ce qui est français.

L'Empereur me dit qu'il me reverrait, qu'il recevrait incessamment les deux maréchaux plénipotentiaires avec lesquels il voulait que je rentrasse dès qu'ils seraient arrivés. Il se mit à son bureau et me parut disposé à s'occuper de la rédaction de son abdication.

LE MARÉCHAL NEY ET L'EMPEREUR

A l'heure fixée par l'Empereur pour nous recevoir, j'étais à causer dans un salon avec le maréchal de Tarente quand M. le prince de la Moskowa survint.

Il nous parla, en nous abordant, de la situation des esprits, de la nécessité que l'Empereur prit son parti et qu'on mit fin à l'anxiété générale qui régnait. Il nous dit qu'il avait eu, dans la nuit, une conversation avec l'Empereur, qu'il lui avait parlé franchement de l'esprit de l'armée, de son agitation, de la situation des affaires et de la nécessité d'abdiquer sans restrictions, puisque les souverains avaient déclaré qu'ils ne voulaient pas de la régence ni d'aucun membre de sa famille, et qu'il était le seul obstacle au rétablissement de la paix. Il

(1) Bernadotte.

ajouta qu'il ne lui avait pas caché que cette paix était l'objet des vœux de tout le monde, que la déclaration des souverains avait fait une grande impression et qu'il devait prendre son parti; que l'Empereur lui avait paru assez résigné et qu'il avait causé longtemps avec lui sur ce sujet. Il ne nous articula pas un mot qui pût faire croire à une résolution prise, ni à l'énergie qu'il aurait dû déployer pour le convaincre et l'obliger à prendre une détermination. Il ne dit pas un mot de la démarche qu'il avait faite pendant la nuit pour instruire le Gouvernement provisoire d'une prétendue détermination de l'Empereur pour abdiquer, détermination qu'il semblait croire comme nous probable, mais qu'il ne nous dit pas être arrêtée (1).

Dans l'audience que l'Empereur nous accorda immédiatement après, rien de sa part, ni de celle du prince de la Moskowa ne décela qu'il eût déterminé l'Empereur à abdiquer, ni que l'Empereur eût pris avec lui un engagement positif à cet égard, car on discuta encore longtemps sur cette question, sur les inconvénients de ce parti et les considérations qui exigeaient ce sacrifice et aussi sur la manière de le faire. Dans cette audience, tout, de la part du prince de la Moskowa comme de la nôtre, fut marqué au coin de la déférence, du respect et des plus grands égards (2). Il se bornait comme nous à insinuer, à conseiller, avec la franchise dont les circonstances faisaient un devoir, mais avec tous les ménagements dus à notre souverain et surtout à sa position. L'Empereur ne mit point en doute qu'il abdiquerait; il répéta ce qu'il m'avait fait l'honneur de me dire, que cette abdication n'était point dans l'intérêt de la France, quoiqu'on assurât qu'elle la désirait et que c'était le seul moyen de lui donner la paix.

LA RÉSOLUTION SUPRÈME

Après avoir ajouté beaucoup d'autres considérations sur la manière dont les Français laissaient le prince de Talleyrand

(1) Allusion à une lettre de Ney à Talleyrand, datée de Fontainebleau, 5 avril, onze heures et demie du soir, où le prince de la Moskowa annonçait que Napoléon avait paru consentir à une abdication entière et sans restrictions.

(2) Caulaincourt confirme ici à nouveau la thèse de Thiers que l'attitude de Ney vis-à-vis de l'Empereur fut plus correcte qu'il n'aurait, plus tard, voulu le laisser entendre.

conclure la paix, l'Empereur passa dans son cabinet et revint avec son projet d'abdication, d'une rédaction plus précise que celle qu'il m'avait montrée, mais tournée encore de telle manière qu'elle n'aurait pas été admise. Il écouta, discuta toutes les observations et consentit successivement à plusieurs changements. Il nous répéta que son abandon ne procurerait à la France qu'une paix plus désavantageuse que celle qu'il avait refusée à Châtillon. Il nous recommanda particulièrement les intérêts de son armée, nous dit qu'il fallait conserver les couleurs nationales; il parla du vice-roi (1), des sentiments français que ce prince avait toujours conservés; il réitéra les recommandations qu'il m'avait faites de sauvegarder tous les intérêts de l'armée, des dignitaires, des institutions, de l'Impératrice et de son fils. Il nous dit encore qu'il était prêt à tout sacrifier, même sa vie, pour le bonheur de la France; que sa gloire, sa prospérité avaient été le but unique de ses efforts, peut-être même de quelques erreurs; que, n'ayant pu réussir, trahi par les hommes comme par la fortune, il préférait encore son adversité à la honte d'avoir consenti à des conditions désavantageuses pour la France. En nous congédiant, il ajouta qu'il allait terminer nos instructions et signer son abdication qu'il me remetttrait.

Pendant que chacun de nous faisait ses arrangements de départ, l'Empereur me fit appeler. Il me répéta, en grande partie, ce qu'il m'avait dit précédemment et encore aux maréchaux; il me parla de nouveau de l'Impératrice et de son fils, du vice-roi et de l'impératrice Joséphine, dont il me recommanda de ne pas oublier les intérêts. Il ajouta :

— C'est à vous, Caulaincourt, que je confie mon acte d'abdication, à vous personnellement, puisque je confie par là, non seulement mes intérêts personnels, mais ceux de toute ma famille et de tout ce qui m'est cher.

Passant ensuite dans son cabinet, il m'y appela et me dit en me remettant cette abdication :

— Je la confie à votre honneur, à votre loyauté. Je vous demande votre parole d'honneur de ne la remettre qu'après la signature du traité et après avoir obtenu la garantie que le gouvernement français en remplira toutes les clauses.

(1) Le prince Eugène, vice-roi d'Italie.

L'Empereur revint ensuite sur les Bourbons :

— Talleyrand les rappelle, me répéta-t-il, parce qu'il craint que la régence favorise mon retour, mais ils le chasseront quand ils seront établis et n'auront plus besoin de lui. La régence, moi vivant, était une chose délicate, impossible : ils l'ont bien senti. Les Bourbons sont des gens pacifiques ; ils conviennent aux étrangers dont ils ne gêneront pas la politique ; ils auront bien assez d'occupation en France, car la nation ne s'arrangera d'eux que s'ils éloignent leurs têtes à perruques et meltent de côté toutes les vieilles prétentions, mais c'est demander l'impossible. Au bout d'un an on aura donc d'eux par-dessus la tête. La nation, les militaires ne leur pardonneront pas de ne pas s'être mis à la tête des Vendéens. Tout le monde se souvient du sot séjour à l'île d'Yeu, pendant qu'il y avait quatre-vingt mille cocardes blanches sous les armes pour attendre et recevoir le prince (1). S'ils sont sages, les Bourbons, ils ne changeront que les draps de mon lit ; ils se serviront des hommes que j'ai formés. Ceux qui les entourent ne sont que des passions et des haines habillées. Avec ces gens-là, ils ne produiront que des réactions et ils se perdront. Tout le monde raisonne en France... Quoiqu'on soit léger, étourdi, on n'y oublie rien. Cette nation a besoin d'être gouvernée par une main ferme. Il faut une volonté forte, mais cette force, il faut la tirer de l'opinion et, pour cela, il faut rallier tous les esprits, maintenir l'union de tous les partis, afin de les intéresser tous aux succès du gouvernement qui les protège.

Ces paroles me parurent si remarquables que je les notai presque à l'instant, pendant que l'Empereur me quittait un moment pour passer dans sa chambre à coucher. J'avais également noté tout ce qu'il m'avait dit précédemment dès que j'étais sorti de chez lui.

DERNIÈRES INSTRUCTIONS DE L'EMPEREUR

L'Empereur me quitta pour aller lire les instructions mises au net qu'on lui apportait à signer et me dit de l'attendre. En rentrant, il me remit les instructions et me dit de m'asseoir,

(1) Allusion au séjour du comte d'Artois à l'île d'Yeu où il avait été transporté par une escadre anglaise en octobre 1795 et où il resta jusqu'au 17 novembre, sans se décider à gagner le continent.

qu'il voulait m'en dicter de particulières. Il me recommanda d'avoir la Toscane pour l'Impératrice. Je l'engageai à se réunir à elle ou à la faire venir à Fontainebleau et à ne pas laisser cette partie de la Garde et sa maison séparées de lui (1). Je lui observai que, dans ces circonstances, il trouverait une grande consolation à avoir sa famille près de lui, qu'il y avait même de la prudence à ne pas en rester séparé. Il la croyait mieux placée où elle était et plus à portée du point de réunion qu'il indiquerait, si, comme cela était possible, il quittait Fontainebleau qui lui paraissait, sous tous les rapports, un séjour qui avait de grands inconvénients. Il voyait dans la présence de ses frères, qui étaient avec l'Impératrice, une garantie pour tout ce qui se ferait sur ce point. Il la croyait aussi dans de meilleures conditions où elle était qu'à Fontainebleau pour une entrevue avec son père, entrevue qu'il désirait et qu'il l'avait chargée de demander, s'obstinant à penser qu'elle leverait toutes les difficultés qui se présenteraient pour la Toscane.

— Il est impossible, me dit-il, que l'empereur François la refuse à sa fille et à son petit-fils dans un moment où il leur fait tant de mal.

Je combattis vainement cette opinion que j'étais loin de partager. Le reste de la conversation me prouva qu'il désirait par-dessus tout cette réunion et se berçait de l'espoir qu'une entrevue avec son beau-père arrangerait tout et ferait donner la Toscane à son fils. Il se faisait continuellement des illusions sur cette conséquence de cette séparation et sur l'entrevue. Il comptait sur la volonté prononcée de l'Impératrice de le rejoindre et sacrifia sa dernière consolation à cet espoir, parce qu'il crut que l'attachement de sa femme et les principes religieux de son beau-père prévaudraient dans cette question sur la politique du cabinet. Il comptait tellement sur cette volonté, sur ces sentiments de l'Impératrice que, tout en admettant dans ses instructions la possibilité qu'une volonté ennemie s'opposât à cette réunion, il ne cessa de pousser lui-même à cette entrevue, dont il eut la première idée et me répéta, plusieurs fois, ce qu'il me prescrivait par écrit, de ne chercher en aucune manière à influencer sa détermination, de ne rien témoigner, ajoutant qu'il lui écrivait et qu'il donnait d'ailleurs des

¹⁾ Marie-Louise était à Blois depuis le 2 avril au soir. Elle ne devait quitter cette ville que le 9 pour se rendre à Orléans.

ordres et des instructions directes aux personnes qui l'entouraient et à sa Garde (1).

Revenant à ce que je lui avais dit pour l'engager à presser cette réunion et à ne pas laisser cette partie de sa maison et de sa Garde séparée de lui, il m'objecta qu'ils étaient mieux placés où ils étaient que lui à Fontainebleau, où il ne restait que momentanément pour avoir plus facilement des nouvelles de Paris; qu'il en serait déjà parti s'il avait l'espoir d'être suivi, mais que les esprits étaient tellement travaillés qu'il était probable qu'on se débanderait s'il faisait un mouvement; qu'alors il y aurait une espèce de scission entre les militaires, ce qu'il fallait éviter de laisser apercevoir jusqu'à ce qu'il y eût quelque chose d'arrêté et de signé avec les souverains; que ce motif l'empêchait de s'éloigner. Il ajouta qu'au reste il verrait sous quarante-huit heures ce qu'il pourrait faire, si les têtes se calmaient; qu'il espérait que nous aurions arrêté quelque chose d'ici là. Il prescrivit de tâcher d'obtenir un armistice, au moins une ligne de démarcation, afin d'empêcher de tout envahir et de donner de la sécurité à nos troupes.

— Cela facilitera, me dit-il, ma correspondance avec l'Impératrice, tandis qu'elle est exposée à être enlevée par des partis; puis cela la mettra aussi à l'abri de toute insulte, ainsi que le Trésor, si elle me rejoint. Faites aussi envoyer des généraux autrichiens et russes, même un Anglais, à l'Impératrice pour sa sauvegarde, me répéta-t-il plusieurs fois, afin que tout soit en sûreté, et veillez à ce qu'ils aient des instructions pour être à ses ordres, pour la suivre, la protéger, et la faire respecter ainsi que sa Cour et ses bagages si elle me rejoind. Prévenez l'Impératrice quand vous les aurez obtenus. Dites à Schwarzenberg qu'il est honteux que les Autrichiens ne témoignent pas plus d'intérêt pour le sang, pour la fille de leur empereur.

Et il me réitéra encore ces ordres après l'injonction relative à son abdication et me congédia en me disant qu'il comptait sur moi. Je me hâtai de terminer quelques affaires pour rejoindre mes collègues qui étaient prêts et qui m'attendaient pour partir. Le duc de Tarente voyagea encore avec moi.

(1) La lettre de l'Empereur, dont il est ici question, fut portée à Blois par le colonel Galbois.

LA PRÉPARATION DES ARTICLES

Nous arrivâmes à minuit (1) chez l'empereur Alexandre, qui nous reçut sur-le-champ. Après quelques mots d'accueil, il dit au prince de la Moskowa qu'il le remerciait, au nom des souverains, du zèle qu'il avait mis à obliger l'Empereur à abdiquer, que le prince de Bénévent lui avait envoyé sa lettre au moment même où il l'avait reçue dans la nuit.

— Vous avez rendu par là, dit-il au maréchal, en prenant sur son bureau un journal qui contenait la lettre, un nouveau et important service à votre pays et qu'on ne peut oublier.

Le maréchal parut plus embarrassé que flatté de ce compliment et de voir que la publication de sa lettre nous découvrait son singulier empressement. Le duc de Tarente et moi, nous nous regardions, ignorant ce dont il s'agissait. Le prince de la Moskowa, pour faire cesser sans doute notre étonnement, s'approcha de nous et balbutia quelques mots pour justifier ce qu'il appelait sa bonne intention; il avait écrit pendant la nuit au président du Gouvernement provisoire pour lui annoncer qu'il venait de décider l'Empereur à abdiquer et on avait fait imprimer sa lettre.

Nous lui témoignâmes notre surprise, et sur le fait que nous déclarâmes inexact et être ignoré par nous, et sur la lettre qu'il n'aurait pas dû écrire sans nous prévenir. Nous répéâmes à l'empereur Alexandre que nous ignorions tout cela, ce qui déconcerta fort le prince de la Moskowa. Cette circonstance nous fit faire de tristes réflexions, car elle n'était pas faite pour donner du poids à nos négociations, et l'empereur de Russie, ainsi que le gouvernement provisoire, ne manquèrent pas sans doute d'en tirer des conséquences qui ne pouvaient qu'être fâcheuses dans la situation où se trouvait déjà notre malheureux souverain. Avant de parler d'affaires, l'empereur Alexandre nous demanda si nous étions porteurs de l'abdication, si elle était sans réserves, condition absolue pour être écoutés. Je dus la montrer sans doute; il en exigea une copie qu'il voulut garder pour en consulter la rédaction avec le gouvernement provisoire. Il écouta avec bienveillance et attention

(1) Nuit du 6 au 7 avril 1814.

nos demandes que j'avais rédigées d'avance en articles. Il y fit peu d'objections marquantes, n'en repoussa aucune et nous convinmes de les lui remettre le lendemain avec quelques légers changements, résultat de ses observations.

Quant à la cocarde, aux couleurs nationales, à la Légion d'honneur, aux rangs, grades, retraites, pensions, etc., il déclara que cela ne pouvait faire aucune difficulté. Il abonda même comme précédemment tout à fait dans notre sens, « regardant, nous dit-il, la conservation de nos institutions et des couleurs nationales comme tout à fait avantageuse au gouvernement qu'on voulait établir ». Il nous promit de s'occuper de toutes nos affaires, de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour l'Empereur et il nous assura que nous devions d'ailleurs compter, et pour l'armée et pour nous, sur le désir qu'il avait de pouvoir nous obliger.

En sortant de chez l'Empereur, nous nous arrêtâmes un moment dans un de ses salons de service pour convenir de ce que nous allions faire. Mes collègues m'engagèrent à me charger de la rédaction des articles et nous nous donnâmes rendez-vous à onze heures le lendemain chez le prince de la Moskowa. Au bas de l'escalier, on vint m'appeler de la part de l'empereur Alexandre, qui me reparla de tous les objets que nous venions de traiter. Il me répéta toutes les assurances qu'il venait de me donner.

Étonné de la conduite du prince de la Moskowa, il me fit plusieurs questions à cet égard, me parla de la situation de l'Empereur, me demanda s'il avait pris son parti, me dit que l'état des choses, la disposition des esprits exigeaient qu'il ne se fit pas illusion ; qu'il me faisait cette réflexion tout à fait dans son intérêt ; qu'il arrivait de toutes parts, et surtout de l'armée, des détails qui prouvaient que la paix, que le repos étaient le vœu général. Je lui parlai de la position de l'Impératrice, de la convenance d'envoyer à cette princesse un officier qui la mit à l'abri d'entendre les coups de carabine des partisans, si elle voyageait. Je lui reparlai de son désir et de celui de l'Empereur de se réunir. Je lui dis que cette réunion serait une consolation pour tous deux.

— Vous connaissez mes aides de camp, me répondit-il à l'instant, choisissez celui que vous croyez pouvoir le mieux convenir à cette mission ; il partira sur-le-champ.

Je remerciai l'Empereur en lui répondant que sa délicatesse lui ferait faire ce choix mieux que moi.

— Eh bien! ajouta-t-il, je ferai partir Schouvaloff. Je me charge aussi de faire envoyer des officiers par les autres puissances. Désignez un officier français pour l'accompagner à travers vos postes, afin qu'il arrive plus tôt.

Il fut convenu qu'il partirait le lendemain et que je le ferais accompagner par M. le baron de Saint-Aignan, qui était le seul officier qui m'eût suivi à Paris et d'ailleurs attaché à la maison de Leurs Majestés. J'insistai pour qu'un officier autrichien les accompagnât aussi. Il me dit de le demander au prince de Schwarzenberg et me promit avec obligeance de lui en parler de son côté (1).

L'empereur Alexandre m'entretint ensuite de l'établissement que nous désirions pour l'empereur Napoléon en Italie; il me dit que, pour son compte, il ne mettait aucun obstacle à ce que l'Impératrice et son fils fussent très bien traités; que, quant à l'Empereur, ne pouvant habiter le continent, il était impossible de lui donner un État en Italie; que les souvenirs étaient trop récents; que cela aurait trop d'inconvénients, même pour lui; qu'il devait le sentir; qu'on trouvait même l'île d'Elbe beaucoup trop près, et avec raison; que ce séjour si près de l'Italie et de la France était déjà sujet à beaucoup de critiques fondées. Il ajouta que les circonstances lui avaient fait prendre sur cela avec moi une espèce d'engagement qu'il tiendrait, parce qu'il était esclave de sa parole et qu'il n'y manquerait pour rien au monde, surtout vis-à-vis d'un prince qui n'était plus heureux et qui n'avait plus d'autres garanties que sa parole; qu'au reste, pour toutes nos affaires, il fallait le concours de toutes les puissances; qu'il était probable que les ministres d'Autriche et d'Angleterre ne tarderaient pas à arriver. Ce prince me congédia en me disant qu'il nous verrait dans la journée.

Je passai la nuit à rédiger en projet les articles du traité

(1) Le comte Schouvaloff, aide de camp d'Alexandre, portant le titre de commissaire des puissances alliées, rejoignit Marie-Louise à Blois le 8 avril dans l'après-midi; cependant ce fut, non pour faciliter les projets de réunion de l'Empereur et de l'Impératrice à Fontainebleau, mais pour décider cette dernière à se rendre à Orléans. A son arrivée à Blois, il était accompagné du colonel Rousseau de Saint-Aignan, écuyer de l'Empereur, qui avait épousé A. A. de Caulaincourt, seur de l'auteur des présents Mémoires.

et je fus les lire à mes collègues chez le prince de la Moskowa où nous nous étions donné rendez-vous. Ils les approuvèrent, mais, malgré l'accueil que leur avait fait en masse l'empereur Alexandre, nous doutions fort qu'ils fussent tous adoptés dans la discussion de détail. Ce qui se passait n'était plus pour soutenir le peu de crédit qui nous restait. Les nouvelles du Midi, les adhésions des généraux, des officiers, des fonctionnaires qui arrivaient de toutes parts, leurs opinions qui transsudaient par leurs familles restées à Paris, tout ce que nous apprenions était désespérant.

L'empereur Alexandre nous reçut dans l'après-midi (1). Il écouta la lecture des articles sans faire d'objections et prit le dossier pour l'examiner, nous dit-il. C'était pour le communiquer au Gouvernement provisoire et le consulter. Sa Majesté abonda dans les mêmes idées que la veille, ajouta qu'elle écrirait elle-même au Roi, si la conservation de la cocarde nationale pouvait faire la moindre difficulté, mais qu'elle ne doutait pas que Mgr le comte d'Artois, arrivant avec l'uniforme de la garde nationale, qui réunissait les mêmes couleurs, ne portât aussi la cocarde nationale sous laquelle nos armées s'étaient illustrées. Nous appuyâmes sur ce point qui paraîtrait, dimen-nous, une garantie à tous les esprits et rallierait tous les partis. Nous insistâmes sur une prompte conclusion, sur la convenance de faire cesser sur-le-champ toutes les incertitudes de l'Empereur qui sacrifiait si généreusement ses droits à la tranquillité de la France, sur le besoin d'un armistice et d'une démarcation militaire qui donneraient de la tranquillité aux troupes et éviteraient les mesures vexatoires auxquelles les campagnes étaient en proie. L'Empereur répondit qu'il fallait voir sur cet objet le généralissime.

Quant à ce qui concernait l'empereur Napoléon, il assura que les Alliés étaient aussi pressés que nous de conclure, mais que les ministres d'Autriche et d'Angleterre, qui s'annonçaient depuis plusieurs jours, n'étaient pas encore arrivés. Ainsi le prince de Schwarzenberg, qui avait représenté l'Autriche pour détrôner la fille de son maître, lord Stewart, plénipotentiaire britannique près des souverains et des armées alliées, dont le concours avait paru suffisant pour les premières propositions,

(1) 7 avril 1814.

ne pouvaient plus rien dès qu'il fallait conclure et tenir les engagements présents. Il nous fut facile de prévoir que nous ne touchions pas plus au terme de nos travaux qu'à celui des sacrifices qu'on voulait encore exiger. L'empereur Alexandre parla aux maréchaux, comme il l'avait fait la nuit précédente avec moi, de la situation particulière de l'Empereur et de celle de l'Impératrice, de manière cependant à nous prouver qu'il sentait que les convenances exigeaient que la politique terminât promptement ces affaires.

Nous saisimes cette occasion de lui parler des intérêts du vice-roi. Il nous répondit sur-le-champ que son sort était réglé et assuré d'une manière grande et convenable par les arrangements déjà faits avec le roi de Bavière (1), qu'au reste il nous seconderait de tout son pouvoir, si l'occasion se présentait de l'obliger. J'insistai pour qu'on nous fit connaître ce qu'on disait avoir été réglé pour lui; j'observai qu'on avait promis, mais que des affaires de cette importance ne pouvaient se régler sur une assurance verbale.

Le roi de Prusse, dont l'empereur de Russie nous avait annoncé la veille la présence, arriva pour prendre part à la conférence. Il jugea inutile de revenir sur tout ce qui avait été lu et dit s'en rapporter à l'empereur Alexandre, préférant d'ailleurs examiner le tout chez lui.

— J'ai tout fait, nous dit-il, pour rester en paix avec l'empereur Napoléon; c'est lui qui a manqué aux engagements successivement pris et qui a poussé les choses au point que la guerre est devenue inévitable. Depuis, c'est lui qui m'a encore forcé au parti que j'ai pris. L'honneur de ma couronne m'a guidé dans la première guerre, l'intérêt de mes peuples et celui de l'Europe dans celle-ci.

Quelques récriminations sur le passé succédèrent à ces premières paroles et à la discussion calme et bienveillante que l'empereur Alexandre avait établie sur nos affaires. Le roi de Prusse parla avec amertume du mal que l'empereur Napoléon lui avait fait, oubliant qu'il n'avait tenu qu'à lui de lui ôter son trône. Il fut peu modéré en parlant de ce qu'il convenait de faire, ajoutant cependant qu'il ne voulait pas abuser du malheur de l'Empereur.

(1) Le prince Eugène avait épousé la princesse Auguste, fille de Maximilien-Joseph, roi de Bavière.

L'empereur Alexandre, voyant combien cette conversation nous blessait et combien les circonstances la rendaient importune, chercha, en vain, pendant quelques moments, à la changer. Le Roi nous avait blessés sans motifs et il ne fallait rien moins que la position de l'Empereur et la crainte de la guerre civile pour m'empêcher, pour mon propre compte, de relever le gant qu'on nous jetait si peu galamment et pour rompre un entretien et des négociations qu'une telle passion et un tel acharnement devaient empêcher de mener à bien; notre position était et devenait à chaque instant plus délicate.

INQUIÉTUDES ET IMPATIENCES

A Paris, on nous regardait comme des factieux. Nous parlions au nom d'un gouvernement qu'on savait ne plus exister que pour notre fidélité, au nom d'une armée impatiente d'être déliée de ses serments. Quel crédit pouvions-nous avoir? La Garde seule offrait encore un ensemble assez important par ses officiers particuliers et par ses soldats, quoique quelques-uns eussent déjà quitté leurs drapeaux.

A Fontainebleau, même dans ce palais, j'en avais été le triste témoin, on tenait les discours les plus révoltants sur l'Empereur.

On peut juger d'après cela de la situation des choses et de la disposition des esprits. Cependant on était parvenu depuis notre départ à remonter l'esprit du soldat, qui, n'ayant pas à s'occuper de son ambition, était encore tout entier à sa fidélité et ne voyait dans l'Empereur que son bienfaiteur, que le souvenir vivant de sa gloire passée et l'espérance de sa gloire et de son bonheur à venir.

Des nouvelles de Fontainebleau disaient qu'on y excitait les soldats de la Garde, qu'ils annonçaient ne vouloir entendre à aucun arrangement pour l'Empereur; qu'ils voulaient se battre; qu'une partie du corps de l'armée était dans les mêmes dispositions; que quelques personnes, qu'on nommait, les excitaient; qu'on disait dans des groupes que nous étions des traîtres, que nous avions forcé l'Empereur à abdiquer.

De fait, l'Empereur, qui projetait, dans ce moment, de rallier ses troupes du Midi et de donner des ordres en conséquence au prince Eugène, voulant savoir s'il serait suivi et à quel point il

pouvait compter soit sur la Garde, soit sur l'armée, soit sur ses généraux, avait pu laisser réchauffer le zèle de quelques braves pour sonder l'opinion. Provoqua-t-il cette excitation ? Je l'ignore ; cela est possible, car quelques personnes dignes de foi me l'ont assuré dans le temps ; cela me parut même probable et c'était peut-être, dans la circonstance, le meilleur parti à prendre ; mais, pour cela, il aurait fallu se décider plus tôt, agir spontanément, quitter Fontainebleau et consentir à courir toutes les chances, tous les dangers d'une guerre de parti et à mort contre sa personne, car, la Restauration excitant, la coalition n'eût pas été plus scrupuleuse à l'avenir qu'elle ne l'était dans ce moment, en mettant le poignard à la main des Maubreuil et autres sicaires.

Aucune de ces réflexions, de ces considérations n'a échappé à l'Empereur. Nul doute qu'il a voulu éviter à la France les malheurs d'une guerre civile, puisque son intérêt personnel devait lui faire préférer la guerre qui, avec un génie de la trempe du sien, lui offrait bien des chances, et au danger près pour sa vie qu'il avait toujours méprisé, aucun résultat plus fâcheux que celui qu'on lui imposait.

Pendant qu'on nous donnait ces détails sur les projets hostiles de la Garde (1), sur les incertitudes nouvelles de l'Empereur, d'autres nous représentaient les généraux, les officiers toujours plus inquiets, plus mécontents. Les jeunes soldats quittaient leurs drapeaux. Les intrigues du Gouvernement provisoire et de ses nombreux agents rendaient les dispositions de beaucoup d'officiers suspectes. Nous pouvions craindre que l'armée se débandât avant qu'un armistice eût tracé une démarcation qui pût garantir une partie de la France de l'en- vahissement des étrangers, et donner de la tranquillité aux troupes. Le prince de Neuchatel nous pressait, et moi personnellement, de faire approuver un armistice ; le général Curial (2) et d'autres nous en faisaient sentir la nécessité ; on allait jusqu'à craindre d'être attaqué et on osait le dire.

Le général Curial, qui commandait le point important d'Essonnes, avait envoyé son chef d'état-major directement aux maréchaux pour cela, ou plutôt pour savoir ce qui se passait à

(1) Dans la nuit du 7 au 8 avril, les troupes quittèrent leurs quartiers de Fontainebleau et parcoururent la ville en acclamant l'Empereur.

(2) Le général Curial commandait la 1^{re} division d'infanterie de la jeune Garde.

Paris, et cela sans prévenir l'état-major général. Il annonçait que tout était prêt à se débander, que l'inquiétude était à son comble ; en un mot, tout le monde tournait ses regards vers le soleil levant et cherchait à s'en rapprocher ; celui de Fontainebleau ne vivisait plus ; chacun craignait d'arriver trop tard et qu'on lui sût mauvais gré de s'être fait attendre. Le duc de Tarente s'affligeait comme moi de cette disposition des esprits ; il parla au général Meynadier pour faire sentir l'inconvenance, même le danger de cette conduite, et la nécessité de rester unis autant pour l'intérêt de tous que pour l'honneur de chacun.

Je minutai une lettre au général Curial que MM. les maréchaux approuvèrent et signèrent comme moi ; elle était sèche, afin de lui faire sentir l'inconvenance de la conduite qu'on tenait et qu'il aurait dû s'adresser à ses chefs. On lui recommandait d'en donner connaissance aux autres corps ; cela fit un bon effet. Je dois faire remarquer que cette lettre n'ayant pas été expédiée au moment où, par une circonstance imprévue dont je vais rendre compte, l'empereur de Russie nous fit appeler, elle ne fut expédiée qu'après minuit quand nous revînmes de chez ce prince. Mais il faut revenir avant sur ce que les plénipotentiaires firent ce jour-là.

CAULAINCOURT, DUC DE VICENCE.

(A suivre.)

LEURS ENFANTS

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

Le lendemain fut calme, sans rendre l'assurance à Boyne. Il lui restait trop d'inquiétudes. Après une nuit de réflexions, il renvoya la bague à Rose, avec un mot pour lui dire qu'elle était libre, mais que, pour lui, il ne pouvait se considérer comme tel qu'après l'avoir revue.

Il ne s'abusait pas sur la banalité de cette formule protocolaire et, tout en écrivant la lettre, il songeait à la peine que devait éprouver Rose et ressentait un remords du mal qu'il lui faisait. Il termina par ces mots : « Soyez bonne, patientez, un peu, ma chérie. Dès que je pourrai me sauver, j'arriverai. »

Rose répondit par une lettre charmante; provisoirement, elle demeurait avec la tante Julie, installée pour deux ou trois mois à Paris. « Si vous désirez me revoir, ajoutait-elle, j'espère que vous pourrez venir sans trop tarder : quoi qu'il arrive, comptez sur ma tendre affection. » La lettre se terminait par un souvenir pour les petits Wheater.

Un jour de pluie Boyne se trouvait seul à la pension Rosen-glüh avec la « petite classe ». Judith était allée avec l'institutrice à Toblach acheter des lainages. Terry travaillait dans sa chambre avec le précepteur ; Chip dormait ; dans le coin du poêle, Blanca méditait sur un numéro déchiré du *Tatler*, le front plissé par l'attention, comme toujours quand elle regardait des gravures de modes.

(1) Voyez la *Revue* des 1^{er} et 15 février, 1^{er} et 15 mars.

— Les jupes rallongent, dit-elle, voilà un mois que je le dis à Judith.

Zinnie, à genoux près de son frère, admirait une locomotive électrique que le petit faisait marcher sous la direction de Boyne. Elle leva la tête :

— La dame qui est venue ce matin portait une jupe longue, bien plus longue que celle de Judith, appuya-t-elle.

— Quelle dame? demanda Boyne vaguement irquiet.

— Une dame pas chic si vous voulez; mais plutôt distinguée, comme dit Scopy. Une toilette toute simple; mais pas du tout sport. Plutôt un genre gouvernante...

— Quand tu auras fini de me décrire sa toilette, dit Boyne, tu voudras bien me dire pourquoi elle venait.

— C'était pour vous voir, vous! s'écria Zinnie en exécutant une double culbute récemment apprise de son frère.

— Pourquoi cette dame venait-elle me voir? Te l'a-t-elle dit?

Ce fut Bianca qui se chargea de la réponse.

— Elle a dû le dire à Zinnie, prononça-t-elle d'un air de mépris.

Et, se tournant vers Boyne, elle amincit, à son adresse, les paupières à demi fermées, son sourire le plus chatte :

— Félicitations, cher ami, elle était plutôt bien, la dame, vous savez (1).

A ce moment la porte s'ouvrit et la femme de chambre apporta une carte de visite. Boyne lut : « Princesse Buondelmonte » et une ligne au crayon : « Prie M. Boyne de la recevoir au sujet d'une affaire importante. »

Il mit la carte dans sa poche sans répondre; il sentait tous les yeux braqués sur lui.

— C'est la dame! C'est la dame! Je suis sûre que c'est elle, flûta Zinnie. Elle a dit qu'elle reviendrait voir Martin; elle arrive de Rome tout exprès.

Boyne se hâta de se rendre au salon. Une femme très mince se tenait devant le poêle. En entendant l'arrivée de Boyne, elle se retourna et montra un ovale pâle aux traits bien modelés et des yeux gris à l'expression sérieuse.

— Monsieur Boyne? demanda-t-elle d'un ton presque agressif, et sur la réponse affirmative de l'interpellé, elle poursuivit avec une nuance de nervosité :

(1) En français dans le texte.

— J'arrive de Rome, je veux voir mes enfants.

— Vos enfants ? dit Boyne étonné.

Elle rougit et se reprit :

— Les enfants du prince, devrais-je dire. Mes beaux-enfants, si vous voulez. Mais je déteste ce mot-là, parce que j'aime déjà ces petits comme s'ils étaient à moi.

Boyne lui avança un fauteuil; elle s'assit, les pieds croisés, en s'assurant que sa jupe, dont la longueur n'avait pas échappé à Zinnie, ne découvrait pas trop de jambe au-dessus de ses fines chevilles.

— Je sais qu'ils sont ici, Astorre et Béatrice.

Boyne fit bonne contenance.

— Ils sont en effet ici où M. et M^{me} Wheeler les ont envoyés avec toute la famille, il y a quelques semaines.

— Sous votre surveillance, à ce qu'il paraît ? Mais il ne peut vous échapper que M. et M^{me} Wheeler n'ont pas à se mêler d'envoyer où que ce soit les enfants de mon mari. Nieriez-vous que la place des enfants soit sous le toit de leurs parents ?

— Mon Dieu, cela dépend.

— Cela dépend de quoi ? — Son visage devint cramoisi, puis plus pâle que tout à l'heure. — J'espère que vous ne prétendez pas insinuer... — Elle se tut et ses yeux se remplirent de larmes. — Je vous préviens que je ne le tolérerai pas, ajouta-t-elle un peu essoufflée, comme si elle sentait la partie inégale, dès qu'il s'agissait des vertus du prince Buondelmonte.

— Je n'insinue rien du tout, répondit Boyne. Ce que je veux dire, c'est que ces petits ne se sont jamais quittés et qu'à force de vivre ensemble, ils ne font plus qu'une seule famille. Il serait barbare de...

— Ce qui est barbare, s'écria-t-elle, c'est de priver si long-temps ces enfants de l'influence paternelle, c'est de profiter... des malheurs du prince Buondelmonte, oui, de ses malheurs, pour tenir ses enfants sans foyer, sans famille, sans... principes conducteurs. — La terreur se peignit dans ses yeux.

— Quelle direction ont-ils eue ? Quels exemples ? Quelle éducation religieuse ? Avez-vous songé à cela, vous ou vos amis ? C'est une lourde responsabilité dont vous vous êtes chargé. Vous êtes-vous jamais dit que vous pourriez un jour être appelé à en rendre compte ?

Boyne l'écoutait, stupéfaite. Elle parlait avec lenteur, mais

sans hésitation, non pas comme quelqu'un qui récite une leçon, mais comme un professeur qui soutient une thèse. Ses paroles sentaient la chaire.

— Je crains bien de ne pouvoir répondre à toutes vos questions, dit-il. Je connais ces enfants depuis deux mois à peine. M. et M^{me} Wheater m'ont prié d'avoir l'œil sur eux jusqu'au règlement de certaines affaires de famille. Mais je puis vous assurer que, depuis que je les vois, ils vivent dans une atmosphère de soins et d'affection ; et j'ai la faiblesse de croire que c'est l'essentiel.

— Vous me permettrez là-dessus de faire mes réserves. Des soins mercenaires... ou ceux de personnes qui ne sont pas des spécialistes peuvent faire autant de mal que de bien. Quand on a un peu approfondi ce sujet passionnant de la psychologie infantile...

Elle s'arrêta pour ajouter avec un air de dignité modeste :

— Je dois vous apprendre que je suis docteur en puériculture et psychologie infantile et que je possède le diplôme du Lohengrin College (Texas). Vous savez peut-être que mon grand père, le docteur Judson Tring, est le fondateur du collège et a été le premier de ses présidents.

Elle jeta à Boyne un regard d'orgueil un peu inquiet, afin de se rendre compte de l'impression faite sur lui par cette glorieuse évocation et poursuivit :

— Par exemple, pouvez-vous me donner l'assurance que ces enfants ont été l'objet d'un bon examen de psycho-analyse, et qu'on se soit donné la peine de leur tracer un programme d'études et de récréations en rapport avec leur système d'hérédités morales, alimentaires, dentaires et glanduleuses ? Les jeux, c'est un article aussi important que les études... Mais l'Europe méconnaît ces questions vitales.

Boyne ne trouva rien à répondre ; la doctoresse du Texas se leva avec impatience.

— Du reste, il n'y a aucun intérêt à poursuivre une discussion qui ne saurait changer ma décision ni celle du prince. Depuis notre mariage, nous avons pu racheter à Rome le palais de famille et j'ai, comme mon mari, le plus vif désir que ses enfants viennent y vivre avec nous.

— Princesse, si votre mari possède un droit sur ses enfants, personne au monde ne peut l'empêcher de les reprendre. Mais

la véritable question me semble toute différente. Il s'agit de considérer le point de vue des enfants eux-mêmes. Ces petits ne veulent pas entendre parler de séparation ; ils ne sont heureux que tous ensemble. C'est leur jeune belle-sœur, la fille ainée de M^{me} Wheater, M^{le} Judith, qui a maintenu la cohésion de sa petite famille. Avant de décider...

La princesse leva une main impérieuse.

— M. Boyne, vous me voyez désolée. Vous aimez beaucoup ces enfants. Mais la tendresse n'est pas tout... Elle peut même devenir un danger. J'aurais beaucoup à dire sur le choix des personnes à qui M^{me} Wheater a confié la tâche, sans excepter sa fille ainée. L'âme de l'enfant...

— Nous y voilà, dit Boyne, c'est cela même que je défends. Si vous pouviez les voir ensemble...

— Mais j'y compte bien.

Il se trouva pris au dépourvu.

— Tout de suite ?

Elle fit oui en souriant :

— Pensez-vous que je vienne de Rome pour une autre raison ? Mais, rassurez-vous, je n'ai pas l'intention de les enlever.

— Ils sont en train de jouer dans la chambre à côté, dit-il. Faut-il vous envoyer ici Bun et Beechy, ou aimez-vous mieux les voir tous ensemble ?

La princesse répondit qu'elle préférait les voir tous en train de jouer.

— Les jeux ont une telle valeur psychologique !

— Eh bien ! vous allez voir quelle jolie bande de petits drôles ils font. Ils s'accordent tellement...

Il la précéda dans le couloir et ouvrit la porte de la salle à manger. Un concert de voix fâchées les accueillit. Tout était sens dessus dessous, et l'entrée des nouveaux venus passa inaperçue. Jamais Boyne n'avait vu les petits dans un état pareil ; on aurait dit qu'ils étaient vingt à se chamailler. C'était des cris et des injures, une bataille, une bousculade. Par terre, s'étaient les débris de l'aquarium qui était placé sur un guéridon, devant la fenêtre ; mais le tumulte empêchait de distinguer les causes de l'orage. Boyne recula d'horreur.

— C'est pas ma faute si on a renversé la « quarium », s'écriait Zinnie d'une voix furieuse. C'est pas moi, Blanca, je te jure.

— C'est toi qui as voulu faire prendre un bain au lapin de Chip, glapit Bun : menteuse, va!

Blanca s'était arrachée à son numéro du *Tatler*, et quittant le coin du poèle, distribuait des taloches d'une main exercée. En se tournant, elle aperçut Boyne et l'étrangère : les bras lui tombèrent d'effroi et elle fit reculer derrière elle, dans un coin, la marmaille indocile.

— Voilà précisément à quoi je m'attendais, dit froidement la princesse, en se tournant vers Boyne. Je vous le disais il n'y a qu'un instant, en éducation on ne doit rien laisser au hasard. Les récréations doivent être surveillées avec plus d'attention encore que les études... Le petit sauvage qui criait si fort serait-il à moi ? poursuivit-elle nerveusement en s'adressant à Blanca et en désignant Bun. Je veux dire serait-il le fils du prince ?

La petite fille la regardait avec ravissement :

— Vous êtes sa nouvelle femme ? C'est vraiment vous, la princesse Buondelmonte ?

— Vous l'avez dit, c'est moi, la princesse Buondelmonte, dit la visiteuse avec un sourire de vanité si puérile qu'à cet instant-là on lui aurait donné l'âge de Blanca.

Mais Bun, balayant ses petites sœurs, s'était jeté impétueusement sur elle :

— Alors, c'est vraiment vous la femme de papa ?

La visiteuse se pencha en posant sur la petite tête brune une main timide et résolue :

— Je m'en vais, mon enfant, vous emmener chez nous, vous et Béatrice... chez votre cher papa qui s'éanuie tant de vous...

Le nez du petit s'allongea :

— Vous savez, Beechy et moi, on n'a pas envie que çade partir.

La princesse pinça les lèvres avec la même résolution qui avait conduit sa main.

— C'est égal, Astorre, il faudra partir tout de même. Vous n'êtes pas chez vous, ici, et je vais vous emmener dans une belle maison...

II

— Enlever les petits ! Venir me les prendre ?

Judith Wheater ouvrait la porte et se campait sur le seuil, petite et pâle dans son mackintosh ruisselant et sous

son chapeau trempé. Elle fit entendre un petit rire et ses yeux gris loisirèrent l'étrangère avec un sang-froid décidé et glacial :

— J'ignore absolument qui vous êtes, dit-elle, mais je sais que vous ne savez pas ce que vous dites...

Elle embrasa du regard la pièce ravagée, les petits visages troubles et effrayés.

— Seigneur, quel gâchis ! Que s'est-il passé ? Ah ! le pauvre petit lapin tout mouillé... Tenez, enveloppez-le dans mon cache-nez... Nounou, faites monter les enfants et envoyez Suzanne pour faire le ménage. Oui. Blanca, toi aussi. Puisque tu n'es pas capable de tenir tes petits frères, tu mérites qu'on te traite comme eux.

Elle se tourna vers la visiteuse ahurie :

— Je suis miss Wheater. Si c'est moi que vous voulez voir, voulez-vous me faire le plaisir de passer au salon ?

Elle aperçut Boyne qui s'était retiré dans l'ombre du couloir, comme s'il n'avait pas de rôle dans le drame qui se préparait.

— C'est la princesse Buondelmonte, dit-il.

La jeune fille la mesura de nouveau avec hauteur.

— Ça ne m'en impose pas, dit-elle.

La princesse commençait à se sentir moins fière, comme étonnée de se voir dominée par une personne qui avait la tête de moins qu'elle.

— Surtout, pas d'imprudence, souffla Boyne à Judith.

Judith précéda la princesse et Boyne dans le salon, ferma la porte, avança une chaise à la princesse et dit en appuyant sur chaque mot :

— Peut-être ne savez-vous pas que la tutelle des enfants a été confiée à M. Boyne.

La princesse, restée debout, la main appuyée au dossier du fauteuil, sourit au génie tutélaire des petits Wheater.

— Il me semble qu'ils ne manquent pas de tuteurs. On me dit que vous êtes du nombre.

— Moi ? fit Judith. Je ne suis que l'aînée, je les surveille, voilà tout.

La princesse parut touchée de son accent. Elle s'assit, arrangea sa jupe sur ses jambes et commença d'un ton plus amical :

— Je sais que vous leur êtes extrêmement attachée et que vous ne voulez que leur bien.

La jeune fille réfléchit.

— Cela dépend de ce qu'on entend par là. Je demande seulement qu'on ne nous sépare pas.

— Mais vous avez l'air d'oublier qu'il y a des parents...

— Oublier? Ce sont les parents qui ont oublié, répliqua la jeune fille.

— Pas tous, puisque me voilà.

— Quoi? Parce que vous venez d'épouser le prince Buondelmonte et parce que vous pensez qu'il aurait dû s'occuper de ses enfants. Parlons-en! Ah! maintenant qu'ils sont assez grands pour tenir leur fourchette et égayer les repas, vous trouvez que ce serait agréable de les avoir, comme vous achèteriez une paire de pékinois à une exposition de chiens. Seulement, vous ne pensez pas que pendant tout ce temps-là il se sont attachés à nous, entendez-vous? à nous et pas à vous, qu'ils adorent leurs petits frères et que ce serait un crime de vouloir les séparer.

— Êtes-vous sûre qu'ils s'aiment tant que ça? questionna la princesse avec un sourire de ses lèvres sèches.

— S'ils s'aiment! C'est à moi que vous le demandez? Parce qu'ils se chamaillaient tout à l'heure? Ça vous fait peur, cette grande bataille? Vous n'avez donc jamais vu des gosses mordre et griffer? dit-elle avec mépris.

Comme les choses allaient prendre une méchante tournure, Boyne intervint en disant que si la princesse était mal tombée, il était juste de lui montrer la famille sous un meilleur jour. Aussi l'invita-t-il à dîner à son hôtel avec tous les petits Wheater.

Le soir, au dîner, la petite équipe, dirigée par Terry et sa sœur, présentait une harmonie en rose dont la princesse fut étonnée. Pour compléter son impression, Chip, qu'on amenait tous les jours à cette heure-là pour dire bonsoir, fit son entrée avec la nounou et donna à l'étrangère une menotte confiante.

Tous les petits furent sages comme des images. Zinnie ne jeta pas une fausse note. Les deux « B », aux côtés de leur nouvelle belle-mère et visiblement impressionnés, montrèrent une réserve que la princesse ne parvint pas à rompre. Celle-ci, pour dissimuler son embarras, se jeta dans une description du

palais historique que son mari venait de racheter et promit aux enfants qu'elle ferait arranger un des vastes appartements en salle de jeux moderne, où on leur montrerait les derniers perfectionnements de la gymnastique scientifique. Les yeux de Bun s'allumèrent; mais il secoua la tête après un instant de silence :

— Je ne peux pas quitter les autres, dit-il, parce qu'on a juré sur le livre à Scopy que nous ne ferions jamais ça.

Ce souvenir solennel remplit de larmes les yeux de sa sœur et Zinnie s'écria :

— Nous serions des sans cœur si nous nous en dédisions. La princesse parut mal à l'aise.

— Qu'est-ce que c'est que de jurer, Astorre? demanda-t-elle en prononçant ces mots comme s'il s'agissait d'explosifs à manier avec précaution.

— Jurer, c'est faire un grand serment, dit l'enfant en faisant effort pour préciser.

— Mais c'est affreux, des enfants qui parlent de jurer! reprit la princesse. D'ailleurs, qu'est-ce que ce livre de Miss Scope? Le choix des livres est une chose si grave!

Les plus petits n'en savaient rien et gardèrent le silence, ce fut Terry qui répondit en riant :

— C'est le livre qui guérit tout : ça s'appelle *le Médecin des Familles*.

La princesse fronça le front d'un air de doute.

— Je ne me rappelle pas ce titre-là parmi les livres inscrits au programme de Lohengrin ; c'est une publication récente?

L'institutrice trônait, rigide et majestueuse, à l'autre bout de la table. Mise directement en cause, elle protesta :

— *Le Médecin des Familles*, une publication récente? Oh ! que non. C'est avec lui que ma mère et toutes mes tantes ont élevé leurs familles ; je crois même que ma grand mère...

— Ciel! votre grand mère, mais alors, c'est un ouvrage terriblement en retard et probablement très dangereux.

Miss Scope lui opposa un sourire intrépide.

— Vous me permettrez de n'en rien croire. Ma mère l'a toujours trouvé de très bon conseil. Nous étions quatorze enfants, à dix milles du chemin de fer, au fond du Lancashire et elle nous a tirés sans autre aide de toutes nos maladies. Dans une famille comme celle-là, on ne fait pas venir le médecin tous les jours.

L'épouvante de la princesse redoubla.

— Quatorze enfants ! Vous me dites que votre mère a eu quatorze enfants ?

L'institutrice répondit avec une fierté non dissimulée qu'il en était ainsi ; sur quoi la princesse reposa sa fourchette, comme prête à bondir pour aller combattre de si déplorables abus.

— C'est incroyable ! commença-t-elle. Puis elle ajouta en baissant la voix : — C'est vrai que dans ce temps-là... Chez nous, ces choses-là seront bientôt réglementées par la législation... C'est vous, n'est-ce pas, ma chérie, qui êtes la fille de lady Wrench ? continua d'un ton aimable la princesse pour changer la conversation et en s'adressant à Zinnie. Figurez-vous que l'autre jour j'ai vu votre mère à Venise.

La petite rayonna de curiosité.

— C'est vrai que vous l'avez vue ? Quelle toilette avait-elle ?

La princesse hésita, surprise, et Judith intervint :

— Zinnie a la passion des robes.

— La vôtre est délicieuse, dit insidieusement Zinnie à la princesse. Et maman ne vous a pas donné de petits cadeaux pour nous ?

— Elle ne m'a pas donné de cadeaux. Elle pense sans doute qu'il faut venir les chercher : elle voudrait tant revoir sa petite fille ! Allons, répondez-moi : qu'est-ce que je dois lui dire de votre part ? N'est-ce pas que vous voulez retourner chez elle, ma chérie ?

L'enfant se débattait devant un problème au-dessus de ses forces. Enfin elle releva la tête et regarda posément la princesse dans les yeux :

— J'aurais besoin de consulter d'abord mon avocat, dit-elle.

Boyne éclata de rire et la princesse fit comme lui pour couvrir sa défaite.

Après le dîner, les enfants jouèrent à des jeux au cours desquels la princesse eut l'occasion de déployer sa science en matière de psychologie infantile. Puis les petits Wheater, accompagnés de Judith, montèrent se coucher.

Aussitôt qu'elle fut seule avec Boyne, la princesse dit brusquement :

— Écoutez-moi, M. Boyne, et comprenez-moi. Certes, je n'apprécie pas la manière dont sont élevés Béatrice et Astorre; mais ce n'est pas seulement de cela qu'il s'agit : j'ai besoin d'eux, j'en ai besoin pour mon mari. — Elle rougit et ajouta rapidement : — S'il commence vraiment une nouvelle vie, et je vous assure qu'il a déjà commencé, son premier acte doit être de reprendre ses enfants. Vous ne pouvez nier que ce ne soit son devoir. Je demande à l'honnête homme que vous êtes de nous aider.

Boyne balbutia quelques vagues paroles d'assentiment.

Judith, à ce moment, rentra et la princesse prit congé.

— Je dirai au prince, ajouta-t-elle avec un effort de cordialité, que les petits vont très bien et je lui donnerai l'assurance que nous arriverons à nous entendre.

Victoire? Défaite? Boyne et la jeune fille restèrent tard à veiller en retournant cette question sans trouver de réponse.

III

La pluie, la pluie... Une de ces pluies compactes, solides, qui, dans les montagnes, semblent moins être un caprice de la nature qu'un baisser de rideau descendu à heure fixe entre une saison et la suivante.

En ouvrant ses volets le lendemain de la visite de la princesse, il sembla à Boyne que c'était elle qui était venue suspendre le brouillard devant le paysage. Il avait peur de tout, du facteur, des conseils de son propre bon sens, peur de Judith surtout et de voir ses appréhensions doublées par celles de la jeune fille. Le pis est qu'il n'y avait pas à se le dissimuler, quand tous leurs bourreaux leur laisseraient la paix, impossible de songer à s'attarder dans les montagnes, alors que s'annonçaient les bourrasques d'automne. C'était risquer la santé de Terry. Si l'on avait la chance de garder la petite équipe, le mieux serait sans doute de la transporter à Riva ou à Méran jusqu'au moment où, avec l'hiver, le beau temps se réinstallerait dans la montagne.

Comme Boyne sortait, le portier lui tendit un télégramme de la grand mère, M^{me} Sarah Mervin : « Serai heureuse recevoir chers petits enfants en attendant règlement d'affaires des parents ; impossible assumer responsabilité beaux-enfants ;

lettre suit»... «Dépêche d'homme d'affaires,» grogna Boyne en la chiffrant. Voilà pourquoi elle a pris tant de temps à la composer. Ces gens-là sont des impulsifs, quand il s'agit de leurs plaisirs; quand il s'agit d'autrui, ils font venir leur avocat!

D'un pas lourd, il prit sous la pluie le chemin de la pension. Judith le guettait à la fenêtre. Boyne ne se sentit pas le courage de lui donner tout de suite le télégramme.

— Eh bien! Judy, mon enfant, lui dit-il gaiement, nous sommes toujours là. On tient : pas une brèche dans nos lignes.

— La princesse est partie?

— Je viens de la mettre dans le train, il y a une heure.

Les yeux de la jeune fille brillèrent, mais cette lueur s'éteignit aussitôt.

— Pas de télégramme? demanda-t-elle.

— Et vous?

— J'en ai un de maman, le voici.

Elle lui tendit le papier d'une main fiévreuse. Le télégramme disait : « Te donne l'ordre venir Paris immédiatement; amène Chip; ai besoin te voir tout de suite; n'admet pas désobéissance; télégraphie hôtel Nouveau Luxe, Maman. » Y avait-il entente avec la vieille Mervin? Était-ce tout simplement un nouveau caprice de Joyce? Impossible de le deviner d'après la teneur du télégramme. Boyne inclinait pourtant vers la seconde hypothèse.

— C'est tout? Vous ne savez rien de plus?

Non, ce n'était pas tout. Nounou avait reçu la veille une lettre de Marguerite, la femme de chambre de M^{me} Wheater, personne d'expérience qui aimait à remplir des pages de bavardages. Le journal de la femme de chambre était vague et très long. En deux mots, M^{me} Wheater avait rencontré à Venise un monsieur pas mal, plus âgé qu'elle (Marguerite était incapable de dire qui c'était), mais qui ne ressemblait à aucun des messieurs que l'on voyait ordinairement autour de sa maîtresse.

— Qu'est-ce qu'il a de particulier?

— Il paraît qu'il a tout à fait changé maman, dit la jeune fille. Il lui a fait lâcher Gerald, et d'un.

— Et moi qui croyais qu'elle lâchait votre père pour Gerald.

— Les toquades de maman sont toujours des feux de paille. En somme, maman a plus de bon sens que papa qui tombe

toujours sous la coupe d'une Zinnia Lacrosse ou d'une Syb Lullmer. Maman, elle, se ressaisit de temps en temps, surtout depuis son aventure avec Buondelmonte. Alors elle a rencontré ce monsieur beaucoup plus âgé qu'elle, qui est un homme très religieux et immensément riche et qui souhaite d'exercer sur elle une heureuse influence. Il paraît qu'il n'a pas envie de l'épouser. Alors, pour ne pas laisser Gerald sur le pavé, elle le garde comme secrétaire et ils sont arrivés tous les trois à Paris pour voir ce qu'il y aura de mieux à faire. Le vieux monsieur dit à maman qu'elle devrait nous reprendre tous; il paraît qu'il nous aime déjà et il a persuadé à mama que ce serait le bonheur si nous étions tous réunis.

— Nous sommes fichus! grommela Boyne. Il ne reste plus qu'à savoir ce que vont faire la princesse et lady Wrench.

— Ou bonne-maman. Il reste bonne-maman, reprit la jeune fille avec une lueur d'espoir.

Il n'y avait plus moyen de différer.

— N'y complez pas, dit-il, j'ai de ses nouvelles.

— Et vous ne me le disiez pas!

Il tendit la dépêche. Quand la jeune fille eut lu l'impérieux message :

— Alors, lui demanda-t-elle, quel est votre avis?

— Je crois qu'il faut partir pour Paris et voir votre maman.

— Avec Chip? Y pensez-vous?

— Écoutez, mon enfant... — Il s'assit et la fit s'asseoir auprès de lui en lui parlant comme à un enfant qu'on rassonne un dimanche soir pour le faire rentrer à l'école. — Écoutez, Judy. Nous avons fait ce que nous pouvions : nous n'avons rien à nous reprocher. Mais les enfants ne sont ni à vous, ni à moi, ils sont à leurs parents!

Que c'était médiocre et pauvre, ce qu'il disait là auprès de ce qu'il ressentait pour elle au fond du cœur!

— Vous vous êtes laissé embriflicoter par cette Buondelmonte. Je m'y attendais, du reste.

— Ma pauvre enfant, il y a une force des choses, contre laquelle il est vain de se battre. Je n'avais pas besoin de la princesse pour me l'apprendre.

Elle ne répondit pas. Ils restaient silencieux, tâchant de deviner l'avenir, où ils n'apercevaient rien, sinon que c'était la fin de leurs espérances. Brusquement, la jeune fille abattit son

visage contre les durs coussins du canapé et fondit en larmes. Ne sachant que dire ni que faire, Boyne s'approcha de la pauvre petite désolée, et, se penchant vers elle, l'attira dans ses bras. Elle se laissa faire sans cesser de pleurer à gros sanglots entrecoupés, la tête appuyée contre son épaule. Il la tenait contre lui, sans parler, sans oser toucher ses cheveux.

Peu à peu, la crise passa et Boyne s'enhardit à passer doucement la main dans les cheveux de la jeune fille. Elle était dans ses bras comme un petit oiseau apeuré; il baissa la tête et souffla :

— Judy...

« Pourquoi pas? pensait-il et son cœur faisait des bonds désordonnés dans sa poitrine. Je suis libre, après tout. Je suis libre de jouer ma vie pour une folie; et quand cela serait? J'ai montré assez de raison durant toute mon existence; on n'a que l'âge de son cœur... » Et de si près que ses lèvres touchaient presque l'oreille de la jeune fille, il murmura :

— Judy, ma chérie, écoutez, peut-être qu'il y a un moyen. Elle jaillit de ses bras et le regarda d'un air d'extase.

— Un moyen de rester tous ensemble?

Dieu! que c'était donc difficile de lui répondre!

Il la fit rasseoir près de lui. Elle avait les traits si bouleversés, le visage si défaît qu'elle paraissait vieillie de dix ans. Mais l'espérance brillait à travers ses larmes. Ah! pouvoir la garder comme cela, sans parler, sans répondre autrement que par de douces caresses, quel délice! Mais l'attente était peinte sur ce visage inquiet, dans ces yeux qui interrogeaient, et Boyne s'évertuait à trouver péniblement ses mots.

— Judith! commença-t-il.

Elle l'interrompit :

— Appelez-moi Judy, ou je croirai que ce sont encore de mauvaises nouvelles.

Et prise d'un soudain effroi, elle se précipita sur lui et d'une voix angoissée :

— Martin, vous n'allez pas nous lâcher, vous aussi?

Il lui prit les mains; à présent, c'était les siennes qui tremblaient.

— Non, chérie, non, jamais je ne vous abandonnerai. Je resterai avec vous, toujours si vous voulez. Si les choses se

gâtent, je serai toujours là pour vous garder et vous défendre ; quoi qu'il arrive, rien ne nous séparera...

Il se tut, la voix lui manquait : il voyait une aurore se lever dans les yeux de la jeune fille.

— Alors...

Elle lui prit les mains l'une après l'autre et les porta à ses joues encore humides dans un geste de béatitude.

— Alors, M^{me} Sellars ? Vous ne lui appartenez plus ?

— Je n'appartiens qu'à vous, tant que vous voudrez de moi.

— Mon ami, dit-elle, émue, heureuse en se serrant contre lui.

Il n'osait bouger dans la douceur de ce contact et devant la métamorphose qui faisait de l'enfant, la femme passionnée et tendre qu'il attendait.

— Mon ami, mon cher ami...

Et, avec un visage de fiançailles :

— Cher Martin, est-ce vrai, est-ce bien vrai que vous nous adoptez et que nous resterons ensemble toute la vie ?

IV

Boyne était comme un homme qui vient de rouler la nuit au bord d'un précipice. Il lui fallut faire un effort pour rentrer dans la réalité. Dans un élan de reconnaissance, la jeune fille lui avait jeté les bras autour du cou, et il s'écartait d'elle, de l'odeur tiède de sa chevelure, alors qu'il était bouleversé d'amour et de désir. Pourvu qu'elle n'ait rien deviné ! Cette idée l'emplissait de terreur. Il fallait d'abord lui cacher cette première fêlure de leur intimité, lui cacher que, pour un moment, elle venait d'être pour lui la femme qu'elle serait un jour pour un autre homme dans un avenir d'où il se sentait à l'avance exilé. Il repoussa les douces mains et fit quelques pas vers la fenêtre. Puis, parvenant à se composer une contenance, il revint près de la jeune fille :

— Judy, mon enfant, tâchons de vivre au jour le jour. Je suis prêt à promettre tout ce qu'on peut attendre d'un homme raisonnable, à livrer encore une bataille et je ne désespère pas de la gagner. En tout cas, je suis là, je ne vous quitte pas, je ne déserte pas...

Il se tut. Il lisait dans les yeux déçus de la jeune fille la vanité de ces vagues promesses.

— Mais vous veniez de dire... J'ai cru que vous disiez qu'il y avait un moyen de rester tous ensemble. Vous me parliez d'un projet, d'un plan !... Me serais-je trompée ?

Il se taisait. Elle insista :

— Ne me direz-vous pas ce que vous aviez en tête ?

Il restait, les mains dans les poches, debout, immobile, les yeux fixés sur le plancher. Il y a dix minutes, il n'aurait osé profaner la jeune fille avec l'idée de son amour; maintenant, en face de sa détresse, devant cette évidente déception, il se demandait si ce ne serait pas plus honnête, plus charitable de parler. Son cœur recommençait à battre la chamade. Il était cruellement embarrassé. Était-ce la crainte de faire du mal à la jeune fille, ou la peur soudaine du mal qu'elle pouvait lui faire ?

— Judith, dit-il, quel âge avez-vous ?

— Seize ans dans trois mois, non, dans cinq mois, soyons franche, dit-elle avec un louable effort de vérité.

— Tant que cela ? Seize ans, c'est un âge ! dit-il en riant.

Elle continuait à le regarder avec étonnement, cherchant où il voulait en venir.

— Mais j'ai l'air plus vieux, n'est-ce pas ? demanda-t-elle avec élan.

— Ne m'en parlez pas, il y a des moments où ça me fait peur.

Il se rappela qu'elle lui avait parlé du désir que Gerald avait de l'épouser, simplement, comme de la chose la plus naturelle du monde, et ses propres scrupules lui parurent absurdes. « J'oublie toujours que je lui parle comme à une pensionnaire : ce n'est pourtant pas une petite oie blanche », pensa-t-il en se moquant de lui-même.

— Vous voilà si grande personne qu'il va falloir bientôt penser à vous marier.

Le grand mot était lâché ; il lui résonna dans la tête comme un carillon pendant qu'il attendait la réponse. Judith lui répondit sur le ton d'une parfaite indifférence :

— Pourquoi me dites-vous cela ? Est-ce que je peux me marier avec toute cette smala sur les bras ?

Il était clair qu'un tel sujet était à mille lieues de son esprit, et qu'elle ne se souciait nullement d'en parler.

— C'est comme si vous me disiez que je ferais bien de penser à mon éducation, grommela-t-elle.

Il reprit :

— Mais il pourrait se trouver... Vous pourriez rencontrer...

Il eut besoin de raffermir sa voix.

— Si nous ne réussissons pas à empêcher qu'on vous prenne les petits, vous serez bien seule...

— Me prendre les petits? Vous croyez que je me les laisserai prendre? que je ne me battrais pas jusqu'au bout? que je laisserai Syb Lullmer me voler Chip et que je souffrirai de voir Bun et Beechy chez ce gueux de Buondelmonte?

— Je pense comme vous que ce serait odieux, que cela n'arrivera pas. Mais enfin, dans la vie il faut toujours mettre les choses au pis.

De nouveau, il assura sa voix :

— Si cela tournait mal, si vous vous sentiez bien seule et qu'un brave garçon vous demandât en mariage?

— Vous pensez à quelqu'un?

Il fit mine de plaisanter :

— Mais, par exemple, moi.

Elle le regarda un moment, ne sachant que penser; puis elle partit d'un grand éclat de rire. C'était comme une source bouillonnante qui montait, fraîche et limpide, des profondeurs de son âme de petite fille.

— Eh bien! c'est ça qui serait drôle! dit-elle.

— Oui, n'est-ce pas, que ce serait drôle?

Boyne n'en put dire davantage. Il eut peur de se trahir. A tâtons, comme un aveugle, il ramassa son chapeau et se dirigea machinalement vers le vestibule. Sur le seuil, comme si la tête lui tournait, il balbutia :

— J'ai besoin de prendre l'air... Je repasserai dans la soirée pour arrêter cette affaire du voyage à Paris...

V

Il pleuvait toujours quand la petite colonie quitta Cortina, afin de se rendre dans les environs de Riva où l'on avait trouvé un abri provisoire pour les enfants; il pleuvait quand le train qui avait emmené à Paris Boyne et Judith entra en gare. De tout ce voyage Boyne ne put se rappeler que la pluie, toujours la pluie.

Après avoir conduit M^{me} Wheater, venue au-devant de sa fille, et Judith au Nouveau Luxe, le palace où Joyce était descendue, il se dirigea vers son modeste hôtel de la rive gauche où il lui tardait de réfléchir sur la situation. Rose était encore à Paris, mais il ne voulait s'annoncer à elle que le lendemain. En attendant, il fallait imaginer un plan, tâcher de voir clair en lui-même... Soudain il se décida à brusquer les choses et entra dans un bureau de poste pour téléphoner à M^{me} Sellars.

Il surprit le frémissement joyeux de sa voix quand elle répondit à son appel. Elle ne fit pas une question; simplement, tranquillement, elle lui dit :

— Venez vite !

Il courut à son hôtel, rue de Rivoli, et quelques minutes plus tard il se trouvait dans le salon de son appartement. Elle parut mince, gracieuse, avec cette tournure toujours si jeune ! Un peu pâlie, peut-être, et un peu maigrie; et toujours cet empire qu'elle avait sur elle-même ! Combien elle pouvait mieux se passer de lui que la pauvre enfant qu'il venait de quitter !

— Me voilà, dit-il. Je n'ai pas réussi.

Il venait demander pardon à celle dont il se considérait encore comme le fiancé, et sa première parole après une absence inexcusable était pour lui rappeler la cause de leur rupture. Il vit les lèvres de Rose se pincer : ce ne fut qu'un éclair. Déjà elle disait :

— Vite ! Racontez-moi tout, j'ai hâte de savoir.

Comme elle faisait le geste d'allumer une lampe de table, il aperçut des fils d'argent qui couraient sur ses tempes. Il lui sembla qu'il y avait des années qu'il ne l'avait vue. C'était un étranger qui revenait vers elle.

— Vous m'avez pardonné ? dit-il.

Elle le regarda gravement.

— Qu'est-ce que j'avais à vous pardonner ?

— Bien des choses, vous le savez bien, dit-il avec confusion.

Elle secoua la tête.

— Vous êtes libre, je vous l'ai dit. Nous causons comme une paire d'amis. Asseyez-vous là. Bien.

Elle lui désigna un fauteuil, s'assit en face de lui. A la

lumière, sous les tempes grisonnantes, le visage aussi paraissait vieilli, changé comme sa chevelure.

— Je voudrais savoir exactement ce qui s'est passé.

Elle posa sa joue pensive sur sa main, dans l'attitude qu'il aimait tant dans leur petit salon de Cortina.

Il raconta les événements, entra dans les détails. Quand il en vint à la sommation de M^{me} Wheater et au conseil d'obéissance qu'il avait donné à la jeune fille, Rose l'approuva :

— A la bonne heure ! vous étiez parfaitement dans le vrai.

— Vous croyez ? Moi, je ne sais plus.

— Alors écoutez bien : j'ai des nouvelles à vous donner, des nouvelles rassurantes...

— Comment cela ?

— Rassurantes pour l'avenir. Peut-être que la conversion de M^{me} Wheater n'est pas tout à fait chimérique. Je sais, en tout cas, qu'elle s'est entourée des meilleurs conseils juridiques ; elle est prête à se charger de tous les enfants, je parle des siens, bien entendu, car pour les pauvres petits B...

— Vous l'avez donc vue ? dit-il surpris. J'ignorais que vous la connussiez.

— Je ne l'ai pas vue, et je ne la connais pas. Mais j'ai un ami qui la connaît. Devinez : c'est M. Dobree qui l'a rencontrée au Lido en quittant Cortina.

— Dobree ?

Il fit semblant d'avoir mal entendu.

— Lui-même. Elle a eu l'heureuse inspiration de le charger de ses affaires et lui, bien qu'il n'aime plus prendre, à son âge, de nouveaux clients, il y a consenti, par pitié pour ces petits malheureux, et aussi pour cette malheureuse. Et, d'après lui, si elle veut bien suivre ses avis et ne pas s'embarquer dans de nouvelles difficultés, il ne doute pas qu'elle n'obtienne le divorce en sa faveur avec la garde des enfants. Eh bien ! vous ne dites rien. Ne pensez-vous pas que voilà de bonnes nouvelles ?

Il ne répondait pas. Elle insista, légèrement ironique :

— Je suis sûre que vous n'en espériez pas tant...

— Ce n'est pas du tout ça que je voulais.

Et comme il recommençait à se taire, elle lui demanda brusquement :

— Mais enfin, qu'est-ce que vous vouliez ?

— Dobree ! dit-il, ce Dobree !

Elle se fâcha.

— Vous êtes vraiment injuste pour M. Dobree, Martin ; ce n'est pas la première fois. Ce n'est pas seulement un juriste éminent, dont les conseils seront sans prix pour M^{me} Wheater, mais c'est un bon et sûr ami... et un cœur excellent ! ajouta-t-elle.

— C'est possible, dit-il, sans l'écouter.

Toute sa vieille jalousie à l'égard de M. Dobree se rallumait brusquement. Il aurait voulu à l'instant l'avoir devant lui, lui sauter à la gorge.

— Mais qu'est-ce que vous espériez de plus ? demanda Rose nerveusement.

Il esquissa un geste las.

— Dieu le sait ! Et puis, qu'est-ce que ça fait ?

— Comment ! cela ne vous fait plus rien que le salut de ces petits soit assuré ? Ce n'est pas cela que vous vouliez ? Vous n'êtes pas content ? Qu'est-ce qu'il vous faut ?

— Ce qu'il me faut ?...

Ah ! cela, il ne le savait que trop bien ! Ce qu'il lui fallait, à ce moment-là, c'était de l'opium pour endormir la maudite souffrance qui lui tenaillait la chair et l'âme, pour l'empêcher d'entendre le rire de Judith, de sentir contre lui la pression de ses bras et de ses mains. Il était pris, pris corps et âme, voilà tout ; l'amour, ce n'était pas cette distraction délicate, cet aliment des rêveries qu'il s'était figuré quand il croyait qu'il aimait Rose. C'était cette obsession sans relâche, cette étreinte impitoyable, c'était cette torture de damné sur la roue, c'était ce déchirement de toutes les fibres de l'être. Et cela ne faisait que commencer !... Une chose était nécessaire : il fallait s'en aller, fuir le plus vite possible, s'évader de cette chambre trop douce, quitter cette femme prête au pardon.

Il essaya de bredouiller une explication et commença maladroitement :

— Allons, je crois que je n'ai plus rien à faire ici.

Rose se tut ; mais ce n'était pas un de ces silences qui disent tant de choses. C'était comme un grand vide, un gouffre qui lentement s'élargissait entre elle et lui. Un moment, elle songea à le mettre en demeure de franchir cet abîme ; puis elle s'aperçut qu'elle souffrait et que sa souffrance ne la para-

lysait pas moins que lui. Elle ne trouvait rien à dire, elle non plus; sa détresse émut Boyne et la rapprocha de lui.

— Enfin, il se leva et lui tendit la main.

— Vous êtes la meilleure amie que j'aie rencontrée, et la plus chère. Mais je m'en vais. Il faut que je trouve une occupation quelque part, loin d'ici, il le faut. A l'autre bout du monde. Pour quelque temps.

— C'est cela, dit-elle très bas.

Il ne prit pas la main qu'elle lui tendait : sans doute ne l'avait-il pas vue.

— Vous oubliez votre parapluie, dit-elle, comme il gagnait la porte.

Il revint sur ses pas avec un petit rire niais.

VI

Le lendemain, il déjeuna seul à l'hôtel avec M^{me} Wheater et Judith.

M^{me} Wheater, dans une robe de quakeresse, avait l'air plus belle et plus jeune que dans sa tenue provocante du Lido. Elle avait même changé de voix, comme elle faisait à chacune de ses phases; cette fois, elle parlait d'une voix éteinte, nuancée de mélancolie, mais moins étudiée que la flûte aiguë qu'elle s'était donnée à Venise. En somme, elle avait beaucoup gagné. Boyne dut convenir que l'influence de M. Dobree avait réussi là où toutes les autres avaient échoué. Après le déjeuner, on remonta, et Joyce, comme il ne pleuvait plus, proposa à Judith de promener Chip au Bois.

La jeune fille disparut, en faisant à Boyne un sourire d'intelligence.

— M. Dobree m'a ouvert les yeux, continua Joyce quand ils furent seuls; il me montre des merveilles dont je ne me doute pas. Les incunables, par exemple, croiriez-vous que j'ignorais encore leur existence? Quand je lui ai demandé ce que c'était, il a cru que je plaisantais. Mais vous voyez d'ici comment on peut se cultiver dans la société de son pauvre mari... Je suis devenue bibliophile, je recherche les éditions originales; j'ai commencé à me faire une vraie bibliothèque.

Elle continua en développant son programme d'avenir. Elle on parlait comme si c'étaient des plans auxquels rien ne pou-

vait été changé et où tout était prévu dans les moindres détails. Elle avait décidé d'acheter une propriété à la campagne, aux environs de Paris ou de Dinard, elle ne savait pas encore, — probablement à Dinard. A cause de la santé de Terry.

— Vous savez, continua-t-elle, que j'ai déposé une instance en divorce. Cela aurait dû être fait depuis longtemps, mais, dans le milieu où je vivais, on finit par perdre le sens moral. Quant à des preuves, juste ciel! j'en ai déjà plus qu'il ne m'en faut pour faire mes conditions. Des horreurs, je ne vous dis que ça... Il ne fait pas de doute, c'est M. Dobree qui l'assure, que le tribunal me confiera la garde des enfants et, dorénavant, ils seront ma seule raison de vivre. A mon âge, n'est-ce pas la meilleure solution? Je sais ce que vous allez me dire, je vois cela dans vos yeux; j'ai l'air plus jeune que je ne suis. Mais, mon cher ami, j'ai des cheveux blancs. Vous ne les aviez pas vus? Tant pis! Je ne me teins pas. Ce n'est pas mon genre. Je me laisse tranquillement devenir une vieille dame, ça m'est complètement égal. Les gens de mon âge ont tant de devoirs et tant d'intérêts dans la vie! J'ai en horreur les femmes qui luttent, qui se teignent pour se rajeunir; tenez, cette pitoyable Syb Lullmer, par exemple. Je sais maintenant, Dieu merci! qu'il y a d'autres objets dans la vie. Et le premier, naturellement, c'est de soustraire mes enfants aux hôtels et aux connaissances d'hôtel, à tous les Nouveau Luxe et à tous les palaces. Je compte les minutes qui me séparent du moment où je pourrai leur créer un véritable foyer. Je voudrais leur donner tant de bonheur qu'ils ne songeront plus jamais à s'en aller. N'est-ce pas, cher ami, que vous pensez comme moi?

Elle termina son monologue par une expression de gratitude pour tout le dévouement que Boyne avait témoigné aux enfants. Il lui en coûtait beaucoup de penser que Bun et Beechy seraient probablement obligés de retourner chez leur père.

— Mais, puisque la princesse ne demande qu'à bien faire, ces deux petits, après tout, ne seront peut-être pas trop mal élevés. Enfin, quoiqu'il m'en coûte de renoncer à eux, j'ai trop fait l'expérience de l'ingratitude humaine pour ne pas me dire qu'on pourrait me les enlever à tout moment. Mais mes enfants à moi, non et non! Jamais plus! Cela, je vous le garantis! J'ai assez payé pour être instruite, mes yeux se sont dessillés sur mon étourderie et ma folle imprudence; et

M. Dobree m'a donné sa parole d'honneur... A propos, vous ne restez pas pour voir M. Dobree ? Il sera ici d'une minute à l'autre pour m'emmener à cette Exposition du Livre... Vous vous êtes rencontrés à Cortina, n'est-ce pas ? J'espère que vous vous reverrez et que vous aurez l'occasion de lier connaissance...

Boyne remercia en disant que, peut-être, plus tard... mais il allait quitter Paris. Il n'avait pas le temps d'attendre et il se hâta de sortir en se confondant en excuses.

Tout le jour, il erra dans les rues, inconsolable. Il n'avait plus de volonté. Il avait décidé de quitter Paris sur-le-champ, d'aller chercher à se faire embaucher à New-York, et puis, de partir pour le bout du monde, dans le pays où il trouverait un emploi. Rien ici ne le retenait. Ils venaient, Rose et lui, d'échanger leurs dernières paroles. Et quant à Judith, qu'avait-il à lui dire encore ? Quand il eut réussi à se fatiguer par la marche, il entra dans un bureau de poste et expédia un télégramme à l'adresse de ses patrons de New-York pour leur offrir de nouveau ses services : « Libre partir quand vous voudrez. Télégraphiez banque. »

Cela fait, il appela le numéro du Nouveau Luxe et demanda miss Wheater.

— Allô, Martin, c'est vous ? Où êtes-vous, où peut-on vous voir ?

— Tout de suite, si vous pouvez. Je pars cette nuit pour Londres.

Elle se récria et lui demanda de lui indiquer un rendez-vous. Il choisit un *tea-room* aux environs de son hôtel. Il était six heures passées, quand Judith le rejoignit. Légèrement colorée par la hâte de sa course, elle semblait grandie dans sa jaquette sombre bordée de fourrure, un joli sac d'antilope suspendu à une main gantée. La fillette des Dolomites, nu-tête, en chandail de sport et espadrilles, s'était effacée devant une jeune demoiselle correcte qui parut à Boyne une demi-étrangère.

— Martin, vous ne parlez tout de même pas cette nuit ?

Il répondit qu'il le fallait ; son absence ne durera peut-être que quelques jours. Le son de cette voix, le regard de ces yeux avaient suffi : ses plans étaient déjà en déroute et sa voix mal assurée.

— Vous serez bien de retour à la fin de la semaine ?

Il répondit :

— C'est cela, à la fin de la semaine, très probablement.

— Parce qu'à ce moment-là, les petits seront ici. Oui, maman vient d'arranger cela. M. Dobree a rédigé le télégramme. S'il arrive à temps, nounou pourra partir demain. M. Dobree croit que nous pourrons peut-être garder aussi les « B »; il va écrire lui-même à Buondelmonte. Et il ne croit pas que les Wrench tiendront beaucoup à reprendre Zinnie, au moins pas à présent. Il sait un tas d'histoires sur lord Wrench et il croit que sa femme aura assez à faire avec lui sans s'encombrer de sa fille par-dessus le marché.

Elle parlait avec calme, presque avec gaieté, comme si tous ses soucis se fussent dissipés. Quoi! se pouvait-il qu'un simple changement de décor, quelques heures passées chez sa mère l'eussent si complètement rassurée? Elle qui se faisait si peu d'illusions sur Joyce, se trompait-elle maintenant sur le sérieux de sa conversion? Avait-elle succombé à la mystérieuse influence qui émanait de M. Dobree? Boyne interrogéait avec étonnement son visage rasséréné.

— Mais ce Dobree, il me semble qu'il ne vous revenait guère, à Cortina? Qu'est-ce qui vous a fait changer d'avis? Vous ne jurez plus que par lui.

Elle parut embarrassée et fronça le sourcil en cherchant une raison.

— Je n'en sais rien. C'est vrai qu'il a l'air un peu comique et un peu pompeux pour mon goût. Je vous aime mille fois mieux, Martin. Mais il a été très bon pour les petits et il fait de maman ce qu'il veut. Elle dit qu'il est de première force et qu'il gagne tous ses procès. Voyons, Martin, cela ne serait pas merveilleux, s'il réussissait à nous garder tous réunis, toute la bande? Il m'a juré de réussir. Dépêchez-vous de revenir de Londres, vous nous emmenez en excursion pour la journée comme si nous étions encore à Cortina; une excursion à Versailles par exemple. Mais il faut que ce soit bientôt, car, dans quelques jours, maman part avec nous pour Dinard. Oui, poursuivit-elle, ce M. Dobree, en quelques semaines, a trouvé moyen de prendre sur elle plus d'ascendant que personne. J'ai eu avec lui une grande conversation ce matin. Tout ce qu'il fait, il m'a dit que c'est pour les petits, et parce qu'il me veut du bien: c'est un amour. Enfin, nous restons tous en bloc, les grands et les petits, nous allons

former le carré et livrer la bataille pour la victoire finale.

Boyne la dévorait du regard. Elle avait l'air tellement capable, si pleine d'expérience, et pourtant, quel enfantillage que cette nouvelle poussée d'espoir dans l'avenir! Oui, qui-conque promeltrait à Judith d'empêcher la séparation serait un dieu pour elle, pour quelque temps, comme lui-même, hélas! l'avait été. « Un épisode, pensa-t-il, ce n'a été qu'un épisode. Une de ces ombres, de ces sirènes qu'on croit voir monter des vagues dans une mer nocturne... C'est cela. Mais quelquefois, ces épisodes durent, tandis que les sentiments qu'on croyait éternels passent. Les dieux seuls savent ce qu'il en sera... s'ils le savent! » Il la reconduisit à son hôtel; elle le rappela, toute rose sous son parapluie mouillé :

— Vendredi matin, c'est entendu, vous venez nous prendre à dix heures, pour aller à Versailles.

Ce jour-là, Boyne sommeillait sur le pont d'un paquebot en route pour l'Amérique du Sud. Le lendemain du soir où il avait quitté la jeune fille, une dépêche était arrivée : « Affaire entendue. Prière partir immédiatement pour Rio. Détails à l'arrivée. » Il avait eu juste le temps de boucler ses valises, de sauter dans le train de Londres et d'attraper le bateau à Liverpool. Une manière énergique de liquider une situation.

Il se rappelait le temps où recevoir de pareils ordres lui arrachait des épaules le fardeau des soucis et le poids des complications. Il n'en espérait plus tant à cette heure; il n'avait plus sa belle élasticité d'autrefois. Et cependant, déjà au bout de quatre jours de mer, il commençait à éprouver un vague bien-être dans le repos de l'heure présente et à la pensée des tâches prochaines. En attendant, des lieues et des lieues d'Océan le séparaient des dernières semaines qu'il venait de vivre et les faisaient paraître lointaines et déjà vaporeuses. Il faisait doux; le navire glissait sans secousses... Le voyageur ferma les yeux et s'endormit...

VII

Boyne revient du Brésil. Le paquebot approche de Bordeaux sous un ciel de septembre. Trois ans, trois bonnes années de travail et de résultats se sont écoulées. Une crise de paludisme

l'obligeait momentanément à prendre quelques semaines de repos. Il avait eu d'abord l'idée de passer sa convalescence aux États-Unis; c'était une occasion de revoir sa famille et quelques vieux amis. Mais à New-York il était sûr de rencontrer Rose; il ne pouvait guère d'ailleurs s'y montrer sans aller la voir. Et ce n'était pas encore le moment, si ce moment devait jamais venir.

Rose s'était du reste, comme toujours, montrée parfaite. Après un hiver passé en Égypte avec la tante Julie, elle était rentrée à New-York et elle avait recommencé à lui écrire. Des lettres délicieuses, comme par le passé, sans plainte ni récriminations; elle avait repris *sor* existence d'autrefois: lectures, relations, petites préoccupations.

Quant aux Wheater, Boyne les avait à peu près oubliés. Au début, le souvenir avait été pour lui une obsession, une torture. Heureusement qu'il n'avait pas donné son adresse à Judith; la jeune fille n'avait pu écrire et Rose avait cessé toute allusion aux enfants. Son poste, au Brésil, se trouvait à l'intérieur des terres, loin des villes et des bureaux de poste; de temps en temps, il recevait un paquet de journaux de New-York; et il avait appris ainsi le divorce de M^e Wheater (à l'avantage de celle-ci) et, un an après, le mariage de Cliffe et de M^e Lullmer. Cela mettait un point final à toute l'histoire...

Dans l'estuaire de la Gironde, il se demandait encore ce qu'il allait faire de son congé. Toutes ses pensées allaient là-bas à ses chantiers abandonnés, au contremaître qui le remplaçait durant son absence et ne lui inspirait pas confiance. Comment allait-il organiser sa vie durant les semaines de son séjour en Europe? D'ailleurs, tout ce qu'il pourrait faire jusqu'à son retour à Rio ne lui semblait-il pas inutile?

Un bon dîner à Bordeaux le remit de meilleure humeur. Ses regards s'arrêtèrent sur des affiches représentant les plages de la côte basque : Ciboure, Saint-Jean-de-Luz, Biarritz. De minces silhouettes féminines détachées sur une mer de cobalt, tandis que leurs compagnons absorbaient des cocktails, assis à une terrasse : c'était Biarritz. Ces images en rappelaient à Boyne d'autres toutes pareilles, dans tous les pays du monde : des casinos, des dancings, des jeux, le bruit et l'éclat monotones de la fête cosmopolite. Et il s'aperçut, tout à coup, que c'était justement cela qu'il lui fallait : *coudoyer* une foule

d'oisifs insignifiants. Il eut envie d'entendre des orchestres, de contempler des couples ondulant sur des parquets cirés, des pontes qui font sauter la banque dans des salles de jeux chauffées. C'était l'évasion, la soif d'alibi de l'homme solitaire, le besoin de diversion qui saisit soudain le grand travailleur. Il prit son billet pour Biarritz...

La saison battait son plein ; il réussit pourtant à trouver une chambre dans un petit hôtel et commença de se mêler à la foule.

Le quatrième jour, il lut sur une affiche : « Aujourd'hui, au Mirasol, soirée de gala, dîner et bal. » Ce Mirasol était l'hôtel dernier cri de Biarritz. La fantaisie prit à Boyne d'assister à ce gala et il passa à l'hôtel après le déjeuner pour choisir une table. Toutes étaient déjà retenues ; il revint s'asseoir dans le hall et se mit à feuilleter des journaux illustrés. Le lieu, à cette heure, était désert ; mais voici qu'un rire d'enfant fusa tout à coup du côté de l'ascenseur. Il y avait là une petite troupe de liftiers désœuvrés en compagnie d'une fillette à longues jambes, à robe courte, à la tignasse flamboyante. Boyne jeta son journal et regarda la fillette, mais elle lui tournait le dos. A ce moment, une grosse dame descendit d'une somptueuse auto et traversa le hall pour prendre l'ascenseur. Aussitôt les liftiers tombèrent au garde-à-vous ; la petite, filant comme une souris, se glissa dans l'ascenseur à la suite de la dame imposante et disparut. Quand la machine redescendit, la petite apparut de nouveau. Cette fois, Boyne reconnut Zinnie Wheater. Il se levait pour lui dire bonjour, quand un autre voyageur monta dans l'ascenseur ; la petite s'y fourra sur ses talons et disparut encore. La machine redescendit, deux ou trois personnes attendaient leur tour ; la gamine se coula encore derrière elles en s'aplatissant dans un coin. Elle recommença ce manège plus de dix fois en une heure ; c'était évidemment sa manière de passer l'après-midi.

Enfin lasse du jeu, elle erra dans le hall, se glissa derrière le pupitre du portier, examina les lettres dans le casier d'acajou et feuilleta les registres. Puis elle fit deux ou trois fois en tournant la traversée du hall et vint s'arrêter en bâillant devant Boyne ; elle se pencha sur son épaulé et lui dit d'un air caressant :

— Je peux regarder les images avec vous ?

Il reposa son journal et regarda la petite. Elle resta un

instant incertaine, puis rougit jusqu'à la racine des cheveux.

— Comment ! Mon vieux Martin, c'est bien vous ?

— Mais, oui, c'est moi, le vieux Martin. Et vous, vous êtes toujours Zinnie ?

Elle ne le quittait pas des yeux, intimidée et cependant mourant d'envie de causer. Elle se percha sur le bras du fauteuil et lui entoura le cou de ses bras comme faisait jadis Judith.

— Il y a des siècles qu'on ne vous a vu. Je suis une grande fille à présent. Vous aussi, vous n'avez pas rajeuni, dit-elle d'un air pensif. Vous ne m'auriez pas reconnue, si je n'étais pas venue vous parler ?

— Il aurait fallu couper ces cheveux-là pour que je ne vous reconnaisse pas, dit-il en jouant avec la crinière ardente.

Sa voix tremblait légèrement; ses yeux se brouillaient. En les fermant, il pouvait croire que les petits bras qui lui seraient le cou étaient ceux de Judith...

— Eh bien ! comment ça va, tout le monde ? dit-il un peu rudement.

— Admirablement, dit Zinnie. C'est vous qui ne semblez pas très bien, ajouta-t-elle en lui jetant une œillade de côté.

— Ne parlons pas de moi. Est-ce que toute la famille est ici, ou bien y en a-t-il à Dinard ?

— Dinard ?

La petite parut étonnée.

— Est-ce que ta mère ne voulait pas acheter un château aux environs de Dinard ?

— C'est possible. Je n'en sais rien. Nous n'avons jamais eu de maison à nous, dit Zinnie.

— Jamais, nulle part ?

— Non. Entre nous, je crois que ça embêterait maman. Elle préfère l'hôtel. Elle s'est remariée, vous savez, et elle a engrangé.

— Qu'est-ce que tu me dis là ?

— Vous ne le saviez pas ? Comme c'est drôle ! Elle a épousé M. Dobree, dit Zinnie en donnant des coups de pied dans la chaise de Boyne.

Comme celui-ci ne disait rien, la petite continua :

— Je parie que vous avez pincé une mauvaise fièvre, ou une maladie de foie !

— Pas du tout. Jamais je ne me suis mieux porté. Alors vous êtes tous ici ?

Son cœur cessa de battre, tandis qu'il posait cette question.

— Oui, tous, répondit la petite avec indifférence. C'est-à-dire que Terry est au collège en Suisse; et on a mis Blanca au couvent à Paris parce qu'elle s'est encore fiancée à un liftier qui était encore plus fripouille que le premier, et Bun et Beechy sont à Rome, dans le palais de leur papa. Mais ils détestent d'écrire, de sorte qu'on n'a pas beaucoup de leurs nouvelles.

— Tu m'en diras tant ! fit Boyne. Il détourna les yeux et mesura le hall désert. Mais Chip est avec vous ? demanda-t-il.

Zinnie secoua avec gravité ses boucles rouges.

— Non, il n'y est pas non plus.

Elle réfléchit un moment en balançant ses jambes.

— Il est au cimetière, dit-elle.

— Il est mort ?

— Vous ne saviez pas ? C'est vrai que vous étiez si loin ! Il a eu une méningite. On était à Chamonix, à cause de Terry. Les médecins n'ont rien pu pour lui. C'était l'hiver dernier... non, l'hiver d'avant. Nous avons tous été très tristes; on a été en deuil trois mois. Et puis maman a trouvé qu'elle ferait mieux d'épouser M. Dobree, parce qu'elle se sentait trop seule.

— Je comprends...

— Alors, on est venu à Paris où on a fait le mariage. Ce devait être il y a deux ans, parce que les « B » étaient encore là. Beechy et moi, on avait des robes roses, et Bun était garçon d'honneur. Ça m'étonne que vous n'ayez pas vu les photos dans le *Herald*. Vous ne lisez pas le *Herald* ?

— Pas souvent, avoua Boyne.

Zinnie continuait d'envoyer des coups de pied dans sa chaise.

— C'est comme ça qu'on a découvert le nom de baptême de M. Dobree ! C'est Azarias qu'il s'appelle. Vous n'y auriez jamais pensé ? C'est le nom d'un monsieur qui a gagné des millions dans les mines; et je pense qu'en mourant, il aura laissé sa fortune à M. Dobree.

— Qu'est-ce que tu me dis là ?

— Ce n'est pas moi, c'est Scopy qui le dit. Elle nous a dit : « Vous ne savez pas ça, espèce de petits païens, vous ne savez pas qu'Azarias est un prophète mineur ? »

— C'est vrai, je n'y pensais plus, murmura Boyne ramené

d'une façon magique dans le monde de coq-à-l'âne où il avait vécu avec les petits Wheeler.

— C'est comme cela qu'il est si riche et que maman l'a épousé, conclut Zinnie en donnant à la chaise de Boyne un coup de pied sans réplique.

Puis elle glissa à terre, mit les poings sur les hanches, fit une ou deux pirouettes et lui tendit un sac de papier glacé.

— Un chocolat ? dit-elle. Ceux en papier doré ont de la liqueur dedans.

Boyne secoua la tête et elle continua de le regarder avec attention.

— Martin, darling, ce sont des Abdullah que vous fumez ? Voulez-vous m'en donner une ? dit-elle d'une voix caressante.

— Tu ne vas pas me dire que tu fumes ?

— Non, mais j'ai un ami qui est fumeur.

Boyne lui tendit son étui ; elle s'empara d'une pincée de cigarettes et s'envola vers l'ascenseur. Elle revint, radieuse.

— C'est si gentil à vous, vous êtes un amour, dit-elle. Vous ne montez pas voir maman ? Elle était un peu lasse après le déjeuner, je ne crois pas qu'elle soit sortie.

Boyne se leva en faisant signe que non.

— Désolé, ma petite, mais j'ai peur de ne pas pouvoir. Je ne suis ici qu'en passant... Je reprends le train pour Bordeaux.

— C'est vrai ? Ah ! quel dommage ! Maman va être désolée, et Judy donc !

Boyne toussa et dit brusquement :

— Elle est donc ici, Judy ?

La petite ouvrit de grands yeux .

— Bien sûr qu'elle y est. Seulement, aujourd'hui, elle est en excursion avec des Péruviens. Des gens qui ont un nom à n'en plus finir, je ne peux pas me rappeler. Ils ont deux Rolls-Royce. Elle ne rentrera que juste pour dîner, et ce soir elle étrenne une robe de bal neuve. C'est vraiment dommage que vous ne puissiez pas la voir.

— C'est dommage, mais c'est impossible. Il lui tendit la main, où elle déposa une petite patte osseuse. Au revoir, mon enfant, dit-il, puis brusquement il se pencha.

— Zinnie, embrasse-moi.

Elle lui tendit son petit visage joyeux et il posa ses lèvres sur sa joue.

— Au revoir, répéta-t-il.

Il pensait réellement à boucler sa valise et à prendre le premier train qui le mènerait n'importe où. Cet endroit lui faisait horreur. A grands pas il s'éloignait du Mirasol. Mais, une fois rentré dans sa chambre, il s'assit et négligea de préparer ses bagages. Il demeura ainsi immobile, jusqu'au soir. Une fois, il s'entendit dire tout haut : « Elle mettra ce soir une nouvelle robe de bal... » Cela le fit rire et il se plongea dans ses souvenirs.

Il dina au restaurant, passa une heure au cinéma, puis rentra s'habiller et, dans la nuit tiède, se dirigea vers le Mirasol. La vaste bâtisse, illuminée, dressait sa masse confuse au-dessus de la mer tranquille; un flot de musique s'en échappait et, du côté de la mer, sur la terrasse, on apercevait robes brillantes et plastrons. Comme Boyne approchait du palace, une averse s'abattit brusquement et fit rentrer à l'intérieur, dans un pêle-mêle de cris et de rires, les danseuses et leurs cavaliers. Il resta seul sur les dalles mouillées et se mit à longer lentement à l'extérieur les grandes glaces sans rideaux. Tout le monde avait fini de dîner, le restaurant était vide, les garçons s'occupaient déjà à mettre le couvert pour le souper. Un peu plus loin, d'autres grandes fenêtres montraient un salon à riches tentures où des personnes mûres, devant de petits abat-jours, jouaient au bridge et au poker. Boyne remarqua une dame opulente en noir, très décolletée. Elle tournait vers lui un dos généreusement découvert et il reconnut la forme de la tête, la toison de laine frisée, toute blanche à présent (sur ce point, elle avait tenu bon : elle ne se teignait pas), le geste rond des beaux bras pour tenir son jeu et pour écarter. Elle jouait avec un monsieur également tout blanc, dans un smoking de coupe parfaite. C'était M. Dobree engragé, lui aussi, avec un gros pli de cou rouge qui débordait de son col immaculé. Ils donnaient l'impression d'un ménage placide et bien nourri, parfaitement content de la vie et d'eux-mêmes.

Boyne continua sa promenade et, dépassant l'angle du bâtiment, se trouva devant les fenêtres de la salle de bal. La terrasse, de ce côté, ne donnait pas sur la mer et n'était que faiblement éclairée; le spectacle de l'intérieur n'en paraissait que plus brillant.

Il ne vit d'abord qu'un éblouissement de lumières et de couleurs; de légères évolutions de couples sous les lustres élu-

celants, des flots d'autres personnes qui entraient ou sortaient, d'autres enfin qui causaient en formant de grandes taches claires et immobiles. La musique s'enflait, retombait, cessait tout à coup pour reprendre bientôt, redemandée par une salve d'applaudissements. La salle était déjà comble; les yeux de Boyne fouillaient en vain cette masse mouvante de jeunes formes demi nues et il se disait : « Voilà plus de trois ans que je ne l'ai vue. C'est une femme, à présent : peut-être qu'elle est sous mes yeux et que je ne la vois pas... »

A cette idée, qu'une de ces silhouettes pouvait être Judith, qu'en ce moment même la jeune fille pouvait le regarder avec des yeux nouveaux et ignorés, il sentit un tel coup au cœur qu'il fut obligé de se retirer et fit quelques pas dans les ténèbres. L'on dée avait presque cessé, un souffle tiède venu de la mer lui fouettait les dernières gouttes au visage; il aurait pu les prendre pour des larmes. Cette douleur de ne pas la voir devenait intolérable. Il n'y avait plus qu'elle au monde, et le monde était vide...

Il entendit derrière lui un bruit de voix qui approchaient et, pour ne pas être dévisagé, revint machinalement du côté de la fenêtre. Elle était là. C'était elle, tout près de lui, de l'autre côté de la glace; elle flottait légère, prolongée par les reflets du plancher. Et il avait pu se figurer qu'il ne la reconnaîtrait pas!

Elle venait de s'arrêter de danser; le bras d'un grand jeune homme à chevelure glacée et miroitante comme son plastron se détacha de sa taille. Boyne la voyait de face maintenant. Elle venait rejoindre un groupe d'amis près de la fenêtre où il la guettait. Deux ou trois jeunes filles lui jetèrent gaîment le bonjour comme elle passait. On avait fait place à un couple de danseurs professionnels, et Judith, refusant une chaise dorée que quelqu'un lui avançait, demeura debout au milieu d'un groupe de jeunes gens minces et astiqués. Boyne, du dehors, ne la quittait pas des yeux.

Il ne se demandait même pas : a-t-elle grandi, a-t-elle changé? Sa peur de ne pas la reconnaître était tout à fait oubliée. Même si elle était devenue une vieille toute courbée, il était certain qu'il l'aurait toujours reconnue... Il buvait sa présence d'un regard passionné. Elle portait une robe de soie couleur d'œillet, de ce rose qui se moire d'argent comme le duvet du brugnon. La riche étoffe ruisselait en un double

étage de volants sur lesquels les deux mains de la jeune fille immobile semblaient flotter comme deux mouettes à la crête des vagues brillantes. Au lieu de se couper les cheveux sur la nuque, elle les avait laissés pousser et les nattait en forme de huit, et pour les retenir y avait piqué un vieux bijou qui imitait une flèche de brillants. Elle avait la gorge et les bras découverts; mais un bracelet de velours noir relevait la tendre harmonie rose et or de sa toilette et de son teint. Boyne lui trouva les yeux agrandis et le regard plus lointain. Mais la bouche était charnue et rouge comme toutes les fois qu'elle se sentait heureuse. Un des jeunes gens se pencha pour lui dire quelque chose. Elle écouta en cachant ses lèvres sous un grand éventail noir et en abaissez les paupières une seconde comme elle faisait quand elle voulait garder un secret. Mais elle referma l'éventail; sa physionomie avait déjà changé; elle avait la mélancolie d'un crépuscule d'automne.

Judith! pensa Boyne, comme si sa présence, son existence même étaient des choses impossibles à croire et en même temps si douces qu'il n'y avait plus de place dans le monde pour une autre réalité... C'était une de ses minutes de beauté, — cette beauté capricieuse qui était celle de la jeune fille. C'est peut-être, se disait Boyne, c'est peut-être le seul jour et dans ce jour la seule minute où les éléments ennemis qui composent sa personne se seront mariés en un accord divin. Qu'est-ce qui a produit ce miracle? Peu importe. Peut-être est-elle éprise du jeune homme qui vient de lui parler, peut-être sera-t-elle demain sa femme? Peut-être n'est-elle encore au contraire qu'une enfant, heureuse de sa robe neuve, fière et effrayée à la fois de la conscience naissante de sa beauté et de son pouvoir?... Que ce fut cela ou autre chose, Boyne savait seulement qu'il l'ignorerait toujours. Il se retira dans un coin sombre, au bout de la terrasse et demeura là longtemps, assis dans les ténèbres, la tête renversée en arrière, regardant vaguement les nuages et les étoiles. Puis il se leva et s'en alla rapidement dans la nuit.

Deux jours plus tard, le paquebot qui l'avait amené en Europe repartait pour le Brésil. Sur le pont Boyne se tenait immobile et désormais seul pour la vie.

EDITH WHARTON.

(Traduction de M. Louis Gillet.)

LE GOÛT DE L'INSTRUCTION ET SON PRIX DEPUIS TROIS SIÈCLES

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE⁽¹⁾

I

Il ne s'agit pas ici de doctrine ou de pédagogie, ni de ce qu'il faut apprendre, mais seulement de ce que l'on a jusqu'à ce jour appris. C'est une histoire que nous écrivons, ce n'est pas une cause que nous plaidons; d'autant que l'étude du passé incline fort au scepticisme sur la vertu d'une « autorité » quelconque pour régenter, en matière d'instruction, le « goût » public. Bon ou mauvais, ce « goût », dans la suite des siècles et à travers tous les régimes, n'eut d'autre loi que l'*« opinion »*, dirai-je la *« mode »*?

LES COLLÈGES D'AUTREFOIS

On sait qu'au moyen âge les gens d'église étaient seuls à enseigner et presque seuls à apprendre; nul n'eût leur disputait ce monopole. Destinée aux clercs et non pas à tous, — il n'était pas question de la donner aux frères convers, ouvriers agricoles des abbayes, — la culture intellectuelle conserva si bien ce cachet d'exclusivité que le fils d'un serf n'y pouvait prétendre. C'est un vrai privilège, et les vassaux qui en jouissaient ont grand soin de le mentionner dans les hommages.

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 août 1929, une étude du même auteur sur *l'Enseignement primaire*.

féodaux jusqu'au début du XVI^e siècle, que celui « *de pouvoir tenir leurs enfants en école* et iceux faire chanter messe, sans requérir le vouloir du seigneur ». En effet, aller à l'école c'était aller à la cléricature, au couvent et, par conséquent, au célibat, ne pas faire souche, tarir le revenu du seigneur en diminuant la population.

A ce monopole ecclésiastique, il se rencontra quelques exceptions et, par exemple, on pourrait prétendre que le moyen âge ait pratiqué la « liberté d'enseignement », parce qu'il y eut des écoles juives au XI^e siècle en Languedoc, — où les rabbins avaient traduit Aristote en hébreu, — plus tard, en Franche-Comté où leurs « académies » jouirent de quelque notoriété, et parce que diverses chaires de médecine étaient occupées par des « physiciens » juifs.

On pourrait soutenir aussi que les clercs, même promus au sacerdoce, n'étaient pas fort instruits, parce qu'il s'en trouve de condamnés à retourner à l'école; que tel chanoine y est renvoyé pour trois ans et que tel évêque du XIV^e siècle recommande de « s'assurer que les curés sachent lire et bien lire », et leur défend, sous peine d'une forte amende, de couper pour leurs besoins personnels le parchemin de leurs livres d'église.

N'empêche que *religion* et *pédagogie* étaient si intimement liées au regard des Universités, qu'elles avaient fait du célibat une condition obligatoire pour les laïques qui voulaient entrer dans le corps enseignant; les docteurs en droit n'eurent la faculté de se marier qu'à dater de 1600, les régents ès arts ne l'eurent jamais. D'ailleurs à Paris, où la Sorbonne comptait six chaires de théologie, le droit canonique était encore seul enseigné au XVII^e siècle; ce ne fut qu'en 1679 qu'il y fut établi une chaire de droit civil.

L'instruction que nous nommons « secondaire » et « supérieure », se donnait dans une quinzaine de villes, où les « Universités » constituées à l'origine en corporations, suivant la mode du temps, avaient été consacrées, codifiées, hiérarchisées, privilégiées surtout, par des édits successifs qui les avaient faites maitresses, comme d'un fief intellectuel, du « métier » des sciences et des arts. De ce domaine elles sortirent plus d'une fois, et assez tumultueusement; quant à leurs droits, que jalousement elles défendaient, elles en usèrent assez peu; leur enseignement se donnait dans quelques « collèges » très iné-

galement fréquentés. Gardons-nous de nous payer de mots : à Toulouse, le « collège de Narbonne », jadis fondé pour douze boursiers ecclésiastiques, n'en contint jamais plus de quatre et l'on proposait, au XVII^e siècle, de n'en maintenir qu'*un seul*. Il n'en manquait pas de pareils dans les autres centres lettrés.

A Paris, les « collèges de l'Université » n'étaient, pour la plupart, que des façades. Ceux dont il est fait mention dans l'histoire, établis par des princes ou prélates pour des écoliers pauvres de leur province, du nombre de quarante-quatre sous François I^r, étaient tombés à douze sous Louis XIII et finalement à huit en 1789. Ce n'est pas que, d'une date à l'autre, l'instruction ait périclité, mais simplement que la plupart de ces soi-disant collèges avaient été abandonnés. Parmi ceux qui sont censés « de plein exercice », plusieurs en 1630 étaient déserts : Boncourt n'avait plus que la moitié de ses régents; Tournai n'avait plus ni régents ni élèves; une partie des locaux avaient été transformés en boutiques, louées à des menuisiers, maçons ou armuriers. Dans les autres, l'antique discipline était assez oubliée, puisqu'ils abritaient des « femmes mal vivantes » que le Parlement ordonne d'expulser en mettant, si besoin est, « leurs meubles sur le carreau ».

Au XVII^e siècle, les maîtres allaient changer; Richelieu projetait de réduire le nombre des collèges universitaires à six, dont il trace le plan et dresse le budget. A la fin du règne de Louis XIV, il y en aurait eu moins encore d'après Saint-Simon : le collège de Navarre, dit-il, était le seul de Paris où l'on donnait (1695), soit à des boursiers, soit à des externes, « l'enseignement complet composé de la théologie, philosophie et humanités ». Ce collège, exclusivement destiné dans le principe aux Champenois, bien qu'il eût été baptisé par le public du nom de sa fondatrice Jeanne de Navarre, comtesse de Champagne, n'était pas seul à avoir ce que, depuis la Renaissance (vers 1540), on appelait des « classes », un ordre d'études méthodiquement réparti sur plusieurs années. Mais, sauf le collège d'Harcourt et celui des Quatre-Nations (Mazarin) où « messieurs de la Sorbonne faisaient enseigner les humanités », — nous ne parlons pas de Louis-le-Grand dirigé par les Jésuites, — les anciens collèges ne servaient plus guère qu'à de rares boursiers que le manque de revenu de l'établissement condamnait à une vie austère.

L'Université de Paris n'aurait pu faire vivre ses professeurs sur les dations primitives de leur emploi, devenues tout à fait insuffisantes par suite de l'abaissement de la livre tournois; le monopole de vendre les offices de messagers en tout le royaume lui avait échappé, et elle avait laissé s'émettre pour quelques milliers de francs l'immense domaine du Pré-aux-Clercs, — la moitié du faubourg Saint-Germain actuel, — dont elle était propriétaire. Mais il lui restait les « actes », les droits d'examen et de diplôme.

Ce revenu, assez substantiel dans la capitale, était minime dans les Universités de province qui, pour attirer les aspirants bacheliers, licenciés et docteurs, se montraient fort peu exigeantes sur la capacité des candidats. Quelques-unes disparaissent, ce n'était plus que « des boutiques où l'on achetait des grades ». En 1731, l'Université de Cahors fut supprimée pour ce motif; « un passant, dit d'Argenson, y était reçu docteur en trois jours. » La ville protesta que « cette suppression procurerait l'indigence des habitants » et l'évêque de Cahors, appuyant cette protestation auprès du chancelier, donnait comme excuse que *c'était la même chose partout*.

LA BOURGEOISIE VEUT S'INSTRUIRE

Tandis que les Universités déprissaient au début du XVII^e siècle, une révolution s'accomplissait qui devait bouleverser l'enseignement; élèves, maîtres et programmes, tout semblait changer à la fois; par un singulier paradoxe, l'éducation gothique des suppôts de l'Université allait être modernisée et, si le mot n'avait aujourd'hui un tout autre sens, « laïcisée », c'est-à-dire adaptée aux besoins de la clientèle laïque..., par une congrégation religieuse.

L'ancienne société, construite pour la guerre et dominée par la force, faisait place à un monde qui se gouvernait moins avec l'épée et davantage avec la plume. L'instruction, jusqu'alors utilisable dans un domaine très limité, devenait un moyen de parvenir qui gagnait de nouvelles couches; d'ailleurs, le progrès moral suivit pour chaque classe, dans l'histoire économique, les étapes du bien-être matériel. La bourgeoisie, quand elle eut de quoi vivre et se sentit grandir, demanda des écoles, des écoles à sa portée et suivant son goût, dans son voisinage

et où l'on enseignait ce qu'elle désirait apprendre, au même temps où elle s'offrait des logis plus vastes et mieux meublés.

Un seigneur généreux, comme le cardinal de Tournon, donne-t-il à ses vassaux de cette ville le choix entre un pont sur le Rhône et la création d'un collège, ils choisissent le collège et, là où il leur faut faire eux-mêmes les frais, les bourgeois n'hésitent pas à financer. Leurs fils tireront parti de leur savoir pour acheter un « office » de judicature ou de police, pour parvenir à quelque dignité locale. La classe moyenne veut s'instruire parce qu'elle y trouve un *profit*, ne fût-ce que celui d'un grandissement dans l'opinion qui, sur ce chapitre, avait évolué. Très vite, en effet, de « luxe » le savoir devient chez elle une « nécessité » de bienséance, une partie du rang nouveau qu'elle veut tenir. Un minimum d'éducation, une fois entré dans les mœurs de cette classe citadine et possessionnée, devient indispensable à tous ses membres; celui qui ne le posséderait pas serait par là même amoindri vis-à-vis de ses pairs.

Cette évolution fut toute spontanée et même assez mal vue du gouvernement, plus porté à restreindre qu'à encourager la diffusion des études secondaires. « Dans un État dont tous les sujets seraient savants, dit le *Testament politique* de Richelieu, on verrait peu d'obéissance; l'orgueil et la présomption y seraient ordinaires. Le commerce des lettres bannirait absolument celui de la marchandise; il ruinerait l'agriculture et il déserterait en peu de temps la pépinière des soldats, qui s'élèvent plutôt dans la rudesse de l'ignorance que dans la politesse des sciences. »

La noblesse militaire partageait cette manière de voir : elle demandait en 1627 *la suppression* d'une partie des collèges « dont la quantité est excessive ». Et, pour son propre compte, c'est par système et parce qu'elle croit aussi à l'incompatibilité de la valeur guerrière et de la culture intellectuelle, qu'elle s'abstient de l'étude et la redoute comme un danger. Le connétable de Montmorency n'est-il point « en réputation d'homme de grand sens, quoiqu'il n'eût aucune instruction et à peine sut-il écrire son nom » ? M. de Villeroy, « personnage de grand jugement, ne fut aidé d'aucunes lettres et ne les aimait pas parce qu'il ne les connaissait pas. »

A l'arrière-ban de 1635, les généraux ordonnèrent au comte

de Gramail, un lettré, de « parler aux Gascons pour les faire demeurer. Il commençait à les émouvoir quand un d'entre eux dit brusquement : Diavle ! vous vous amusez à écouter un homme qui fait des libres ! Et il les emmena tous. » En effet, c'est là un mot décisif. Cet homme qui fait des livres, ce doit être forcément quelque homme de peu, de race inférieure à ces hommes qui manient les armes, d'où venait toute puissance. Vis-à-vis de l'homme d'épée, en ces temps féodaux dont on sortait à peine, l'homme de plume était dans l'attitude où les miniatures des vieux manuscrits nous les font apercevoir : le premier assis, debout ou à cheval, recevant l'hommage que le second, à genoux, incliné, salutateur, lui fait de son œuvre.

Quand il s'agit de donner à Scudéry le gouvernement de Notre-Dame-de-la-Garde, M. de Brienne écrit à M^{me} de Ramboillet « qu'il était de dangereuse conséquence de donner ce gouvernement à un auteur qui avait fait des poésies pour l'hôtel de Bourgogne et qui y avait mis son nom ». Si les auteurs de *Mémoires*, jusqu'au milieu du XVII^e siècle, quand ils appartiennent à la caste noble, ont grand soin de s'excuser d'avoir pris la plume, s'ils éprouvent le besoin de se justifier, ce n'est pas défiance de soi-même, — ils ne sont pas modestes à ce point, — c'est seulement qu'ils ne veulent pas paraître s'être appliqués à un genre de besogne où ils *prétendent* demeurer incompétents.

Dans le milieu bourgeois au contraire, s'il se trouve quelque partisan de l'ignorance ancestrale, si l'auteur du *Parfait négociant* recommande à ses confrères, marchands en gros, de ne pas mettre leurs fils en pension, « où ils seraient appelés par leurs camarades *courtaults de boutique*, et où ils se dégoûteraient, par l'étude des sciences, du métier paternel » ; si l'auteur d'un mémoire affligé assure que « le grand nombre des étudiants introduit la fainéantise, que le trop de collèges ne sert qu'à faire de pauvres prêtres, avocats, procureurs, chicanieurs et sergents » ; ce sont là des voix isolées et discordantes dans le mouvement irrésistible qui emporte la classe moyenne vers l'enseignement moyen. Courant d'opinion bien plus puissant que le pouvoir politique ; même les efforts d'un gouvernement absolu, comme celui de la France du XVII^e siècle, se seraient brisés devant la nette volonté du « Tiers État » d'apprendre le latin et devant le refus obstiné du bas peuple d'apprendre à lire.

Partout à la fois, dans de très petites villes comme dans les grandes, vers la fin du XVI^e siècle et malgré les troubles religieux, surgit ce qu'on appelle indifféremment un « collège » ou une « école ».

La municipalité achète une maison, engage des régents, dresse un programme, plus ou moins ambitieux suivant ses ressources. On a la mesure de son zèle lorsqu'on voit (1595) la chambre de ville de Dijon charger un de ses échevins de « se tenir chaque jour aux heures de classe à l'entrée du collège, de peur que les écoliers ne pipassent leurs leçons ».

Mais ici les difficultés commencent : les conseils municipaux *ont-ils le droit d'instituer ainsi des collèges ?* Au fait, qui donc en a le droit ? Moi seul, répondent plusieurs autorités. Et d'abord le Roi, — c'est-à-dire l'État, — par la plume de ses juris-consultes officiels, Servin, Chopin, Le Bret ; pour eux « le droit d'enseigner fait partie de la souveraineté royale, le prince est seul chef et fondateur des Universités ». Puisqu'il s'est dépouillé en leur faveur de ce droit platonique, ce seront donc les Universités qui le revendiqueront comme un monopole et le défendront ardemment contre l'intrusion des ordres religieux. Les Jésuites de la rue Saint-Jacques demandent-ils à être incorporés à l'Université (1564), celle-ci repousse les « Ignaciens, gens nouveaux, plus à craindre que les Luthériens ». D'ailleurs, si Luther déclarait que le pouvoir doit « forcer les parents à envoyer leurs enfants à l'école comme il peut obliger les gens valides à porter la lance et l'arquebuse », l'Université de Paris affirmait, aussi catégoriquement, que « le prince peut contraindre ses sujets à n'étudier que dans les écoles qui lui plaisent ».

Une autre puissance intervenait sur le terrain pédagogique, et faisait valoir des droits aussi formels et plus anciens : c'était l'Église, représentée par ses évêques et, dans les petites villes, par le chapitre, son « grand-chantre » ou son doyen. Celle-ci estimant avoir, non seulement le droit, mais le devoir d'enseigner, s'était préoccupée des voies et moyens. Bien avant que l'ordonnance d'Orléans (1560), rendue sur la demande des États généraux, eût affecté le revenu d'un canoniciat « à l'entretienement d'un précepteur qui sera tenu d'instruire les jeunes gens de la ville gratuitement et sans salaire », de temps immémorial le chapitre avait partout, de par sa « prébende théologale »,

mission d'enseigner la religion, d'abord, et... implicitement tout le reste.

Comme l'abus gâte les plus belles choses, ce devoir qui lui incombaient, le chapitre l'avait transformé en un droit exclusif; puis, au lieu de remplir ce devoir ou d'user de ce droit, il l'avait vendu à d'autres. Après avoir fait d'une *obligation* un *privilège*, il prétend négocier le privilège en le transférant à qui bon lui semble.

Ce marchandage datait de loin, puisque le Concile, tenu à Rouen en 1214 par un légat du Saint-Siège, interdit, sous peine de privation de bénéfice ecclésiastique et d'excommunication, de subordonner à un prix d'argent la permission d'enseigner ou de tenir école. La défense fut renouvelée par le Synode de 1445 en Normandie, mais la tendance à trasiquer de ce droit d'enseignement, comme d'un moulin ou d'un four banal, était générale : en Champagne, en Picardie, en Saintonge, dans l'Orléanais, on relève des faits identiques jusqu'au milieu du xv^e siècle. Il est vrai que l'amincissement de la monnaie avait rendu illusoire ce droit gothique : jusqu'à la révolution de 1789, les écoliers d'Abbeville continuaient de payer, à part du prix de pension, 8 deniers par an au principal du collège, représentant le *magister scolarum* de jadis, redevable de ce tribut pour tous ses élèves, à l'exception des « petits bénéficiers » ou porteurs d'eau bénite.

L'ancienne organisation française n'était donc rien moins que libérale en fait d'enseignement, à quelque degré que ce fût, qu'il s'agit de la forme ou du fond. Ce que faisaient les Universités pour la défense de leurs priviléges, les collèges communaux qui étaient aussi des monopoles, d'ordre plus humble, le faisaient dans un milieu plus restreint : ici, nul maître n'a permission d'apprendre la grammaire ou les éléments, « tout sujet capable d'entrer en quatrième devant suivre les cours du collège municipal » ; ailleurs, défense aux pédagogues ou précepteurs d'enfants « d'avoir des *chambrées*, attendu que la commune pourvoit de régents les écoles de la ville ».

Partout même chasse aux établissements particuliers ; là où il y a un collège, il ne doit y en avoir qu'un. Telle est la règle ; les conseils municipaux la font observer avec rigueur et les tribunaux les soutiennent. On citerait cent procès à cet égard, tous jugés dans le même sens. Dans un litige entre le

recteur de Bourg et un maître d'écriture de la localité, coupable « de faire la classe dans sa maison et de nuire à la prospérité du collège », l'enquête du lieutenant civil révèle, à n'en pouvoir doutier, que ledit recteur était un paresseux et un ignorant. Il obtient quand même gain de cause. Ceux qui tiennent ces écoles « buissonnières » et non autorisées sont rappelés à l'ordre par de lourdes amendes, aussi bien au nord qu'au midi. C'est, en effet, devant le juge qu'est porté tout le contentieux pédagogique, et c'est sous forme de pouvoir judiciaire plutôt qu'exécutif que s'exerce la souveraineté un peu platonique ou nébuleuse de l'État.

Dans la pratique, ces conflits d'autorités se résorbaient, — sauf, comme à Saintes, où l'on jetait des pierres dans les fenêtres les uns des autres, — en une anarchie assez douce qui laissait, dès le règne de Henri IV, les municipalités à peu près maîtresses. Sur les questions de principe tout le monde était d'accord : avant tout l'échevinage entend que la jeunesse soit « enrichie et décorée en bonnes doctrines, crainte et service de Dieu, observation de ses commandements et de notre Mère Sainte Eglise » ; l'opinion ne transige pas là-dessus. Souvent on exige que le premier régent soit prêtre ; à tout le moins, doit-il être clerc, pour jouir de la prébende qui accroitra son traitement et dont le chapitre ne met souvent aucune bonne volonté à l'investir. Sans cesse il faut pour cela plaider au Parlement, où procédures et sentences allaient leur train habituel.

L'Hôtel de ville, néanmoins, demeurera le plus fort ; les sacrifices qu'il s'impose en vue de « bonifier la cité par l'organisation d'un collège », mettent l'opinion de son côté. Le conseil communal, assisté par bienséance de « messieurs de la justice et du clergé », choisit le principal ou recteur. Le problème est d'en trouver un bon et de le garder. Rien ne sert de procéder à des concours préalables, « lectures » ou « conclusions » publiques dans l'église, pour reconnaître le candidat « apte et idoine », avec qui l'on passera bail d'une année, ou davantage, et qui s'engagera à entretenir à forfait trois ou quatre régents « de la qualité requise ».

Souvent nomades, les bons régents, au lieu de se fixer dans une école, préfèrent courir le royaume en quête de gros honoraires. Les maîtres ne s'entendent pas : à Lectoure (Gers) où l'on croit avoir organisé six classes (1624), deux ans après il

n'y en a plus qu'une ; partout l'intermittence est fréquente et, durant des mois, l'école reste fermée. A Saintes, les principaux se succèdent et les plaintes se renouvellent tous les ans : tel « vivait mal » ; il lui est fait défense par la ville de visiter certaines maisons ; de son côté, il crie misère et ses régents disent qu'ils meurent de faim.

Tel autre, en Picardie, qui avait transformé la bibliothèque en grenier à blé et qui s'absentait des semaines entières sans se faire remplacer dans sa chaire de rhétorique, donnait des congés si abondants que les écoliers sont plus de la moitié de l'année sans aller en classe. Au collège de Nîmes, « le désordre est tel, dit le conseil municipal, et a déjà duré si longtemps qu'il est expédié d'y remédier ». Les édiles offrent la direction à tout le monde ou font, ici et là, de vaines tentatives : deux concurrents, « l'un du pays d'Allemagne, l'autre Écossais », se présentent ; bien que « l'edit Écossais paraisse plus capable que l'Allemand », on décide de les engager tous deux pour faire alternativement la classe, soir et matin. Le régent écossais est, peu après, l'objet d'une agression brutale « de la part de certains Allemands étrangers » ; les consuls prennent pour lui fait et cause, mais sont obligés de le renvoyer ensuite, « poursuivi qu'il est pour faits scandaleux ». Plus tard, c'est le principal Chéron en querelle avec ses régents ; on propose pour y obvier que chacun d'eux ait successivement, pendant trois mois, la direction du collège. Le système ne réussit pas ; au bout de quelques années, « les confusions ne faisaient que s'accroître de jour en jour ».

Il en fut ainsi, dans cette institution, jusqu'à ce qu'on l'eût confiée aux Jésuites. Et l'histoire de Nîmes, c'est celle de cinquante autres cités ; ce qu'on observe là se reproduit partout. Le principal de La Rochelle « ne se souciant des enfants, toute licence règne » au pensionnat de cette ville ; le principal de Troyes exerce la médecine et n'a point de régents ; un autre quitte sa place « après avoir loué à un de ses professeurs les produits de sa principauté » qu'il considérait sans doute comme une ferme. Un quatrième est en procès avec son régent de philosophie ; le parlement intime à ce dernier l'ordre d'avoir pour son chef les égards qui lui sont dus « à peine de prison ».

Une ville plaide contre son recteur qu'elle accuse de ne pas entretenir le nombre de maîtres porté sur son contrat ; les

maitres plaident contre le principal, auquel ils reprochent de ne pas payer leurs traitements ; le principal plaide contre un professeur expulsé comme coupable de « débander les élèves », de fomenter l'indiscipline et qui refuse de « vider les lieux ». De quelque côté que soit la justice, ce sont des chicanes bien fréquentes pour le bon ordre. Aussi cet ordre est-il fort « rouillé et abâtardi » ; en maintes localités, la décadence suit de près la fondation et le beau zèle des municipalités se déconcerte et se refroidit.

JÉSUITES ET ORATORIENS

C'est alors qu'elles ont recours aux Jésuites, *pour des motifs purement temporels où l'idée religieuse n'a aucune part*. De nos jours le Jésuite, en face de l'Université, c'est l'enseignement confessionnel opposé à l'enseignement laïque ; et le souci de ne pas trop choquer ce point de vue moderne a influé sur le jugement de maints historiens, qui craignaient de paraître suspects de tendresse pour la Compagnie de Jésus. Mais au XVII^e siècle l'Université, dominée par ses docteurs en théologie, prêtres ou moines, et tous les laïques enseignants pris en bloc, sont aussi catholiques, aussi intransigeants en matière de foi que le Jésuite. Quant aux opinions que professait ce dernier, ou qu'on lui prête, sur la prééminence du Pape, c'est de quoi les bourgeois de province s'inquiètent fort peu.

Excédés du médiocre résultat qu'ils ont généralement obtenu, ils n'ont qu'une idée : abdiquer entre les mains de cette corporation qui disposait d'une administration régulière et bien montée d'instruction publique ; de sorte que, fondée depuis soixante ans à peine, elle comptait déjà des collèges dans presque tous les pays d'Europe. « L'Université les a contrepointrés, disait Henri IV au Parlement de Paris, mais ça a été parce qu'ils faisaient mieux que les autres. Si on n'y apprenait mieux qu'ailleurs, d'où vient qu'on les va chercher, nonobstant tous vos arrêts, hors le royaume, à Douai, à Pont-à-Mousson (Lorraine)... ? » à Nice, eût pu ajouter le roi, où les consuls et le conseil de ville leur offraient (1606) 32 000 francs annuels et un local s'ils voulaient fonder une école (1).

(1) Tous les francs cités dans cet article sont des francs de 1930 ; nous avons pris soin de convertir en monnaie actuelle, d'après leur valeur intrinsèque. —

Car ils posent leurs conditions et sont exigeants : non pas pour eux-mêmes, — au père Salez, qui arrive à Tournon, « on donne un bonnet carré tout crasseux et une robe fort piètre », à cause de la pauvreté du collège ; mais sollicité de toutes parts, le Père provincial ne signera pas de bail avec une ville avant d'avoir obtenu les bâtiments et les subsides qu'il juge nécessaires. Auprès de ce qu'il lui faut, les humbles classes de la commune ne sont guère que des baraqués et ses professeurs au rabais sentent le cuistre.

« Les réguliers vous tiennent et jamais vous ne les tenez », objectaient au maire les adversaires de la Compagnie ; aux petites villes, ajoutaient-ils, « ils n'envoient que des novices, des sujets peu capables ». Dans un de ses sermons familiers, le petit Père André disait : « Mettez un bon Père jésuite dans une province, bientôt il n'y aura de place que pour eux. » Ils ne font pourtant pas de concessions : à Troyes où François Pithou, l'ancien calviniste devenu gallican, avait légué (1617) sa maison et une partie de sa fortune « pour y être dressé un collège », à condition que les Jésuites n'y fussent jamais appelés, ceux-ci avaient néanmoins un parti qui tenait en leur faveur ; loin de faciliter les négociations, l'ordre émet des prétentions exorbitantes : 158 000 francs de rente et une somme notable pour l'acquisition d'une bibliothèque. Mais Troyes était une capitale ; à Gray (Franche-Comté), ils se contentent de 49 000 francs.

Une fois installés, la municipalité n'est pas quitte encore ; s'il faut au collège quelque amélioration coûteuse, ils présentent requêtes sur requêtes aux échevins, ils les prennent par la vanité et font, par exemple, compliment à ceux de Nevers « de leur très renommée ville surpassant Moulins en la classe de morale ». Moulins avait cependant acheté, en vue « d'accueillir son collège », trois ou quatre maisons à la suite les unes des autres et le recteur déclarait qu'une cinquième était nécessaire pour la construction de la chapelle. De plus, le conseil communal avait assuré 104 000 francs de revenu à cet établissement.

La générosité des communes était un placement à gros

c'est-à-dire leur poids de métal, — et d'après le pouvoir d'achat de ce métal aux diverses époques, les chiffres de jadis exprimés en monnaies réelles ou en monnaies de compte, comme la livre tournois.

intérêts ; le succès de ces institutions était, pour les villes qui les possédaient, une source de prospérité matérielle en même temps qu'un avantage moral : leurs ennemis insinuent, pour les faire repousser, « que ces *mastragots* amèneront à leur suite 500 ou 600 écoliers, lesquels empliront la ville de bruit ». C'était, aux yeux des commerçants, tout le contraire d'un grief.

Ceux qui ne voulaient ou ne pouvaient pas avoir de Jésuites, se rejetaient sur les Oratoriens, les Doctrinaires ou les Cordeliers. Chez ces derniers, à Dax, fut élevé Vincent de Paul, moyennant une pension de 1872 francs par an. Fondée en 1592 à Avignon par un humble prêtre, César de Bus, la congrégation des Prêtres de la Doctrine chrétienne, après s'être assez rapidement étendue dans le Midi, où elle enseignait notamment à Bergerac, Villefranche-de-Rouergue, Carcassonne, Lectoure, Nérac, s'unit en 1619 à l'Oratoire, récemment institué (1611) par le Père de Bérulle, et qui parut un instant devoir rivaliser avec les disciples de Loyola.

Prompt à la critique sur le compte de Bérulle, qu'il n'aimait pas, Richelieu nous dit avoir fort désapprouvé ses collèges urbains et « lui avoir représenté qu'il eût mieux valu instruire les pauvres âmes champêtres, selon l'objet de son institut, que la jeunesse dont les Jésuites prenaient un soin particulier ». À cela le supérieur des Oratoriens répondait que précisément parce que les Jésuites cherchaient à empêcher les jeunes gens d'entrer dans son ordre, « pour l'éteindre en sa naissance », il était obligé de créer à la fois plus de collèges qu'il ne voudrait, pour avoir matière à recruter sa congrégation.

Les querelles de ce temps, entre Oratoriens et Jésuites, ont fait noircir force papier aux uns et aux autres ; et quand on exprime la quintessence des mémoires produits des deux côtés, ils se réduisent à des démarches mutuellement hostiles et à des cancans : les Oratoriens auraient traité les Jésuites « d'ignorants et de pions de théologie », ils auraient déclaré « qu'on les devrait tous mettre en un navire et les expédier en Canada », et les Jésuites seraient coupables d'appeler « Bérullistes et ensorcelées » les bonnes âmes extatiques qui soutenaient l'Oratoire. Aux modernes les Jésuites sont apparus comme les tenants de la réaction et de la routine, par opposition avec les Pères de l'Oratoire, champions de l'esprit libéral et du progrès.

La vérité est que les Oratoriens n'avaient pas d'organisation et que les Jésuites en avaient une.

Lorsque leur expulsion, au XVIII^e siècle, laissa brusquement l'instruction secondaire à l'abandon, des 612 collèges fermés en 1762, le supérieur général de l'Oratoire, à qui on les offrait, n'en accepta d'abord que cinq; « l'esprit de l'Oratoire, disait-il, n'est pas un esprit d'ambition et d'agrandissement. » Il se laissa tenter pourtant et, pour suffire à la direction de ceux qui lui furent confiés, s'agrégua nombre de professeurs qui, non seulement n'étaient pas membres de sa congrégation, mais avaient refusé pour la plupart de s'engager dans les ordres. Ces « confrères laïques », comme on les nommait, étaient en 1788 au nombre de 394, — plusieurs firent grandement parler d'eux pendant la Révolution, à laquelle ils s'étaient ralliés de bonne heure, — tandis qu'il n'y avait plus, à cette date, que 293 prêtres de l'Oratoire, dont l'effectif était, deux ans plus tard, réduit à 236.

LA VIE DE COLLÈGE AU XVIII^e SIÈCLE

Dans l'Université du moyen âge, presque tous les *internes* étaient des boursiers. Rabelais dit de ceux du collège Montaigu que « mieux sont traités les forçats par les Maures, les meurtriers en la prison criminelle, voire certes les chiens en votre maison, que ne sont ces malautrus dans ce collège de pouillerie. Et si j'étais roi de Paris, le diable m'emporte si je ne mettrai le feu dedans et ferais brûler et principal et régents qui endurent cette inhumanité devant leurs yeux être exercée. »

Plus tard, Montaigne, qui avait passé sept ans au collège de Guyenne, écrivait « qu'au lieu de convier les enfants aux lettres, on ne leur présente qu'horreur et cruauté... ; cette police de la plupart de nos collèges m'a toujours déplu ;... c'est une vraie geôle de jeunesse captive ;... vous n'oyez que cris d'enfants suppliciés et de maîtres enivrés dans leur colère. Quelle manière pour éveiller l'appétit envers leur leçon en ces tendres âmes et craintives de les y guider d'une trogne effroyable, les mains armées de fouets ! » Érasme parle de l'usage atroce d'attacher les enfants nus à un poteau, et plus ils niaient la faute qui leur était reprochée, plus le bourreau redoublait les coups. « C'est à la charrue, ajoute-t-il, qu'il faut

renvoyer de pareils maîtres, dignes d'effrayer de leur voix tonnante les bœufs et les ânes. »

Dans toute l'Europe les procédés étaient identiques et ils venaient de loin : au dire d'un pédagogue du xv^e siècle, Rodolphe Agricola, « une école ressemble à une prison ; ce sont des coups, des pleurs et des gémissements sans fin ».

Au xviii^e siècle, le régent « qui ne fesse pas » est encore un phénomène. Saint-Simon raconte (1711) que les Jésuites, — qu'il n'aimait pas, — « pour je ne sais quelle jeunesse faite par le fils aîné du marquis de Boufflers, âgé de quatorze ans, fouettèrent le petit garçon qui en fut saisi d'un tel désespoir, qu'il en tomba malade et mourut au bout de quatre jours ». Il ajoute qu'ils n'agirent pas de même avec les d'Argenson, « parce qu'ils avaient à compter tous les jours avec le père, lieutenant de police, tandis qu'ils n'avaient rien à craindre du maréchal de Boufflers ». Le général des Jésuites, dans son *Traité des Études*, ordonnait que, « pour châtier du fouet ceux à l'égard desquels les paroles amicales n'avaient pas suffi », il fut employé toujours un correcteur étranger à la Compagnie. L'usage de ce « bras séculier » s'étendit aux autres maisons d'éducation ; il survécut à l'exil de la Compagnie de Jésus sous Louis XV. En 1777, au collège de Gray, le correcteur attitré était un cordonnier appointé pour cette besogne, 300 francs par an ; son prédécesseur en touchait 520 au siècle précédent. A Nice, c'était le portier ou *bidello* du collège royal, aux gages de 1000 francs par an (1771), qui était chargé d'administrer les coups de verge devant tous les élèves réunis.

Marmontel, à Paris, avait un jour soulevé toute sa classe, par un discours à la Tite-Live, contre le fouet dont il était menacé et, pour l'avoir reçu, un élève de rhétorique ouvrit le ventre au correcteur d'un coup de couteau. N'empêche que cette méthode barbare subsista jusqu'à la Révolution et qu'elle n'épargnait personne, témoin le jeune La Ferronnays, — futur ministre de Louis XVIII, — placé par sa mère, à Paris, dans un des collèges de l'Université, dit de Lisieux (1787) : « Jamais, écrit M^{me} de La Ferronnays, on ne pourra imaginer ce que la vie du pauvre Auguste fut malheureuse dans ce collège... ; le système du fouet y était poussé à un excès extraordinaire ; pour une raison ou pour une autre, Auguste s'y voyait condamné tous les jours. »

On s'explique que les pensionnaires payants, — il y en eut au collège de Navarre sous François I^r où le prix était de 4200 francs par an, — aient trouvé le régime trop austère et se soient logés, comme on disait, « en pédagogies ». Les pédagogues ou maîtres de pension n'enseignaient pas, ils logeaient, nourrissaient et surveillaient, ce qui ne devait pas être une sinécure avec l' « écolerie » du temps, où nombre de sujets « peu obéients », paresseux et « fort fripons », étaient toujours prêts à « prendre des ailes »; ainsi le maître nommait-il les fugues de ses pupilles, qui lui revenaient avec « le pourpoint en détresse ». Aussi prévient-il au vestiaire lorsqu'on remplace le drap : « S'ils s'envolent encore, je leur ôterai les habits neufs. » Nous étions vingt, écrit l'un d'eux, — en 1605, — dans le logis où j'étais en pension, parmi lesquels François de Gondi, le futur cardinal de Retz, et des écoliers de tous pays, Suisses, Milanais, Flamands, Lorrains, même quelques Anglais. Les uns sont difficiles et exigeants : « Je ne sais que mieux faire », se lamenta le pédagogue; d'autres, « poussés de vice et nourris de malice », pillent et détruisent. « S'ils ne veulent étudier par paroles, le feront par le fouet. »

Suivant la position sociale et la fortune de leurs parents, la pension de ces *chambrières*, logés chez l'habitant, variait fort. « A maître X... qui est convenu avec moi de nourrir et entretenir, de bouche seulement, mon fils Isaac (à Condom, en Gascogne, 1606) j'ai promis annuellement 25 écus sol, — soit 2660 francs de 1930. — Dans la même ville, en 1631, le prix est de 3 000 francs. Chez M^{me} la Receveuse à Limoges (1654), pour un jeune enfant, il est stipulé 2 440 francs, plus 227 francs de menues fournitures; on lui envoyait régulièrement des souliers et des habits. Le collège dont il suivait les classes ne coûtait que 165 francs. Dans cette même province de Limousin, deux cents ans plus tôt (1413), des clercs ou juges de village hébergeaient des jeunes gens pour 680 et 700 francs par an. Sans doute, le traitement n'était-il pas le même.

Sous Louis XV, Marmontel nous fait son compte d'écolier pauvre au collège de Mauriac, en Auvergne : « Je fus logé avec cinq autres chez un honnête artisan de la ville et mon père m'y laissa avec mon paquet et des vivres pour la semaine. Ces vivres étaient un gros pain de seigle, un morceau de lard et deux ou trois livres de bœuf; ma mère y avait ajouté une

douzaine de pommes. Voilà quelle était, tous les sept jours, la provision des écoliers les mieux nourris du collège. Notre bourgeoisie nous faisait la cuisine et, pour sa peine, son feu, sa lampe, ses lits, son logement et même les légumes de son petit jardin qu'elle mettait au pot, nous lui donnions par tête 25 sols, — 19 francs actuels, — par mois, en sorte que, tout calculé, hormis mon vêtement, je pouvais coûter à mon père de 4 à 5 louis par an, — 1 400 à 1 750 francs de nos jours. Le caractère de notre collège était une police exercée par les écoliers sur eux-mêmes : les chambres réunissaient des écoliers de différentes classes et, parmi eux, l'autorité de l'âge ou celle du talent mettait l'ordre et la règle dans les études et les mœurs. »

Cette peinture édifiante de l'élève-modele, tenons-la pour vraie à Mauriac, et croyons-en Marmontel sur parole, mais gardons-nous de la généraliser. A Paris, le *Journal professionnel d'un maître de pension*, en 1774, nous le montre aux prises avec une jeunesse plus éloignée de la perfection : « Messieurs les moyens élèves ont obtenu d'aller se promener les jours de congé, à condition qu'ils ne sortiraient que quatre à la fois, sans épée, et ne s'écarteraient jamais du maître. »

Ils s'en écartaient sans doute, car peu après ces sorties sont supprimées à cause des abus; plusieurs s'étaient « saoulés»; on veut les mettre à la porte; il donnent « leur parole d'honneur de rentrer sitôt après la confession ». On envoyait tous les jeudis « les grands-moyens, demi-moyens et petits » à confesse. C'était une occasion de sortie qui paraît servir à tout autre chose.

Les congés sont un objet constant de discussion; les élèves prétendent en dresser la liste copieuse, chômer les Vigiles, les Apôtres, beaucoup d'autres saints, le jour de la fête du maître, de la fête de sa femme, etc. Ils sont mis à l'amende pour avoir refusé, « le jour des Innocents, de se mettre à l'étude à trois heures après-midi sous prétexte qu'il était fête ». Même prétexte les trois jours de la semaine sainte, pour voir passer les carrosses allant aux ténèbres de Longchamp, le long du faubourg Saint-Honoré, où était situé le pensionnat; mais, objecte le maître, « il n'en passe plus, le grand chemin (des Champs-Elysées) étant fini de construire ».

Toute dépense était minutieusement réglée : le 20 avril « on coupait les chandelles en deux, vu qu'on en gâte beaucoup autrement »; on les supprimait le 8 mai; à partir du 1^{er} no-

vembre, on donnait une chandelle par jour pour deux élèves. Le lever était fixé à six heures en hiver, à cinq heures et demie en été; en maint collège il avait lieu à quatre et cinq heures du matin; les grands demandent qu'on supprime la cloche; le maître y consent; ils ne se lèvent pas, on doit la rétablir. Pour les repas, la mode chaque siècle en déplaça continuellement les heures : sous Henri III, on *dinait* à neuf heures du matin en été, à dix heures en hiver; on soupaient à cinq heures.

Les « chambriers » et les externes libres, qualifiés dans le Midi de *Galoches* ou de *Martinets*, formaient au début du xvii^e siècle la presque totalité de l'effectif. En certaines villes les consuls défendaient aux ordres enseignants de recevoir des pensionnaires; ailleurs, les religieux n'avaient pas voulu s'en charger pour qu'on ne les accusât pas d'en tirer profit. Puis, sur les plaintes des parents que souvent la discipline fut peu maintenue au dehors, où les allées et venues favorisaient des « charivaris à bassins et sonnettes », il s'organisa peu à peu un « internat », fort peu ressemblant à celui qui existe de nos jours.

Non seulement le prix n'en était pas uniforme pour tous; il variait par exemple de 1950 à 3800 francs actuels, à Pont-à-Mousson, « pour ceux qui étaient nourris et logés plus magnifiquement », mais les gentilshommes de famille riche y étaient admis avec leur train et même avec quelques-uns de leurs meubles. Les deux Colligny sont mis ensemble, à dix et douze ans, au collège des Jésuites de Moulins, « avec un gouverneur, fort honnête homme, un page, un laquais et une servante ». Il faisait bon amener son personnel : le collège de Gray ne possédait que trois domestiques pour les quatorze Pères et les cent cinquante élèves externes ou internes. Mais aussi la pension montait plus haut : au Père procureur des Jésuites il est payé 18 000 francs pour le prince de Talmont, son précepteur et son valet de pied (1677). Le jeune La Trémouille, de la génération suivante (1718), coûte 24 000 francs au collège Louis-le-Grand. Ce n'était guère plus qu'au xvi^e siècle, d'après les quittances du précepteur ou de la prieure qui « avait en gouvernement » (1553) un enfant de la même famille. Mais au prix de pension du xvii^e siècle s'ajoutaient le blanchissage (830 francs pour six mois), le chauffage et autres menus frais.

Il est vrai que, pour cette catégorie d'élèves, le séjour au collège ne se prolongeait pas trop : « Il faut mettre grande

différence, écrit Pontis, entre un enfant que l'on destine à la robe et celui que l'on veut élever dans la profession des armes. » Et l'ambassadeur d'Angleterre, Cherbury, disait de son côté : « Je n'approuve pas la série d'études en usage à l'Université, qui les fait travailler comme s'ils devaient devenir maîtres ès arts ou docteurs ès sciences. »

Les « nobles exercices pour la belle éducation » se faisaient surtout à l'Académie. Tel gentilhomme besoigneux qui se contentera de quelque pauvre prêtre du voisinage pour apprendre à son fils les rudiments et un peu de latin, se gênait pour lui faire suivre les leçons d'armes ou de cheval d'un professeur illustre. Les « Académies » ne manquaient pas en province, même en de petites villes, témoin Condom où MM. de Cavaignon et de Lartigue, gentilshommes d'Armagnac, en avaient établi une sous Henri IV, « pour servir à l'instruction de la jeunesse en plusieurs actes de vertu et à la commodité des habitants »

Mais c'était à Paris, où « la bienséance et le point d'honneur s'enseignaient délicatement », à l'Académie de Benjamin ou de Pluvineau sous Louis XIII, à celle de Bernardi et de Longpré sous Louis XIV et, sous Louis XV, à celle de La Guérinière, que les futurs officiers allaient « apprendre leurs exercices ». Beaucoup aussi préféraient partir très jeunes pour l'armée ; à l'heure où l'adolescent du xx^e siècle prépare son baccalauréat, celui du xvii^e portait déjà le mousquet depuis plusieurs années et avait fait campagne : Feuquière et Cinq-Mars servaient à treize ans, Turenne à quatorze, La Rochefoucauld à seize, Thémines à dix-sept ; de même au xviii^e siècle Croÿ, plus tard maréchal de France, monte la garde à l'hôtel des mousquetaires, tout en suivant les cours de l'Académie.

Sous Louis XV, le jeune Valentin Esterhazy qui, à neuf ans, savait à peine lire et écrire, parce qu'au Vigan, où il habitait, il n'y avait qu'une pauvre école « où, dit-il, la vanité maternelle se refusait à m'envoyer », arrive à Paris avec sa mère. Elle se loge dans un couvent et le met dans une pension à la mode, où ses condisciples MM. de l'Aigle, de Montazet, de Caulaincourt, etc., enfants de bonne maison, portent le dimanche une tenue militaire ; lui-même revêt celle de lieutenant du régiment de Bercheny. Dans les collèges de ce temps-là, il n'existe pas encore d'uniforme, sauf à Vendôme, qui prépare à l'école militaire et où il fut obligatoire jusqu'à 1794.

PRIX ANCIENS ET PRIX ACTUELS

Suivant les villes, le régime de la maison et la qualité des pensionnaires, le coût de l'internat, aux deux derniers siècles de la monarchie, varia de 1 750 et 2 100 francs, aux petits séminaires d'Avignon et de Magnac-Laval (Limousin), — même prix à Troyes, « où l'on aura toujours soin de bien tremper son vin », — jusqu'à 3 900 francs à Nîmes, à Boulogne-sur-Mer et 5 400 francs à Bagnols, en Provence. Certains collèges, ayant des ressources propres ou des frais minimes de professeurs, pouvaient accepter les internes à perte : à Tournon, où l'on estimait l'entretien des boursiers à 3 000 francs par tête, le prix de pension n'était pourtant que de 2 200 francs, lorsqu'en 1763, au renvoi des Jésuites, les Oratoriens prirent possession du collège. Il était monté à 8 000 francs au moment de la Révolution.

A Juilly (1750) un conseiller au Parlement payait pour son fils 6 700 francs, sans parler des menus frais : un pupitre pour serrer ses livres 75 francs, une cassette fermant à clef pour ses habits 60 francs, etc. A Paris, il en coûtait 6 050 francs pour un élève en rhétorique à Louis-le-Grand (1712) et 8 650 francs dans un collège de l'Université pour un jeune gentilhomme (1691). En 1790, dans les bons collèges de la capitale, les prix s'élevaient à 7 600 francs pour les élèves de six à douze ans, à 8 300 au-dessus de douze ans, à 10 450 pour ceux qui suivaient les cours de mathématiques et de dessin.

Ces prix anciens, comparés aux prix actuels, leur sont notablement supérieurs, puisqu'aujourd'hui, dans les collèges communaux, la pension d'un interne varie de 2 430 (Romorantin), à 3 050 (Perpignan) et dans les lycées de l'État, vont de 3 560 (Mâcon), à 5 500 francs (classes supérieures de Louis-le-Grand).

Quant aux externes, le prix exigé d'eux variait, comme de nos jours, suivant la classe qu'ils suivaient, — les humanités coûtaient le double des cours de grammaire, — et chaque ville étant libre de ses tarifs, on conçoit que la diversité était grande. Mais dans tous, l'*externat* était beaucoup moins cher qu'à l'*heure actuelle* : exprimés en monnaie de 1930, comme précédemment, les chiffres recueillis par moi sous l'ancien régime, — de 50 francs pour les classes élémentaires à 275 francs pour celles de philosophie, — à Paris, 260 dans les collèges de l'Université, — sont très inférieurs à ceux que l'on paie pré-

sentement, non pas seulement au lycée Louis-le-Grand où ils vont, de 700 francs pour les débutants, jusqu'à 1 240 pour les classes supérieures⁽¹⁾, mais dans les lycées de province (325 à 918 francs) et dans les collèges moindres (190 à 380 francs).

Chez les Jésuites, les externes ne payaient rien, et sans doute, cette admission gratuite n'était pas étrangère à la vogue de certaines maisons de la Compagnie : 1 400 élèves à Amiens, 2 000 à Rouen en 1627, et jusqu'à 3 000 à Louis-le-Grand en 1675. L'affluence en quelques centres dut diminuer à mesure que l'ordre multiplia ses fondations, puisque dans le seul ressort de l'Université de Paris, le nombre des collèges de Jésuites fermés après leur expulsion au XVIII^e siècle ne s'élevait pas à moins de quarante. Tournon, qui avait eu un moment 1 500 élèves, n'en comptait plus que 300 en 1667. Il est possible aussi que la population scolaire ait décrue avec la gêne qui signale la fin du règne de Louis XIV.

Le *Mémoire pour remédier à la misère des peuples* (1687), des commissaires du roi d'Aguesseau et d'Ormesson, signale « beaucoup moins d'élcoliers qu'autrefois dans les collèges, parce qu'il y a beaucoup moins de gens qui aient de quoi faire étudier leurs enfants ». Quelle fut l'importance de ce recul passager de l'enseignement secondaire ? La rareté des chiffres dont nous disposons ne permet pas de l'apprécier : Troyes, aux Oratoriens, qui avait 523 élèves en 1673, n'en a plus que 230 en 1742. (Le lycée actuel en compte 471.)

Ailleurs, du passé au présent, les chiffres diffèrent peu : le collège d'Abbeville, au lieu de 200 élèves en 1734, en a de nos jours 187 ; Saintes, au lieu de 250 en 1766, en possède aujourd'hui 223 ; Lectoure, au lieu de 81, en 1839, n'en a plus que 48 ; tandis que le lycée du Havre, avec 433 élèves, a remplacé l'ancien collège où il s'en trouvait 80 en 1789 et 88 en 1831 ; le lycée de Nice, de 200 élèves sous le premier Empire (1808), est passé à 933. Depuis cent cinquante ans, le peuplement de certaines cités au regard de certaines autres, déchues de leur importance, explique ces différences ; l'ancien régime en a connu de tout aussi fortes : lorsque par exemple, l'université de Pont-à-Mousson, après 1 500 étudiants à la fin du XVI^e siècle, n'en instruisait plus que 450 en 1635.

(1) Avant la guerre, le prix de l'*externat* allait jusqu'à 450 francs, ce qui, en monnaie actuelle, correspondrait à 2 250 francs.

Si l'on analyse le budget *actuel* de l'instruction secondaire, on constate que le prix de pension des *internes* équilibre à peu de chose près ce qu'ils coûtent à entretenir ; *ils ne rapportent donc rien à l'État*, qui prend à sa charge le traitement du personnel enseignant, auquel les rétributions des *externes* seraient bien loin de suffire. Sous l'ancien régime, l'enseignement n'avait pas de place dans le budget de l'État, ni du reste dans celui des provinces, dont les assemblées offraient de patronner, surveiller et policer les collèges, mais non de les payer. Seuls les professeurs au Collège de France émargeaient au Trésor des appointements qui, durant deux siècles et demi, varièrent de 19 000 à 32 000 francs de notre monnaie. L'enseignement devait donc se suffire à lui-même, tirer uniquement des élèves de quoi faire vivre les maîtres.

Il les faisait vivre assez modestement, même avec l'appoint des subventions locales et de quelques initiatives privées : parmi les régents dont j'ai noté les traitements dans la France des XVII^e et XVIII^e siècles, 15 pour 100 seulement touchaient plus de 12 000 de nos francs actuels, 16 pour 100 de 10 000 à 12 000, 39 pour 100 de 5 000 à 10 000 et 30 pour 100 moins de 5 000 francs. Ce dernier chiffre, — 300 livres, — était sous Louis XIV celui que les Jésuites demandaient aux municipalités, qui ne le consentaient pas toujours. Il y avait des professeurs à 1 700 francs de fixe, qui devaient « tirer des écoliers le reste de leurs honoraires ». La Révolution changea peu ces salaires de famine : sous Louis-Philippe un maître d'études dans les collèges royaux avait moins qu'un homme de livrée.

Parmi les « principaux » de l'ancien régime, bien que mieux rétribués, — moitié d'entre eux avaient un émolument supérieur à 15 000 francs, mais souvent grevé de diverses charges, — existaient de grandes disparités : de 2 500 à 28 000 et aussi parmi les professeurs de philosophie et de théologie pourtant les plus favorisés : de 4 000 (Valence) à 21 000 (La Rochelle) pour le théologien, de 5 000 (Nice) à 13 000 (Rennes) pour le philosophe. Quant au professeur de physique, il touche depuis 7 000 (Pau et Bourges) jusqu'à 14 000 à Nantes et Rouen.

GEORGES D'AVENEL.

(A suivre.)

LA VIE DES FOURMIS

Qui n'a essayé un jour, au moins lorsqu'il était enfant, de coucher son visage au ras du sol, de regarder au niveau de l'herbe, et de se faire ainsi quelque idée du monde où vivent et travaillent les insectes ? Au bout d'un instant, le regard s'accoutume à trouver géant un paysage lilliputien dont il s'est trouvé brusquement rapproché. Il voit les tiges écailleuses des mousses contre le ciel, avec leurs mèches tordues et sèches ; il découvre des abîmes au creux d'une pomme de pin. C'est alors que, s'il aperçoit quelque fourmi dont les antennes inquiètes se tournent de son côté, il a l'illusion de voir l'univers comme elle. Et sans doute notre regard nous trompe ; car l'insecte prend connaissance des choses, grâce à des sens très différents des nôtres. Sa petitesse n'est pas, comme on pourrait le croire, une réduction et une simplification de la vie animale.

De l'hyménoptère (abeille, guêpe, fourmi), qui appartient à l'ordre le plus élevé, — on a pu dire le sommet, — du monde des insectes, un paysan observateur pensera : « C'est petit, mais c'est malin » ! Nous autres, qui nous jugeons cultivés, nous devrions penser quelque chose de plus ; et d'abord nous poser une question, indispensable dès qu'on veut s'intéresser à l'étonnante vie des insectes sociaux. Leur place dans l'échelle des êtres, nous permet-elle de les étudier comme si nous avions avec eux des ressemblances marquées, et comme s'ils nous étaient simplement inférieurs ?

Si l'on veut bien se rappeler que l'insecte occupe chez les articulés la place dominante que l'homme tient lui-même chez les vertébrés, on songera que l'un et l'autre se trouvent dans la série animale aux points extrêmes de deux rameaux

divergents. Nous comprendrons alors beaucoup mieux qu'une vie sociale tellement éloignée de celle de l'homme soit si différente par son origine, comme par son fonctionnement, de celle que nous connaissons, et qu'on puisse trouver pourtant un certain parallélisme entre ces deux sortes de civilisation.

Quand on a longtemps regardé vivre des fourmis, on s'aperçoit d'une étonnante variété dans ces petits êtres, dont les profils même finissent par ne plus se ressembler. On les regarde, et on ne sait rien deviner, on ne démêle rien à première vue, ni les raisons qui les font agir, ni les instincts qui les poussent, ni même leurs désirs. L'amour est invisible et rare. On aperçoit mieux l'amitié, la camaraderie, le courage. Un jour, il m'est arrivé de voir un geste qui ressemblait tout à fait à un geste humain et touchant, aisément traduisible. Je suivais les allées et venues d'une petite fourmi porteuse d'un fardeau. Soudain, elle s'arrêta, mit sa charge sur le sol, et, très fatiguée sans doute, se coucha, la tête et le thorax appuyés tout contre l'infime objet; puis, repliant une patte antérieure sur laquelle elle parut ainsi accoudée, je la vis y reposer sa tête en cachant l'une de ses joues minuscules, comme pour dormir. Elle n'était d'ailleurs ni malade ni blessée. Je restai plus d'une demi-heure à côté d'elle sans bouger; enfin, toute dispose, elle se releva, se détira un peu, et reprit délibérément sa charge pour continuer son chemin à pas pressés. Cette chose si simple disait bien la lassitude, et laissait entrevoir une évidente liberté dans une atmosphère de travail.

De si rares moments de paresse deviennent précieux pour des travailleuses qui, ainsi que Lubbock a pu le constater, sont capables de s'atteler à une besogne sans aucun relâche de six heures du matin à dix heures et quart du soir. Lubbock, lui aussi, a vu cependant les plus braves s'accorder parfois une demi-heure de repos. Et il ne faudrait peut-être pas oublier que la fourmi, ce qui en fait un personnage plus familier, a le goût de s'amuser, et de temps en temps se livre à de véritables « jeux de collégiens » avec ses amies.

La vie sociale des insectes, qui, seule à peu près dans le monde, a pu aboutir à des résultats comparables aux nôtres, — comme les travaux agricoles, — ne s'est pourtant pas fondée sur les mêmes bases que notre vie sociale. Tandis que la famille, chez les humains, n'est qu'une partie de la société, chez les

fourmis la société est une famille réelle (bien que, chose curieuse, le plus grand nombre des individus soit privé d'une vie de famille complète).

VIE SOCIALE

Comment une famille devient-elle chez les fourmis une société communiste?

La première chose à observer, c'est le fossé infranchissable qui existe entre les facultés de discernement, d'industrie, ou de courage, des fourmis femelles, et celles des mâles. Ces derniers peuvent être considérés comme stupides; ils ne sont d'aucune utilité à leurs congénères, et ne verront même pas naître leur progéniture. Il ne saurait donc se former chez les fourmis de sociétés conjugales, comme chez les termites où le roi et la reine fondent à eux seuls une colonie et vivent long-temps ensemble au fond de la termitière. Les sociétés de fourmis se composent toujours d'une mère, quelquefois de plusieurs, et de ses enfants. Pour qu'il se forme là une société durable, il faudra que les enfants trouvent un intérêt à ne jamais se quitter et à ne jamais quitter leur mère, la reine. Quant à l'âme de cette société, très forte, et capable de dominer de haut les intérêts privés, nous tâcherons tout à l'heure de nous faire une idée de ce qu'elle est.

La reine, une mère pondeuse comme chez l'abeille, a commencé par être ce qu'on a coutume d'appeler une fourmi ailée, dont les deux ailes ne servent qu'une fois et sont arrachées par l'insecte lui-même après le vol nuptial. D'autres fourmis ailées sont des mâles (ils ne méritent le nom ni de pères ni de rois), qui, eux aussi, ne s'envolent qu'un seul jour en grand nombre; mais ils meurent de misère bientôt après. Dans leur jeunesse pourtant, ils ont connu d'heureux instants de fainéantise et de gâteries charmantes au sein de la fourmilière maternelle parmi leurs sœurs et autour de leur royale mère. Du moins ne sont-ils pas massacrés comme le sont les pauvres bourdons chez les abeilles inhumaines.

Avec la reine et les jeunes mâles et femelles ailés nés dans la fourmilière, d'autres individus, en bien plus grand nombre et d'une bien autre importance, achèvent de former la société familiale : les ouvrières, ces fourmis sans ailes, les plus

connues de toutes les fourmis. Leur aspect est assez différent de celui des autres. Quel est leur sexe ? On pourrait presque dire qu'elles n'en ont pas. Ce sont des *neutres*, femelles dont le sexe est atrophié. Mais ce sont elles qui montreront les facultés psychiques les plus remarquables, les instincts les plus élevés.

On a découvert qu'à l'origine même d'une colonie de fourmis, c'est la reine, la jeune femelle fécondée, qui creuse le nid, nourrit les larves, et fait toute la besogne. Elle finirait par mourir à la tâche ; c'est alors que ses premières filles, les ouvrières qu'elle a élevées, lui viennent en aide, et, à mesure qu'elles augmentent en nombre, lui reprennent toute sa tâche, ne lui laissant que celle de pondre. Non seulement leur travail, mais leur dévouement est manifeste. D'où leur vient cet *amour des jeunes*, ce goût de se dépenser pour eux, et qui est une dérivation de l'instinct maternel ? Peut-être est-ce à lui qu'on doit attribuer le sacrifice de leur propre maternité. Mal nourries à l'état de larves à l'origine des sociétés nombreuses (chez les fourmis de race très primitive, on trouve peu de différences entre les reines et les ouvrières), privées à l'état adulte, puisqu'il leur faut à tout instant abandonner aux autres la nourriture qu'elles devraient garder pour elles, surchargées de besogne, on suppose que leur développement incomplet serait dû à ce qu'on a appelé « un état de faim chronique » et au surmenage. Et, en effet, si l'on parvient à supprimer la reine dans une colonie, les ouvrières, gardant pour elles toute la nourriture et travaillant moins, se développent jusqu'à pouvoir pondre des œufs, mais ces vierges ne donnent jamais naissance qu'à des mâles.

Les instincts et les sentiments, dans la vie des insectes sociaux, en particulier des fourmis, sont, tantôt comparables à ceux que l'on observe ailleurs dans la vie animale (avec des atténuations ou des exagérations qui peuvent nuire à la ressemblance), tantôt tout à fait autres. Par exemple, puisque la ponte par les fourmis neutres de ces œufs vierges qui donnent naissance à des fourmis mâles n'est plus considérée comme un fait aussi rare qu'on l'avait supposé, si l'on observe que les jeunes mâles sont l'objet de la part des ouvrières d'une tendresse et de gâteries très visibles, cela ne serait peut-être pas toujours dû à une sorte d'amitié amoureuse comme on l'a

quelquefois pensé, et on pourrait l'attribuer dans sa généralité, abstraction faite des individus qu'elles ne sauraient reconnaître, à cet amour maternel virginal qui nous est absolument inconnu.

Évidemment, l'atroce accueil réservé par les abeilles aux mâles qui sont rentrés à la ruche après le vol nuptial (à partir de l'instant où ils deviennent inutiles), ne s'accorde guère avec cette supposition; mais l'utilitarisme des abeilles semble avoir détruit tout sentiment affectueux.

La nuit des fourmilières enferme bien des secrets. Nous nous apitoyons à tort sur tout ce qui n'a pas les mêmes satisfactions et les mêmes exigences que nous. Que si nous étions tentés d'imaginer qu'il n'est plus rien de nouveau à connaître, la vie des insectes nous apporterait de constants déments. Quelles relations, quelle vie commune peuvent être comparées à celles de ces êtres dont chacun est pourvu d'un *estomac social*, et ne sait conserver pour lui qu'une faible partie de ses aliments, mais au contraire, sur une sollicitation quelconque d'une compagne ou même de quelque petit animal vivant en commensal dans la fourmilière, est toujours prêt à faire remonter à sa bouche et à dégorger une goutte sucrée? Et cependant, en bien des cas, la haine de l'étranger, de la fourmi étrangère, dépassera l'affection pour les compagnes; et cependant encore, en d'autres cas, quelle tolérance!

La société communiste est donc née, fondée à la fois, autant qu'il est permis de le supposer, sur l'intérêt de chacune, sur un amour général et dévoué pour les jeunes, et sur un véritable esprit de communauté, — ces deux dernières tendances ayant des sources profondes que nous ignorons. Chacune donne tout et ne réclame rien. On ne voit parmi elles ni haine, ni disputes, ni jalousie entre les castes; les guerres ne viennent que du dehors.

INSTINCT OU INTELLIGENCE?

Les fourmis ainsi organisées sont-elles capables, indépendamment de leurs habitudes immuables, d'actes intelligents? Certaines de ces habitudes pourraient-elles même procéder de quelque intelligence?

On a remarqué avec quelle facilité les insectes sociaux les

plus élevés en organisation, l'abeille, la guêpe, la fourmi, apprennent et retiennent. Dans l'apprentissage individuel et dans la mémoire individuelle nous trouvons déjà une supériorité psychique sur les actes immuables qu'on appelle instinctifs. Il est aisé d'en voir la différence par certaines expériences de Fabre, qui, avec une tribu de guêpes, eut beau faire varier les circonstances en intervenant dans la façon dont l'une de ces guêpes rapportait son gibier chez elle ; jamais la guêpe ne comprit qu'une intervention inconnue et contraire dût modifier sa propre manière de faire. Elle continuait d'agir avec des façons immuables. Mais Fabre s'étant ensuite adressé à une autre tribu de guêpes, celles-ci, d'abord dupes, apprirent d'elles-mêmes à ne plus l'être, et cela après deux ou trois épreuves seulement. Or, il s'agissait de la même espèce, les *Sphecius flavipennis*. Fabre, qui, on le sait, a été le grand et rigide défenseur de la théorie de l'instinct, en conclut que l'esprit de ruse s'était transmis à tous les individus de cette seconde peuplade, « qu'il y a des tribus plus habiles et des tribus plus simples, apparemment suivant les facultés des pères ». Il semblait bien admettre ainsi qu'il put exister des différences entre les individus au point de vue psychique, que l'esprit de ruse n'était pas compris dans les instincts propres à toutes les espèces. Un apprentissage intelligent est donc capable de créer un nouvel instinct si l'on voit dans la suite tous les insectes le conserver par hérédité. Il y a acquisition. Là-dessus, il n'y a guère d'erreur possible.

Comprendre est une supériorité, et surtout comprendre là où le voisin de la même espèce, mais d'une autre peuplade, ne comprend pas. Il m'est même arrivé de voir, non pas une tribu, mais un groupe de fourmis comprendre une situation qu'un autre groupe de la même fourmilière ne comprenait pas. Or, le nombre des individus comme les circonstances, l'heure et le lieu, étaient rigoureusement les mêmes. Rien ne prouve, il est vrai, que leur hérédité fût la même, puisque la fourmilière peut contenir plusieurs reines ; cependant la coïncidence serait étrange si j'avais pris au hasard 150 individus de la même mère et 150 individus de l'autre. Comme il est tout aussi invraisemblable que le hasard m'ait fourni 150 individus capables de discernement et 150 qui en étaient incapables, on est presque obligé de penser que le nombre d'individus raison-

nant bien et doués d'une certaine expérience était plus fort dans un groupe que dans l'autre, ou que « les actions de foules qui offrent d'étranges ressemblances chez la fourmi et chez l'homme avaient tout à coup troublé leur entendement ; en tout cas, il ne semble pas que l'hérédité y puisse être pour quelque chose.

Les fourmis auraient-elles su passer de l'apprentissage à l'habitude ?

FOURMIS CHAMPIGNONNISTES ET FOURMIS TISSEUSES

L'élevage des pucerons par les fourmis est relativement connu. Il n'en est pas de même de ces admirables cultures de champignons que font certaines sociétés de fourmis en Amérique du Sud.

Ces fourmis, les *Atta*, étaient signalées depuis longtemps comme des coupeuses de feuilles avant qu'on pût savoir pour quel but mystérieux elles se livraient au dépouillement des branches. Dès 1831, elles intriguaient les naturalistes qui parcouraient le Brésil, et j'ai lu dans un récit de voyage écrit par un botaniste de New-York vers 1850 quelle étonnante chose c'était que d'apercevoir, doucement balancés le long d'un sentier nu, une file de petits étendards ou parasols verts, — autant de morceaux de feuilles tranchés et tenus en l'air par des fourmis; — d'où le nom de *Fourmis à parasol*. Le gouvernement du Brésil dut légiférer plus tard contre elles; le fléau était devenu des plus graves, un grand nombre de cultures étaient menacées, et certains arbres dépouillés en moins d'une heure sans qu'il leur fût laissé une feuille. Belt, en 1872 ou 1874, au Nicaragua, a découvert le premier que ces fourmis étaient des champignonnistes. Il cherchait d'ailleurs tout autre chose, des mines d'or, je crois, lorsqu'il trouva leurs nids et les examina. D'autres observateurs, Möller en 1893; von Hering en 1898, Jakob Huber en 1903, complétèrent sa trouvaille.

Plusieurs choses méritent de retenir l'attention dans l'histoire de cette culture, des choses tout bonnement merveilleuses. D'abord, la division du travail et la méthode, nullement de règle chez les fourmis, lesquelles semblent pratiquer plutôt une sorte d'anarchie d'où résulte le bien général et qui est peut-être un de leurs insondables mystères. Mais la culture à quoi

se sont victorieusement appliquées les *Atta*, est de celles qu'on connaît pour être les plus délicates du monde, et que l'homme ne sait pas toujours réaliser ; la preuve, c'est que les champignonnistes se ruinent très souvent à cause de cela. En réalité, c'est de la *culture pure*, invariable.

Les fourmis divisent ainsi leur travail : et l'on peut distinguer quatre ou cinq catégories bien déterminées de travailleuses. Les plus grandes de toutes, les *soldats*, font la garde du nid pendant que les autres ouvrières vont en expédition ou s'occupent à leur champignonnière. Les fourmis de moyenne taille se mettent en route pour aller à la recherche des feuilles : elles les détachent avec leurs mandibules et les font tomber sur le sol où d'autres fourmis les découpent en petits morceaux, puis elles les transportent comme nous avons vu par les chemins qui leur sont familiers jusqu'à l'endroit de la fourmilière qu'on appelle leur jardin. Ce sont ces mêmes ouvrières qui s'occupent aussi de préparer le sol où doit s'élever leur meule à champignons. Ces fragments apportés par elles, les fourmis, en les triturant, finissent par les réduire en pulpe, et bâtissent ainsi, d'un mélange de terreau de feuilles et de fumier d'insecte, ces meules spongieuses établies dans la même tradition que celles de nos champignonnistes, où elles introduisent les filaments de *mycélium* du champignon qu'elles veulent cultiver, toujours le même pour chaque espèce de fourmi. Il est nécessaire d'empêcher le mycélium du champignon de se développer à l'air libre, car il donnerait alors un champignon dans son entier, et la fourmi ne se nourrit pas comme nous du chapeau, mais du *blanc de champignon*, ou mycélium. Le travail le plus difficile incombe ensuite aux plus petites ouvrières, chargées de supprimer, à mesure qu'elles apparaissent, toutes les pousses de champignon *étrangères à celui qu'elles cultivent* et que les récolteuses du mycélium pourraient avoir apportées par mégarde.

Il existe donc des insectes spécialisés dans une tâche qui, même chez l'homme, exige des connaissances et un soin particuliers. Mais le plus extraordinaire, c'est que ces fourmis en sont venues à ne se nourrir que de champignons, si bien que toute la vie de cette société animale dépend uniquement des cultures fongiques. Des observateurs attentifs ont vu qu'au moment de l'essaimage et du vol nuptial, les jeunes reines,

prenant leur vol, n'oublient pas d'en emporter un petit morceau dans leur bouche (ou plutôt dans une cavité en arrière de la bouche); c'est ce fragment que Forel a appelé « leur dot ». En retombant sur la terre nourricière après son envol unique, la jeune reine, prête à fonder un nouveau nid, installera *d'abord* le morceau de meule à champignon, qu'elle fumera et soignera de son mieux en même temps qu'elle soignera ses œufs et ses larves, allant de l'un aux autres et leur partageant également son attention.

Cette culture paraît bien avoir été découverte et perfectionnée par des actes d'initiative à son origine, et voici sur quoi des entomologistes éminents se fondent pour le supposer. C'est le côté pour ainsi dire historique de l'étude des fourmis qui, en nous révélant les habitudes des espèces les plus primitives encore existantes et observables, nous apprend ici que la tribu des *dacétines* à laquelle se rattachent les *Atta* se contente de manger le mycélium vulgaire de champignon poussant sur l'humus, mais sans le cultiver. D'autres attines voisines de nos champignonnistes n'en font pas davantage, « tandis que d'autres obtiennent des champignons avec la fiente des chenilles ou certains détritus organiques. Cette méthode culturale devient une règle chez les *Apterostigma*; chez les *Trachymyrmex* elle se perfectionne par l'introduction, dans la couche, de parcelles végétales et de fragments de feuilles découpés par les ouvrières, si bien qu'on en arrive progressivement aux meules établies de toutes pièces par les *Acromyrmex*. L'extraordinaire instinct de ces attines semble bien être le résultat d'acquisitions successives héréditairement fixées » (1).

On voit pourquoi il fallait insister sur ces faits remarquables. Je citerai maintenant une fourmi indienne, la fourmi émeraude (*Oecophylla smaragdina*) qui, chose très rare dans le monde animal en dehors des habitudes de l'homme, se sert de corps étrangers, — ses propres larves, — comme d'un outil, en l'espèce, d'une navette.

Des ouvrières se rangeant sur deux files maintiennent les feuilles bord à bord et en face l'une de l'autre, tandis qu'une ouvrière spécialisée dans son travail, saisissant une larve par le milieu du corps, promène d'un bord à l'autre des feuilles, en l'y

(1) E.-L. Bouvier, *Habitudes et métamorphoses des insectes*.

appuyant, le fil collant qui s'échappe, naturellement produit par la larve.

Elles construisent par ce moyen tous leurs nids. « Comment les fourmis ont-elles commencé à tisser ? s'est demandé Forel. Elles nettoient bien les cocons tissés par leurs larves de la terre qui y adhère. Or, il est de fait que, par exemple, le fil qui sort de la bouche de la *Polyrhachis dives* est gluant et qu'il se colle souvent à d'autres fils.... Pareils faits ont-ils poussé certaines espèces à solidifier leur carton à l'aide de larves qui filaient leurs cocons ? » Il conclut avec raison qu'on ne peut faire que des conjectures ; l'industrie de ces fourmis n'a pas été aussi étudiée que celle des *Atta*. En tout cas, les habitudes des fourmis champignonnistes et des fourmis tisseuses sont tombées, comme disent les philosophes, dans l'automatisme ; il serait plus curieux de retrouver dans le monde des insectes une initiative, une invention, qui n'y fût pas encore retombée. On en trouve d'abord un exemple chez une guêpe solitaire, l'*Ammophila urnaria*, qui, tout comme la fourmi émeraude, sait employer un corps étranger en guise d'outil. Cet insecte tout à fait remarquable donne *de temps en temps* quelques individus capables, pour tasser le sol à l'entrée de leur nid, de saisir entre leurs mandibules un petit caillou, martelant et damant le sol à coups redoublés avec cet objet.

La fourmi serait-elle capable d'innover, elle aussi, pour simplifier son travail ? Répondant à cette question, à laquelle des expériences tentées par Lubbock avaient jusque-là répondu par la négative, je refis les mêmes expériences que lui, mais en m'adressant à une autre espèce de fourmi, la *Formica rufa* ou fourmi fauve (la grande fourmi qui construit ses dômes en brindilles dans nos forêts, espèce qui paraît avoir de remarquables initiatives) (1). Et cette fois il arriva que beaucoup d'ouvrières (mais pas toutes) eurent l'idée de sauter avec un morceau de sucre ou de gaufrette tenu dans leurs mandibules, d'un plateau élevé suspendu par des ficelles, jusqu'à leur nid placé au-dessous, ou mieux encore de jeter les morceaux en bas en s'approchant du bord et en entr'ouvrant délicatement leurs mandibules, plutôt que de suivre comme leurs compa-

(1) Les détails de cette expérience se trouvent dans les *Annales des Sciences naturelles, Zool.*, t. VIII, 1925, et p. 139 à 202, *Le communisme chez les insectes*, par E.-L. Bouvier.

gnes deux longs chemins inclinés du plateau jusqu'au nid.

Là encore, l'initiative se produit chez plusieurs individus, mais elle ne fait pas partie des actes immuables et instinctifs. L'ensemble de ces expériences provient d'une observation initiale, fortuite, rapportée au docteur Kerner en 1878. Il y a beaucoup de chances pour que les expériences psychologiques aient plus de portée si le premier fait observé a pu se produire naturellement. C'est encore ce qui a eu lieu pour les plus récentes observations que j'ai faites à Fontainebleau en 1926, 1927, 1928 et 1929. Ceci est vraiment une chose extraordinaire et mérite d'être conté en détail.

CE QUE J'AI OBSERVÉ SUR UN NID DE RUFA

La fourmilière dont il s'agit est un nid en dôme de *Formica rufa* bâti au pied d'un chêne dans l'enclos du Laboratoire de biologie végétale de Fontainebleau, et c'est une colonie que je vis s'installer à cet endroit il y a nombre d'années. Un jour, en septembre 1926, M. Michel-Durand, sous-directeur du Laboratoire de Biologie fondé par mon père, Gaston Bonnier, me signala un fait dont il s'était aperçu et qui le surprenait extrêmement. C'est que les fourmis de cette fourmilière attaquaient d'une manière particulière les bouts de cigarette allumés, jetés chaque jour sur leur nid, en les éteignant rapidement, et avaient éteint de même la veille jusqu'à un rat-de-cave allumé.

Nous nous rendîmes auprès de la fourmilière, à la nuit tombante. Cette fourmilière, au lieu d'offrir l'aspect ordinaire d'un dôme, paraissait presque creuse, tant elle avait été labourée au passage par les allants et venants. Les ouvrières, en cette chaude soirée d'été, étaient encore très actives et les portes de la fourmilière n'étaient pas refermées. On alluma un rat-de-cave, on le posa sur les brindilles du nid (l'acide formique dont elles sont imprégnées rend le nid à peu près ininflammable). Dans la nuit, la flamme monta un peu. Les fourmis ne se sauvaient pas. Je vis même qu'elles assaillaient peu à peu la mèche qui flambait. Cependant elles avaient légèrement reculé. Puis quelques-unes s'avancèrent, grimpant sur le bâton où le rat-de-cave était enroulé, et cheminèrent sur la cire tordue; on entendit nettement un crépitement dans la

flamme et nous vimes les jets d'acide formique lancés par les fourmis (cette espèce n'a pas d'aiguillon et lance son venin sur l'ennemi avant de le mordre). La flamme très ardente baissa aussitôt dans l'obscurité. Mais la voilà qui repart de plus belle. D'autres fourmis font cercle; nouveaux crépitements; puis une petite ouvrière s'élance avec fureur, et, grâce à ce mouvement héroïque, jette de très près tout son acide formique. La flamme baisse brusquement en effet; mais la fourmi est brûlée. Une ou deux autres, de dix secondes en dix secondes, renouvellent ce geste désespéré, se font brûler, et la flamme baisse si bien que les fourmis redoublent leur assaut. Tout crève, et enfin s'éteint. La flamme éteinte, on en voit qui saisissent encore cette mèche en ignition avec leurs mandibules, l'étouffent, l'arrachent, et, la mèche complètement éteinte, ne s'acharnent plus une seconde (1).

Je recommençai l'expérience. Chaque fois, les fourmis éteignirent la flamme, par temps beau et sec, avec un minimum, souvent atteint, de quelques secondes, et, en général, un maximum de dix minutes. Il est à noter que jusqu'à présent, aucun animal, je crois, n'a su éteindre le feu. C'est donc là une succession de faits bien remarquables, mais contentons-nous de donner les observations qui s'y rapportent.

Très étonnée de ce résultat, j'entrepris une suite d'observations minutieuses en plein jour comme en pleine nuit, d'abord sur ce nid, puis sur les autres nids de *Formica rufa*. Je trouvais étrange que, si la *Formica rufa* possédait pareil instinct et pareille méthode, nul n'en eût jamais osé parler. Mon étonnement à ce sujet diminua quand je voulus renouveler l'expérience avec les autres nids. Là, il n'y eut pas, il n'y eut jamais d'extinction; souvent, il n'y eut même pas d'attaque, et les fourmis paraissaient ne pas se douter de la présence d'une flamme au milieu de leur nid. Il ne s'agissait donc pas de phototropisme (phénomène qui attire les papillons et d'autres insectes vers la flamme où ils se font brûler les ailes). Je complétais durant tout l'automne de 1926 et les trois années suivantes, la plupart du temps devant témoins, la série des observations permettant de conclure, pour ces quatre années déjà, à l'absence complète d'une méthode d'extinction dans

(1) Tout ces détails furent notés sur place et pendant la durée même des observations.

toutes les fourmilières de cet enclos sauf une, et au contraire à une méthode d'extinction dans la première fourmilière. On peut résumer rapidement l'ensemble de toutes ces observations en disant que la flamme n'était *jamais* éteinte sur les autres nids, tandis qu'elle l'était *toujours* sur le premier.

Mais comment la foule des fourmis se conduisit-elle en présence de la flamme dans les autres nids de fourmis rousses? Sur la seconde fourmilière observée, ce fut l'opposé complet de ce qui s'était passé sur la première. La flamme brûla, mit le feu aux brindilles de pin, plus inflammables que celles de chêne; deux ou trois fourmis seulement se dérangèrent. L'indifférence était absolue. La flamme brûla indéniablement, tout le rat-de-cave y passa. Sur un autre nid, la foule se resserra tellement que, les premiers rangs étant poussés par les derniers, un grand nombre de fourmis furent grillées sans que la flamme baissât.

Sur le premier nid, je pus remplacer le rat-de-cave par une bougie, — flamme sensiblement plus forte, et vraiment colossale pour des fourmis. La bougie fut environnée, attaquée de bas en haut, et rapidement éteinte. Depuis 1926, c'est en général une bougie allumée que l'on pose sur la fourmilière. Une différence curieuse peut être observée dans l'obscurité entre les jets d'acide formique lancés au hasard dans une fourmilière et ceux qui provoquent d'une façon régulière l'extinction de la flamme; ces derniers visent bien le centre de la flamme et augmentent d'intensité à mesure qu'on la voit baisser. Il est facile de se rendre compte, à voir la taille d'une fourmi et le volume d'une flamme de bougie, que, sans cet acharnement voulu, aucun jet d'acide ne suffirait à atteindre le résultat.

Sans doute, le fait que des bouts de cigarette allumés tombaient journellement sur ce nid, — et sur celui-là seul, — d'ailleurs molesté et toujours sur la défensive, apprit à quelques individus plus remarquables que les autres qu'il était en leur pouvoir de supprimer ce nouvel ennemi. Le même apprentissage ne pouvait exister sur les autres nids.

La flamme, posée sur le sol près de la fourmilière, est aussi attaquée par un petit nombre de fourmis qui se dirigent de son côté et réussissent à l'éteindre; il suffit pour cela d'une vingtaine de fourmis. Des fourmis de ce même nid, *emprisonnées* loin de leur nid et mises en présence d'un bout de bougie

allumée, l'éteignent encore. Chose à noter, mes fourmis qui, par la faute de la température, cessent d'être actives en hiver et au printemps, prolongent cette inactivité pour l'extinction de la flamme jusque dans l'été; en juillet seulement, elles reprennent leur infaillible tactique qui dure parfois jusqu'à l'extrême automne. Pour quelle raison? Encore un point très obscur. Nous vimes quelquefois le geste d'une fourmi saisissant par la patte une de ses compagnes à l'instant où elle allait s'élancer dans le feu. J'avais cru devoir apporter mille précautions à l'énoncé de ce fait et surtout à son explication possible. Mais Wassmann a pu noter de son côté en étudiant le langage antennaire de ses fourmis que, « pour faire éviter à une amie un danger entrevu, il arrive souvent que l'ouvrière arrête ou entraîne son amie en la saisissant par une jambe ».

D'autres fourmis également molestées ont-elles su trouver la méthode de mon nid de *Rufa*? Est-il au contraire un exemple unique de ce qui peut avoir été observé d'une manière tout à fait rigoureuse dans ce genre d'initiative? De très nombreux essais pourraient en apporter la preuve, ou bien faire voir si quelque autre race de fourmis s'est élevée à la même singulière victoire. C'est chose que je n'ai vue qu'en un seul nid, mais je n'ai pu opérer encore, il est vrai, que sur un ensemble de sept ou huit dômes de *Formica ru/a*. (Disons ici que ce nid, qui devait être détruit, a été pour toujours épargné lorsque sa conduite si remarquable fut constatée.)

Assurément ce n'est pas un acte immuable dans l'espèce, du moment que tous les nids ne le connaissent pas et même qu'il s'est jusqu'à présent borné à un seul.



On voit combien l'observateur peut s'instruire en compagnie des sociétés de fourmis. Et que d'autres merveilles dans leur histoire! Depuis leurs origines, qui nous font voir en elles des tribus nomades, des peuples chasseurs, peu à peu augmentant leur nombre et leurs castes et bâtiissant de grandes cités, jusqu'à ces usages et ces excès de la civilisation comportant l'entretien d'animaux privés dans les habitations, les spécialistes de la guerre, l'esclavage avec ses étonnantes résultats, et même un vice très comparable à l'alcoolisme! Rien que les

relations des fourmis entre elles, amies et ennemis, abondent en faits des plus curieux. Mais on ne peut tout dire. Admirons, avec Forel, grand maître de l'étude des fourmis, ce qui leur permet « de vivre sans chefs, sans guides, et sans lois dans une anarchie admirablement coordonnée » : du moins cette vie nous apparaît-elle ainsi à l'heure actuelle. Et pour ce qui est de leur intelligence, nous aurons recours à Fabre dont le témoignage ne risquera pas de paraître suspect.

Voici comment lui-même, selon l'expression de M. E. L. Bouvier, « a dû faire flétrir sa conception de l'instinct immuable » (et nous savons que toutes les notions sur l'instinct reposent bien souvent sur des idées *a priori*) : « L'instinct pur, s'il était seul, dit-il, laisserait l'insecte désarmé dans le perpétuel conflit des circonstances... En cette mêlée confuse, un guide est nécessaire... Ce guide, l'insecte le possède, certes, à un degré même évident. C'est le second domaine de sa psychique. Là, il est conscient et perfectible par l'expérience. N'osant appeler cette aptitude rudimentaire intelligence, titre trop élevé pour elle, je l'appellerai *discernement*. » Et M. Bouvier ajoute : « Mais le discernement ainsi compris n'est-il pas une forme de l'intelligence? »

MARGUERITE COMBES.

AUX VIEUX MONASTÈRES DE LA SERBIE

La Serbie est pleine de vieux monastères. Les plus anciens datent de la fin du xii^e siècle, le plus grand nombre est du xiv^e ou de la première moitié du xv^e siècle. La plupart sont bâtis dans des sites admirables, au pied de hautes montagnes neigeuses, au creux de vallées closes et charmantes, au bord de torrents écumants. Tous conservent des églises anciennes, que décorent de longs cycles de fresques, généralement intactes et qu'aucune retouche n'a altérées.

Dans l'histoire de l'art du xiv^e siècle, ces peintures, dont plusieurs sont des chefs-d'œuvre, méritent une particulière attention : elles sont des monuments remarquables, les plus remarquables peut-être, de cette dernière renaissance de l'art byzantin qui fleurit à l'époque des Paléologues; elles posent de façon plus aiguë que partout ailleurs le problème des influences qu'exerça sur cet art d'Orient l'art italien de Sienne, de Florence, de Venise. Mais ce n'est point leur seul intérêt. Ce qui, dans ces suites de fresques, attire d'abord les yeux, ce sont ces solennelles et pourtant si vivantes effigies des fondateurs, qui se sont fait représenter aux murailles des églises, au milieu de leurs proches, tenant entre les bras l'édifice qu'ils ont fait construire et que pieusement ils offrent au Christ.

Depuis Étienne Nemanga et saint Sava, son fils, qui, à la fin du xii^e siècle, créèrent et organisèrent la Serbie indépendante, jusqu'à Étienne Miloutine et Étienne Douchan, qui firent d'elle, au xiv^e siècle, la grande puissance chrétienne des Balkans, ils sont tous là, les tsars glorieux de la Serbie d'autre-

fois, dans leurs somptueux vêtements brodés et chargés d'or, qui les font ressembler à des empereurs de Byzance. Et rien n'est plus évocateur d'un passé qui fut grand.

Un récent voyage m'a donné l'occasion de visiter plusieurs de ces vieux monastères, d'en sentir l'intérêt, d'en goûter le charme infini. Il m'a permis d'apprécier autre chose encore, la grâce de l'accueil que rencontre en Serbie un voyageur qui vient de France. Je crois bien que, dans l'Europe actuelle, la Serbie est un des rares pays où l'on n'a point oublié le passé, où l'on se souvient encore, après plus de dix ans écoulés, de ce que la France a fait pour la Serbie douloureuse et martyre. Bientôt, sur l'une des places de Belgrade, s'élèvera le monument de la reconnaissance à la France, dont l'exécution a été confiée au sculpteur génial Ivan Mestrovitch, le plus grand assurément parmi les artistes de la Yougoslavie contemporaine. Mais, de cette reconnaissance, à chaque pas on rencontre l'émouvant témoignage, et je ne puis oublier comment, dans les égards dont on m'a entouré, dans les honneurs dont on m'a comblé, dans l'amitié sincère et vibrante que l'on m'a témoignée, une même phrase revenait toujours, singulièrement touchante : « Tout cela, nous le faisons pour vous, un peu parce que c'est vous, surtout parce que vous venez de la France amie. » Et ceci, je pense, à côté des grands souvenirs d'art et d'histoire, vaut aussi la peine d'être noté.

SKOPLJÉ ET LA VALLÉE DU VARDAR. L'ÉGLISE DE NAGORICINO

Skopljé, que les Turcs nommaient Uskub, est la grande ville de la Macédoine serbe. Bien qu'elle se transforme rapidement en une cité moderne et qu'elle compte dès maintenant plus de 60 000 habitants, elle garde encore le souvenir du passé récent et du passé lointain. Aux abords de la haute citadelle qui domine la rive gauche du Vardar, s'étend un vieux quartier turc, aux rues étroites bordées de boutiques d'Orient, au-dessus desquelles de sveltes minarets dressent leurs pointes aiguës dans le ciel; près d'une mosquée ancienne, le caravansérail de Kourchounli-Han ouvre sa haute porte sculptée sur une cour pittoresque entourée de portiques; et sur la place, où passent des femmes voilées, des hommes enturbannés, c'est tout un coin d'Islam demeuré, bien plus que dans la Constan-

tinople d'aujourd'hui, merveilleusement intact. Sur le fleuve, le vieux pont aux arcades ogivales s'enorgueillit encore du nom d'Étienne Douchan, de ce tsar Douchan qui, en 1346, se fit, à Skopljé, couronner solennellement « empereur des Serbes et des Romains ».

Dans les montagnes proches de la ville, dans cette Tcherna Gora de Skopljé en particulier, qui la domine vers le nord-est, tout est plein d'anciens monastères : Matejitch, dont l'église byzantine à cinq coupoles est décorée de fresques remarquables; Nérès, où l'on a découvert récemment d'intéressantes peintures du XIII^e siècle, ou les couvents, presque inabordables, accrochés aux falaises qui bordent le cours de la Treska. Ailleurs, ce sont d'autres souvenirs. Vers le sud-ouest, montent dans le ciel les montagnes abruptes, encore couronnées de neige, à travers lesquelles, à la fin de septembre 1918, la cavalerie serbe et française se fraya passage pour déboucher dans la plaine de Skopljé, coupant la route à la XI^e armée allemande en retraite, près de 100 000 hommes que, deux jours après, l'armistice du 29 septembre obligeait à mettre bas les armes. À quelques kilomètres vers le nord, c'est la grande plaine de Koumanovo, où, dans la guerre balkanique de 1912, l'armée serbe remporta, le 24 octobre, une première et glorieuse victoire sur les Turcs, et au milieu de ce champ de bataille se dresse, miraculeusement épargnée et charmante, l'église, datant du XIV^e siècle, de Staro Nagoricino.

Je ne saurais oublier cette visite à Nagoricino. C'était par un clair matin ensoleillé : aux abords de l'église, tout entourée de tombes anciennes, la population du petit village s'était rassemblée pour nous faire cordialement accueil ; avec nous, elle entrat dans le vieux sanctuaire et silencieuse, avec une curiosité respectueuse, elle suivait les recherches que nous commençions, lorsque, sur la porte sainte de l'iconostase, un prêtre, en costume sacerdotal, apparut. En termes émus il salua les visiteurs qui venaient de France ; il rappela les épreuves de la grande guerre et ce que les Serbes avaient alors trouvé chez nous de sympathie et de réconfort, et évoquant les jours de misère, de souffrance et de gloire communes, la marche triomphale qui, à travers la Macédoine, ramenait de Salonique à Belgrade les armées serbe et française, il dit la reconnaissance profonde, éternelle, que la Serbie en gardait à la France. Et

peut-être bien, au cours de ce voyage, n'ai-je rien rencontré de plus émouvant que le simple salut, dans une église de campagne, d'un prêtre de village qui se souvenait.

Elle est d'ailleurs charmante, cette église de campagne, dont le plan en forme de croix grecque et les cinq hautes coupoles attestent incontestablement l'influence de Byzance et dont les peintures, comme le prouvent des inscriptions encore lisibles, ont été exécutées en 1318 par des maîtres byzantins. Et cela se comprend sans peine. Tout près de la porte d'entrée, on voit le portrait du tsar Étienne Miloutine, et auprès de lui celui de la tsarine Simonide, la petite princesse byzantine, fille d'Andronic II Paléologue, dont un mariage tout politique fut, à quinze ans, la troisième femme du souverain serbe, et qui s'ennuya si cruellement, dans la Serbie un peu barbare encore du XIV^e siècle, auprès de son vieux et terrible époux. Or, comme il avait pris femme à Byzance, Miloutine, quand il voulut construire, — et il fut un très grand bâtisseur, — demanda à la capitale du Bosphore les architectes et les peintres dont il avait besoin. Et ceux-ci, qui se nommaient Eutychios et Michel, décorèrent l'église de Nagoricino selon l'esprit et le style qui fleurissaient alors à Constantinople, et qui diffèrent si profondément de ce que, pendant longtemps, par une observation un peu dépourvue de nuances, on a nommé en bloc l'art byzantin.

Ici, dans ces fresques qui représentaient les épisodes de la Passion du Christ où la légende de saint Georges, patron de l'église, des qualités toutes nouvelles, jusqu'alors presque inconnues, apparaissent. C'est le goût du pittoresque, comme dans cette scène où saint Georges ramène vers la ville, dont les remparts sont couverts de curieux, le dragon vaincu et enchaîné que conduit en laisse la princesse délivrée; c'est la recherche du pathétique, comme dans cet épisode du thrène, où les saintes femmes et les pieux disciples pleurent sur le corps du Christ descendu de la croix; c'est la fantaisie ingénue transformant en scènes de genre les thèmes sacrés de la vie du Sauveur, comme dans ce panneau où, autour du Christ bafoué, des enfants, — ou des bouffons, — gambadent au son du tambourin que frappe en cadence un des assistants; et c'est partout, dans les gestes, dans les attitudes, une élégance, une grâce infinie, comme dans la figure des anges qui, au fond de

l'abside, assistent le Christ dans la belle scène de la Communion des apôtres. Mais c'est surtout le sens de la couleur, d'une fraîcheur incomparable et exquise, d'un éclat et d'une variété que nuance l'art le plus savant. Au-dessus de la porte d'entrée de l'église, la grande scène qui représente la Dormition de la Vierge est, de ce point de vue, une merveille. En avant du lit funèbre sur lequel est porté le corps de Marie, les apôtres défilent en un long cortège; sur la gauche, un groupe de personnages magnifiquement vêtus suit les funérailles. Il y a là une entente de la composition, une science de la couleur qui sont proprement admirables. Et involontairement, en regardant ces fresques byzantines de Nagoricino, qui sont assurément parmi les plus belles que conservent les églises serbes du début du XIV^e siècle, on pense à un autre art, auquel elles ressemblent par plus d'un trait, à celui qui, vers le même temps, produisait, à Sienne ou à Florence, les chefs-d'œuvre d'un Duccio ou d'un Giotto. Et pourtant, cet art d'Orient doit, semble-t-il, bien peu de chose à l'Italie; il est né, en une floraison indépendante, de l'évolution naturelle de la tradition byzantine; et ce n'est point la moindre merveille de cette histoire de Byzance tant calomniée, que, dans la décadence politique où sombrait l'empire, presque à la veille de la catastrophe finale, ait pu naître et grandir une école d'art admirable dont, à côté des mosaïques de Kahrié-djami à Constantinople et des fresques des églises de Mistra, les églises de la Macédoine serbe nous ont conservé les chefs-d'œuvre.

DANS LA PLAINE DE KOSVOVO. L'ÉGLISE DE GRATCHANITSA

De Skoplje à Pristina, par l'étroit et pittoresque défilé de Katchanik, la route monte vers la plaine de Kosovo. C'est là que se livra, le 15 juin 1389, entre les Serbes du prince Lazare et les Turcs du sultan Mourad, la bataille fameuse où sombra l'indépendance de la Serbie. Aujourd'hui encore, sur la lande mélancolique qui va de Pristina à Mitrovitza, on retrouve à chaque pas le souvenir de la journée tragique. Ici, c'est la chapelle où, avant le combat, pieusement le prince Lazare communia pour la dernière fois; là, c'est le turbé où fut enterré le sultan Mourad, frappé dans sa tente, au début même de la lutte, par le poignard du Serbe Miloch Obilitch. Ailleurs, près de

cette colline des tombeaux, encore toute jonchée de stèles musulmanes, c'est l'endroit où le tsar Lazare, après des prodiges de valeur, après avoir eu deux chevaux tués sous lui, fut pris par les Turcs, et plus loin, c'est la place, marquée d'une pierre blanche où, au soir de la bataille, le prince vaincu fut, victime expiatoire, décapité avec les principaux des siens. Tout le monde sait quel long et vivant souvenir le peuple serbe a gardé de cette journée fameuse, comment l'imagination des poètes populaires, des auteurs de *pesmés* a, durant les siècles sombres de l'oppression turque, exalté cette défaite à l'égal d'une victoire, et brodant sur le thème héroïque, l'embellissant de tout ce que leur inspirait le patriotisme, su, dans cette journée de deuil, trouver un réconfort et une espérance.

Le peuple, en son âme simple et naïve, ne pouvait comprendre que le tsar chrétien eût pu être vaincu par les Turcs infidèles; il expliqua la défaite par la trahison et solennellement il maudit le nom de Vouk Brankovitch, l'infâme, qui, — ce que l'histoire d'ailleurs conteste, — aurait lâchement déserté le champ de bataille avec ses 12 000 cavaliers. Mais surtout, il entoura d'une atmosphère d'héroïsme les épisodes de la grande bataille: il célébra le tsar Lazare, mort en martyr pour la chrétienté et pour la patrie, et son beau-père Joug Bogdan, et ses neuf beaux-frères, tous tués dans le combat, et l'exploit de Miloch Obilitch qui « mourut pour la foi chrétienne » et dont une *pesma* dit : « Il restera en souvenir au peuple des Serbes, — pour être célébré et chanté, — tant qu'il y aura des hommes et qu'il y aura un Kossovo. » Et c'est la merveille de cette poésie populaire qu'en conservant ainsi le souvenir de la grande bataille, en rappelant la gloire des ancêtres, en entretenant l'espoir qu'un jour ils seraient vengés, en exaltant surtout dans les coeurs le sentiment du patriotisme, de la religion, de la race, elle a sauvé vraiment l'âme de la nation. « Il y a, dit Montaigne, des défaites triomphantes à l'égal des victoires. » Ce fut le cas de Kossovo.

Au sud de Pristina, la belle église de Gratchanitsa ajoute à ces grands souvenirs sa parure et son charme. C'est la plus célèbre des églises serbes du moyen âge, et, par son architecture, elle mérite cette célébrité. Bâtie, comme Nagoricino, par le tsar Miloutine en 1321, elle est, comme Nagoricino, de plan et de style byzantins; mais l'art en est plus raffiné, plus savant,

l'effet plus élégant et plus pittoresque. Au-dessus des quatre berceaux qui dessinent à l'extérieur la forme de la croix, et entre lesquels, aux angles de l'édifice, se dressent quatre coupoles, la coupole centrale monte très haut dans le ciel, portée sur un second étage d'arcades, qui forment comme une seconde croix de moindres proportions. De cette superposition d'arcades, l'église prend au dehors une physionomie curieuse et originale, dont la grâce pourtant est altérée un peu par le lourd *pronaos* que le XVII^e siècle a plaqué contre la façade de l'ouest. Mais, dans l'ensemble, malgré la complication un peu déconcertante des lignes, l'édifice est charmant. Il n'en va pas de même à l'intérieur. Malgré le prodigieux élan de la coupole centrale, il apparaît singulièrement encombré par les huit massifs piliers qui supportent les grands arcs; il manque d'air, d'espace, de clarté, et aussi du recul nécessaire pour bien voir les fresques innombrables qui couvrent les murailles de l'église.

Au jugement de beaucoup de savants serbes, ces peintures sont considérées comme le chef-d'œuvre de l'art du commencement du XIV^e siècle. Et sans doute, il s'y rencontre des morceaux admirables par l'expression des visages, la grâce aisée des attitudes, le mouvement et la vie qui animent des compositions d'une savante ordonnance: sans doute on y trouve de beaux portraits, merveilleusement expressifs et vivants, de Miloutine, le fondateur, et de sa jeune femme, la tsarine Simonide. Cependant, — est-ce le fait de la lumière moins heureuse, du manque de recul nécessaire pour bien voir, de la confusion qui semble régner dans cette décoration énorme répandue sur toutes les murailles de l'édifice? — les fresques de Gratchanitsa me paraissent un peu inférieures à l'estime qu'on en fait. Elles n'ont, — et cela est frappant si l'on compare des scènes similaires, comme la Communion des apôtres ou la Dormition de la Vierge, — ni la fraîcheur ni l'éclat de couleur qui donnent tant de charme aux peintures datant du même temps, qu'on trouve à Nagoricino ou à Stoudenitsa. Assurément, pour l'étude de l'iconographie byzantine, pour l'histoire de l'art au commencement du XIV^e siècle, elles méritent d'être attentivement étudiées. Mais si, par son architecture, Gratchanitsa est presque un chef-d'œuvre, je ne puis m'empêcher de penser que sa décoration peinte laisse, malgré d'incontestables beautés, quelque déception au visiteur.

A LA FRONTIÈRE D'ALBANIE. PEĆ ET DETCHANI

Au pied des Alpes d'Albanie, sous les hautes cimes escarpées et neigeuses qu'on nomme les monts maudits, s'étend du nord au sud la longue plaine de la Metokija. A son extrémité septentrionale, le monastère de Peć, l'ancienne résidence des patriarches serbes, dresse, à l'entrée du défilé de la Bistrtsa, les coupoles de ses deux églises : au sud, vers le débouché d'une vallée étroite et pittoresque, s'élève le beau couvent de Detchani. C'est une des merveilles de la Serbie. Lorsque, après avoir franchi la haute porte voûtée, on entre dans la vaste cour du monastère, peu d'impressions sont plus charmantes, plus inattendues aussi. Une église en occupe le centre, toute bâtie en marbre, et dont les assises alternent de couleur blanche et noire ; des portails sculptés décorent les façades, dont l'arcade est soutenue par des colonnes reposant sur des figures d'animaux ; et malgré la haute coupole byzantine qui couronne l'édifice, c'est l'Italie qu'évoque d'abord ce monument d'Orient. Et, en effet, l'église de Detchani a été construite en 1330 pour le tsar Ouroch III, — qui en a gardé dans l'histoire le surnom flatteur de Detchanski, — par un moine franciscain de Cattaro, frère Vit, qui connaissait évidemment les églises du rivage occidental de l'Adriatique et s'en est visiblement inspiré. Rien n'est plus imprévu, après les églises byzantines de Nagoricino ou de Gratchanitsa, que de rencontrer cet édifice aux façades égayées de marbres de couleur et de sculptures, où des rangées de fines arcatures bordent la ligne triangulaire des frontons, où d'élegantes fenêtres trilobées s'ouvrent à la courbe des absides ou au long des murailles ; et si l'on ajoute la grâce de l'accueil que nous y fit l'archimandrite, déclarant « que tout Français était reçu au couvent comme un frère », je crois bien qu'un séjour au « haut Detchani » est une des impressions les plus exquises qu'on puisse rapporter d'un voyage en Serbie.

L'intérieur de l'église n'est pas moins remarquable. Un narthex à trois nefs, vaste et lumineux, précède le sanctuaire, où le plan byzantin en forme de croix s'inscrit curieusement entre deux bas-côtés d'Occident. Toutes les murailles sont décorées de fresques exécutées en 1346, au temps où Étienne

Douchan était à l'apogée de sa puissance. Tout y est plein de son souvenir et de la gloire de sa dynastie. Sur le mur gauche du narthex, le tsar, « l'autocrator », comme le nomme l'inscription peinte à côté de la figure, est représenté avec sa femme la tsarine Hélène, et son fils Ouroch IV; sur le mur voisin, saint Sava, le fondateur de l'église serbe, apparaît entre le patriarche qui gouverne cette église et l'higoumène de Detchani; ailleurs, c'est l'arbre généalogique de la famille des Nemanyides. Et de même, sur le mur de droite du sanctuaire, auprès de la tsarine Hélène, debout entre son fils et sa fille, se rangent les hautes figures du tsar Douchan, de son père Ouroch III, de Miloutine son grand père, de ses glorieux ancêtres Étienne Nemanya et saint Sava. D'autres images royales décorent l'abside latérale de droite. Tous ces portraits, fort bien conservés, ont une intensité de vie extraordinaire : et en face de cette assemblée de rois, tout naturellement le souvenir s'évoque de la Serbie d'autrefois, de cette grande Serbie du XIV^e siècle, que les Turcs détruisirent, et que la guerre balkanique de 1912 et la grande guerre mondiale ont fait renaitre telle que l'avaient faite les Miloutine et les Douchan.

De cette résurrection prodigieuse Detchani garde un souvenir qui est singulièrement émouvant. Devant l'iconostase chargée d'or et de saintes images, on voit deux grands cierges décorés de peintures et d'armoiries. La tradition raconte qu'ils furent placés là, au lendemain de Kossovo, par la veuve du prince Lazare, la tsarine Militsa, et que la princesse ordonna que ces cierges ne devraient être allumés qu'au jour où Kossovo serait vengé. Ce jour est venu. La guerre balkanique de 1912 a rendu à la Serbie la Macédoine et cette terre sacrée de Kossovo où combattirent et moururent les ancêtres. Les traités de 1919 ont reconstitué la Serbie glorieuse du XIV^e siècle, des bords du Danube aux rivages de l'Adriatique. Et c'est pourquoi, après la grande guerre, solennellement, dans l'église de Detchani, le roi Alexandre est venu allumer les cierges jadis consacrés par la princesse lointaine et réaliser le vœu de la tsarine Militsa.

Il n'importe point ici de décrire longuement les fresques, souvent remarquables, qui décorent l'église de Detchani. Ceux qui étudient l'iconographie byzantine y noteront avec intérêt la présence de thèmes assez rares, comme ce Christ représenté

l'épée nue à la main, selon le chapitre 58 de l'évangile de saint Mathieu, ou cette représentation du Christ guérissant toutes les sortes de maladies, que l'on retrouve pareillement dans les mosaïques de Kahrié-djami. Ceux qui étudient l'histoire de l'art chrétien d'Orient au XIV^e siècle seront frappés de la diversité évidente des mains qui travaillèrent à cette grande décoration et des tendances diverses qui y apparaissent, de l'emploi de l'or magnifiquement prodigué dans certaines compositions, comme cette Dormition de la Vierge qui occupe le mur occidental de l'église et au-dessus de laquelle est figuré le thème classique de la Déisis ou de la supplication. L'ordonnance en est plus simple que dans les représentations du même sujet qu'on trouve à Gratchanitsa et à Nagoricino ; la tradition ancienne de l'art byzantin y est plus fidèlement conservée ; on y observe moins de recherche du détail pittoresque, moins d'invention dans la composition ; mais la couleur est admirable, riche, nuancée, profonde, trait caractéristique de tous les ouvrages de la peinture byzantine du XIV^e siècle. Ailleurs, dans ces scènes évangéliques placées, de façon assez inattendue, dans la décoration de la grande abside, il y a un mouvement, un sens de la composition qui rappellent les mosaïques de Kahrié-djami. Dans le trésor enfin de l'église, un beau reliquaire, daté de 1332, et offert au monastère par Ouroch III, renferme un fragment de la vraie croix, rapporté par saint Sava de Jérusalem ; un autre reliquaire, daté de 1348, est un don d'Étienne Douchan ; et tous deux, avec leurs figures d'or se détachant sur un fond d'émail vert, sont des monuments remarquables de l'orfèvrerie byzantine.

Les fresques des églises de Peć, qui datent également de la première moitié du XIV^e siècle, mériteraient pareillement de retenir l'attention. Mais ici, bien plus que les restes du passé, de plus récents souvenirs s'imposent. Immédiatement derrière le monastère, s'ouvre l'étroit défilé de la Bistritsa, qui, à travers les rudes montagnes d'Albanie, conduit aux rivages de l'Adriatique. Depuis 1925, une belle route le traverse, qui, montant à des altitudes de près de 1600 mètres, conduit à Cettinié et à Cattaro ; au moment de la guerre, ce n'était qu'une simple piste, ménagée le long du torrent. Ce fut pourtant une des trois routes par où, dans l'hiver de 1915, l'armée et le peuple

serbes firent à travers l'Albanie leur terrible et douloureuse retraite. On montre encore, à quelques kilomètres de Peć, l'endroit où, le chemin devenant presque impraticable, on précipita dans le fond du ravin, du haut de la falaise qui domine la Bistritsa, les canons, les lourdes voitures, tout ce qui ne pouvait suivre et qu'il fallait abandonner. Et dans ce paysage admirable, ce souvenir met une ombre tragique et émouvante.

D'autres aspects de cette région ne sont guère moins impressionnantes. On est ici tout proche de la frontière d'Albanie, en pays peuplé en grande majorité d'Albanais peu dociles et assez farouches. Quoique le gouvernement serbe ait désarmé une grande partie de cette population trop prompte à se servir de ses armes, beaucoup de gens, sur les routes, portent à l'épaule le fusil, qu'une autorisation spéciale leur a permis de conserver. La route qui va de Peć à Mitrovitsa, à travers un pays très accidenté et par un long défilé admirablement fait pour les embuscades, donne pareillement quelque impression d'insécurité. Des postes de gendarmerie y sont construits de distance en distance, des gendarmes surveillent les passants et la route, aux abords de laquelle on a, en certains endroits, abattu les bois trop proches et trop inquiétants. Il y a cinq ou six ans, dit-on, le voyage n'y était point de tout repos. Mais le gouvernement serbe a la main ferme et forte; il a su mettre fin à l'anarchie qui régnait ici en maîtresse. Pourtant, dans ce pays de frontière, où l'on passe si vite d'un État dans un autre, quelques précautions demeurent toujours nécessaires. On sent qu'elles ont été prises attentivement.

LES ÉGLISES ROYALES DE STOUDENITSA

De la plaine de Kosovo, la belle vallée de l'Ibar mène vers les plaines de la Morava, long défilé pittoresque de près de 130 kilomètres, que commandent à ses deux extrémités deux vieilles forteresses en ruines, au sud, sur le pic triangulaire qui domine Mitrovitsa, le château de Zetchan; au nord, le vaste et robuste château de Maglitch, avec ses fortes tours et son donjon crénelé. A l'ouest de la rivière, dans la partie supérieure d'une petite vallée latérale difficilement accessible, et où la route monte en lacets pittoresques au-dessus de profonds ravins,

s'élève, dans un cercle de hautes montagnes, le plus ancien des monastères serbes, le couvent de Stoudenitsa.

Toute l'histoire de la Serbie d'autrefois revit dans les monuments de Stoudenitsa. C'est Étienne Nemanya, le créateur de l'État serbe, qui vers 1190 fonda le monastère et en fit bâtir la grande église; et son fils saint Sava en fut un des premiers higoumènes. Sur le mur de droite de l'église, le prince s'est fait représenter, vivante figure à la longue barbe grise, offrant à la Vierge l'église qu'il a fait construire, et près de là on montre le tombeau où repose le rude souverain, devenu moine sur la fin de sa vie, et mort en odeur de sainteté. Sur la muraille de droite du narthex, la femme de Nemanya apparaît, vêtue de l'habit des religieuses et prosternée devant la Madone; et devant l'iconostase, c'est le cercueil de leur fils, celui qu'on nomme « le premier couronné », parce qu'il fut le premier des Nemanyides à prendre le titre de roi. Mais ce qui intéresse ici bien davantage encore, c'est tout ce qui s'y révèle de la civilisation de cette Serbie primitive, flottant entre les influences de Byzance et celles qui venaient de la Dalmatie voisine et de l'Italie du Nord.

Si l'on fait abstraction de la coupole qui la couronne, l'église de Nemanya, toute bâtie en marbre blanc, est un monument d'Occident. Elle l'est par son plan, une longue nef unique, où donnent accès, au nord et au sud, deux porches bas et étroits; elle l'est par sa décoration, par la série de petites arcatures qui, sur les murs extérieurs de l'édifice, borde les corniches et souligne la courbe de l'abside et la ligne des frontons, par les fenêtres à l'encadrement délicatement sculpté, par les portails romans surtout, au linteau et aux cintres couverts de fines sculptures et qui, par leur disposition, par les bas-reliefs qui en décorent le tympan, rappellent les portails des églises d'Italie. Mais si, par l'architecture, le somptueux édifice est d'Occident, par les fresques qui le décorent, il est purement oriental. On y rencontre les thèmes ordinaires de l'iconographie byzantine, la résurrection de Lazare et l'entrée du Christ à Jérusalem, Jésus devant Pilate et au-dessus de la porte d'entrée, la Crucifixion. Mais si, dans l'ensemble, toutes ces scènes sont traitées dans le style byzantin de la fin du XII^e siècle, certains détails pourtant, qui par là sont dignes d'attention, annoncent l'évolution prochaine. Déjà les fonds

de certains épisodes remplacent par des détails pittoresques le champ uni et monochrome d'autrefois : derrière Pilate se lavant les mains, des architectures se disposent, que relient, selon l'usage du XIV^e siècle, des draperies suspendues et flottantes ; derrière Lazare ressuscité, un large paysage apparaît, dont un pont occupe le centre ; et il n'est point sans intérêt de trouver en Serbie, comme on le rencontre pareillement dans les fresques de Nérès, près de Skopljé, qui datent également du XIII^e siècle, l'annonce de quelques-uns des caractères qui marqueront les œuvres de la dernière renaissance byzantine.

Mais si intéressante, si imposante et si belle que soit l'église de Nemanya, je lui préfère peut-être l'autre église du couvent de Stoudenitsa, celle que l'on nomme « l'église royale », et que fit bâtir en 1314 le tsar Étienne Miloutine. C'est une élégante petite chapelle, de plan purement byzantin. Des fresques remarquables en décorent les murailles. Naturellement, dès l'entrée, on y voit les images du fondateur et de la princesse Simonide, et c'est peut-être le plus beau portrait qui nous ait été conservé du tsar Miloutine : sur le mur de gauche, en face de ce panneau, Nemanya vêtu de l'habit monastique et son fils saint Sava rappellent les origines du monastère et la gloire de la famille des Nemanyides. Puis ce sont des scènes évangéliques, la Dormition de la Vierge, où, sur la gauche, les apôtres se groupent autour du tombeau vide, le Christ descendant aux limbes, — c'est l'épisode que les Byzantins appellent l'*Anastasis*, la Résurrection, — où le Christ, vêtu de blanches draperies éclatantes, relève, d'un mouvement admirable, Adam et Ève prosternés ; c'est, à l'abside, la Communion des apôtres, d'une couleur charmante, fraîche, nuancée, exquise, où des anges délicieux assistent le Sauveur penché vers les disciples. Mais surtout, comme à Kahrié-djami, on a représenté ici la vie de la Vierge, et comme les mosaïques constantinopolitaines, et plus encore peut-être, les peintures de Stoudenitsa ont un charme incomparable.

Peu d'ouvrages du XIV^e siècle commençant font mieux comprendre le caractère de l'art de ce temps, épris de mouvement et de vie, également curieux de détails familiers et pittoresques et d'émotion pathétique ou tendre, et qui, à la science de la composition, joint une entente de la couleur admirable.

Je ne veux retenir ici que cette Présentation de la Vierge, où derrière Marie, élégante et fine, se groupe sur la gauche le cortège des vierges d'Israël. Il y a là sept ou huit jeunes femmes, habillées avec une richesse et une variété merveilleuses; des bandelettes blanches traversent leurs chevelures; un voile blanc encadre le visage expressif de l'une d'entre elles; toutes sont d'une grâce exquise, d'un naturel charmant, d'une élégance incomparable. La couleur n'est pas moins remarquable que la composition : elle est riche, étoffée, nuancée avec une rare science ; l'artiste a su avec un art très sûr opposer et marier les tons complémentaires, et en tirer une délicieuse harmonie.

En regardant ce chef-d'œuvre d'un maître inconnu, on pense à Giotto et aux peintres du Trecento italien plus encore qu'aux mosaïques byzantines de Kahrié-djami. Et pourtant tout fait croire que ce maître, comme ceux qui, à Nagoricino, travaillèrent pour ce même tsar Miloutine, était un Byzantin. Et ce n'est pas une médiocre gloire pour ces peintres d'Orient du XIV^e siècle qu'on les puisse, sans exagération, comparer aux meilleurs des primitifs italiens.

DANS LA VALLÉE DE LA MORAVA

C'est dans la vallée de la Morava qu'on rencontre les monuments les plus récents de l'art serbe du moyen âge. Ce sont, datant de la fin du XIV^e ou des premières années du XV^e siècle, de nombreux monastères, Krouchevats (1375) et Ravanitsa (1387) que fonda le tsar Lazare, Ljoubostinja (1400) qu'édifa sa veuve Miličsa, Manassia (1407), Kalenitch (1427) que fit construire son fils Étienne.

Dans tous ces couvents de belles églises subsistent, où les architectes ont su combiner les influences diverses dont ils s'inspiraient en un style vraiment national. Par le plan, par les coupoles qui les couronnent, ces édifices sont tout byzantins, fort semblables, par leurs absides latérales et le plan tréflé par où ils s'achèvent, aux églises de l'Athos; par la riche décoration qui couvre leurs murailles extérieures, par la prodigieuse ornementation géométrique, végétale, animale qui, de ses motifs et de ses couleurs, tapisse et charge jusqu'à l'excès leurs parois, ils s'inspirent de l'Orient arménien et

musulman. De cette magnifique et originale décoration l'église de Krouchevats, la Lazaritsa, comme on l'appelle, offre un exemple particulièrement remarquable. Fort abimée au cours des siècles par de maladroites restaurations, elle a été, il y a quelques années, fort intelligemment rétablie dans son état primitif, et, avec ses assises alternées de briques rouges et de pierres blanches, ses arcades que soutiennent de fines colonnettes cannelées et dont le tympan est décoré d'un damier blanc et rouge, avec ses rosaces sculptées à jour disposées sous la courbe des arcs, ses fenêtres aux encadrements couverts d'entrelacs et de feuillages stylisés, elle présente, dans sa polychromie éclatante et joyeuse, un aspect singulièrement séduisant. La décoration de l'église de Kalenitch ressemble à celle de Krouchevats : mêmes assises alternées de brique et de pierre, même série d'arcatures sculptées décorant le haut des murailles, mêmes rosaces au tympan des arcades, plus riches seulement et d'un dessin plus compliqué.

Ici pourtant, dans la sculpture, les figures d'animaux tiennent une plus grande place : ce sont des oiseaux affrontés, des griffons, des aigles, des dragons que terrassent des guerriers ; et on y voit aussi, sous l'arc brisé d'une fenêtre, une Madone tenant l'enfant debout entre deux séraphins, et il semble bien qu'ici encore des influences d'Occident se mêlent au décor oriental.

Mais de tous ces monastères de la Morava, le plus pittoresque est sans doute celui de Manassia. Il a gardé presque intacte son enceinte crénelée flanquée de tours puissantes, son aspect de forteresse et, dans le cadre majestueux de montagnes et de forêts qui l'entoure, toute sa grâce robuste, tout son charme d'autrefois. Comme à Ravanitsa, comme à Ljoubostinja, comme à Kalenitch, des fresques partiellement ruinées décorent l'église du couvent. On y voit, comme à l'ordinaire, les portraits des fondateurs ; mais, sauf à Kalenitch, le reste de la décoration est assez endommagé. Ce n'est guère que dans ce dernier monastère qu'on peut juger de ce qu'était devenue, vers le commencement du xv^e siècle, la peinture serbe du moyen âge, de qualité un peu inférieure sans doute aux fresques du xiv^e siècle, mais toujours soumise aux traditions et aux enseignements de l'art byzantin.

L'ART SERBE DU MOYEN AGE

A Topola, dans le village où naquit Karageorge, le libérateur de la Serbie et l'ancêtre de la dynastie actuelle, le roi Pierre I^r a fait construire, en mémoire de l'aïeul glorieux, une église somptueuse. Pour la décorer, le roi Alexandre, qui s'intéresse vivement aux monuments du passé national, y a fait reproduire en mosaïque les plus belles des peintures qui décorent les vieilles églises du moyen âge. Ainsi se trouvent rassemblées, comme en un musée, les copies des chefs-d'œuvre de l'art serbe du XIV^e et du XV^e siècle, et ces copies, souvent excellentes, permettent, par le souvenir qu'elles évoquent des originaux et les comparaisons qu'elles rendent plus faciles, de saisir, comme en un raccourci, l'histoire et l'évolution de cet art.

Dans l'histoire de l'architecture, on a pu avec raison distinguer trois écoles, qui correspondent assez exactement à trois périodes du développement de l'État serbe. C'est d'abord l'école de Rascie, la plus ancienne, dont les monuments se rencontrent dans la partie occidentale du pays, à Stoudenitsa, à Zitcha, à Gradats, à Detchani, et où l'influence de la civilisation byzantine, si puissante qu'elle fut dans la péninsule balkanique, le cède manifestement aux influences romanes qui venaient de la Dalmatie et de l'Italie. Mais à mesure que les circonstances politiques orientaient du côté de la Macédoine les ambitions serbes, les contacts plus fréquents avec Byzance, l'occupation de régions proprement byzantines produisirent une nécessaire évolution. De là naît l'école de la Serbie byzantine, qui fleurit au XIV^e siècle et dont les monuments, pour la plupart conservés en Macédoine, à Gratchanitsa, à Nagoricino, à Matejitch, à Lesnovo, s'inspirent incontestablement de l'art de Constantinople et de Thessalonique. Enfin l'école de la Morava correspond à la dernière période de l'histoire serbe, à celle qui précède la domination turque. Dans les nombreuses églises qui appartiennent à ce groupe, les leçons byzantines, venues surtout de l'Athos, se combinent aux enseignements que fournissent l'Arménie et l'Orient musulman : à Krouchevats, à Ljoubostinja, à Kalenitch, à Manassia, apparaît un véritable style national, dont l'influence s'est étendue au XV^e siècle sur la Valachie voisine.

Dans l'histoire de la peinture, les fresques qui décorent les églises serbes n'ont pas moins d'importance. Nulle part peut-être on ne suit avec plus de précision l'évolution de l'art byzantin entre la fin du XIII^e et le début du XIV^e siècle. Les plus anciennes de ces peintures, celles de Milesevo ou de Sopotchani, qui datent de la première moitié du XIII^e siècle, s'apparentent fort nettement aux œuvres byzantines de ce temps; elles en ont le caractère monumental, la facture large et libre, elles en conservent les fonds unis, où le bleu est remplacé d'ordinaire par un ton jaune destiné à imiter les fonds d'or des mosaïques; et plus d'une fois on y retrouve l'influence des anciennes mosaïques byzantines. Mais déjà, et un peu auparavant même, dans les fresques de l'église de Nérès qui datent de la fin du XII^e siècle, certains traits caractéristiques apparaissent: la recherche de l'émotion dramatique ou pathétique, le goût du réalisme visible dans certains beaux portraits, celui du roi Vladislav par exemple à Milesevo, la place faite dans les fonds au détail pittoresque, architectures et paysages. On y voit s'annoncer et se préparer, — et ceci est d'une importance singulière, — tout ce qui donnera à l'art chrétien d'Orient du XIV^e siècle un aspect particulier et nouveau.

De cet art nouveau les églises de Serbie ont conservé des ouvrages remarquables. On en a noté déjà les caractères essentiels: la science de la composition, qui dispose avec une rare adresse les figures bien plus nombreuses qu'autrefois, le mouvement et la vie des attitudes, leur grâce élégante et souple, la recherche du pittoresque, de l'émotion pathétique et tendre, l'observation de la réalité, si sensible dans tant de beaux portraits des fondateurs, et surtout la merveilleuse entente de la couleur, fraîche, nuancée, riche et variée tout ensemble, et qui sait avec une finesse admirable rendre les jeux d'ombre et de lumière et modeler les figures par de savantes dégradations des tons. On a pu dire sans exagération que les peintures murales des églises serbes nous offrent les meilleurs exemples de l'art qui, aux XIII^e et XIV^e siècles, fleurit dans l'Europe orientale, et sont les preuves vivantes du passé glorieux de la Serbie.

Est-ce à dire que ces fresques puissent prétendre à représenter un art national? Il serait paradoxal de l'affirmer. Il est incontestable que des maîtres byzantins ont exécuté plusieurs

de ces grandes décos; il est certain que, par l'iconographie comme par le style, toutes s'inspirent des traditions byzantines. On les rattache volontiers, dans ce grand mouvement d'art qui fit de l'époque des Paléologues comme une dernière renaissance, à ce qu'on a appelé l'école macédonienne, et elles en sont au reste, dans l'état actuel de nos connaissances, les chefs-d'œuvre.

Quand nous connaîtrons mieux les peintures de la première moitié du XIV^e siècle, découvertes en ces dernières années à Salonique, à Saint-Démétrius ou aux Saints-Apôtres, on pourra mieux apprécier peut-être les origines et les caractères propres de cette école, dont il se pourrait bien qu'il faille chercher le point de départ à Constantinople tout simplement, des ouvrages comme les mosaïques de Kahrié-djami montrant amplement quel fut alors l'éclat des écoles d'art de la capitale.

Pour l'instant, une seule chose importe. L'étude, — incomplète encore, mais que poursuivent avec un zèle admirable les savants serbes, les Petkovitch, les Vasitch, d'autres encore, — des précieux monuments que conserve la Serbie nous a révélé vraiment comme une province nouvelle dans l'histoire de l'art chrétien d'Orient. Et c'est ce qui donne un intérêt et un charme incomparables à la visite de ces vieux monastères, tout pleins de souvenirs d'histoire et d'art, et qui, dans des sites admirables et dans une atmosphère morale parfois émouvante, conservent les chefs-d'œuvre d'un passé qui fut grand.

CHARLES DIEHL.

LES INONDATIONS DU MIDI

Une crue inoubliable vient de répandre la ruine et le deuil dans le Languedoc et en Aquitaine. Nous nous proposons d'en exposer les causes et l'évolution. Tâche difficile; car une telle étude embrasse des éléments complexes, oblige à grouper quantité de données encore actuellement dispersées.

On sait que les crues exceptionnelles peuvent se produire de trois manières : par des fontes brusques de neige, par des pluies d'une durée et d'une intensité anormales, enfin, par les deux causes réunies. Les pluies d'une intensité anormale correspondent à des situations atmosphériques spéciales, d'ailleurs très connues grâce aux observations coordonnées par l'Office national météorologique. Le relief du sol joue également un rôle important dans la précipitation de ces pluies : les montagnes forcent les nuages à s'élèver, donc à se rafraîchir et à se résoudre en eau.

Durant les jours qui ont précédé la catastrophe, les pluies dans la Montagne Noire ont peut-être été le quintuple ou le décuple de celles qui se sont abattues sur Toulouse et Montauban. Sur le bord oriental du Massif Central, il est tombé en un seul jour jusqu'à 800 et 900 millimètres en un jour, soit autant qu'à Paris en dix-huit mois. Or le Tarn et le Lot sont issus de cette zone critique; en outre, en aval, ils reçoivent les eaux d'autres montagnes : Cantal, Aubrac, Rouergue, plateau de Saint-Affrique, Espinouse, où il peut encore tomber 100 à 200 millimètres en vingt-quatre heures; mêmes averses diluviennes sur les Pyrénées. Les cours d'eau qui aboutissent à la Garonne sont donc particulièrement sujets à des crues brutales, qui, selon leur origine, peuvent être divisées en plusieurs catégories.

Les crues océaniques aquitaines, ou pyrénéennes du prin-

temps, sévissent surtout sur la haute Garonne, les rivières du Lannemezan, l'Agout et le Tarn supérieur. Le cataclysme fameux de juin 1875 qui frappa Agen et Toulouse et fit 500 victimes appartient à cette catégorie. *Les crues océaniques classiques* gonflent en hiver le Tarn inférieur, et encore plus le Lot; elles sont sans action sur la Garonne, sauf après son confluent avec le Lot. Les *crues méditerranéennes cévenoles* de l'automne la font encore moins monter, même dans son cours inférieur; mais elles affectent une intensité parfois inouïe dans un étroit secteur, en bordure occidentale du Massif Central, sur le haut Lot et sur le Tarn supérieur (30 ponts emportés, 16 mètres à Sainte-Énimie en septembre 1900). D'amont en aval elles s'affaissent bientôt. *Les crues méditerranéennes complexes* sévissent avec violence au voisinage des sources du Lot et du Tarn; en aval elles s'accroissent par le renfort des affluents; elles ont été la cause des cataclysmes que Montauban a connus en novembre 1766, en décembre 1772, et octobre 1808.

LES CAUSES DE LA CRUE

Les récentes inondations du Midi sont peut-être moins surprenantes par leur énormité que par leur date: car, si mars est le mois favorable aux crues océaniques classiques, nous aurions, malgré des études poussées fort loin dans le passé, jugé irréalisables, en dehors de l'automne, de telles crues méditerranéennes.

Les causes atmosphériques immédiates de la crue n'ont rien eu d'anormal, et nous retrouvons dans les cartes quotidiennes de l'Office national météorologique l'indication des phénomènes dont l'apparition pousse infailliblement le vent pluvieux du sud-est contre la Montagne Noire et les Cévennes. Le 27 et le 28 février, de hautes pressions s'étalent sur la Corse, la Sardaigne, l'Italie; les jours suivants, cet anticyclone (1) se renforce, se bombe vers l'ouest. Il empiète sur le bassin rhodanien et s'avance assez au nord de Valence ou de Lyon pour empêcher toute pluie grave dans la France septentrionale et orientale, même sur le bord oriental du Massif Central, au nord de l'Ardèche, d'ailleurs peu arrosée; en même temps, des

(1) L'anticyclone est un centre de haute pression barométrique ennemi de la pluie.

dépressions peu profondes, étroites, orageuses, surgissent sur le golfe de Gascogne et sur l'Espagne du nord, puis se dirigent vers le golfe du Lion ; l'une d'elles, le 2 mars, déviée par l'anticyclone, file vers les Baléares et s'y évanouit, non sans avoir provoqué sur son passage, des pluies torrentielles ; la dernière dépression siège sur l'Aquitaine et le Languedoc dans la soirée du 2, détermine l'averse et achève l'œuvre néfaste de la première ; puis, arrêtée par le mur des hautes pressions, elle se comble lentement sur place, dans la journée du 3. Elle aussi a aspiré vers le Tarn les vapeurs méditerranéennes. Pour des raisons difficiles à définir, cette influence s'est fait sentir loin au delà de la Montagne Noire et des Causses.

En même temps, sur les massifs qui envoient leurs eaux à l'Agout, au Tarn, au Lot moyen, même à la Dordogne et à la Vienne, se produisait un afflux de nuages océaniques venus du sud-sud-ouest. Cette coïncidence funeste est précisément le trait distinctif et mystérieux des *crues méditerranéennes complexes*.

Nous ne posséderons pas de relevés pluviométriques directs et complets avant plusieurs mois ; mais le graphique des crues constitue un indice significatif de la puissance des averses et renseigne indirectement sur leur horaire. Certainement, les régions montagneuses exposées à la fureur des éléments ont reçu, en certains points, 175 à 200 millimètres d'eau en vingt-quatre heures, 300 ou 400 millimètres en quelques jours consécutifs ; mais ces chiffres ne sont pas des chiffres records. Ce qui est beaucoup plus rare, c'est que la pluie diluvienne s'est étendue, non seulement à la partie moyenne des bassins, mais encore à la région basse, jusqu'à Lavaur, à Albi, au bas Aveyron. L'influence de ce phénomène fut décisive.

Enfin, à l'eau de ces averses, s'est ajoutée celle résultant de la fusion des neiges. Il y avait beaucoup de neige au-dessus de 800 mètres, dans la Montagne Noire et les massifs voisins, au début de mars. Quel rapport dans le volume liquide total représente la fusion de cette masse de neige ? Impossible de l'indiquer exactement. Peut-être 15 à 25 pour 100. D'ailleurs, une averse moyenne de 175 à 200 millimètres, de la soirée du 1^{er} au 3 mars vers midi, aurait suffi à provoquer la crue.

Lei d'ailleurs intervient la notion capitale de coefficient

d'écoulement, ou rapport des pluies écoulées aux pluies tombées. En septembre, au début d'octobre, le sol desséché par l'été précédent absorbera, selon son état de saturation préalable, 50 à 70 pour 100 d'une pluie de 150 millimètres. Au début de mars, le coefficient d'écoulement peut monter à 80 ou 100 pour 100. Or les régions ici étudiées avaient reçu, depuis plusieurs mois, des pluies supérieures à la normale et, sur des terrains à ce point saturés, le taux de ruissellement a dû devenir tout à fait extraordinaire. L'averse, au surplus, n'est pas tombée partout à la fois selon une cadence uniforme ; elle a procédé par à-coups et a progressé du sud vers le nord ; les cours d'eau méditerranéens se sont gonflés surtout dans la nuit du 1^e au 2 mars ; dans la soirée du 2, c'a été le tour de l'Agout, du Tarn et du Lot ; le matin du même jour, une recrudescence de la pluie a frappé l'Orb, et une dernière reprise d'averse a sévi au delà de la Montagne Noire le matin du 3. Pendant ces paroxysmes, la densité horaire des chutes d'eau a dû atteindre une valeur très élevée.

L'ÉVOLUTION DE LA CRUE

Les rivières languedociennes. — Nous ne connaissons pas encore à l'heure actuelle les cotes observées sur la Dordogne et, à une autre extrémité du champ de bataille, sur l'Aude. Mais si la Corrèze et la Vézère ont éprouvé une crue violente, la Dordogne moyenne à Bergerac n'a point approché des records du passé ; la mention des localités inondées et le contre-coup sur la Garonne nous font estimer à 7 mètres au plus, peut-être à moins, le maximum atteint par le Lot à Cahors, chiffre bien inférieur à ceux de mars 1927. L'Aude supérieure n'a pas causé de ravages graves à Carcassonne, elle est restée à plusieurs mètres au-dessous de la cote d'octobre 1891. Mais après le coude de Carcassonne, la Montagne Noire lui a envoyé des flots formidables. De ce côté, certains petits affluents ont éprouvé des gonflements subits, démesurés. L'Orbiel, qui a détruit le village de Mas-Cabardès, paraît avoir fourni un débit extravagant.

A Béziers, l'Orb a dépassé sa plus grande crue connue depuis un siècle. Là, au Pont Rouge, après de petites oscillations préparatoires, du 27 au 28 février, il est entré en hausse préci-

pitée le soir du 1^{er} mars ; le 2, il atteignait 4 m. 42 à cinq heures, il resta à cette hauteur pendant plus de dix heures, phénomène tout à fait surprenant pour une rivière méditerranéenne. Après une baisse peu profonde, le soir, l'Orb sauta de nouveau à 4 m. 30, le 3 à quatorze heures. Le débouché pourtant large du Pont-Vieux se trouva insuffisant pour ce débit de 2 500 à 3 000 mètres cubes ; il arrêta les eaux qui refluèrent à 4 ou 5 mètres de hauteur dans les bas faubourgs. Très gros dégâts, vignes noyées à perte de vue, mais peu d'immeubles écroulés, pas de victimes.

Le Tarn et ses affluents avant Saint-Sulpice. — Sur le versant aquitain, dans le domaine du Tarn, se déroulait une tragédie aux multiples épisodes.

Trois collecteurs principaux sillonnent ce bassin, tous issus de montagnes, encaissés, soumis à une déclivité accentuée, donc exposés à des crues soudaines très aiguës : l'Agout au sud, le Tarn lui-même au centre, puis l'Aveyron.

Celui-ci bondit avec une folle rapidité à des niveaux inégalés depuis peut-être un siècle ; à Varen, après avoir reçu son maître affluent, le Viaur, il cota 8 m. 60 à six heures le 3. Dans tout son cours inférieur, il accumula les dégâts, fit six ou huit victimes, détruisit la voie ferrée sur 3 kilomètres près d'Albi.

A Millau, au sortir des Causses, le Tarn atteint le 2 mars à vingt-quatre heures 6 m. 80, hauteur souvent dépassée, et parfois de beaucoup (10 m. 30 en septembre 1873) ; mais en aval les rivières rouges du plateau de Saint-Affrique : Dourdou de Vabres, Rancé, accusent des débits réellement prodigieux. Et voici qu'à Albi, le Tarn, avec 8 m. 80 le 2 mars à vingt-quatre heures, 9 m. 10 le 3 à vingt-et'une heures, égale presque les maxima fameux du passé : 9 m. 80 en novembre 1766, presque autant en octobre 1808. Heureusement jusqu'au confluent de l'Agout, des berges hautes de 20 à 25 mètres protégèrent les localités contre le débit formidable : 3 500 mètres cubes au moins.

Le long de l'Agout, la catastrophe se produit avec une inexprimable violence. De ce côté, les records les plus fameux sont amplement dépassés ; à Castres, l'Agout s'élève, le 3 mars, à 7 mètres, vers trois heures. Son affluent, le Thoré, monte avec encore plus de rapidité, sautant à 7 mètres, 8 mètres, 10 mètres selon les lieux. De petites rivières pénètrent en mugissant dans

les villages et les villes, abattent ponts et maisons; l'Arnette saccage les usines de Mazamet. Toutes ces masses d'eau réunies déterminent à Lavaur un maximum inouï, d'ailleurs non encore mesuré, car l'échelle, submergée d'abord, fut ensuite emportée. Sur ce point la crue a dû atteindre 13 mètres, peut-être 14 mètres d'eau contre 7 m. 75 en octobre 1874. A Saint-Sulpice, où il conflue avec le Tarn, l'Agout est venu broyer son pont suspendu à 22 mètres au-dessus de l'étiage, dans un thalweg large de 60 à 70 mètres. Cette effrayante montée dont nous venons de constater sur place les ravages, s'explique en partie par l'obstacle apporté à l'écoulement des deux rivières réunies, par le pont du Tarn, large seulement de 100 mètres. Cet ouvrage, haut de 18 mètres environ, a été recouvert sur la rive droite; il a tenu bon pourtant, mais a déterminé au loin, vers son amont, un exhaussement artificiel du plan d'eau. Sous les majestueuses arches de brique, le flot rétréci des deux tiers s'est engouffré avec une force dont témoignent des effets d'érosion incroyables pour qui ne les a point contemplés.

Le Tarn grossi de l'Agout. — Réunis, le Tarn et l'Agout formèrent une coulée monstrueuse, qui, jaillissant du pont de Saint-Sulpice, dévala vers Montauban, et vint d'abord éfileurer le pont de Bessières, large de 150 mètres et haut de 17. Jusqu'à Villeneuve, des berges profondes contiennent le Tarn; mais peu avant ce gros bourg, leur abaissement progressif permit à la crue de les couronner, ce qui ne s'était point vu depuis des siècles, et ce qu'on eût d'ailleurs jugé impossible. Là, commence vraiment le désastre. Maints villages deviennent la proie du courant; les murs bâtis en pisé ou en briques crues fondent, s'affaissent, les maisons se fendent et s'écroulent. Trois grands ponts sont emportés comme fétus.

A Montauban, le Tarn était le 2 mars, à midi, à 4 mètres; on commence à s'inquiéter lorsqu'à dix-huit heures il approche de 6 mètres; à minuit, il dépasse 8 mètres, se précipite dans les rues des faubourgs; l'aube du 3 le voit à 9 m. 50, et l'ascension des eaux continue! A douze heures, les cotes prodigieuses de 1766 et de 1772, un peu plus de 10 mètres, sont atteintes vers vingt heures; le Tarn parvient à son apogée, 11 m. 45; les maisons s'écroulent dans un fracas de tonnerre, qui domine un instant le mugissement des eaux.

Là, il y eut 25 morts; c'est miracle qu'on n'en ait pas compté des centaines. Mais les sauveteurs héroïques se sont dévoués jusqu'à l'épuisement, certains jusqu'à la mort. Et ils ont dérobé au monstre le plus grand nombre de ceux qui allaient périr.

D'habitude, le Tarn descend aussi vite qu'il monte; mais, cette fois, la succession rapprochée des paroxysmes de pluie dans les régions hautes, l'échelonnement maximum aux conflents, l'arrivée dans la nuit de la deuxième onde observée à Albi ont créé une « étale », dont la durée figure parmi les plus impressionnantes particularités de la crue; les eaux se sont maintenues pendant vingt heures au-dessus de 11 mètres, pendant trente heures au-dessus de 10 mètres, alors que depuis un siècle, elles avaient au plus atteint 8 mètres. De nombreux édifices furent détruits qui auraient résisté à une submersion moins durable.

Sur plusieurs kilomètres, avant et après Montauban, le remblai de la grande ligne Bordeaux-Sète, celui de la voie Montauban-Castres furent ravinés, emportés; en beaucoup de points, les rails privés de soutien se sont affaissés ou demeurent suspendus dans le vide. Au delà du chemin de fer, éloigné pourtant de la rivière, la nappe meurtrière s'est étendue à perte de vue, ruinant les fermes, couvrant la campagne d'une hideuse boue rougeâtre.

En aval, le débit fut porté à 7000, peut-être à 8000 mètres cubes par le renfort de l'Aveyron. On sait le résultat: le pont du chemin de fer, à Moissac, à moitié détruit, le remblai anéanti, les quartiers bas de la ville envahis vers minuit après la rupture d'une digue. Les immeubles s'effondraient comme châteaux de cartes; là, on compte plus de cent victimes.

LA LUTTE CONTRE LE FLÉAU

Telle fut l'évolution de la crue. Elle a entraîné la mort de 200 à 250 personnes, noyé ou écrasé un nombreux bétail, démolie des milliers de maisons, interrompu pour des semaines ou des mois le trafic sur certaines voies de communication importantes, causé des dégâts dont le total excédera 1 milliard. Elle peut figurer dans le livre noir des catastrophes nationales au même rang que l'inondation de juin 1875.

Elle prouve que le climat français, — expression impropre d'ailleurs, car notre pays est soumis à plusieurs climats et non à un seul, — ne mérite pas sa renommée de modération. Elle montre encore que le long de nos rivières, bien des endroits qui semblaient hors d'atteinte des inondations peuvent un jour ou l'autre, après des siècles de quiétude, se trouver submergés.

Y a-t-il des moyens de prévenir le retour de pareils horreurs? Quelstravaux de protection sont à entreprendre sans délai?

Dans une grande partie de la presse, ce n'est qu'un cri: l'inondation a pour cause le déboisement; reboisons et les rivières deviendront régulières! Cette idée, simple, populaire, contient une part de vérité, mais elle est inspirée par une confusion. La forêt est très efficace contre l'érosion, les transports de boue et de graviers. Sa présence a réellement jugulé, « éteint » selon l'expression consacrée, dans les Alpes ou les Pyrénées, certains torrents, dont les débâcles subites mettent en mouvement plus de boues et de blocs de rochers, que d'eau. Mais dans le cas présent, les transports d'alluvions ont fait peu de mal : le débit liquide est le grand coupable.

Contre les crues, le boisement ne peut pas grand chose : des études très sérieuses et des constatations décisives le prouvent. La forêt, certes, par ses feuilles ou ses aiguilles, sa couverture morte, son sous-bois, le sol poreux qu'elle fixe et entretient, possède un pouvoir absorbant; elle retient la totalité des petites averses, la moitié ou le quart des pluies plus considérables; en somme elle atténue plus ou moins les faibles crues. Contre des pluies torrentielles correspondant à une chute d'eau de 100 à 150 millimètres en un jour, qui s'abattent sur un sol saturé ou couvert de neige, elle n'aura plus qu'un effet minime, ou nul. Même si la forêt avait les vertus souveraines qu'on lui attribue, s'imagine-t-on qu'il reste encore beaucoup de champ libre à son extension? Va-t-on remplacer les cultures ou les prairies par l'arbre? Et en dehors de ces terres affectées à une végétation bien déterminée, n'existe-t-il pas déjà un pourcentage appréciable de zones boisées?

Si, dans les bassins envisagés, on peut porter le taux superficiel de boisement de 25 à 30 pour 100 au lieu de 15 ou 20, soutiendra-t-on qu'une modification si restreinte par rapport aux surfaces totales régularisera le régime? Non. Reboisons tout de même, et le plus possible, il n'en peut résulter que du

bien. Mais ne comptons pas là-dessus pour empêcher de se reproduire les inondations exceptionnelles.

En Amérique, les riverains de la Miami River, affluent septentrional de l'Ohio qui, en mars 1913, fit 300 victimes, ont appliqué un plan de défense bien plus efficace. Ils ont aménagé au moyen de barrages cinq réservoirs, vides en temps ordinaire, et qui, le cas échéant, emmagasineraient un milliard de mètres cubes d'eau. Grâce à ces travaux, une crue supérieure de 40 pour 100 à celle de mars 1913, deviendrait presque inoffensive. Or, divers indices nous font penser que le récent gonflement du Tarn a été un peu inférieur à la crue de la Miami de 1913. La construction de barrages où s'accumuleraient 800 millions de mètres cubes suffirait donc à prévenir chez nous le retour du fléau. Par malheur, nous doutons que des emplacements favorables existent pour l'établissement de tels ouvrages qui constituerait la seule défense sûre contre les colères du Tarn.

Si, comme il faut le craindre, on ne peut enfermer dans ces prisons géantes les crues de la terrible rivière, s'en défera-t-on par un rempart continu de digues très coûteuses, qui, sur la plus grande partie de la vallée, serviraient seulement tous les quelques siècles, et qui, un jour ou l'autre, finiraient peut-être par se rompre? Solution dangereuse, car ces digues ont l'inconvénient de concentrer toute la masse liquide dans un lit étroit. Or, l'inondation qui s'étale librement exerce moins de ravages que la trombe d'eau qui s'engouffre à travers une brèche. Aussi nos ingénieurs des Ponts et Chaussées, d'une façon générale, déconseillent-ils l'emploi des levées dites insubmersibles, sauf pour garantir à tout prix certaines campagnes très riches (ainsi la plaine du Bas-Rhône à partir de Tarascon et Beaucaire), ou bien encore des agglomérations urbaines importantes comme Lyon, ou Vienne en Autriche. Peut-être essaiera-t-on par ce procédé d'écartier de Moissac et des faubourgs montalbanais les crues de 13 ou 14 mètres?

Quant aux villages détruits, le mieux serait de les rebâtir au-dessus de leur emplacement actuel. Si cela ne peut se réaliser, il faudra proscrire de leur construction la brique creuse ou le pisé qui se délaient dès qu'ils baignent dans l'eau; des maisons solides, en pierre, résistent dans la plupart des cas aux courants même violents.

Somme toute, des berges naturelles et artificielles ne sauraient contenir, quoi qu'on fasse, sur toute la longueur d'une rivière, les crues extraordinaires. Il faut s'incliner devant la fatalité et faire sa part à l'eau, la laisser déborder parfois dans des conditions propres à limiter ses ravages.

Ce qui importe, avant tout, c'est de rendre plus efficaces les avertissements aux riverains. Il faut d'abord, par des investigations patientes et approfondies, par l'examen de toutes les possibilités climatériques et hydrologiques, évaluer, sans craindre les exagérations, les plus formidables inondations à redouter, en fonction de ces cotes et de ces débits éventuels; il faut déterminer tous les lieux submersibles, et indiquer partout aux habitants quel niveau de la rivière menace leurs biens et leur existence. Il faut, malgré eux, les contraindre à quitter leurs demeures quand la crue s'approche. Les pouvoirs nécessaires devraient être donnés aux municipalités et au Service des ponts.

Nos ingénieurs, presque partout, calculent, avec une précision merveilleuse, pour qui sait les difficultés du problème, d'après les cotes obtenus en amont, celles qui seront atteintes en aval. Le long du Tarn, en particulier, le service des crues est dirigé avec une admirable sûreté. Mais, parfois, la rupture des lignes télégraphiques empêche les avis d'atteindre leurs destinataires. Malheureusement aussi des municipalités ont le tort grave de refuser de dire aux habitants toute la vérité, sous le prétexte de ne pas les effrayer. Cet « optimisme » n'est pas plus recommandable en telles circonstances que dans la conduite d'une guerre.

Surtout, il faut envisager en face une vérité désagréable: les crues de certaines rivières, du Tarn en particulier, comme de la haute Garonne, de l'Ardèche et de bien d'autres rivières se déchaînent et se propagent avec une impétuosité telle que souvent toute prévision par les cotes devient impossible.

Bien entendu, tout ce qui rendra la transmission télégraphique ou téléphonique des avis plus rapide et plus efficace, même la nuit, devra être imaginé et appliqué. Pour gagner quelques heures, et sauver ainsi bien des vies humaines, nous conseillons de recourir aux prévisions par la pluviométrie; nous avons la conviction que des dépêches, envoyées de certains postes bien choisis, bien répartis, lorsque les averses

dépasseraient une intensité déterminée, pourraient commander à temps le garde à vous. Mais le rapport entre les pluies et les maxima dépend de facteurs très complexes : évaporation, saturation du sol, cotes initiales etc.; pour l'établir de façon suffisamment précise, il faudrait encore de longues études et, pour les mener à bien, il serait indispensable de doubler en France le nombre des pluviomètres. Certains départements, exposés à des crues puissantes, en sont presque démunis. Par une aberration inconcevable, les observations pluviométriques ne sont point considérées comme d'intérêt général, puisqu'on laisse aux départements le soin de les organiser et de rétribuer, bien faiblement d'ailleurs, ceux qui s'y livrent. La pluviométrie devrait être un service d'État, rémunéré par l'État. Il en coûterait dix ou quinze millions par an à ce dernier pour posséder un réseau pluviométrique suffisamment dense.

Nous jugeons encore indispensable d'augmenter les sommes consacrées aux observations hydrométriques : relevés de hauteurs ou mesures de débits. Nos services des grandes forces hydrauliques ne reçoivent même plus de quoi poursuivre leurs publications, une des gloires de la science française, il y a dix ans encore. Il faut rendre à nos savants ingénieurs le temps et les moyens de s'occuper longuement d'hydrologie. Il faut surtout renforcer, peut-être doubler l'effectif de leur personnel technique.

Trop de Français jusqu'ici considéraient les études sur le régime des eaux comme d'inutiles passe-temps de dilettante. Mesurent-ils maintenant toute l'étendue de leur erreur ? Pour bien combattre un ennemi, il faut connaître sa force. Tout ce qui nous renseigne sur les éléments de l'hydrologie : débits moyens et extrêmes, causes météorologiques, fréquence et mécanisme des crues, vitesse du courant, hauteur des eaux, présente un intérêt pratique de premier ordre. Le jour où le public en sera bien convaincu, les inondations ne disparaîtront certes pas, mais on sera mieux armé pour les empêcher de tourner en catastrophes nationales.

MAURICE PARDE.

A BERLIN

III⁽¹⁾

APRÈS L'ADOPTION DU PLAN YOUNG

Berlin, 15 mars.

L'assemblée d'Empire a fini par approuver le plan Young. De quels compromis, de quels marchandages ce vote n'a-t-il pas été le résultat! Après un débat prolongé devant les deux Commissions réunies des Affaires étrangères et du Budget, le Centre catholique avait déclaré qu'il s'abstiendrait, et le parti populaire bavarois (catholique) s'était rangé aux côtés du Centre. M. Brüning justifiait officiellement cette attitude singulière, par la raison que les principes de la réforme financière, à laquelle son parti avait subordonné la ratification du nouveau plan, n'étaient point suffisamment assurés. En fait, l'abstention du Centre s'expliquait d'une autre manière. S'étant rendu compte, par des pointages savants, que le plan Young serait approuvé sans ses suffrages, il préférait laisser aux autres fractions la responsabilité d'une loi qui, étant donné son objet, ne serait jamais populaire. Il n'aurait pas pris sur lui de la faire échouer; mais, puisque ce péril semblait écarté, il garderait, vis-à-vis des électeurs, le mérite, la supériorité de n'avoir point voté le règlement des réparations!

L'abstention du Centre et du parti bavarois réduisait la

(1) Voyez la *Revue* des 1^{er} et 15 mars.

majorité à fort peu de chose. L'inconvénient, pour le gouvernement et pour l'Allemagne, d'une ratification assurée seulement par quelques voix, apparaissait à tous les yeux. Alors on se remit à négocier. Le président Hindenburg reçut en audience les deux leaders du Centre et de la *Volkspartei*, s'efforça de les mettre d'accord sur un programme financier où chacun des deux entendait faire triompher les idées, ou plutôt les exigences de son parti. Le chancelier d'Empire, qui était résolu à se retirer, si le plan Young n'était pas approuvé par « une majorité importante », prit les engagements demandés par M. Brüning, et, le 11 mars, lorsque le Reichstag se réunit pour le débat en deuxième lecture, la séance s'ouvrit par une déclaration du leader catholique, qui assurait au gouvernement l'appui conditionnel de son parti.

Je repasse, l'un après l'autre, tous les incidents qui marquèrent ces deux longues séances du 11 et du 12 mars. Les scrutins qui, le mardi soir, mettent fin à la deuxième lecture sont interminables. A tout propos et hors de propos, l'extrême-droite et l'extrême-gauche, — nationalistes et communistes, — se lèvent ensemble comme un seul homme pour soutenir on ne sait quel amendement extravagant. Enfin le plan Young et les lois annexes passent à une majorité moyenne de 80 à 90 voix; 17 voix seulement assurent le vote de l'accord avec la Pologne.

Le lendemain à midi, troisième lecture. Le chancelier Müller ouvre la séance par un discours très étudié, que l'Assemblée écoute avec une attention recueillie, sans marquer ni son assentiment, ni sa réprobation. M. Hermann Müller s'applique, naturellement, à faire ressortir tous les avantages que le plan Young procure à l'Allemagne. Il insiste sur la levée des gages et des contrôles, sur l'évacuation anticipée des pays rhénans, sur la souveraineté politique et financière entièrement reconquise. Tout cela tombe dans le silence; pas un applaudissement ne souligne les mots les mieux faits pour être applaudis.

Et voici les couplets, désormais obligés, sur le moratoire, l'abolition de toute sanction, les possibilités de revision. « De plusieurs côtés, dit M. H. Müller, on me demande combien de temps le gouvernement estime que l'Allemagne pourra remplir les obligations du nouveau plan. Je réponds que je

n'en sais rien, et que personne là-dessus n'en sait plus que moi. — Et vous signez quand même ! » interrompt un député nationaliste. Le chancelier ne relève pas cette interruption.

Puis M. Brüning monte à la tribune et commence par donner lecture d'une résolution sur laquelle les quatre grands partis de gouvernement se sont mis d'accord hier soir. Ce *factum*, dont les termes semblent avoir été soigneusement pesés, résume, avec précision et subtilité, toutes les propositions, toutes les réserves énoncées au cours du débat : ce qu'on pourrait appeler l'interprétation du plan Young par les fractions de la majorité, ou, plus simplement, la traduction allemande du plan Young. Pour retrouver, à travers cette glose, le texte signé à La Haye, il faut y mettre quelque complaisance...

Mais voici que le *leader* du Centre parle au nom de son parti. Il rappelle au chancelier les conditions de l'accord intervenu, lui reproche même, en termes discrets, de n'avoir pas marqué assez nettement dans sa déclaration les engagements pris par le Cabinet. Il critique, avec plus d'à-propos que d'autorité, des méthodes de marchandage qui discréditent en Allemagne l'institution parlementaire. Enfin, revenant au plan Young, il le définit, non comme un contrat librement consenti par les deux parties, mais comme un règlement imposé à la nation allemande par ses créanciers, comme un *diktat* ! Allons ! la responsabilité du Centre est-elle assez dégagée ? Le dernier mot de M. Brüning lui vaut les acclamations de l'extrême-droite, et quelqu'un, près de moi, murmure : « Voilà le chancelier de demain ! »

On entend encore quelques crieailles communistes, quelques rodomontades nationalistes. Le docteur Frick, l'ancien organisateur de *putsch*, l'ancien lieutenant de Hitler, aujourd'hui représentant de l'État de Thuringe au *Reichsrat*, vient déclarer à la tribune le complet désaccord de son gouvernement avec le gouvernement d'Empire au sujet du plan Young. Les *Deutsch-Nationalen* applaudissent à tout rompre et l'un d'eux s'écrie : « Enfin nous avons entendu un ministre allemand ! » La discussion est close, les urnes circulent, et les lois relatives à l'accord de La Haye retrouvent à peu près la majorité qu'elles avaient obtenue la veille. Le plan Young est ratifié. Les nationalistes accueillent par des *Pfui !* la proclamation de ce résultat, qu'ils ne jugent pas encore définitif : ils demandent que la

publication officielle des lois soit ajournée de deux mois. Cette dernière manœuvre est aussitôt déjouée par une proposition d'urgence.

Le lendemain, 13 mars, le président Hindenburg ratifie les lois que le Reichstag a votées, et justifie son attitude dans un message adressé au peuple allemand. Le ton simple et digne de ce document fait grande impression. M. Hugenberg en prend acte pour accuser le maréchal de haute trahison. La plupart des journaux approuvent sans réserve le geste du président ; l'un d'eux, commentant son appel à l'union, à la collaboration de tous les partis pour la restauration d'une grande Allemagne, souhaite, sans oser l'espérer, que « cette liquidation du passé, dont le plan Young doit être l'instrument, s'applique d'abord à la politique intérieure allemande ».



A vrai dire, l'expérience de ces cinq semaines n'est pas précisément de nature à fortifier l'espoir de ceux qui voyaient dans la ratification du plan Young l'acte décisif, par lequel l'Allemagne s'engagerait résolument dans une voie d'ordre, de progrès et de collaboration européenne. Certes, le gouvernement du Reich a fait preuve de ténacité et de courage. Mais au contraire, dans le parlement, que d'hésitations, que de réticences, que de reculs sournois et peureux devant la responsabilité !

Voilà trois grands partis, qui sont des partis d'ordre, qui sont solidement organisés, avec l'appui unanime desquels une politique d'intérêt national serait assurée de triompher. Et pourtant le gouvernement qui veut faire cette politique est fragile, chancelant, contraint de composer tour à tour avec chacune des fractions qui forment officiellement sa majorité. L'excès des charges qui pèsent sur la fortune acquise et sur la production est un fait généralement reconnu ; il a pour l'économie allemande des conséquences désastreuses : exode des capitaux, découragement de l'épargne, crise des industries. Le gouvernement se propose de demander davantage à la consommation. Les social-démocrates protestent, au nom de leurs principes ; les catholiques du Centre s'opposent, dans l'intérêt de leurs syndicats ouvriers.

La nécessité d'une entente avec la Pologne est admise,

depuis Stresemann, par la grande majorité des Allemands raisonnables. A quelle obstruction se heurte depuis des mois l'accord projeté? A celle du Centre, qui veut ménager sa clientèle silésienne. On pourrait multiplier les exemples qui montrent à quel point, dans l'Allemagne d'aujourd'hui, la politique nationale est subordonnée aux intérêts de parti et souvent compromise par leur désaccord. J'ai déjà signalé ce fait dans un article précédent. Mais il me semble si caractéristique, si essentiel, que je crois utile d'y revenir.

Si l'on additionne les chiffres, il est évident que les partis d'ordre, — Centre-catholique, social-démocratie, parti populaire, parti démocrate, parti économique, — l'emportent de beaucoup en Allemagne sur les partis révolutionnaires d'extrême-droite et d'extrême-gauche. Les premiers imposeraient donc aisément leur volonté aux seconds, si cette volonté était unanime, au moins en ce qui concerne les grandes questions d'intérêt national. Le malheur est qu'elle ne l'est point.

L'inconvénient de ce désaccord, tantôt de doctrine, tantôt d'intérêt, sur des questions essentielles se révèle plus grave en Allemagne que partout ailleurs, parce que la discipline de parti y est beaucoup plus étroite. Cette discipline est le résultat d'une tradition, après avoir été l'expression d'un tempérament. Le prince de Bülow me faisait observer un jour, à Rome, que la social-démocratie allemande s'était organisée sur le modèle de l'armée prussienne. L'organisation du Centre catholique fut conçue par ses fondateurs en vue de la lutte que ce parti devait soutenir contre un gouvernement hostile jusqu'à la persécution.

L'exemple donné par ces deux grandes fractions a été suivi, plus ou moins fidèlement, par toutes les autres. Ceux qui, au lendemain de la révolution, s'en sont le mieux inspirés, sont précisément les partis extrêmes : communistes et social-nationalistes. La discipline ne régit pas seulement l'attitude et les votes du groupe parlementaire : elle s'exerce sur tous les électeurs inscrits, hommes et femmes, et même sur leurs enfants. Des organisations spéciales sont prévues pour chaque catégorie; dans les congrès du parti, il y a le « jour des femmes » et le « jour de la jeunesse ». On voit défiler dans les rues des grandes villes, comme sur les routes de campagne, les « jeu-

nesses » catholiques, socialistes, communistes et démocrates; et toutes ont une allure également militaire.

Jusqu'à ces derniers temps, les programmes de parti se bornaient généralement à trois domaines principaux : politique, économique et social. Ceux du parti catholique et de l'ancien parti conservateur faisaient en outre une place aux questions confessionnelles. La grande nouveauté d'aujourd'hui, c'est ce qu'on appelle, d'un mot assez difficile à traduire exactement, la *Kulturpolitik* des partis. Le parti ne se contente plus d'enrégimenter le citoyen, l'électeur : il veut encore atteindre l'homme, l'individu, régler sa vie privée, sa conscience, comme il réglait déjà son activité politique et sociale. Naguère, les grands partis allemands s'opposaient les uns aux autres par leur *Weltanschauung*; ils s'opposent encore aujourd'hui par leur *Menschanschauung*. Le programme devient un catéchisme; le parti devient une religion, mais une religion étroite et sectaire, qui pose en principe qu'en dehors d'elle il n'est point de salut. Partout ailleurs, une pareille intrusion se heurterait aux répugnances les plus vives et ne pourrait s'imposer que par contrainte. Un grand nombre d'Allemands et d'Allemandes s'y soumettent de bonne grâce. Faut-il en conclure qu'ils n'ont rien perdu de ce goût traditionnel pour l'obéissance passive, dont l'expérience de 1914 aurait pu les affranchir?

Dans les rangs communistes et dans les rangs national-socialistes, l'individu n'est plus rien, qu'un instrument du parti. Il ne semble pas que l'exemple de la Russie voisine ait ébranlé le moins du monde la foi du parti communiste allemand. Les ordres de Moscou sont obéis à Berlin avec une ponctualité et un enthousiasme qui déconcertent, quand on songe à l'information fréquente et complète qu'ont les Allemands, et particulièrement les communistes, sur l'Union soviétique. Chez les national-socialistes, l'idée révolutionnaire fait l'objet, sous une autre forme, d'un culte également fanatique.

L'attrait qu'exercent sur la jeunesse allemande les propagandes de ces deux partis est, paraît-il, extraordinaire; j'ai entendu de bons juges soutenir que la seconde était encore plus dangereuse que la première.

— On s'étonne, me disait le directeur d'une grande école,

que la monarchie et la dictature trouvent parmi nos jeunes gens tant de partisans. On s'étonne que la jeunesse soit réactionnaire. On se trompe de mot, tout simplement. Ce qui symbolise pour nous, leurs ainés, la réaction, représente pour eux la révolution. Une partie de notre jeunesse est révolutionnaire, voilà le fait. Il s'explique aisément. Au lendemain de la révolution, on avait annoncé de grandes choses. Dans l'ordre national, qu'ont vu chez eux les jeunes Allemands? des partis bourgeois enlisés dans les errements d'un autre âge, une social-démocratie aspirant à s'embourgeoiser, des gouvernements hésitants et timides. Qu'ont-ils observé hors d'Allemagne? l'échec de toutes les entreprises dont on attendait un soulagement et un progrès. Genève, La Haye, Londres, autant de déceptions pour de jeunes esprits impatients du résultat. Faut-il s'étonner qu'ils reportent tout leur respoir sur une révolution communiste ou fasciste, sur un coup de force monarchiste ou dictatoriel?

Contre la propagande des partis, l'influence des hautes écoles, l'enseignement de l'Université devraient constituer une barrière. Malheureusement, contre cette barrière s'acharnent, non seulement les partis subversifs, mais aussi la social-démocratie. La tendance à unifier et à démocratiser l'éducation, qu'on avait vu naître à Weimar en 1919, a pris dans ces dernières années une forme de plus en plus agressive. On ne songe pas, bien entendu, à supprimer l'Université, mais on s'applique à la transformer, à la détourner de son objet traditionnel, qui était la formation d'une élite. Avant la guerre, on entrait à l'Université par trois voies seulement : le lycée, le gymnase et l'école technique supérieure; on compte aujourd'hui une quarantaine d'équivalences au diplôme qui correspond à notre baccalauréat. A la culture générale, but de l'enseignement universitaire allemand, on substitue la formation spécifique et pratique, préconisée par les pédagogues soviétiques. La médecine et le droit enseignés sans latin, c'est le progrès. L'Université sera ouverte à tous; mais tous en sortiront tels, ou à peu près, qu'ils y étaient entrés.

L'Allemagne commence à s'apercevoir que, s'il est difficile de reconstituer un capital national, il est encore plus difficile de refaire une élite. L'ancienne bourgeoisie allemande s'est effondrée dans la catastrophe financière; on n'en voit pas encore

poidre de nouvelle, j'entends qui soit prête à assumer le rôle et les obligations que remplissait l'ancienne. Les conditions financières ne créent pas l'aptitude morale. « Il y en a qui pourraient, me disait une femme de la société berlinoise; mais ils ne veulent pas; ils préfèrent, ou vivre en bohémes, ou se ruiner en singeant les grands seigneurs. » Cette carence de la bourgeoisie n'est pas une des moindres causes du malaise politique dont souffre aujourd'hui l'Allemagne.

* *

Quels effets la mise en vigueur du plan Young aura-t-elle sur l'économie allemande? Si différents que soient les jugements que j'ai entendu porter sur le nouveau règlement des réparations, je n'en ai pas moins trouvé tout le monde d'accord sur un point : on escompte unanimement quelque bénéfice de la base certaine qu'il établit et des perspectives de collaboration qu'il ouvre à l'Allemagne. Sur le terrain économique, comme sur le terrain politique, les Allemands sont à un carrefour. Organiseront-ils leur vie nationale, avec les développements qu'ils sont en droit de prétendre, dans les cadres actuels de la vie européenne, s'accommodant d'une organisation qu'ils n'ont point créée, et qui, reconnaissions-le, n'a pas été créée en fonction de leurs besoins et de leurs aspirations; ou bien leurs efforts, sournois ou déclarés, tendront-ils au contraire à rompre l'équilibre établi par les traités et les conventions qui ont suivi la guerre, à briser, à détruire un état de choses auquel leur ambition et leur orgueil ne sauraient se résigner?

Si la politique, en Allemagne, est présentement dirigée par des hommes prudents, conscients des limites de leur pouvoir et gênés dans leur action par l'ensemble de circonstances que nous avons marqué plus haut, l'économie est conduite par des esprits ardents, audacieux, et même un peu aventureux. Un de ces grands capitaines d'industrie me disait : « La défaite a entraîné pour l'Allemagne des pertes nombreuses et considérables : une partie de son territoire, son armée, sa flotte, ses colonies, un matériel énorme, un capital-espèces formidable. Mais il lui reste ceci : soixante millions d'Allemands qui savent travailler, et qui veulent travailler.

C'est une force qui doit être estimée à sa valeur dans les calculs internationaux. »

C'est parce qu'ils avaient conscience de la puissance virtuelle que représente une capacité de production encore augmentée par l'organisation la plus parfaite du monde, que les dirigeants de l'économie allemande ont tout sacrifié à la reconstitution rapide et complète des forces productives. On leur faisait observer qu'ils allaient peut-être à la faillite, que ni la consommation intérieure, ni l'exportation ne suffiraient à absorber la production correspondant au développement de leur outillage; que la rationalisation des entreprises, dont ils attendaient, avec une réduction des frais généraux, le moyen de concurrencer la production étrangère, était réalisable dans un pays sain, mais risquait d'être fatale à une Allemagne encore malade de la guerre, de la révolution, de la débâcle financière.

Aucune objection n'a arrêté ni modéré leur effort. Ils ont reconstruit, modernisé, rationalisé avec une ardeur fiévreuse, et pourtant raisonnée. Pour mettre en branle, puis pour entretenir la machine ainsi remontée, il fallait plus de capitaux que n'en possédait le pays. Ils ont emprunté au dehors, payant l'argent au prix qu'exigeaient des créanciers pleins d'admiration devant l'effort, mais à demi confiants dans le résultat. Pour assurer le service de ces emprunts, ils ont emprunté davantage. Un moment est venu où, malgré tout, le souffle leur a manqué. 1927 fut une apogée, ou du moins la dernière étape d'une ascension qui avait duré presque quatre ans et que l'on commençait à croire indéfinie. 1930 marque, non seulement un arrêt, mais une régression. L'économie allemande subit une crise. Toute la question est de savoir si, pour reprendre la marche en avant, au rythme de naguère, il ne faut à l'Allemagne que le temps de reprendre son souffle et son élan, ou si cet avertissement la contraindra à adopter des méthodes plus prudentes et plus modestes.

Or, visiblement, tout changement de méthode répugne aux dirigeants de l'économie allemande. D'abord leur amour-propre, leur orgueil national en souffrirait. « Jamais nous ne consentirons à vivre en pauvres », me disait l'un d'eux. Et puis, ils ont confiance dans les méthodes qu'ils ont choisies; ils les tiennent pour les mieux adaptées, d'une part aux pos-

sibilités de leur pays, de l'autre aux conditions présentes et futures de l'économie mondiale. C'est merveille comme ils accordent ces deux facteurs l'un à l'autre, et comme ils étiennent sur ce double appui la construction d'un monde où l'Allemagne jouera enfin un rôle taillé à la mesure de sa force et de son ambition.

— Voyez, me disait-on, nos statistiques de production; voyez les bilans de nos grandes affaires industrielles. Elles n'accusent, à proprement parler, ni perte, ni régression; elles ne marquent un déficit que par rapport à des prévisions trop optimistes. Ces prévisions, nous les maintiendrons; nous atteindrons ces chiffres, et même nous espérons bien les dépasser. La faute n'est pas à l'industrie allemande, qui a trop produit; elle est au monde, qui n'a pas assez consommé. Nous procurerons à notre industrie des débouchés nouveaux, nous contraindrons le monde à consommer davantage. D'ailleurs cette condition n'est pas seulement nécessaire à l'Allemagne : la vie de l'Europe en dépend.

— Le mal dont nous souffrons, me disait-on encore, c'est un excès de forces. Excès de forces physiques : il n'y a pas assez de travail en Allemagne pour tous les Allemands. Excès de forces intellectuelles : la même invention est réalisée, presque au moment, dans quatre ou cinq de nos laboratoires. Si elle était unique, elle paierait largement; étant multiple, elle ne rapporte à peu près rien. Excès d'outillage, et d'outillage perfectionné, dans les entreprises les plus modestes. Quand le petit industriel français a réalisé quelques bénéfices, il les verse au fonds de réserve; le petit industriel allemand les jette dans l'affaire, qui doit grandir, si elle ne veut pas mourir. Ce surcroit de forces est momentanément inemployé; il trouvera demain son emploi, et un emploi rémunérateur. Réduire notre train économique serait, en ce moment surtout, une opération déraisonnable, et voici pourquoi.

« Si les grandes puissances de l'Europe ne modifient pas radicalement leurs systèmes économiques, — et elles n'y semblent guère enclines, — une grande crise internationale est inévitable. Elle aura pour cause prochaine la pléthora d'argent aux États-Unis, et pour premier effet un avilissement de la valeur de cet argent. Toute l'Europe sera atteinte par cette crise, et nous tout les premiers. Mais ceux qui souffrent

les premiers d'une crise internationale sont toujours ceux qui souffrent le moins. Un moment viendra où l'avilissement de l'argent, qui nous aura contraints pour quelque temps à réduire nos importations, à restreindre nos besoins, tournera à notre avantage. A l'heure qu'il est, nous payons l'argent, en moyenne, de 8 à 9 pour 100. Qu'il vienne un jour où nous ne le paierons plus que 4 pour 100 : il faut que ce jour-là trouve l'Allemagne mieux outillée, plus apte à produire que toutes les autres nations du monde. »

Ainsi, pour justifier l'audace de leurs calculs, les dirigeants de l'économie allemande invoquent tantôt les conditions de leur propre pays, tantôt celles de l'univers. Et les deux ordres d'arguments qu'ils en tirent les conduisent à une seule et même conclusion : impossible de revenir en arrière ; il faut marcher plus avant, travailler et produire davantage ; les développements coûteux, ruineux même, deviendront un jour productifs. L'Allemagne n'a pas le choix : c'est le progrès ou la mort.

On sait dans quelles proportions le capital américain est venu en aide aux grandes entreprises allemandes, sous des formes diverses, qui vont de l'emprunt pur et simple à l'association d'intérêts. J'ai demandé à un homme d'affaires de Berlin si cette invasion américaine ne présentait pas des inconvénients, et si l'économie allemande n'en verrait pas un jour son indépendance partiellement compromise. Voici ce qu'il m'a répondu :

— D'abord, nous avons dû choisir entre deux maux : ou accepter l'aide du capital étranger, même à des conditions onéreuses, ou arrêter la production, et susciter ainsi une crise sociale très grave pour l'Allemagne. Mais il n'est même pas besoin d'évoquer ce péril pour justifier la conduite de nos grandes entreprises. Je crois que dans cinq ans, dans dix ans au plus, l'Allemagne se trouvera devant cette alternative : ou contracter des liens économiques très étroits avec un certain nombre de nations d'Europe, et résoudre le problème par cette collaboration, cette solidarité européenne que préconisent aussi quelques-uns de vos économistes ; ou bien accepter, de la part des États-Unis d'Amérique, un certain contrôle, je dirai même un certain esclavage économique, qui durera peut-être un demi-siècle, peut-être davantage. Bien entendu,

je préférerais pour ma part la première solution à la seconde.

« Mais cette perspective ne menace pas seulement l'Allemagne; la plupart des nations européennes seront obligées d'en passer par là. La France est peut-être celle qui se défendra le plus longtemps, en raison d'une structure économique très favorable : faible densité de sa population, équilibre entre sa base agricole et sa base industrielle. Elle devra pourtant, un jour où l'autre, se poser le dilemme que nous nous posons aujourd'hui.

Et mon interlocuteur concluait à la nécessité d'une coopération entre les grandes puissances de l'Europe, particulièrement entre l'Allemagne et la France.

De ces quelques observations, hâtivement recueillies et plus hâtivement formulées, sur les tendances actuelles de la politique et de l'économie allemandes, je n'essaierai pas de dégager une conclusion. Marquer à grands traits un moment important, peut-être décisif, dans la vie, dans l'histoire de nos voisins d'outre-Rhin, c'est tout ce que j'ai voulu faire, heureux si la lecture de ces pages pouvait suggérer à quelques bons esprits français des réflexions opportunes.

MAURICE PERNOT.

LE MESSAGE DE VIRGILE

DANS la foule des anniversaires dont on multiplie les occasions, beaucoup nous apparaissent d'intérêt et de portée médiocres, en dépit des efforts que multiplient leurs animateurs pour réchauffer vainement des cendres. Quelques autres, au contraire, se présentent à nous comme des fantômes brillants, plus vivants que la vie : semblables à ces corps glorieux dont parle l'Eglise, ils ajoutent aux traits d'autrefois, épurés par la mort, une spiritualité nouvelle. Ce sont des prédestinés pour une œuvre qui les dépasse.

Dans l'Enfer de Dante, Virgile, envoyé par la bienheureuse au ciel, *Béatrice*, revêt une sereine beauté ; ainsi nous apparaît-il cette année pour le second millénaire de sa naissance.

Il fallait s'imprégner de cette poésie rayonnante qui, loin de délier amèrement la mort, y trouve une splendeur nouvelle. Un ensemble d'harmonies secrètes et voulues est bien ce qui frappe au premier abord dans le caractère des fêtes célébrées le 25 mars en Sorbonne. « La divine musique des nombres millénaires, y a-t-on dit, nous introduit dans les temples d'une vérité profondément humaine qui, de Rome et Paris, s'étend sur le monde.

La date exacte de la naissance du poète n'arrive qu'en automne. Le comité France-Italie, qui a pris l'initiative de la commémoration française, a justement pensé que celle-ci avait sa place avant les fêtes italiennes, afin de pouvoir proclamer dès maintenant pourquoi la France devait être tenue comme présente à toutes les cérémonies latines ; et c'est ainsi que nos délégués ont adressé à l'Académie royale d'Italie, comme témoignage explicite de cette présence, le message de l'humanisme français.

Ce message, rédigé par les organisateurs des fêtes virgiliennes en Sorbonne, a été remis solennellement par M. Albert Besnard à M. Romagnoli, délégué tout exprès par l'Académie royale d'Italie, et celui-ci apportait de Rome le texte d'une réponse officielle votée en séance plénière. Il nous plaît d'appeler aujourd'hui cet envoi le *Message de Virgile*, car, sous les réflexions et les gestes de nos contemporains, le poète en est bien l'inspirateur et, si l'on veut, le héritier.

Exprimer la qualité d'humanisme qu'a éprouvée Virgile aux frontières du monde antique et qu'il nous a transmise par l'exercice de la culture latine, définir ce que notre humanisme français en attend aujourd'hui comme ressources de notre vie intérieure et comme forces de redressement, issues de notre fonds, puis projetées dans la vie active, renvoyer au delà des monts cet appel au service spirituel, le faire entendre des parties de notre univers pour qui l'esprit n'est pas un vain mot, tel est le dessein prémedité qui tourne autour des paroles et des textes échangés solennellement. Virgile, chargé d'une mission aux enfers par Dante et Béatrice, évoqué de nouveau sous le signe de son second millénaire, s'avance encore vers nous comme un messager.

La date du 25 mars choisie pour cette première évocation virgilienne lui fait déjà toute une auréole. C'est l'anniversaire de la rencontre de Dante et de Virgile aux enfers; cette date rappelle pour les chrétiens l'annonciation et pour l'antiquité l'équinoxe du printemps où chaque année, au sanctuaire de Delphes et dans tous les temples d'Apollon, on fêtait la naissance d'Orphée. Aux murs du grand amphithéâtre de la Sorbonne, dans la fresque de Puvis de Chavannes, la poésie lyrique tenant la lyre d'Orphée présidait. Le chant de la douleur et du sacrifice d'Orphée termine le quatrième livre des Géorgiques. On récita en Sorbonne cet épisode d'Orphée, selon Virgile, et on l'accompagna de Monteverdi, associant, nous dit-on, le musicien de Mantoue au poète de Mantoue. De Virgile à Dante et d'Orphée à Monteverdi, quel cortège ! La musique et la poésie s'avancent dans l'enchantement de leurs profondes affinités, de leurs mystérieuses cadences. Ainsi, nous dit le message, « ces glorieuses fêtes virgiliennes, qui ne s'arrêteront pas à l'écorce du génie, participeront un peu du caractère sacré des anciens mystères ».

A notre époque, dévorée par les brusques courants de la politique et de l'économie, il semble presque étrange de voir rayonner tout à coup l'atmosphère d'une si haute spiritualité.

L'Académie française délègue ici M. Camille Jullian pour parler de *Virgile et Dante devant l'Italie*. L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres désigne son secrétaire perpétuel, M. René Cagnat; l'Académie des Sciences, ses secrétaires perpétuels MM. Émile Picard et Alfred Lacroix; l'Académie des Beaux-Arts envoie son président M. François Sicard, son vice-président M. Lucien Simon et son secrétaire perpétuel M. Widor; l'Académie des Sciences morales et politiques, M. Alfred Rébelliau, de l'Académie italienne des Lincei. L'Académie royale d'Italie tient à ce que sa réponse soit délibérée en séance; elle veut que l'échange de ces documents officiels soit un peu comme une charte de l'esprit latin, sous l'inspiration du poète. Le Collège de France par la bonne grâce de M. Joseph Bédier, l'Université par celle du recteur M. Charléty accordent leur généreuse hospitalité. M. Paul Hazard, M. Ernout, M. Carcopino représentent ces grandes institutions. On passe ainsi du Collège de France au grand amphithéâtre de la Sorbonne. Le ministère des Affaires étrangères offre ses salons. Le gouvernement français, le gouvernement italien sont présents. L'Institut international de coopération intellectuelle, la Ville de Paris, les académies de province répondent à l'appel millénaire. Les divisions s'effacent. M. Romagnoli nous parle de *Virgile magicien*. Tout cède pour une fois, tout s'incline devant la souveraineté de l'esprit.

PEUT-ETRE n'aurait-on pas obtenu cet empressement, si l'on n'avait eu soin d'introduire dès le début dans la célébration de ce millénaire, l'image d'une poésie si bien accordée à notre temps. Et par une réplique harmonieuse et prévue, c'est ce qui nous permet aujourd'hui d'apercevoir tant de sens sous cette poésie.

Là où quelques esprits paresseux s'attendaient à trouver simplement des souvenirs d'école et les traits un peu fatigués d'une réjouissance universitaire, le message nous fait entendre d'autres accords: « C'est un privilège des grands poètes sans doute, de suggérer plus qu'ils ne disent et de remuer les âmes à travers les millénaires des âges futurs. Il y a chez celui-ci une puissance de rêve, une curiosité inquiète de l'avenir, une tendresse mélancolique et profonde à l'égard de tous les vivants, un sentiment de sympathie et comme une prescience de la vie universelle qui le font tout proche de nous. » Les prodiges de l'intuition si débattus de nos jours, le persistant mystère de la communion des âmes est évoqué ici en quelques mots. Leur résonnance nous emporte au loin vers les sources d'une

poésie qui se cache dans les temples des dieux et dans la nature des choses.

Cette poésie avant la lettre, initiale et mystérieuse, n'en a pas moins sa lumière : ce sont les clartés de l'humanisme. La connaissance intime de l'homme, resplendissant dans la poésie virgilienne et transmise d'âge en âge avec la clef latine du langage, nous donne la genèse d'une civilisation.

L'occasion était belle de l'exprimer le 25 mars et de défendre cette civilisation menacée. Le chant d'Orphée, celui de Virgile, celui de Dante, ne sont pas de vains divertissements ; ce sont des mouvements de l'âme qui, en s'exprimant, nous entraînent. De tels poètes ne sont pas des Narcisse précieux et vains ; ces charmeurs, ces inspirés sont des éveilleurs d'âmes.

AVEC ses points de force et ses points de faiblesse, l'histoire de l'Europe latine nous oblige. Dans un monde enivré de progrès technique et de force matérielle, les pressions aveugles de l'économie et de la politique internationale nous font souvent suffoquer et défaillir. La leçon des grands poètes de l'humanisme est que notre vraie force est plus secrète ; nous avons, plus que nous ne croyons, au dedans de nous, de quoi régir ces tourbillons. Le souffle virgilien nous rend une respiration mesurée. Un ordre latin méritera de survivre, s'il parvient à dégager les raisons durables et les modes pratiques de son empire spirituel.

Le 25 mars, en Sorbonne, avec ce grand concours de forces morales, le message de Virgile au monde latin fut-il trop ambitieux de s'annoncer comme « le prélude d'une autorité nouvelle de l'esprit » ?

JEAN RIVAIN.

REVUE MUSICALE

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-COMIQUE : *Le Sicilien ou l'Amour peintre*, d'après Molière; paroles de M. André Dumas, musique de M. Omer Letorey. — *George Dandin*, d'après le même; paroles de M. Marcel Belvianes, musique de M. Max d'Ohône.

Ce serait ici l'occasion de faire ou de refaire une fois encore, après tant d'autres, une étude sur Molière et la musique. Né d'une famille de musiciens, Molière était musicien lui-même. En dépit d'une voix que certain hoquet empêchait sans doute d'être musicale autant que d'être tragique, il chantait. Un personnage de *la Princesse d'Élide*, joué par lui (Moron), se plaint à la bergère Philis de ne pouvoir égaler dans l'art du chant son rival Tircis, le mélodieux berger. Dans *les Précieuses ridicules*, Mascarille (c'était encore Molière), s'excuse, avant de chanter son fameux : *Oh ! oh ! je n'y prenais pas garde !* sur « la brutalité de la saison » qui « a furieusement outragé la délicatesse de sa voix ». *Tes glous-glous, bouteille jolie. Je croyais Jeanneton aussi douce que belle*, autant de chansons que sous les traits de Sganarelle, de M. Jourdain, encore, toujours Molière chantait. Il aimait la musique, il en goûtait le charme, il en connaîtait le pouvoir. « *Va, dit Philis à Tircis (la Princesse d'Élide)*, va, va, c'est quelque chose que de toucher l'oreille. » Il n'y a pas jusqu'à Polichinelle (dans un intermède du *Malade imaginaire*), qui ne se flatte d'adoucir sa « tigresse » par une sérénade. Et il ajoute : « Il n'y a rien qui soit si touchant qu'un amant qui vient chanter ses doléances aux gonds et aux verrous de sa maîtresse. » Molière lui-même, ce grand mélancolique, croyait à la vertu mystérieuse, et qui peut guérir, des sons harmonieux. Il y croyait un peu comme Shakespeare, et par moments il en parle presque de la même manière, avec autant

de poésie. « Si ce n'est pas l'amour, » soupire la princesse d'Élide, « si ce n'est pas l'amour que je sens maintenant, qu'est-ce donc que ce peut-être?... O vous, admirables personnes, qui par la douceur de vos chants avez l'art d'adoucir les plus fâcheuses inquiétudes, approchez-vous d'ici de grâce et tâchez de charmer avec votre musique le chagrin où je suis. »

On sait la place que tient la musique dans l'œuvre de Molière, et cela non seulement pour le plaisir du Roi, mais pour le sien même et par sa propre inclination. La musique n'intervient pas en moins de treize de ses comédies. Elle est de Lulli dans les onze premières, et dans les deux autres (*la Comtesse d'Escarbagras* et *le Malade imaginaire*) de Marc-Antoine Charpentier. Molière la tenait pour indispensable, ainsi que la danse, à l'agrément général, à l'équilibre de ses pièces, témoin ce passage de l'avertissement de *l'Amour-médecin*: « Ce que je vous dirai, c'est qu'il serait à souhaiter que ces sortes d'ouvrages puissent toujours se montrer à vous avec les ornements qui les accompagnent chez le Roi; vous les verriez dans un état beaucoup plus supportable, et les airs et les symphonies de l'incomparable M. Lulli, mêlées à la beauté des voix et à l'adresse des danseurs, leur donnent sans doute des grâces dont ils ont toutes les peines du monde à se passer. »

Ils s'en passent néanmoins, et depuis longtemps, depuis l'origine. Autour des comédies de Molière, la musique de Lulli est tombée. Aussi bien elle ne faisait guère, en effet, que les entourer. De nos jours, — des jours déjà anciens, — car il y a juste soixante-douze ans, elle y entra plus avant. On lit dans un dictionnaire de musique allemand qu'en 1858, *le Médecin malgré lui* prouva que Gounod n'était pas fait pour l'opéra-comique. Nous y verrions plutôt la preuve du contraire. Dix-sept ans auparavant (le 16 décembre 1841), M^{me} Gounod mère écrivait à son fils : « Je crois t'avoir déjà dit combien je trouverais heureux pour ton avenir, qu'outre tes dispositions pour le genre sérieux, par lesquelles, avec du courage et du travail, tu pourras te classer honorablement par la suite, on reconnaît aussi bien en toi le talent de faire de la musique d'un comique distingué. » Quoi qu'en pense le critique d'outre Rhin, le vœu maternel s'est accompli. Saint-Saëns a dit avec plus de raison, que pour écrire la partition du *Médecin malgré lui*, Gounod avait ramassé la plume de Mozart. Aussi bien, il s'en est servi quelquefois ailleurs. Comique avec distinction, la musique du *Médecin* est cela, mais autre chose aussi. Molière, s'effaçant une fois de plus devant Lulli, a beau parler de sa

comédie comme d'un « simple crayon, d'un petit impromptu », il y a jeté ça et là des touches vigoureuses, et la musique de Gounod les fortifie encore. Une place y étant laissée au pastiche ingénieux, à l'imitation de Lulli, une autre, et la meilleure, est prise par l'action, le mouvement et la peinture des caractères. Le principal personnage, Sganarelle, vit ici, par les notes autant que par les mots. Il s'élève au comble du comique musical, et du plus vrai, du plus fort, dans un chef-d'œuvre d'allégresse rossinienne, le sextuor de la consultation, où l'orchestre et les voix, le chant et la symphonie font souffler en tempête un esprit de verve et de raillerie. Molière ou Gounod, je ne sais trop auquel des deux les médecins auraient ici le droit d'en vouloir davantage.

La musique enfin ajoute à la comédie un trait nouveau : je veux parler du chœur des fagotiers qu'on entend d'abord au premier acte et qui termine aussi la pièce, en guise de conclusion et de moralité. « *Nous faisons tous ce que nous savons faire, Le Bon Dieu nous a faits pour faire des fagots.* » Et le rythme lourd, le rude unisson expriment plaisamment, pleinement, la modeste besogne accomplie par ces braves gens. L'effet me paraît d'un comique achevé. C'est quelque chose comme une revanche de l'humble vérité sur l'ambitieux mensonge et de la fagoterie authentique sur la médecine usurpée ; c'est un éclat, une explosion de ce bon sens qui faisait un des éléments, non le moindre, du génie de Molière. Difficile à traduire en musique, la musique ici l'a traduit.

Plus tard, beaucoup plus tard, Gounod résolut d'emprunter à Molière, non seulement le sujet, mais le texte même de *George Dandin*. L'œuvre n'a pas été publiée, ni peut-être finie. C'est deux fois regrettable. L'adaptation de la prose, et de cette prose, à la musique, eût été curieuse. Et puis et surtout, étant donné le second sujet, supérieur au premier, il est permis de croire, après le *Médecin malgré lui*, qu'on aurait eu plus de raisons encore de crier à Gounod, comme on fit jadis à Molière : « Bravo, voilà la vraie comédie. »

L'Opéra-Comique vient de donner une « soirée Molière ». Nous y primes un vif agrément. Elle commença par *le Sicilien ou l'Amour peintre*, une des moindres pièces de Molière, une de celles aussi où il mit ou admit le plus de musique. La première fois que nous l'avons entendue avec la musique, — nouvelle celle-là, — de M. Omer Letorey, c'était pendant la répétition privée, dite « des couturières », qui précède la « générale ». Nous entrâmes, avec quelques minutes

de retard, dans la salle obscure et presque vide. Le théâtre représentait une petite place d'une ville d'Italie : Messine, dit Molière ; Naples, d'après le décorateur, car on voyait le Vésuve, bleu de lune, ou plutôt mauve, à l'horizon. Dans la nuit montait une sérénade, celle où le jeune Adraste, amoureux de la belle Isidore, trouve « au moins le plaisir de la plainte et la liberté des soupirs ».

Si du triste récit de mon inquiétude
Je trouble le repos de votre solitude...

Lisez ou relisez cette strophe et celles qui lui répondent. Molière alors vous apparaîtra comme le plus poète des « librettistes », ou des « paroliers ». Parmi tant et tant de vers qu'il écrivit pour être mis en musique, il en est de nombreux qui sont déjà de la musique et chantent tout seuls. Mais la musique de ceux-ci, l'autre soir, les fit encore mieux chanter. C'est une petite chose, il est vrai, que la partition de M. Letorey, mais une chose, dirait encore Molière, la plus aimable du monde. Elle l'est encore en d'autres passages, chantés ou dansés, mais celui-ci, le premier de tous, est simplement délicieux.

Le baryton qui chante la sérénade, M. Dupré, nous était à peine connu de nom. De voix et de talent il est bon à connaître.

Il y a déjà longtemps, — c'était en 1808, — que Gœthe écrivait à Zelter : « Tout en ce moment glisse à l'informe. Personne ne veut comprendre que le *processus* par excellence, dans la nature et dans l'art, c'est la détermination, et dans chaque être déterminé le caractère spécifique. » Le musicien de *George Dandin* n'est pas de ceux, — nous en connaissons plus d'un, — qui glissent à l'informe, ou même y sont déjà tombés. M. Max d'Ollone aime les formes définies et c'est avec netteté, avec mesure aussi, qu'il a déterminé le caractère du pauvre homme qu'est « le mari confondu ». Il s'est gardé de le pousser au noir, sans négliger cependant de relever ça et là le comique du rôle par les accents et comme les sursauts de révolte, de colère et de douleur, que Molière y a mis. Je regrette seulement la suppression du mot de la fin : « Lorsqu'on a, comme moi, épousé une méchante femme, le meilleur parti qu'on puisse prendre, c'est d'aller se jeter dans l'eau la tête la première. » Il appartenait à la musique aussi, d'achever ainsi le personnage et de renforcer encore la conclusion ou la moralité, triste jusqu'au désespoir, de la comédie.

George Dandin forme un véritable septuor. Autour du « paysan

parvenu », — qui n'est pas celui de Marivaux, — trois couples évoluent : sa femme d'abord et son jeune rival, ses beaux-parents, enfin son valet et sa servante. Ils vivent tous en musique et de la vie naturelle, moyenne en quelque sorte, que la comédie leur a donnée. Amour goût et non passion, tel est bien celui d'*Angélique* et de *Clitandre*. *Claudine* et *Lubin* sont comiques avec finesse. M. et M^{me} de Sotenville ont l'insolence hantaine, dure et parfois cruelle qu'il faut. Et tous ces gens, de qualité ou non, possèdent un art qui se perd de plus en plus aujourd'hui. Ils savent parler, causer en chantant. M. Max d'Ollone a le don de la conversation musicale, plaisante ou sérieuse, toujours claire, aisée avec élégance, naturelle avec distinction et qu'un orchestre expressif, ingénieux, accompagne, anime toujours, sans jamais l'éteindre ou l'étouffer. Enfin, autour de la comédie, un quatuor de masques chantants et dansants crée comme une atmosphère lumineuse, tantôt de gaité, tantôt de poésie et d'amour. Cela est tout à fait dans le goût de Molière, — du Molière de *George Dandin* comme de *l'Amour peintre*, — et cela est délicieux. « Par ces motifs » le dernier acte fut jugé le plus heureux des trois. Il se passe au clair de la lune, sous le balcon et devant la grille de la maison conjugale où l'épouse, empêchée d'abord d'y rentrer, se glisse ensuite par ruse, et par ruse en met l'époux dehors. La scène peu à peu se peuple d'une rieuse et railleuse jeunesse : il y a des gens dans la rue, des gens aux fenêtres et de la musique partout. Les quatre masques mènent le concert des instruments et des voix. A la fois plaisante et rêveuse, mêlée d'ironie et de vague tendresse, toute cette fin est quelque chose de rare.

M^{me} Luart (*Angélique*) a toutes les grâces. Le visage, le jeu, la voix et le chant, « en elle tout sourit », ainsi que Des Grioux le dit quand elle chante *Manon*. Le comique de M. Musy (*George Dandin*) s'amplifie et s'affine de plus en plus. Par sa haute stature, sa voix retentissante et sa diction volontairement emphatique, M. Balbon tait de M. de Sotenville un type réjouissant d'ostentation nobiliaire et de pompeuse vanité. M. Hérent (*Lubin*) est subtil et prompt à son ordinaire.

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUE DRAMATIQUE

COMÉDIE-FRANÇAISE, *les Trois Henry*, pièce en trois actes et quatre tableaux de M. André Lang. — NOUVEL AMBIGU, *l'Équipage*, pièce en trois actes et cinq tableaux de M. Georges Delance, tirée du roman de M. J. Kessel.

Le drame historique était, il y a peu d'années, un genre décrié; on accumulait contre lui les objections, qui, à vrai dire, ne manquent pas; on lui contestait sa raison d'être, ce besoin que nous avons de nous représenter la vie aux époques anciennes; aussi bien, auteurs et public ne voulaient plus que du moderne. Voici que nous assistons à un renouveau de ce genre qu'on s'était trop hâté d'enterrer. Et le curieux de l'affaire, c'est qu'il doit ce regain de faveur à qui? au cinéma. Des films à grand spectacle ont fait reprendre aux foules le goût des pièces à figuration et à costumes. Bien entendu, il faut tenir compte des moyens dont dispose le cinéma, qui est un art tout extérieur, dédaigneux et pour cause des raffinements de l'analyse. Il ne pouvait nous ramener le drame historique que sous une forme très simplifiée. C'est celle qui, du *Louis XI* de M. Paul Fort aux *Histoires de France* de M. Sacha Guitry, vient de rencontrer le succès. On en retrouverait l'influence jusque dans *les Trois Henry*, où je m'empresse d'ajouter que M. André Lang a apporté un soin très louable de la vérité historique.

J'ai toujours pensé que le tableau de la Cour des derniers Valois, tel qu'il s'est accrédité, a été très poussé au noir. Sur Charles IX et sur Henri III, nous avons surtout le témoignage de leurs ennemis. Nous les connaissons par les écrits des protestants et les pamphlets de la Ligue. Mésaventure analogue à celle qui pèse sur la mémoire des Césars, dont l'histoire a été écrite au vitriol par un Tacite, un

Suétone, un Juvénal. Imaginez ce que serait l'histoire du Second Empire si nous n'avions, pour tout document, que les *Châliments* et *Napoléon le Petit*. A ceux qui réclament pour ces victimes de l'esprit de parti, M. André Lang donne satisfaction, — et au delà. Il est entré, avec une belle décision, dans la voie de la réhabilitation.

Au premier acte, le Roi, la Reine de France, Louise de Lorraine, la reine de Navarre et jusqu'au bonhomme chargé de l'entretien des cheminées, tous et toutes attendent dans l'anxiété l'issue d'un duel. C'est le duel fameux où furent tués Quélus, Schomberg et Maugiron. Le nom de ces jeunes seigneurs nous est arrivé entouré d'une célébrité assez louche. On n'en parle ici que comme de bons officiers dont le plus grand tort aurait été leur absolu dévouement à la cause royale. Henri III, que nous venons de voir si bon ami, n'est pas un moins bon mari. Son dialogue avec la Reine est un duo de tendresse et de confiance réciproques. Il voudrait être un grand Roi; mais il se sait faible et c'est son tourment. Il est scrupuleux, hésitant. Au second acte, nous apprenons qu'il a enfin triomphé de ses hésitations, — uniquement dans l'intérêt de l'État et par devoir professionnel. Il a acquis la conviction que le salut de la couronne exige l'assassinat de Henry de Guise : il n'a plus qu'à obéir à la voix de sa conscience. Il s'impose d'organiser lui-même, dans tous les détails et sans rien laisser au hasard, cette opération de police un peu rude. Et quel excellent cousin ! Henri III et Henri IV ne sont pas, — comme le public d'aujourd'hui tend, paraît-il, à le croire et comme le voudrait l'arithmétique, — le père et le fils. Ce sont deux frères. Frappé par le couteau de Jacques Clément, dont il s'est généreusement laissé approcher, Henri III lègue la couronne à son brave et jovial cousin, en insistant vivement pour qu'il se fasse catholique. A Henri III nous devons Henri IV : cela ne suffirait-il pas pour que la France lui eût une éternelle reconnaissance ?

Trop est trop. Je crois que M. André Lang exagère. Des vers me revenaient à l'esprit :

Quand un roi fainéant, la vergogne des princes,
Laisse à ses flatteurs le soin de ses provinces,
Entre les voluptés indignement s'endort,
Quoique l'on dissimule on n'en fait point d'estime,
Et, si la vérité se peut dire sans crime,
C'est avecque plaisir qu'on survit à sa mort.

Et ces vers ne sont pas d'Agrippa d'Aubigné : ils sont de Malherbe, dans une pièce dédiée à Henri IV... Mais laissons cette controverse

historique. Nous sommes au théâtre : ne jugeons les personnages que d'après leur valeur de théâtre. A ce point de vue tout spécial de la scène, il faut avouer que le nouvel Henri III, vertueux et que rien ne ferait dévier du droit chemin, ne vaut pas l'autre. La psychologie simpliste de ce prince édifiant nous fait regretter les raffinements pervers et les complications décadentes où se reconnaissait jusqu'ici la figure inquiétante du dernier des Valois. Mais cette cour même des Valois, plus italienne que française, suffit-il pour la peindre de faire jargonner à M^e Sully, en blancs atours de page, quelques mots de français italianisé ? Et pour suggérer la liberté de mœurs, qui, en dépit de tout, y régnait, suffit-il de quelques gamberies dans la bouche de la reine de Navarre ? Il manque au drame son atmosphère. Les parties qui émergent sont l'assassinat du duc de Guise, lequel est surtout affaire de mise en scène, et celui de Henri III. Deux assassinats, c'est beaucoup pour une seule soirée.

Le rôle de Henri III est remarquablement tenu par M. Yonnel. Dans le costume, d'une authenticité scrupuleuse et qu'il porte à merveille, il est Henri III des pieds à la tête. Il a de l'élegance et du feu. Mais je ne vois guère à qui distribuer des compliments autour de lui. Et je constate avec regret que nos meilleurs artistes savent de moins en moins porter le costume.

On n'a pas oublié le beau roman de M. J. Kessel, *l'Équipage* qui, dans un récit de la plus émouvante sobriété, évoquait la vie d'une escadrille au front pendant la guerre, et campait, en quelques traits, une des plus nobles figures d'officier français que nous ait valués la littérature de guerre. Dans ce roman, la partie la plus contestable était la partie proprement romanesque, la fable, la trame, la petite histoire qu'il avait bien fallu coudre à la peinture des choses de la guerre. Tout l'intérêt allait à cette peinture, qu'on sentait prise sur le vif, des tragiques réalités d'hier. Le même éloge et la même critique s'appliquent aussi bien à l'excellente adaptation que M. George Delance vient de tirer du roman de M. Kessel et que l'Ambigu a montée avec soin. Des cinq tableaux que comporte *l'Équipage*, les deux qui se passent à Paris sont les moins bons : tout le succès est allé aux trois qui se passent au front.

Premier tableau, à Paris. L'aspirant aviateur Jean Herbillon, fait, dans une garçonnière, ses adieux à son amie Denise, jeune femme dont il ignore l'état civil, qui d'ailleurs importe peu. Ce n'est pas la première fois que le théâtre nous fait assister aux adieux déchi-

rants de deux amoureux que la vie sépare. Et c'est un pathétique sur lequel nous sommes un peu blasés. Mais, dès le deuxième tableau, nous voici au front, dans la popote de l'escadrille que commande le jeune et héroïque capitaine Thélis. Il y a là le rude Deschamps, le balafré, le rond et sympathique « toubib », d'autres, et d'autres, et le lieutenant Maury, vieux et taciturne, et pour cette raison tenu un peu à l'écart par ses camarades plus tumultueux. Maury va devenir le pilote de l'observateur Herbillon. Tous deux formeront l'équipage d'un avion. Bientôt une solide amitié lie ces compagnons de lutte et de danger : ils en viennent aux confidences. Herbillon parle de Denise ; Maury parle d'Hélène, sa jeune femme, beaucoup plus jeune que lui, qu'il adore et dont il souffre cruellement de sentir qu'elle ne l'aime pas.

Le troisième tableau a pour cadre le salon d'Hélène Maury, à qui Herbillon, venu en permission, apporte une lettre de son mari, et en qui il a la surprise de reconnaître... Denise !

C'est sur le terrain de l'escadrille que nous retrouvons Herbillon au tableau suivant. Son caractère s'est modifié. Il boit, joue gros jeu, rudoie Maury qui commence à comprendre. Sur la scène plane une angoisse : l'attente du retour de Thélis parti en avion pour les lignes, où il trouvera une mort glorieuse.

Au dernier tableau, le poste de secours de l'escadrille. Herbillon et Maury, — qui maintenant sait tout, — sont partis en reconnaissance et tombés près des lignes. Hélène-Denise, arrivée en auto de Paris, attend qu'on rapporte les deux aviateurs, dont l'un est tué. L'autre n'est que blessé ; mais lequel des deux ? Au fond d'elle-même, elle fait des vœux pour son amant. C'est lui qui est mort. Le mari, qui survivra, autorise l'infidèle à s'agenouiller auprès de sa dépouille. Le rideau baisse sur le mot que prononce Maury dans la pièce comme dans le roman : « Elle l'oubliera avant moi. »

Par la noblesse des sentiments exprimés, par l'atmosphère d'héroïsme sans grandiloquence qu'on y respire, comme par sa belle tenue littéraire, cette pièce mérite d'obtenir un succès durable.

L'interprétation est inégale. Sachons gré à M. Pierre de Guingand d'avoir dessiné avec fierté la figure du capitaine Thélis. Compliments à MM. Jean Worms (Maury), Chabert (le toubib), Lesieur (Deschamps).

RENÉ DOUMIC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Lord Balfour, qui vient de mourir, était, avec lord Rosebery, décédé il y a quelques mois, le dernier représentant notoire de cette grande génération d'hommes d'État formés au beau temps de l'ère victorienne, dans l'éclat de l'impérialisme triomphant. Écossais de haute lignée, neveu par sa mère de lord Salisbury, élevé au collège d'Eton et à l'université de Cambridge, prédestiné par sa naissance et son éducation aux affaires publiques, il s'adonna d'abord à la philosophie et y resta fidèle toute sa vie, comme si, en face de l'empirisme de Stuart Mill, il s'efforçait d'établir les fondements métaphysiques de cet idéalisme religieux qu'il regardait comme nécessaire à la vie des individus comme à celle des sociétés. Tandis que les croyances s'effritent, rongées par le matérialisme foncier de l'âge industriel, Arthur Balfour écrit *les Bases de la croyance*, un livre retentissant, dont Brunetière présente la traduction au public français avec une préface qui marque une étape décisive dans l'ascension de son esprit, et qui paraît destiné à donner aux Anglais des raisons de croire en eux-mêmes en même temps qu'ils croiraient en Dieu.

Mais, quelle que soit la vocation d'un jeune aristocrate sujet de Sa Majesté Britannique, son inéluctable destin est de servir l'État. Aucune aristocratie, depuis les Romains, n'a été, plus que celle du Royaume Uni, consciente de son droit et de son aptitude à gouverner les hommes. La carrière politique appelait naturellement le jeune Balfour, sous les auspices de lord Salisbury, qui l'emmena comme secrétaire au Congrès de Berlin en 1878. Nous ne retracerons pas cette destinée brillante et féconde. Selon les meilleures traditions de sa caste, Arthur Balfour, conservateur, n'est jamais fermé aux idées nouvelles, dès lors qu'il les voit sortir des faits et entraîner les foules; il sait qu'un parti, surtout

quand il est conservateur, doit réaliser sagement les réformes lorsqu'elles sont mûres, sous peine de les voir se réaliser contre lui, portées par la violence et la passion. Arthur Balfour inclina son parti aux réformes démocratiques et, quand il devint Premier ministre, il fut un réalisateur. Mais il demeura toujours un homme d'autorité, fidèle à la conception ancienne de l'Empire britannique. Lorsqu'il fut appelé, en 1887, en qualité de secrétaire pour l'Irlande, à gouverner l'île, il se montra un administrateur prévoyant, occupé d'améliorer le sort des fermiers irlandais par des institutions économiques, mais inflexible sur le principe d'autorité et rigoureux dans la pratique du gouvernement; ni les injures, ni les menaces, ne l'intimidèrent dans ce qu'il considérait comme l'accomplissement de son devoir d'homme d'État britannique : l'obéissance de tous aux lois.

Ce philosophe, cet artiste paraissait toujours supérieur aux emplois, si élevés fussent-ils, qui lui étaient confiés: de là sa réputation de dilettante. On le croyait distant, mais il n'avait pas la morgue d'un lord Curzon et il se montra plus pratique que lord Rosebery; on le disait détaché, mais c'est qu'il avait l'application facile, sans rien de tendu ou de guindé. Premier ministre de 1902 à novembre 1905, son gouvernement fut réformateur et créateur. Il sut liquider la guerre contre les Boers avec tant d'élévation d'esprit que, peu de mois après, l'un des chefs du parti ennemi devenait premier ministre de la colonie. Il réorganisa l'armée. Il conclut avec la France les accords de 1904 qui fondent l'Entente cordiale. Il développa l'enseignement primaire en confiant la direction des écoles aux comtés et aux municipalités. Il dirigea la grande et magistrale enquête sur la situation misérable d'une partie de la population de l'Angleterre. Il obligea les landlords d'Irlande à vendre leurs terres aux fermiers et créa par là cette classe de petits propriétaires qui a permis à l'Irlande de se relever économiquement avant d'obtenir son indépendance politique à titre de Dominion.

Pendant la guerre, M. Balfour revint aux affaires, dans plusieurs cabinets de coalition, comme Premier lord de l'Amirauté, puis comme ministre des Affaires étrangères; c'est en cette qualité qu'il siégea à côté de M. Lloyd George comme second plénipotentiaire pour la Grande-Bretagne dans les négociations pour la paix. On ne peut que regretter qu'il n'ait pas assumé, à cette époque, la direction suprême de la politique britannique. A Genève, où il représenta son pays, il travailla, avec une hauteur de vues et une prévoyance

remarquables, à faire vivre et fonctionner utilement la Société des nations. Par la fameuse « note Balfour », de 1922, il posa ce principe, qui a tant aidé à la solution du problème des réparations, que la Grande-Bretagne demande seulement à l'Allemagne la juste compensation de ce qu'elle-même est obligée de payer aux États-Unis. Lord Balfour quitta les Affaires en 1923, comblé d'honneurs et de dignités, souhaitant, sans doute, comme disait Turenne, « mettre quelque intervalle entre la vie et la mort », et passa ses années de vieillesse dans la méditation philosophique, la lecture et le culte des arts.

Les dernières années de lord Balfour ont été assombries par le désolant spectacle des difficultés économiques inextricables où se débat l'Angleterre. La démagogie, aggravée par l'extension du droit de suffrage à toutes les femmes au-dessus de vingt ans, envenime et prolonge le chômage qui, par ses origines, est la conséquence inéluctable d'une situation industrielle et commerciale déplorable. Nous ne reviendrons pas sur les causes et le développement du chômage dont nous avons souvent parlé ici, mais il faut constater que le ministère travailliste qui s'était flatté, dans ses promesses électorales, de résoudre le problème, l'a aggravé. Le nombre des chômeurs, depuis l'avènement du *Labour party*, s'est augmenté d'environ 300 000 ; il dépasse actuellement 1 500 000.

M. Thomas, naguère secrétaire du syndicat des cheminots, aujourd'hui Lord du Sceau privé avec la mission spéciale de diriger la lutte contre le chômage, a fait, le 3 février, avec une loyauté sportive bien britannique, l'aveu de son échec : « Il me faut avouer franchement à la Chambre que la situation est pire qu'il y a douze mois... Les troubles de Chine, les difficultés aux Indes, la concurrence acharnée du Japon, tout cela sans doute contribue à aggraver la situation. Mais il me faut bien dire la vérité ; ce qui domine pardessus tout, c'est le manque de confiance du commerce et de l'industrie. Comment ce manque de confiance n'aurait-il pas sa répercussion sur le travail ? » Et le ministre du chômage énumère les projets de travaux publics qu'il propose d'entreprendre et dont la dépense s'élèverait à plus de 50 millions de livres ; mais, ajoute-t-il, « en toute sincérité, je dois déclarer qu'aucun de ces projets ne m'apparaît comme une solution efficace du problème du chômage ». Sir Herbert Samuel, l'un des chefs du parti libéral, tira la moralité de ces constatations affligeantes, dans le morne silence des membres des Communes : « Ainsi, nous avons 3 millions de personnes à la

charge de la communauté, car 1 500 000 chômeurs touchent des subsides et 1 500 000 autres êtres humains dépendent des subsides des chômeurs pour vivre (1). Quel est le devoir de la Chambre des Communes ? Son premier devoir est de s'assurer que les mesures mêmes que le pays a prises jusqu'ici pour soulager le chômage, n'ont pas, dans une certaine mesure, contribué à le perpétuer. »

A une situation si grave, il n'existe évidemment pas de remède magique, mais seulement des palliatifs à longue échéance : rajeunissement et développement de l'industrie, ouverture de débouchés nouveaux, retour à la terre. C'était la politique du gouvernement conservateur. Mais, précisément, les débouchés se ferment de plus en plus, à mesure que s'équipent les concurrences et que chaque pays, à commencer par les Dominions, s'efforce de produire les articles dont il a besoin. L'Angleterre en vient à souhaiter une diminution des naissances qui dépassent encore les décès d'environ 150 000 par an, car les pays où les émigrants pourraient se diriger se font de plus en plus rares. D'ailleurs, on a constaté récemment que la plupart des chômeurs qui étaient allés au Canada en sont revenus parce qu'on leur demandait un travail à leur gré excessif. L'ouvrier qualifié anglais est devenu, après un siècle de prospérité un aristocrate qui prétend travailler de moins en moins. L'économiste distingué, M. Harold Cox, ne craint pas d'écrire : « La question essentielle est de savoir si, dans les conditions industrielles qui règnent actuellement, il n'est pas désirable et, en dernière analyse, nécessaire d'espérer, non pas une augmentation, mais une réduction sensible de la population. »

Telle est l'ultime conséquence du mouvement d'industrialisation excessive qui a réduit l'agriculture à d'infimes proportions, et de la transformation technique qui substitue la machine à l'homme. La capacité de production, multipliée par les machines, dépasse la capacité mondiale de consommation. Presque tous les pays souffrent, à l'heure actuelle, d'une crise de surproduction : « Le remède nécessaire est un mouvement de la population inverse de celui qui a suivi l'introduction de la machine. » Une population indigente n'a qu'une capacité restreinte de consommation, et ainsi s'aggrave une maladie sociale dont les remèdes n'apparaissent pas. La rationalisation par la formation de cartels, qui réduiraient la production tout en maintenant les prix, ne serait encore qu'un palliatif artificiel. Les États-

(1) 1 500 000 chômeurs recevant une livre par semaine pendant un an coûteraient à l'État, en francs, 9 750 millions.

Unis, barricadés derrière leurs tarifs prohibitifs, peuvent encore, ou peu s'en faut, se contenter de leur marché intérieur ; mais l'Angleterre, avec ses vieilles traditions de libre concurrence, a un besoin vital d'exporter.

Cette évidente nécessité a inspiré à deux des maîtres de la grande presse quotidienne, l'un et l'autre avides de bruyante publicité, l'un irlandais, l'autre canadien, lord Rothermere, frère de feu lord Northcliffe, propriétaire du *Daily Mail*, et lord Beaverbrook, qui dispose de trois importants journaux, le projet de fonder un nouveau parti, dont le programme serait de resserrer les liens économiques entre l'Angleterre, les Dominions et les colonies, au moyen d'un système de tarifs douaniers préférentiels, et d'élargir par ce procédé le marché de l'industrie britannique. M. Stanley Baldwin n'a pas eu de peine à montrer, dans un discours, que ce programme est précisément celui des conservateurs, qu'il n'est pas besoin pour le réaliser, d'affaiblir la cohésion si nécessaire des anciens partis. Le remède, d'ailleurs, n'est pas inédit ; il soulève de sérieuses objections et n'aurait sans doute qu'une efficacité restreinte. La tentative paraît donc destinée à un échec. Elle est un symptôme de plus de l'inquiétude qui étreint l'opinion publique en Angleterre. L'idée d'une trêve douanière, en ce moment étudiée à la Conférence de Genève et dont le ministre du commerce, M. Graham, est un partisan, est rejetée par toute l'industrie britannique. Le premier mois de 1930 accuse un nouveau fléchissement de 8 millions de livres aux importations et de 14 millions aux exportations par rapport à janvier 1929 : symptôme qui n'est pas de nature à calmer les inquiétudes des Anglais. Le ministère travailliste, malgré sa bonne volonté, a échoué dans son œuvre économique ; il a été déjà mis en minorité aux Communes et ne se soutient que parce que ses adversaires estiment que l'opinion n'est pas encore éclairée et n'est pas mûre pour des élections conservatrices. On comprend que, dans ces conditions, M. Ramsay MacDonald cherche à tout prix un succès.

Ce succès, la Conférence de Londres ne le lui apportera certainement pas. L'attitude du gouvernement britannique, ses efforts pour masquer le fiasco d'une conférence mal préparée et mal engagée, s'expliquent par cette atmosphère de souffrance économique et d'inquiétude politique où se débat actuellement l'Angleterre. L'échec de la conférence était implicitement contenu dans son programme ou, pour mieux dire, dans l'absence d'un programme précis. Une conférence de ce genre ne devrait durer que quelques jours et se borner

à entériner des résultats déjà obtenus par voie de négociations préalables. Au moins devrait-on se trouver d'accord sur quelques principes essentiels et parler le même langage. La conférence n'a pas tardé à dégénérer en une bataille de statistiques qui sont rarement établies d'après des données identiques avec des éléments exactement comparables. Chacune des cinq puissances y cherche sans doute de bonne foi une réduction générale des armements sur mer, mais pourvu que ce ne soit ni au détriment de sa sécurité, ni aux dépens de son influence.

Un État peut envisager à deux points de vue les forces navales dont il s'impose la charge : prestige ou sécurité, c'est-à-dire, le cas échéant, capacité de combat. Les uns ont considéré qu'au chiffre de leur population, à l'importance de leur production de toute nature, au cube de leurs échanges, à la somme de leurs capitaux et de leurs revenus, bref à l'ensemble des éléments qui constituent leur puissance économique, doit correspondre une certaine force navale, dont le tonnage, tout en étant suffisant pour le rôle démonstratif qui lui est réservé, devrait être cependant, pour des raisons d'économie aussi réduit que possible.

C'est le cas, évidemment, pour les États-Unis, et c'est la signification de leur exigence de « parité » avec la Grande-Bretagne : question de prestige avant tout. C'est seulement dans l'Océan pacifique et dans les mers de Chine que les Américains, qui occupent les îles Philippines, peuvent entrer en concurrence avec le Japon et ont d'importants intérêts à protéger. Le canal de Panama leur permet de faire passer rapidement leurs escadres d'un océan à l'autre. L'accord entre M. Hoover et M. MacDonald, en établissant la parité anglo-américaine, incite les Américains à d'importantes constructions de navires nouveaux dont la dépense considérable ne représente une économie que sur le formidable programme que les partisans de la *big navy* avaient réussi à imposer au gouvernement. Ainsi, à l'origine des négociations qui ont amené à Londres les représentants des cinq puissances, se place un accord qui a pour effet pratique d'activer les constructions navales en Amérique. Nous n'y voyons, pour notre part, aucun inconvénient, pourvu que la presse et le gouvernement des États-Unis ne cherchent pas, contre toute justice, à rejeter sur la France l'échec inévitable et prévu de la conférence. Quand, en 1928, fut conclu l'accord franco-anglais qui réalisait une importante économie sur les programmes navals, la presse travailliste et les journaux américains s'élevèrent d'une seule voix contre cette

entente à deux qui rentrait, d'après eux, dans le système périmé des accords particuliers entre nations; mais que dire des entretiens de Rapidan entre M. Hoover et M. MacDonald qui ont servi de préface à la Conférence de Londres et en ont, comme à plaisir, préparé l'échec?

Politique de prestige aussi que celle de l'Italie qui ne court actuellement le risque d'aucun conflit avec une puissance possédant une marine de guerre importante, mais qui, dépassant 40 millions d'habitants, veut être traitée comme une puissance de premier rang: prétention justifiée et à laquelle personne n'élève d'objection. Mais la revendication, par l'Italie, en ce moment, de la parité avec la France, aurait des conséquences sur lesquelles il convient de s'expliquer franchement. D'abord elle aurait pour résultat un accroissement nouveau des constructions navales, car la parité n'aurait aucun sens si elle ne se traduisait, de la part de l'Italie, par un effort pour rejoindre la France et égaler sa flotte, ce qui aurait pour conséquence de pousser tout aussitôt la France à des mises en chantier nouvelles, car une partie des unités que nos experts font entrer en ligne de compte sont fatiguées et seraient inférieures par rapport aux bâtiments neufs que l'Italie est outillée pour construire. Les chantiers navals, en Italie, sont nombreux et actifs; ils pourraient, si besoin était, construire rapidement plus de bateaux neufs que les nôtres; en attendant ils ont sur cale, notamment pour la Turquie et la Grèce, des navires qui pourraient, en cas de conflit, être réquisitionnés par la marine italienne.

Il est, en outre, des nécessités d'ordre géographique dont l'Italie se refuse à tenir compte et dont le simple énoncé, pour tout esprit impartial, suffit à trancher la question. D'un point de vue plus général, elles prouvent combien sont fallacieuses et dangereuses ces parités théoriques établies seulement sur le tonnage. La France a besoin de forces navales dans l'Atlantique et dans les mers lointaines de l'Indo-Chine, de Madagascar et des Antilles. Dès lors, il est mathématiquement évident que la parité réelle avec l'Italie la mettrait, dans la Méditerranée, où l'Italie a toutes ses forces navales constamment rassemblées, en état d'infériorité manifeste.

Cette indiscutable constatation n'aurait cependant, à nos yeux, qu'une importance secondaire, si les relations entre l'Italie et la France étaient ce qu'elles devaient être; mais l'Italie, du moins par sa presse qui ne publie rien sans autorisation gouvernementale, aspire et travaille, — nous l'avons montré dans la précédente chronique, — à détruire les traités de 1919 et l'Europe telle qu'elle en est.

issue. Dans l'Europe centrale, dans les Balkans, sa politique patente et son action secrète sèment la division, la mésintelligence et préparent des conflits pour l'avenir. Avant la guerre, un accord anglo-français confiait à la France la surveillance de la Méditerranée, tandis que l'Angleterre se chargeait de l'Atlantique et de la mer du Nord; la France pouvait donc laisser le gros de ses forces navales dans la Méditerranée. Il n'existe plus rien de semblable et la France pourrait se trouver obligée à faire front sur plusieurs côtés à la fois. Dans ces conditions, il serait d'autant plus imprudent pour elle de se laisser mettre en état d'inériorité dans la Méditerranée qu'une escadre allemande d'une valeur offensive très sérieuse est en voie de construction.

Le traité de Versailles reconnaît à l'Allemagne la faculté d'avoir une escadre de quatre croiseurs ne dépassant pas 10 000 tonnes, mais il a oublié de fixer le calibre des canons. Or, les Allemands, grâce à leur puissante industrie et à la science de leurs techniciens, ont réalisé un type de croiseur, l'*Ersatz-Preussen*, qui est en réalité un cuirassé de 13 000 tonnes effectives et qui porte des canons de 280, tandis que nos croiseurs neufs ne portent que du 203 et sont dépourvus de toute protection. Ils ont pour eux la vitesse, avantage précaire, mais ils sont, comme on l'a dit non sans quelque exagération, à la merci d'un coup de carabine Flöbert; en tout cas, ils sont à la merci d'un obus de 280. Les engagements déplorables pris à Washington en 1922, nous interdisent de dépasser, sur les croiseurs de 10 000 tonnes, le calibre de 203 millimètres. Une coalition de l'Italie et de l'Allemagne, quand celle-ci disposera de son escadre de croiseurs cuirassés, mettrait donc la France dans un état évident d'inériorité, même si l'Italie n'avait pas encore réalisé la parité, car elle serait obligée de faire front de deux côtés à la fois. Une telle coalition, si elle n'est pas aujourd'hui vraisemblable, reste une possibilité de l'avenir et il suffit qu'il en soit ainsi pour que toutes nos précautions soient amplement justifiées. La presse fasciste, avec un ensemble qui révèle un mot d'ordre, se plaignait, ces jours-ci, que la France reconnût que ses armements sur mer sont dirigés contre l'Italie. Sous cette forme, ses griefs ne sont pas fondés; mais il est bien exact que la France entend rester forte sur terre et sur mer, afin de maintenir l'Europe telle que l'ont faite les traités de 1919, et par conséquent contre tous ceux qui prétendraient troubler l'ordre établi. Il est bon que nul n'en ignore. L'Italie ne se trouverait visée qu'indirectement, bien à regret, et dans la seule mesure

où sa politique mettrait en péril le statut de l'Europe nouvelle et la paix générale.

La presse italienne parle souvent de « l'hégémonie française » et se met en quête de combinaisons pour y mettre fin. La France n'a jamais prétendu à l'hégémonie et n'est occupée que de paix et de stabilité. Mais la Méditerranée est, pour sa sécurité, un point particulièrement sensible. Les trois départements français qui sont sur la rive africaine de la Méditerranée, les protectorats de Tunisie et du Maroc, ne peuvent se passer de communiquer constamment avec l'Europe, à laquelle ils envoient leurs fruits et leurs légumes, et particulièrement avec la France dont ils sont, comme la Corse, partie intégrante. D'ailleurs, la sécurité de la France en Europe n'est établie que sur la coopération, en cas de besoin, de son armée d'Afrique. Ce sont là des vérités claires comme le jour, mais que l'on est obligé de répéter, parce que, sans parler de l'Italie, la presse anglaise ne paraît pas les entendre.

Nous comprenons fort bien que le gouvernement de M. Mussolini, qui fait une politique de prestige, cherche à obtenir, à la conférence, un succès au moins apparent ; mais est-il nécessaire que ce soit à nos dépens ? La France, dit-on, a concédé à M. Schanzer, représentant de l'Italie à la conférence de Washington en 1921, la parité franco-italienne pour les *capital-ships* ; comment refuserait-elle aujourd'hui de reconnaître cette même parité à l'Italie pour les autres catégories de bateaux ? C'est précisément cette apparente contradiction qui prouve et notre bonne foi et le caractère pacifique de nos revendications : parité dans la Méditerranée avec l'Italie en ce qui concerne l'arme par excellence du combat, le cuirassé ; mais proportion supérieure pour la France en ce qui concerne les croiseurs, torpilleurs, sous-marins, etc., parce que notre marine doit protéger sur toutes les mers du globe de longues lignes de communication et des colonies ou protectorats répandus sur tous les continents. Et pourtant c'est la politique de l'Italie qui, pour entretenir son opinion publique dans un état permanent d'éthérisme patriotique, ne cesse de semer l'inquiétude et de prolonger l'instabilité. En tout cas, il est désolant mais assez logique de constater que le résultat jusqu'à présent le plus clair de la Conférence de Londres est d'avoir aggravé les malentendus si regrettables qui séparent l'Italie et la France et envenimé entre elles les polémiques de presse. Comment s'étonner qu'il en soit ainsi ? Le point de départ étant faux, il serait surprenant que l'aboutissement fût favorable.

La France, dès le premier jour, avant même l'ouverture de la conférence, a, par le mémorandum du 20 décembre, indiqué son point de vue, sa méthode et précisé les forces navales qu'elle considère comme nécessaires à sa sécurité; l'Italie, au contraire, n'a jamais consenti à exposer ses besoins et à donner un chiffre. Cette attitude d'intransigeance commence à ouvrir les yeux de la presse britannique. M. Wickham Steed, entre autres, écrit dans le *Sunday Times*, le 23 mars : « L'impasse actuelle aurait pu être évitée si quelqu'un avait eu le courage de dire ouvertement que la parité ne peut constituer une garantie contre la guerre. Si l'Angleterre et les États-Unis peuvent se mettre d'accord pour la parité entre eux, la France ne peut accepter la parité avec l'Italie où, depuis des années, on pense et on parle d'une guerre avec la France. » Évidemment, mais c'est la parité théorique établie sur le papier entre la marine des États-Unis et celle de l'Angleterre qui a fait dévier la conférence et posé la question de telle manière qu'elle est devenue insoluble.

Un marin, le commandant Kenworthy, député travailliste, écrit dans le *Referee* : « La politique de la France à la conférence ne manque pas de logique. Son empire colonial est le deuxième du monde; elle a deux frontières maritimes en Europe et elle assure ses communications avec l'Afrique du Nord pour des raisons militaires, dans l'éventualité d'une nouvelle guerre européenne. Les Français n'ont fait, après tout, que parler le langage de tous les délégués à la conférence, y compris les nôtres. » Ces jugements équitables montrent que l'opinion britannique commence à se rendre compte de la position et des intentions de la France; aussi nous abstiendrons-nous de faire mention des articles trop nombreux qui cherchent à rejeter l'échec de la conférence sur notre pays.

Nous comprenons fort bien la détresse du gouvernement de M. Ramsay MacDonald et le besoin qui le tourmente d'un succès diplomatique; mais tout ce que la France peut faire, c'est de l'aider à « sauver la face » et à masquer la retraite. La position des travailleurs est fausse et leur erreur manifeste depuis le jour où ils ont dénoncé et严厉ement critiqué, dans un intérêt de réclame électorale et pour complaire aux Américains, l'accord naval, si raisonnable et pratique, conclu par sir Austen Chamberlain avec M. Briand et M. Georges Leygues. La recherche trop ardente d'un accord étroit avec les États-Unis ne conduit pas le cabinet travailliste sur la voie qui mènerait à la pacification des esprits et à la consolidation de la paix. L'opinion française a de pénibles étonnements quand elle

entend, par exemple, certains journaux anglais déclarer que si la France obtient 700 000 tonnes de navires de guerre, il deviendra nécessaire d'accroître la flotte anglaise, comme si nos escadres pourraient jamais se trouver opposées à celles de l'Angleterre et comme si le peuple français souhaitait rien d'autre qu'une véritable alliance défensive avec l'empire britannique.

Le gouvernement des États-Unis aurait été mieux avisé si, au lieu de chercher à réaliser la parité avec l'Angleterre, il avait clairement posé la question que l'on devine sous-jacente à toute sa politique, celle de la liberté des mers. C'est la tradition américaine (1) : pas d'entraves au commerce américain, abolition du droit de visite. Cette doctrine, née au temps de la guerre de l'indépendance, les États-Unis ont cherché, avec un remarquable esprit de suite, à l'imposer à l'Europe : ils firent pour cela la guerre à l'Angleterre en 1812 et à l'Allemagne en 1917. Parité, au fond, signifie interdiction à l'Angleterre d'exercer le droit de visite et de gêner le commerce ; c'est la réalisation du second des quatorze points du président Wilson ; mais pourquoi ne pas le dire nettement ? L'accord aurait été, sur ce terrain, plus facile.

L'échec final de la conférence est désormais assuré ; il l'a été, en réalité, depuis le commencement. Il ne s'agit que de sauver les apparences et de réserver l'avenir. Dans sa bonne volonté et son désir de conciliation, le gouvernement français aurait consenti à de nouvelles réductions si les deux grands empires anglo-saxons lui avaient apporté des garanties supplémentaires de sécurité. Mais, de plus en plus, les États-Unis et l'Angleterre répugnent à tout engagement et se dérobent à tout ce qui pourrait les mêler aux affaires de l'Europe continentale ; ils n'ont rien donné ni rien promis et nous nous félicitons de cette sincérité, car il n'aurait pu s'agir que d'une garantie illusoire, s'ajoutant à d'autres garanties qui ne sont guère plus efficaces.

On cherche encore, à Londres, à trouver quelque issue honnable à l'impasse où l'on se morfond. On parle d'un accord à trois : États-Unis, Empire britannique et Japon. Mais le Japon a jusqu'ici réservé sa réponse ; il maintient ses légitimes prétentions qui, pour lui comme pour nous, sont fonction de sa sécurité. Un accord à trois ne serait d'ailleurs qu'un échec à peine voilé et qui aurait l'inconvénient grave de paraître jeter un blâme sur la France et l'Italie. Pour-

(1) Voyez les dernières pages de l'excellente *Histoire des États-Unis* que vient de publier M. Firmin Roz (Arthème Fayard, in-16), notamment page 463.

quoi ne pas, tout simplement, après avoir signé quelques accords secondaires tels que la convention sur l'usage des sous-marins contre les navires de commerce, reconnaître qu'on s'est fourvoyé et ajourner la conférence? Mais que l'on évite de se livrer, dans chacun des cinq pays, au jeu malhonnête et dangereux de la recherche des responsabilités. La France n'admet pas qu'on veuille les lui faire porter; mais elle ne prétend pas les rejeter en bloc aux autres, sur l'Italie par exemple, qui a joué son jeu et écouté ce qu'elle a cru son intérêt. Il s'agit, dès le commencement, d'un problème mal posé. Il faudra remonter à l'origine de l'erreur et, à la bifurcation où l'on a pris la mauvaise voie, écrire : fausse route.

Mais que de temps gâché et de bonnes volontés gaspillées! Que de germes de discorde semés pour l'avenir! Que ne proclame-t-on avec ingénuité qu'en face de la poussée du nationalisme bolchevisant en Asie, en Afrique, en Océanie, les forces navales des puissances de l'Europe occidentales sont à peine suffisantes et qu'il convient d'ailleurs, en ce temps où tout est à vendre, d'entretenir avec sollicitude ce conservatoire des grandes vertus nécessaires — comme disait le président Roosevelt, — qu'est, dans tous les pays, la marine de guerre!

Le plan Young a été ratifié, le 12 mars, par le Reichstag. Nous nous contentons d'enregistrer le fait dont M. Maurice Pernot donne, dans ce même numéro, un intéressant commentaire. Le vote a été acquis, grâce à la loyauté et à l'esprit politique du président Hindenburg, par 266 voix contre 193 et 3 abstentions. L'accord de liquidation germano-polonais n'a été voté que par 236 voix contre 217 et 8 abstentions. Le Président du Reich a, de son côté, ratifié la décision du Parlement. Le plan Young sera, selon toute vraisemblance, très prochainement discuté et adopté par les Chambres françaises. Alors commenceront les réalisations. Quant à l'Allemagne, elle entre dans une ère de crises politiques et de difficultés économiques dont on n'aperçoit pas l'issue.

RENÉ PINON.

